

diplomatique

THE LEADER THE TRIVERSITY OF ASSESSMENT

YA/A/+5 . . . 7 . .

AOUT 1978 N° 293 - 25° année

ENQUÊTE :

PEUT-ON SE FIER

(Pages 14 et 15.)

#### Algérie : 6,00 DA Maroc : 6,00 dir. Canada : 1,50\$c. Roy.-Unl : 50 p. Espagne: 100 p. Sulese: 3 F.S. Italie : 900 lires Tunisie: 600 mil

ents : voir tarif page 19 Publication mensuelle 5, rue des Haliens, 75427 Paris Cedex DS

# Un «sommet» d'économie-fiction

LE MONDE

Par CLAUDE JULIEN

REUNIS à Bonn le mois dernier, les représentants des sept nations les plus riches du moude not fait de lour mieux. Avec réalisme, se gardant plus riches du moude ant fait de lour mieux. Avec réalisme, se gardant de présenter des schémas trop embitieux, ils sont allés — dans la logique du système — nussi loin qu'ils lo ponvaient. Pragmatique, chaque chef d'État ou de gouvernoment n nunoncé les mesures concrètes qu'il prendrait poor utténoer les effets de la crise économique mondiale.

Pour sa part, le Japon a pramis de porter son taux de craissance de 5,4 % à 6,9 % en 1978 — ce qui constituerait un grand band en avant — et d'accroitre ses importations d'onviran un milliard de dollars — ce qui n'n rien d'excessif pour un poys dont l'excédent commorcial a niteint 17 milliards de dollars en 1977. La France, ofin de favoriser la relance, della particular de la commorcial de dollars en 1977. doublera son déficit budgétnire, mais un voit mal commout il nurait pu en être nutrement. En recourant nataument à d'importantes réductions d'impôts, l'Allemagno fédérale entreprend déjà do stimuler la consoramation, ca qui peut contribuer à froiner chez ollo l'occroissement du chomnge. Quant nux Etats-Unis, ils se sont engagés à réduira à la fois lours ireportations pétrolières et leur taux d'inflation.

Mais c'est la la point faible de tout le système. Le président Carter a certes pu nanoncer que, pendant les six premiers mois do 1978, les importations oméricaines do pétrole nunient baissé de 12,8 % por rapport à la périoda correspondate do l'un dernier. Or cette réduction, pour uno bonne part purement technique, n'nunonca nullement un durable renversement de tendance. En offet, les analyses de la Maison Blauche mettent en évidence les doux coractéristiques majoures do l'économie oméricaine : un ralentissement de l'exponsion, une accélération de l'inflation. Dans les quinze jours qui ont suivi le « sommet » de Bonn, le dollar n enregistré une nouvelle chute qui ne peut qu'encourager les importations oméricaines de pétrole.

A crise mondiale trouve évidenment sa source à l'intérieur de chacun des pays industriolisés comme dans les relations qu'ils entretiennent entre pays industriouses comme dans les relations qu'ils entretiennent entre oux et nvec le reste du monde. Les États-Unis ne sont pas seuls en couse, mais leur paids économique est à cet égard déterminant. Or le président Carter sa propose essentiellement deux mesures : nugmenter le prix du pétrole oméricoin pour le parter nu niveau mandial d'ici à 1980, réduire d'ici à 1985 les importations de 11,5 è 9 millions de barils por jour. Ces deux échéances sont beaucoup trop lointaines pant assurer oux décisions immédiates de l'Allemance et des la langue de la langue d de l'Allemagne et do Japon l'efficacité pourtant limitée qu'elles pourroient ovoir. Et, surtout, elles laissent intacts deux abstacles opporemment insurmontables : le Congrès n'est toujours pas dispasé à suivre M. Carter dans sa politique énorgétique, l'inflation no cesse de minar le dollar. Et les partenoires des États-Unis continuent d'en payer le prix.

Aucum signe tangible ne laisse prévoir un éventuel infléchissement du cours des choses, et le système détroque este fidèle à sa folie highae. Est théorie économique en honneur était déjà frappée par la coexistence contradictoire de l'inflation et de la stagnation, et le mot « stagnation » décrit ce qu'il n'explique pos. Cette théorie est en natre victime d'un nutre poridoxe opporent : les poys à monnale forte (Allemagne, Japon) enregistrent de substantiels excédents commerciaux, nlors que la dépréciation constante du dollar ne parvient pos à enrayer l'occroissement du déficit commercial des Etats-Unis. Et pourtant, prisonnier d'une théorie à laquelle les faits ne répondent plus, le systèma, de plus en plus coupé do réel, poursuit impet-turbablement sur su lancée achizophrène. L'Occident évolve en pleine

POURRAIT-ON sortir de le crise en rempont evec l'uberrante legique n L'Idquelle obéissent nussi bien les Etats-nations que les firmes multinationales et les argaoismes comme le F.M.I. ? Un retour nu réel est-il encore possible? Une telle « révision déchirante » n'irait pos sous une transformation progressive des habitudes de production et de cons un nouveou mode de vie.

Les notions industrinlisées se disent solidaires, mais leur discours oe sourcit dissimelor la guerre commerciale qu'elles se livrent entre elles. Elles prônent l'interdépendance qui les lie nux pays les plus pouvres, mais dans la pratique elles continuent da les explaiter. Ainsi, dans san rapport consocré anx produits de bose, la Commission trilatérale cite les droits de des qui frappent les iroportations en provenonce du tiers-mondo : pour les matières premières, 1,7 % dans la C.E.E., 2,2 % au Jopon et 5,6 % nux Etats-Unis; pour les produits manufacturés, 8,3 % dans la C.E.E., 11,3 % an Jupon et 13,1 % oux Etats-Unis. Ainsi va le dograe de la liberté des échonges.

La stagnation de la production dans les pays riches est absurda alors que restent immenses les besoins non satisfaits des trois quarts de l'humanité. La réponse à la crise réside en partie dans les rapports entre pays riches qui se réunissent poor leurs sommets périodiques, et beaucoup plus dans les rapports entre eux et lo reste do l'humanité. Développement des ventes de matériels militaires

# LES PROFITS DU «DÉSARN

A décision de l'Assemblée géné-rale des Nations unies de consa-crer une session spéciale au problème du désarmement ne peut modifier un fait fondamental : la progression constante des dépenses militaires dans le monde (1).

Il parait exclu que, dans un avenir préviable, un parvienne à en réduire le volume, ou même à freiner son accroissement. Car les discours officiels, s'ils justifient des mesures partielles dites de désarmement, camoufient en fait la course aux surrements que resolves de la course aux surrements que paredors de la course de la cours ment, camonifient en fait la course aux armements que, paradoxsiement, ils déterminent. Loin de déboncher sur une limitation économique des acti-vités militaires, les négociations en cours tendent à une limitation tech-nique des matériels produits par les deux Grands, mais cette limitation elle-même se heurte à la recherche d'une forte rentabilité économique des industries d'armement. De telle sorte industries d'armement. De telle sorte que ne cessent d'augmenter à la fois la quantité d'armes fabriquées dans le monde, leur degré de sophistica-tion et le nombre de pays détenant des matériels de guerre de hant

L'affrontement entre grandes puissances n'est plus conçu en termes globaux et quantitatifs (avoir la pos-sibilité de déstruire une fois ou quatre similité de détruire une fois ou quatre cents fois l'adversaire éventuel) mais par la mesure de l'écart technologique entre les deux Grands et, évidenment, entre ceux-ci et les puissances dites moyemes (2). Puisqu'on ne saurait exporter ce qu'il est interdit de fabriquer, on pourrait penser que des mesures partialles de désargant form des matériels de des puis et les puis de la partial des matériels de matériels de matériels de supere qu'ils produisent, les Etats liès par des accords dits de désarmement ne s'engagent que dans les interstiess où une percés technologique reste soit irréalisable, soit improbablé. Mais ces exportations maprobable. Mais ces exportations permettent de rentabiliser la recher-che technologique la plus avancée, portant sur des matériels non cou-verts par les réglementations.

Les négociations SALT II sont, à eet égard, fort révélatrices (3) : les Etats-Unis et l'Union soviétique visent Rists-Unis et l'Union soviétique visent à s'interdire ce qu'ils sont techniquement incapables de résliser. C'est clair pour les ABM. (antibelistic distilles, système de défense antimissile). Quant au point de l'accord, discoriquement conçu pour interdire les systèmes « exoliques » (c'est. à-dire élaborés à partir de principes tout à fait nouveaux), il sera rédigé de telle façon qu'il puisse alsément être tourné en fonction de l'évolution des recherches. En ce qui concerne les armes offensives, les Etats-Unis ont confirmé, an lendemain de la ren-routire de Viadivostok, leur intention de poursuivre leurs études sur les de poursuivre leurs études sur les lanceurs sol-sol mobiles que les accords « n'interdisent ni n'autopisent »; ils ont aussi déclaré g'estimer libres d'augmenter la puissance

Par ANDREE JALLON \*

des charges multiples autorisées. En proposant, en février 1977, d'écarter provisoirement des négociations à la fois le bombardier soviétique Backfire et le missile américain Cruises (4), dont les programmes ferment toute perspective d'accord, le président Carter a témoigné du même souci de refuser tout butoir technologique.

La lecture des conventions inter-nationales, relatives au désarmement indique que les Etats ne s'imposent d'obligations qu'après avoir épuisé toutes les possibilités techniques offertes dans le champ convert par chaque convention. Ainsi le tratià de offertes dans le champ couvert par chaque convention. Ainsi le traité de Moscou (5 août 1963) se borne-t-il à intendire les essais nucléaires dans l'atmosphère et sous la mer; il ne comporte pas la prohibition des essais souterrains, alors jugés nécessaires par les puissances. C'est pourquoi la France, arrivée en 1974 au stade des essais souterrains, accepta de se considérer comme liée par le traité de Moscou sans pour autant en devenir signataire. De la même manière, le traité de non-prolifération (T.N.P.) des armes nucléaires (1968), notamment son article 3, ne peut empêcher le détournement à des fins militaires du matériel ou de la technologie nucléaires exportés. Non seulement parce qu'un grand fournisseur (la France) et des chents importants (Israël. Afrique du Sud. Brésil, Inde. Pakistan. etc.) ne sont pas signataires du traité mais, surtout, faute d'accord sur la définition des « équipements ou matières spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'utilisation ou la production de producis fissiles spéciaux ». Ces lacunes du T.N.P. ont permis la conclusion des accords de coopération nucléaire entre le Canada et l'Inde; entre la République fédérale d'Allemagne et le Brésil (julin 1975), qui couvre le cycle complet du combustible nucléaire; entre la France, d'une part, et, d'autre part, l'Tran et l'Afrique du Sud pour l'exportation de centrales nucléaires, sans parler des projets de vente à la Corée du Sud et au Pakistan. Ce n'est qu'après l'exploitation de ces lacunes du T.N.P. que les membres du s groupe des Sept » (sept Etats parmi les plus importants exportateurs de technologie nucléaire) ont pu, su début de 1976, par les accords de Londres, harmoniser leur politique nucléaire en vue de réduire leurs exportations.

#### Progrès technologiques et exportations

L ES exportations d'armements ou de technologies devant aboutir à la fabrisation sous licence de matériels militaires portent elles ansi-pont l'essendel sur les productions excluant la possibilité d'une perce technologique. Cette politique est officiellement justifiée par le risque que le matériel le plus sophistiqué tombe aux mains de l'adversaire

Les grands pays exportateurs de concurrence sur le marché international, les fournitures proposées étant fort proches les unes des autres, étant fort proches les unes des autres, quel que soit leur pays d'origine. Pour chacun, il s'agit de proposer les mêmes matériels que le pays concurrent plutôt que ses armements, spécifiques. En France, M. J.-L. Delpech, délégué ministériel à l'armement, s'est clairement exprimé sur ce point : « Vous ne serez pas surpris d'apprendre que la D.M.A. n'a pas, spontanément, un grand enthoustasme exportateur. Elle a été faite pour donner à nos propres forces les donner à nos propres forces les melleures armes poesibles, et elle pense, évidemment, que les meilleures armes doivent rester chez nous et ne pas se disséminer. Pour la DMA., comme pour les autres étais-majors, l'idée que des armes françaises pour-raient être retournées contre nous est unanimement insupportable; la tendance de fond est donc, indubi-tablement, restrictive » (5). Exporter, oui, mais après avoir enlevé un mar-ché en situation de concurrence, ot exporter vers des pays politiquement choisis conformément à une procé-dure étroitement, contrôlée. Aux cuire extolement controles. Anx Etats-Unis, une réforme récente rend obligatoire, tant pour les agents publics que pour les entreprises privées, l'obtention d'une autorisation du département d'Etat avant de lancer

une campagne de promotion des \* Docteur en droit, assistante à l'uni-versité de Paris-L.

ventes à l'étranger. En France, la réglementation en vigueur est telle-ment stricte que l'agrément adminis-tratif préalable à l'acceptation de la commande ne-suffit pas et que doit s'y ajouter l'autorisation du trans-port physique des matériels (6).

En fait, dans tous les pays concernés, la rigidité des barrières juri-diques n'a pas pour but d'empêcher les exportations; sa scule fonction est de laisser à l'exécutif le libre choix n'empeche nullement l'accroissement continu de la fabrication et de l'exportation mondiale d'armements, dont le volume a été multiplié par 2,7 au cours des dix-sept dernières années (voir le tableau B, page 4).

# (Lire la sunte page 4.)

(1) Voir le tableac A, page 4.

(2) Cf. l'extrait d'un document du Congrès des Etals-Unis, cité dans la revue Déiense nationals de 1 n n 1 1975 (page 25) : « Le programme que je vous présente est spécifiquement conçu pour conserver à notre nation l'un de ses plus estimables atouts, l'initiatire technologique. (...) Nous avons aujourd'hut l'initiative, mais mous devons savoir combien elle ext jrayle dans le monds actuel. (...) La rapidité des mulations technologiques ou cours des décensies è vents sera un jait plobal. (...) Nous devons maintenir notre avance. >

(3) Cf. général Poirier, Des stratègies mucléaires, Hachette, Paris 1977, page 349 et suivantes.

(4) Le Backfire est le bombardier sortétique d'un rayon d'action da 3500 kilomètres, aceru par le ravitablement en voi, et se déplaçant à Mach 2.2 Le Cruise est une sorte d'avion subsonique sans pilote; la percée technique qu'il réalise réside dans sa portée (près de 3000 kilomètres), la détermination de sa trajectoire et se dimension réduite qui en permet le lancement à partir d'un tube lance-torpilles.

(5) Cf. revue Déjense nationale, juin pilles.

(5) Ct. revue Déjense nationale, juin 1975, page 31.

(6) Notamment le décret du 12 mars 1973 et l'arrêté du même jour.

Signification économique d'un coup d'État

# MAURITANIE, LA GUERRE ET LES MINES

E coup d'Etat du 10 juillet, qui a mis fin eu régimo du président Moktar Ould Deddah, a élé générelement acqueilli avec plua de soulagemant qua de surprise par le plupart le chef d'Elet déchu avelt ilé le sort de son pays à celui du Maroc, dans le cadre du portage de l'ancienne colonie saharienne espagnole, le Meuritania e été entraînée maigré alle dens une guerre meurtrièra at coûteuse qui hypothéquait les perspectives — déjà peu favorables — da son développament économique (1). A Nouakchott, c'était depuis longtemps un

Par HOWARD SCHISSEL

sediat de polichinella qua la guerre na pouvait pes être gagnée militairement. Die lors, touto possibilité do redressement politique et dipiomatique et une relance de l'activité économique passaiant inécitablement par le recharchu d'une paix acceptable dans l'affaire saharienne. Mais, prisonnier de son alliance avec Hassan II et de plus en plus Isolé sur la scène politique intèr-rieure, M. Ould Deddah ne prenaît aucune initiative pouvant débloquar une situation

devenue catastrophique. Le congrès tanien (P.P.M.), è la fin de fanvier, n'e réusel ni à rehausser le prestige du président, ni à replatrer la façado do l'unité nationale, ni mêmo é gommer les contradictions au cein du parti et de

Si le situation militaire s'étali rela-tivement stabilisée ces demiara mota grace, notamment, à la présence en territoire mauritanien de neuf mille eoldets calérifiens et grâce, surtout, à l'efficacité raids da l'aviation française besée au Sénégal, le santé de l'écocomia n'e besée, au contraire, de se dégrader. A une nflation galopante et à la epéculation uir les produits de première nécessité ont venus s'ajouter des impôts epéciaux ont nettement rédult le niveau de via léjà précaire de la majorité de la popu-tation. Qui plus est, le conflit a favorisé l'activité des profiteurs de guerre et L'andu quasi sndémique la corruption dens l'apparati de l'Etat.

(Live la suite page 11.)

(1) Voir nous précédent article, e-La Manritanie dans l'engrenage saharien a, dans le Monde diplomatique de juin 1977.

# Etudes en SUISSE líttéraires.

scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, C, D) Baccalauréats suisses. Admission des 10 ans. Internat et externat. 29 recus sur 36 candidats au baccalauréat à la session de juin 1975



**3, chemin de Préville, Tél. 19-4121/2015 01** 

Dans ce numéro :

L'Irlande, nouvelle «île aux profits».

Les Arabes riches et les Arabes pauvres.

Les femmes dans les luttes sociales.

(Pages 18 et 19.)

# Afflux de capitaux et main-d'œuvre bon marché

# L'IRLANDE, NOUVELLE « ILE AUX PROFITS »

E décalage entre l'image volon-tairement figée d'un pays ver-doyant, poissonneux, tranquille pour tout dire épargné par les tares de la civilisation industrielle, — que donnent à l'étranger les offices du tourisme irlandals, et la réalité d'un Etat qui, en 1917, a connu un taux de croissance de 5.1 % (le donble de la moyenne de la C.E.E.) et augmenté de 20 C. ses exportations de produits la moyenne de la C.E.E.) et augmenté de 20 % ses exportations de produits manufacturés, devient chaque jour plus évident. La République d'Irlande — le « Sud » dans la conversation courante — a considérablement changé ces dernières années. Certes, les paysages hucoliques qu'évoque Michel Déon dans son Taxi mauve ne vont pas disparaître du jour au lendemain, mais ils sont de moins en moins représentatifs d'une Irlande qui s'urbanise. La côte ouest, la plus sanvage, celie où dans les régions que l'on appelle La côte ouest, la plus sanvage, celle où dans les régions que l'on appelle le Gaeltacht, la langue, vernaculaire est encore le gabilque, s'industrislise à cadence rapide. Une annonce publicitaire récente, s'adressant aux investisseurs étrangers, montre deux photos : en haut, la mer qui vient baigner une plage quasi déserte abritée derrière un éperon rocheux; en bas, une usine à l'architecture fonctionnelle. Entre les deux, ce commentaire : « De nombreuses sociétés multinationales de première importance utilisent déjà le « Gaeltacht » comme base industrielle... Pour nous, « Gaeltacht » signifie e la région où

l'on parle l'irlandais». Pour vous, cela peut signifier subventions, faci-lités pour l'investissement des capi-taux et sités industriels sans équiva-

taux et sites industriels sans équivalent. »

Pour résumer en une formule le modèle de développement suivi par l'Irlande, on peut reprendre ce titre d'un récent article de l'Investors Chronicle de Londres : « Vendre l'Triande au businessman. » Pour atteindre cet objectif, un instrument : l'Agence pour le développement industriel (Industrial Development Authority, connue sous le sigle LDA.). L'I.D.A., organisme d'Etat créé en 1949, mais complètement réorganisé en 1969, a pour mission d'attirer les capitaux étrangers en Irlande. Il emploie pour cela cinq cent cinquante personnes (dont cent cinquante en poste à l'extérieur) qui disposent, pour convaincre leurs interlocuteurs, d'une panoplie d'arguments auxqueis tout investisseur est sensible : exemption d'impôts sur les exportations jusqu'en 1990, aides à l'installation non remboursahles, prise en charge partielle de la formation du personnel, garantie des emprunts at subventions pour le palement de leurs intérêts, subventions pour la recherche, mise à disposition de zones industrielles déjà viabilisées... En tout, chaque emploi ainsi créé a coûté à l'I.D.A. 3000 livres entre 1973 et 1974. Actuellement, l'ordre de grandeur est de 5000 livres.

Par BERNARD CASSEN

produits agricoles et alimentaires, ces derniers ne représentent plus, en 1977, que 40 % du total (846 millions de livres pour les aliments, les bois-sons et le tabac, 153 pour la produc-tion animalel contre 55 % revenant aux produits industriels (1384 millions de livres, surtout concentrées dans la chimie et les produits pharma-ceutiques), les 5 % restants correspon-dant à des matières premières (zinc, plomb, barytes). plomb, barytes).

Une diversification est également intervenue dans la destination des exportations : la Grande-Bretagne, autrefois partenaire quasi exclusif, n'en reçoit plus que 49 %, les membres continentaux de la C.E.E. 29 % n'en reçoit plus que 49 %, les membres continentaux de la C.E.E. 29 % et l'Amérique du Nord 7 %. Cela n'empêche pas l'économie iriandaise, en expansion rapide (plus de 5 % cette annéel (3), mais souffrant de l'exiguité de son marché intérieur de trois millions d'habitants, d'être extrêmement dépendante de la situation mondiale. D'où les efforts frênétiques du gouvernement de M. Lynch pour maintenir sa capacité d'attraction des capitaux étrangers, d'autant que les dérogations consenties par la C.E.E. ne seront pas éternelles : tout laisse prévoir que les exemptions fiscales sur les exportations jusqu'en 1990 ne pourront pas être consenties à de n ou velles entreprises. Qu'importe, l'I.D.A. a déjà en vue un nouveau « package » tout aussi attractif. Trois principaux é lé m e n ta d'inquiétude hypothèquent cependant la poursuite d'une politique fondée sur le financement public des investissements et des bénéfices privés : le ulveau d'endettement du pays, le taux de chômage et la natalité. lités de partage du travail dotvent aussi entrainer un partage des revenus »... L'objectif de M. Lynch est ainsi de maintenir le bas prix relatif de la main-d'œuvre irlandaise, facteur déterminant pour le capital étranger, sans en payer le coût social — le chômage — et ses consèquences politiques prévisibles. Ce serait effectivement un incontestable tour de force dont maint gouvernement occidental souhaiterait s'inspirer!

En attendant ce remède miracle, les recettes de M. Lynch sont des plus classiques : dans le même temps qu'il exonère de l'impôt les riches citoyens et les entreprises étrangères, il y assujettit les allocations familiales et se lance dans une chasse aux faux chômeurs, accusés de percevoir indument des allocations alors

qu'ils travaillent au « noir ». Si l'on met de côté les critères sociaux pour retenir les seuls indicateurs économiques classiques, l'économie irlandaise est incontestablement très prospère. Dans le secteur agricole — grâce à la politique agricole commune, — l'augmentation des revenus a été spectaculaire : plus de 33 % dans la seule année 1877, ce qui s'est traduit par l'achat de nombreux hiens de consommation, en particulier d'auto-mobiles. Depuis la conférence des chefs d'Etat européens de Brême, on étudie même prudemment dans les milieux gouvernementaux l'opportunité de « décrocher » la livre irlandaise du sterling pour rejoindre le club des monnaies fortes. Ce serait véritablement la seconde indépendance de l'Irlande l de l'Irlande l

CE n'est pas sur le plan de la politique intérieure que le gouvernement a grand-chose à craindre.
Le parti au pouvoir, le Fianna Fail,
a remporté nettement les élections
de 1977. Parti « naturel » de gouvernement depuis 1932 (51 avec Eamon
de Valera puis Sean Lemass (19591966) et Jack Lornch (1968-1973), le
Fianna Fail a beaucoup de points
communs avec le mouvement gaulliste sous les ve République. Implanté
dans tous les secteurs de la population, il capitalise encore, dans une dans tous les secteurs de la population, il capitalise encore, dans une certaine mesure, les sentiments nationalistes de ceux qui s'opposèrent au traité de 1921 consacrant la partition de l'Iriande, mais li est de plus en plus contraint à une « politique du consommateur » accordant des avantages sectoriels aux catégories dont il escompte le soutien électoral. Le Fine Gael, son adversaire e héréditaire », na s'est distingué traditionneliement de lui que par cette référence historique. Parti de notables conservateurs, dont le base sociale était constituée par la base sociale était constituée par les gros fermiers, le Fine Gael n'a pu occasionnellement revenir au goupu occasionellement revenir au gou-vernement que grâce à une alliance du type «cartel des non» avec le parti travailliste, étant entendu que l'extrême gauche organisée a une importance électorale et politique encore négligeable. « La tolérance dont encore négligeable. « La tolérance dont nous jouissons, nous dit un universitaire membre d'un parti d'extrême gauche, le Socialist Labour Party, devrait nous inquièter. Elle montre à quel point nous sommes insignifiants. » Àvec pour seul ciment l'hostilité à l'autoritarisme » du Flanna Fail, la coalition Fine Gael – parti travailliste a assumé le pouvoir de 1973 à 1977. Son échec a entraîné le départ de ses deux leaders : M. Cosgrave, person-Son échec a entraîné le départ de ses deux leaders : M. Cosgrave, personnalité très conservatrice, a été remplacé à la tête du Fine Gael par M. Garrett Fitzgerald, homme politique brillant et d'esprit libéral; M. Brendan Corish a cédá la direction du parti travailliste à M. Frank Cluskey dont le moins que l'on puisse dire est qu'il est loin de possèder une personnalité charismatique.

una tonalité social-démocrate et ilbérale, au risque de perdre une partie de son électorat conservateur. Quant de son électorat conservateur. Quant au parti travailliste, qui a recueilli en 1977 11.6% des suffrages, il peut maintenir une identité ouvrière grâce à ses liens privilégiés avec les syndicats, mais rien n'indique qu'il puisse constituer à terme prévisible une force politique majoritaire. Son a 111 an c e avec le Fine Gael, une « alliance sans principes », dit son aile gauche, ôte tonte crédibilité à son programme de réformes. Ce bipartisme à « deux partis et demi », pour reprendre une formule employée par les politologues irlandais (6), garantit la maintien d'un large consensus socio-économique, quel que soit le gouvernement. D'où pourraient donc venir les dangers ? De la conjonction de la poussée démographique — dans un contexte

M. Fitzgerald souhaite donner à son

Un bipartisme à deux et demi

de châmage croissant — et des retombées des « événements » du Nord. Tous les hommes politiques sont convaintus que la stabilité politique du Sud pourrait ne pas résister à une absence de solutions à long terme dans les six comtés de l'Ulster. Si l'IRA provisoire est sévèrement condamnée par les trois principaux partis et ses membres pourchassés par la police, l'armée et les tribunaux du Sud, on craint que les « provos » ne trouvent des adeptes dans une jeunesse déscauvrée. D'où, en partie, la modification considérable des attitudes vis-â-vis du Nord. Il est blen fini le temps de la revendication rituelle du retour des « six comtés » à la mère patrie. Le processus de rapprochement avec des «six comtès » à la mère patrie.

Le processus de rapprochement avec
le gouvernement de Londres, entame
par le gouvernement de coalition de
M. Cosgrave, a été poursuivi — à la
surprise de beaucoup — par M. Lynch.
Certes, le ton est différent, plus ferme
mais cans agressivité. Le premier
ministre a déclaré à plusieurs reprises
que la République ne serait jamais
« un hatre pour les terroristes », Il
persiste à demander à M. Callaghan
de remplacer ce qu'il appeile la
« garantie négative », selon laquelle
aucun changement en Ulster ne se
fera contre la volonté de la majorité
— ce qui nourrit l'intransigeance des
Unionistes — par une déclaration où
le gouvernement britannique « montrerait sa volonté d'encourager l'unité
de l'Irlande par accord mutuel, dans
l'indépendance et pour des relations
harmonicuses entre les deux lles ».
Plus question d'exiger un retrait
immédiat des trouves britanniques Plus question d'exiger un retrait immédiat des troupes britanniques de l'Ulster ni un Etat unitaire réunissant le Nord et le Sud; il est d'ores et déjà entendu que les protestants du Nord pourraient conserver leurs institutions et leurs lois propres au sein d'un Etat fédéral. Le plus difficile est de les en convaincre...

De plus en plus nombreuses enternalisses de les en conventers enternalises de les enternalises de les

sein d'un Etat Icderal. Le plus difficile est de les en convaincre...

De plus en plus nombreuses sont les voix qui demandent que la République modifie dès maintenant ses attitudes internes d'intolérance pour adopter des positions réellement pluralistes (7), et cesse de vouloir imposer à tous une législation—notamment en matière de divorce et de contraception—dictée par ce qui était à l'époque une Eglise de combat. Même au sein de la hiérarchie catholique, où Vatican II commence à être largement assimilé, ces discussions ne sont plus un sujet tabou. C'est sculement à ce prix—et rien ne dit que, sans des prises de portions énergiques des dirigeants de tous les partis, la majorité de la population soit encore prête à la payer—que pourraient être levées les préventions historiques des protestants du Nord et créées des structures d'accueil où ils constateraient qu'ils ont quelque chose à gagner et rien à perdre.

• • • •

Substitution of the control of the c

Les Gr

Londre Bruxelle Francio

Madrid.

(1) Chiffres tirès du oumèro d'été 1978 Ce Trade Union Information, bulletin etstistique trimestriei publié per la Confédératios Ces syndicots irlandais (Irish Coogress of Trade Unions); voir également The Irish Times du 6 juillet 1978. egalement The Irish Times du 6 juillet 1978.

(21 Survey of Current Business, vol. 57, or 9, U.S. Department of Commerce. Bursou of Economic Anolysis et The Irish Times du 8 octobre 1977.

(3) Dans son Livre vert. Department for Full Employment, public en juin 1978, le gouvernement avance un chiffre de 7 % qui suscite un certain scepticisme dans les milieux économiques et aynéticaux.

(4) Malgré tout, avec 3.16 milions d'babitants, la République d'Irishde e tout juste retrouvé la population de 1901 ée ses vingt-six comtés alors que, soirante ans auparavant. Ils étalent peuplés de plus de six milions d'heritante ans auparavant. Ils étalent peuplés de plus de six milions d'heritante (5] Le parti Fianna Fall o'en a été écarté que de 1948 à 1951, ce 1954 à 1957 et de 1973 à 1977 par ées cabinets de coalition Fine Gael. — parti travailliste.

(6] A ce sujet, on lira ovec intérât les chapitres consacrés à l'Irlande, et eus pour l'essentiel à Maurice Manning, de Notional Elections in Democratic Boolety, American Enterprise institute for Public Policy Research, Wasbington, 1978.

(7) Voir le numéro printempa-été 1978 de la revue Straites consacré ou piuralisme en Irlande (35 Lower Leesoo Strest, Dublin 2).

du Centre d'études et de recherches l'ilandaises (C.E.R.LU.L.) de l'université de Lille-III, dirigé par Fatrick Rafroidi et Guy Fehlmann, vient ée publier (n° 2, nouvelle série) une livraison remarquable. On y trouvera une série d'études sur des auteurs irlandais, différents articles politiques, dont un du premier ministre rilandais, M. Jack Lynch («Haye we Betrayed the Men of 1916?»), une recension complète de toutes les activités liées à l'Irlande en France et des comptes rendus d'ouvrages récents. L'ensemble constitue un outri de travail précieux pour les «Irlandisants». — C.E.R.LU.L., Université de Lille-III, Pont de Bois, S.F. 18, 59650 Villeneuve-d'Ascq. • ETUDES IRLANDAISES, revue

# Le financement public des investissements privés

L e capital étranger n'a nullement été indifférent à ce traitement de faveur auquel s'ajoutaient deux antres faveur auquel s'ajoutaient deux antres éléments d'importance : une grande stabilité politique et l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée mais sous-payée par rapport à celle des autres pays membres de la C.E.E. C'est en Iriande que l'on effectue en moyenne le plus grand nombre d'beures de travail par an : 2 035 (contre 1940 au Royaume-Uni, 1862 en France, 1680 en Allemagnel et que le prix de revient horaire de la main-d'œuvre est le moins élevé : 1.81 livre contre de revient horaire de la main-d'œuvre est le moins élevé : 1.81 livre contre 2.02 livres au Royaume-Uni, 3.07 livres en France, 3.86 livres en Allemagne (1). Les capitaux allemands, suisses, japonais, britanniques et, surtout, américains ont affiné. A la fin de 1976, à eux seuls, les investissements en provenance des Etats-Unis (qui, au cours des quinze dernières années, ont constitué la moitié du total de tous les investissements étrangers en Irlande) atteignalent 897 millions de dollars dont 738 dans 897 milions de dollars dont 738 dans l'industrie (2). Cette dernière somme représentait la plus forte moyeune par habitant parmi les pays membres de la C.E.E. (236 dollars contre 219 pour la C.E.E. (236 dollars contre 219 pour la Belgique et le Luxembourg, 107 pour l'Allemagne et 75 pour la France). L'I.D.A. rappelle elle-même dans sa publicité que le taux de rentabilité annuelle des investissements américains en Irlande en 1975 et 1976 s'est élevé à 29,5 %, contre 12 % en moyenne dans la C.E.E. L'Irlande c'est transformée en une vaste zone industrielle, une clie aux profits » comme Porto-Rico, qui produit, grâce à des capitaux étrangers, des biens en majorité destinés à l'exportation. Entre 1966 et 1974, les nouvelles industries implantées grace à l'IDA ont contribué à une augmentation de 40 % de la production industrielle et 40% de la production industrielle et de 70% des exportations de cette production. On notera qua les entreprises américaines installées en Irlande exportent 95% de leur production, les entreprises européennes des pays membres de la C.E.E., 77%.

L'économie irlandaise est alns l devenue l'une des plus « ouvertes » qui solent an monde : en 1977, ses importations représentalent 57% du produit national brut (P.N.B.) et ses produit national brut (P.N.B.) et ses exportations 47 % (à titre de compaLe changement a également été consi-dérable dans la nature même des exportations : alors qu'il n'y a pas si longtemps, l'Irlande était fonda-mentalement un pays vendeur de

#### L'explosion démographique et l'émigration

CETTE année, les emprunts publics représentent 13 % du P.N.B., chiffre considérable, dérogatoire lui aussi aux normes de la C.E.E. et que le gouvernement envisage de réduire à 8 % au cours des années à venir. Actuellement, le service de la dette s'élève à 20 % des dépenses gouvernementales, situation caractéristique de nombreux pays du tiers-monde. Le chômage se situe à 13 % de la population active, mais l'arrivée sur le marché du travail de milliers de je un es venant de quitter l'école jeunes venant de quitter l'école aggrave la situation réelle (même si ces demandeurs d'un premier emploi ne sont pas pris en compte dans les statistiques). L'Iriande a connu une véritable explosion démographique et son taux de natalité reste de loin le pius élevé d'Europe : 22,3 pour 1000 (4). Pas de « problème du troisième enfant » puisque la moyenne se situe actuellement autour de quatre par famille. On a certes enregistré une tendance à la baisse au cours des deux dernières décennies : il faut « seulement » cind ces demandeurs d'un premier emploi nies : il faut « seulement » cinq enfants pour parler de famille nom-breuse alors que, dans les années 50, il en fallatt une bonne dizaine! Ca phénomène, qui fait et fera de l'Irlande le pays le plus jeune d'Europe (en 1986, 55 % de la population auront moins de 29 ans), est officiellement accuetifi avec la plus grande faveur, comme li sied dans un pays où l'i icomme il sici dans un pays ou l'Al-mense majorité de la population est catholique; en privé, toutefois, les responsables ne dissimulent pas leurs craintes. Comment créer assez d'em-plois dans une situation de crise mondiale faisant que le chômage augmente dans tous les pays?

La traditionnelle soupape de sécu-La traditionnelle soupape de secu-rité que constituait l'emigration n'est plus un remède, alors que, depuis 1926, plus d'un million de citoyens irlandais se sont établis à l'étranger. Très forte au cours des années 50 et jusqu'au milieu des années 60, cette tendance s'était inversée au début de

cette décennie, le flux migratoire devenant même positif, phénomène historique considérable dans l'histoire historique considérable dans l'histoire de l'Irlande. Mais l'Institut de recherche économique et sociale de Dublin vient de publier un document constatant qu'à partir de 1976 l'émigration a repris et qu'elle toucherait 133 000 personnes an cours des huit ans à venir. Une grande différence toutefois : l'exil n'est souvent plus perçu comme une fatalité, mais comme un phénomène temporaire avant de recomme une fatalité, mais comme un phénomène temporaire avant de retourner «vivre au pays». Les émigrants ne sont plus uniquement des jeunes sans qualification qui aliaient chercher de l'embauche sur les docks da Liverpool ou dans les usines du Lancashire, mais, assez frèquemment, des aduites ayant reçu une formation et qui veulent connaître l'extérieur. Leur retour éventuel accèlèrera des mutations déjà perceptibles dans le domaine des mœurs et de la culture.

Dans l'immédiat, le gouvernement dolt à la fois courtiser les capitaux étrangers et maintenir la paix sociale qui est l'une des conditions du climat da «conflance» que requièrent les investisseurs. C'est pour préserver cette « confiance » qu'il a notamment décidé d'abolir la modeste impôt sur la fortune établi par le gouvernement de coalition Fine Gael. — parti tra-vailliste, battu aux élections en 1977. Ce sont ainsi 10 millions de livres Ce sont ainsi 10 millions de livres qui ne sortiront pas des poches de quelque deux mille privilégiés. Dans le même temps, le Livre vert récemment paru prévoit — dans l'incréduilté générale — le retour au plein emploi en 1983. L'une des idées maîtresses de M. Lynch est le worksharing, le partage le plus équitabla des emplois existants par une diminution des heures supplémentaires, l'avancement de l'âge de la retraite et la réduction de la durée de la semaine de travail. Que les interessés semaine de travail. Que les intéressés ne se fassent pas d'illusions : il leur est clairement signifié que « les moda-

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

raison, en 1960, les exportations ne représentaient que 18.3 % du P.N.B.).

Président et premier ministre du consell révolutionnaire : M. Nur Mohamme Vice-premiers ministres: MM. Babrak Karmai (vice-présideot). E/izzollah Amin (ministre des affaires étrangères). Moham-mad Aslam iministre des communica-

maa Astam iministre ees communicationa).

Ministre de la défense nationale :
colonel Abdul Kader ; santé publique :
M. Shah Walt ; intérieur : M. Nur Ahmad
Nur ; éducatiod : M. Dasieguir Fanchiri ;
pian : M. Suitan Ali Keshmand ; radio et
télévision : M. Solsiman Loyeq ; culture :
M. Saleh Mohammad Zfri ; Inances :
M. Abdul Karim Misoq ; information et
culture : M. Mohammad Assan Barek
Chali! ; procureur géeèral, mioistre ée la
jnaties : M. Abdul Akim Shary ; affaires
sociales : Mine Anolin Ratebead ; commerce : M. Abdul Kutduz Roghband!
mines et industrie : M. Mohammad
Ismail nancsh ; travaux publics :
M. Mohammad Rai! ; eaux et électricté :
M. Mohammad Mansour Hashemle ; éducatinn supérieure : M. Mahmoud Soume ;
frontières : M Nezomuddin Tahrib.

CHILI (14 avril 1978)

Membres de la junte:

Président de la République, chef que l'armée de terre : général Augusto Pinochat; commandant es chef de la maine : nmiral José T. Merino; commandant es chef de l'armée de l'air : M. G. Leigh; directeur général des carabiniers : M. Cesar Mendoza.

Ministres d'Etnt Ministres d'Eint
Ministres de l'iotérieur : M. Sergia Fernandez Fernondez : affaires étrangères :
M. Hernan Cubillos Sallato ; détense
notionale : général de division César
Benavides Escobar ; économie. développemeot et recoestruction : M. Pablo
Beraone ; iloances : M. Sergio de Castro S. ; éducation actionale : contreamiral Luis Netmann ; justice : Mila Monica Madariaco ; travaux gablice : M. Hugo Leon Puelma; agriculture:
M. Alfonso Marquez da la Plato; terres
et colonisation: général des carabinters
Loutaro Recabarren; travail et prévision
sociale: M. Vasco Costo Ramirez; eanté
poblique: général da brigade aérienne
Peruando Mattet Auvel; mines: M. Enrique Valenzuela Blenquier; logement et
urbanisme: M. Edmundo Ruis; transports: M. José Luis Fedérici; accrétaira
général du gonvernement: général de
brigada René Vidal; chrecteur de l'office
ee planificatioo: contre-amiral Roberto
Keily; chef eu comité assesseur de la
junte du gouvernement: général de brigade Patricio Torres
[Le général Gustavo Leigh, membre de [Le général Gustavo Leigh, membre de la junte, a été rempiacé le 24 juillet par le général Fernando Mattheil]

COSTA-RICA (8 mai 1978) Président de la Répunuque : M. Ro-drigo (grazo ; premier vice-président : M. Rofrigo Allmann : deuxième vice-président : M. José Miguel Allaro.

président : M. José Miguet Alfaro.

Ministre de l'agriculture et de l'élevage : M. Hernan Fonséo ; économie, industrie et commerce : M. Fernando Altmann : échneation : Mros Maria Sugenia Dengo de Vargas ; finances : M. Hernan Saenz ; intérieur : M. Juan José Echeverria ; pian et politique économique : M. Wiburg Jaménez ; promotion bumains : 4me Marina Volio da Trejos ; présidence : information : M. José Rajaei Cordero ; affaires étrangères : M. Rafael Angel Calderon : sauté : M. Carmelo Calvosa ; travail et blen-être social : Mme Estela Quesada ; trausports et travaux publics : M. Rodolfo Méndez.

ILES FIDJI (Elections législatives En 17 an 24 septembre 1977) Nombre d'électeure inscrits : 267 081.
Répartition des sièges entre les différents partis : Parti de l'Alliance : 36 :
Parti de la fédération nationale : 15 ;
indépendants : 1. Nooveao gonvernement (29 septembre et octobre 1977)

NOOVERD GOLVERNAMENT (23 septembre et octobre 1877)

Premier ministre, ministre Ces affaires étrangères : Rain Kamisese Mara; vice-premier mioistre, ministre Ces affaires fidjlennes et du développement rural : Rain Penaia Gandau : ministre Ce la justice et du plan : M. Vijay R. Singh ; finances : M. Charles Stinson ; Céveloppement urbain et ingament : M. Jonati Magoa; travaux publics et transports : M. Jonati Magoa; travaux publics et transports : industrie : M. Mohammed Ramaan ; travall, relations lodustrielles et immigration : Rain David Toganivalu ; canté : M. Edward Beddoes : agriculture et pèches : M. Charles Welker ; éducation : M. Semeso Siktiou ; tourisme, transports et avistion civils : M. Tamesi Vakatora.

Ministres d'Etat : Rain William Toganivalu (informatico) ; M.M. Militoni Leveniquia (terres et ressources minérales] : Livai Naulivato (coopérotives); Solomone Momotaviu (intérieur) ; Rain Josaio Tavaiqua (foréts) ; M.M. Vivekanand Sharma (jeunesse et sport) ; Ishwari Prasad Befpai (Dieo-ètre social).

Premier ministre: M. Kelevi Sorsa; vice-premier ministre: M. Kelevi Sorsa; vice-premier ministre et ministre de l'agricultore: M. Johannes Virolainen; affaires étrangères: M. Paavo Vayrpuen; ilinances: M. Paul Paavela; second ministre des finances: M. Esko Releoi; éducation notionale: M. Jaako Müä; second ministre de l'éducation nationale: M. Kalevi Krustō; commerce et industrie: M. Estor Rantala; défense; M. Taisto Tankāmaa; intérieur: M. Eino Tustalo; affaires sociales: M. Pirkko Tyōlajūro; second ministre ces affaires escolales: M. Olavi Marthainen; justico: M. Paavo Nikula; communications: M. Veliko Seorio; travail: M. Arvo Aalto.

SAINT-MARIN (Elections législatives du 28 mai 1978) Nombre d'électeurs inscrits : 19615 ; nombre de votants : 15491, soit 78,96 % : nombre Se suffrages valablement expri-més: 15 081.

Répartition des voix et Ses eièges cotre ies différents partis: Porti démocrate-chrêtien Saiot-Marinais (P.D.C.S.): 6 380 voix. soit 42,31 %, 26 sièges; parti communiste aaint-marinais (P.C.S.): 3 791 voix, coit 25,14 %, 16 sièges; parti socialiste saint-marinais (P.S.S.): 2 077. voix, soit 13,77, 8 sièges; parti socialiste unitaire (P.S.D.): 1 878 voix, soit 11,12 %, 7 sièges; Démocratie socia-liste (D.S.): 629 voix, soit 4,17 %, 2 siè-ges; Comité de défense de la République (C.D.R.]: 426 voix, soit 2,82 %, i clège; parti communiste marxiste-léniniste de Saint-Marin iP.C.M.L.): 100 voix. soit 0,66 %.

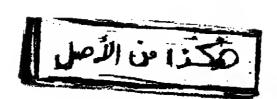
POUGOSLAVIE Consell exécutif fédéra) (16 mai 1978)

Président de Conseil exécutif fédéral :

Vice-presidents : MM. Branislav Ikonic, vo Margan, Andrej Marinc, Gofko Vice-présidents : MM. Branislav Ikonic, Ivo Margan, Andrej Marinc. Goiko Ubiparip.

Membres eu Consell : MM. Stojen Andro, Vuko Drayasevic, Slobodan Gligorievia. Branislav Ikonic, Ousan Illievia, Radoje Rontic, Ivo Margan, Andrej Marinc, Bogoljub Nedeljkovic, Vajo Skendzic, Dragoljub Stavrev, Boris Snuderi. Gojko Ubiporip, Sukrijo Uzu-novic Snuderi. Gojko Ubiporip, Sukrijo Uzunovic

Secretaires (éCéraux : MM. Josip
Vrhopec iaffaires étrangères), Nikoln
Lindicia (défense octionals), Franjo
Herliguie (intérieur), Petar Kostic (nnances). Metod Rotar (commerce extérieur), Imer Puijo (marché et affaires
économiques générales). Luka Bonovia
(justics et affaires administratives),
ismail Bairo ilnformation).
Présidents de comités fédéraux :
MM Slojan Matkalijes (énergie et incustriel. Miovan Zidar (agriculture), Ante
Zelic (transports et communications),
Svetoxar Pepoushi itravail, esanté et
prévoyance sociale, Micar Vuicacoté
(anciens combattants et invalides rellitairs), Aleksandar Pira (comité légisiatif).



Crise économique, crise de la démocratie

# RÉPRESSION DANS LES PAYS CAPITALISTES AVANCÉS

Tides a été longtemps admise, dans les milieux de gauche et même d'extrême gauche, que, hormis l'éventualité d'une crise éconohormis l'éventualité d'une crise économique et d'un affrontement de classes majeurs, la coercition physique et la répression exercée par l'Etat policier dans les pays capitalistes avancés n'étalent que des phénomènes purement épisodiques, dus à l'influence des caractéristiques propres de certaines personnalités, ou à des débordements bureaucratiques. L'hégémonie idéologique et la manipulation de l'appareil idéologique et politique étalent censées constituer la « norme » dans les démocraties capitalistes (1), la violence politique et les actes illégaux ou « extra-légaux » des autorités relevant des « régimes d'exception ».

d'exception ».

Depuis quelque temps, un nombre considérable d'informations viennent démentir ces hypothèses (2). Derrière le rituel des élections et des débats publics, un vaste réseau de services officiels est impliqué à longueur d'année dans la violation des droits démocratiques des citoyens, des partis et des mouvement exerçant des activités politiques lègales.

Conques de manière bureaucratique

12 11 ...

17.5%

Conçues de manière bureaucratique et à grande échelle, exécutées clandesconques de mantere bureaucrandetinement et visant des objectifs à
long terme, les activités de l'Etat
policier font désormais partie de la
routine de la vie politique dans les
pays capitalistes, notamment aux
Etats-Unis, La distinction entre les
activités politiques relativement bien
établies et les mouvements c subversifs » marginaux ou peu organisés
tend ainsi à s'estomper, quant à leur
aptitude à être pris comme cibles
de l'action des services de surveillance et d'espionnage (l'affaire du
Watergate en est un exemple).
Quand, il y a trois ans, je demandais à obtenir communication de
mon dosser politique, en application
de la loi sur la liberté de l'information, mon avocat écrivit au moins à
dix-huit agences du gouvernement

dix-huit agences du gouvernement américain pour obtenir ces renseigneamericain pour obtenir ces renseigne-ments : services secrets, département d'Etat, F.B.L... Certaines répondirent qu'elles ne détenaient pas de dossier à mon sujet. D'autres euvoyèrent des renseignements restreints. La masse des informations provint du F.B.L. et de la C.L.A., la plupart des docu-ments étant censurés pour raison de « sécurité nationale ».

Ces deux derniers organismes constituent, avec les services de renseignement de l'armée, l'Agence de renseignement de la défense nationale, l'Agence de sécurité nationale, la direction des impôts, les chambres d'accusation et des douzaines d'organismes politiques locaux (le Chicago Red Squad a admis qu'il détenait près de deux cent mille dossiers), la panoplie des agences de renseignement parallèles (et faisant pariois double emploi) impliquées dans la répression de l'activité politique. L'importance des efforts consacrés par ces agences à la répression politique (par opposition Ces deux derniers organismes enoris consacres par ces agences a la répression politique (par opposition à la lutte contre le crime organisé) a été révélée par une étude qui démou-tre qu'à 40 % le temps d'une unité moyenne du FBL est absorbé par des tâches de surveillance poli-tique (3).

tique (3).

La croissance de l'appareil policier aux Etats-Unis s'est accompagnée d'une prolifération de ses activités, stimulée par le développement des techniques informatiques. En 1968, seuls dix fitats sur quarante-neuf disposalent d'un système de renseignement automatisé; en 1972, quarante-sept Etats en étatent pourvus, tous ces systèmes étant connectés avec le système central du FBL (4). En outre, les organismes existants se avec le système central du F.B.L (4). En outre, les organismes existants se politisent de pius en plus : la Commissiou de la fonction publique a répertorié des centaines de milliers de uoms de personnes considérées comme de gauche; le Bureau des narcotiques combine un rôle politique (provocation) avec sa tâche officielle; le Bureau des passeports détient des listes politiques; la Division des renseignements des postes des renselemements des postes

contrôle tout courrier politique; le ministère de la justice, enfin, accumule d'épais dossiers sur les coutes-tataires, quels qu'ils soient. Le F.B.I. disposerait, rien qu'il Washington, de plus de cinq cent mille dossiers de renseignements portant sur des groupes ou des individus présents aux États-Unis (5).

Les activités de l'Etat policier ont pour but exprès de « dénoncer, démanteler, détourner, discréditer et en tout cas neutraliser » (6) toute opposition politique, qu'elle provienne des Noirs, de la gauche en général, ou de tout groupe qui a pu encourir

des Noirs, de la gauche en général, ou de tout groupe qui a pu encourir l'épithète de « aubversif ». Ces activités ont effectivement affaibli la capacité des individus (Noirs, étudiants...) à exercer leurs droits démocratiques dans la poursuite de leurs objectifs politiques et sociaux. Ainsi est-il possible, sans abroger aucune des lois eristantes, d'empêcher l'opposition d'exercer effectivement ses droits civiques.

Les cibles principales de l'apparell répressif de l'Etat sont les minorités ethniques, les femmes, les mouvements pour la paix et les étudiants. Le F.B.I. consacre 95 % de son temps à harceler la gauche (7).

En Allemagne de l'Ouest, la politique du « Berufsverbot » (interdictions pro-

En Allemagne de l'Ouest, la politique du « Beruisverbot » (interdictions professionnelles) tend à punir toute activité de protestation présente et passée, afin de prévenir toute opposition future. Elle se traduit par le « non-recrutement, le licenciement, le rejus de titularisation (et untres mesures disciplinaires jruppant des jonctionnaires de tous niveaux dont le loyalisme est considéré comme douteux). Ce doute est généralement jondé sur un comportement présumé qui est purjaitement légal » (8). En vertu de cette législation, an moins quatre mille personnes ont perdu leur emploi, et un nombre encore plus emploi, et un nombre encore plus élevé de libraires, d'éditeurs ou de parents ont fait l'objet de tentatives d'intimidation qui ont conduit même

MALGRE une tendance constante à l'érosiou des droits démocra-tiques au sein des pays capitalistes avancés, il existe dans ces pays un besoin nou moins constant de rénou-

veler les croyances qui soutiennent l'ordre politique existant (9). La base idéologique de la domination de la classe capitaliste en Occident est liée à la notion de démocratie, ainsi qu'à l'élection et au contrôle par les citogens de leurs représentants

ainsi qu'à l'élection et au contrôle par les citoyens de leurs représentants politiques. Sans bégémonie idéologique (10), la société serait confrontée à l'alternative hobbésienne : guerre civile destructrice ou dictature coercitive et conteuse. Le danger, cependant, pour la classe capitaliste et ses institutions anciliaires (armée et police) est que cette structure a idéologique » devient sans cesse la base d'un défi aux prérogatives du capital. D'où la recherche constante d'autres armes idéologiques suscep-

d'antres armes idéologiques suscep-tibles de limiter l'application effec-tive des droits démocratiques et de créer des liens de cohésion interne qui coupent au travers de la structure de classes.

Depuis l'époque où les Etais-Unis commencèrent à s'opposer de par le monde aux révolutions sociales et nationales (à la fin des années 40), la raison la plus souvent invoquée pour justifier la répression intérieure et extérieure fut la doctrine de la sécurité nationale (11). Ce terme en soi est un euphémisme pour décrire la répression de classe. La doctrine consistait à exploiter les loyalismes ultra-nationalistes et les sentiments d'insécurité personnelle et politique : ainsi les problèmes de classe — exploitation, chômage, racisme, sexisme, etc. — disparaissalent dans un système de pensée légitimant l'ordre social existant et voulant que le problème fondamental soit celui du renforcement de l'appareil d'Etait contre l' « agression des Etaits étrangers ».

La doctrine de la sécurité nationale

Par JAMES F. PETRAS\*

les sociaux-démocrates européens les plus modérés à manifester leur indignation. Parmi les professions les plus touchées, on compte les professions libérales, les enseignants, les travailleurs sociaux et les avocats. Le S.P.D. (parti social-démocrate allemand) courtise désormais l'électorat de droite, après avoir détruit par la cooptation au sein des comités du partil et par la répression toute solution de rechange organisée à gauche. En l'absence d'un mouvement de masse à gauche capable d'intervenir, de manière organisée et cohérente, en faveur de la défense des libertés démocratiques, la surenchère se donne libre cours entre les deux principaux partis pour obtenir des libertés démocratiques, la surenchère se donne libre cours entre les deux principaux partis pour obtenir le soutien de la droite sur la base d'une politique de répression.

Le poids de l'intervention de l'Etat s'est fait sentir aussi bien sur les mouvements politiques déclinants que sur ceux qui prenaient leur essor. L'utilisation de « plomblers » (aux Etats-Unis) ou d'articles constitutiounels (l'article 18 en Allemagne de l'Ouest) reflète la différence des contextes politiques au sein desquels les mesures autoritaires sont prises. Aux Etats-Unis, pendant les années 60 et au début des années 70, un vaste mouvement de protestation rassembla des millions de citoyeas, incluant des politiciens de Washington comme des G.T. de Saigon. L'utilisation, à l'époque, de moyens législatifs pour briser ce mouvement aurait stanfilé la fin de l'image de marque démocratique denrière laquelle l'Etat policier cachait ess premiers pas. La dénonciation de l'Etat policier et les révélations qui s'ensuivirent sur ses activités illustrèrent le conflit et les inties qui peuvent surgir entre l'appaluttes qui peuvent surgir entre l'appa-reil démocratique et celui de l'Etat policier quand une force populaire se manifeste activement et agressivement.

La clef de la doctrine de la sécurité nationale était l'insistance mise à invoquer l' « unité nationale », telle que la concevait la classe dirigeante au mépris de la réalité de l'exploitation et des conflits de classe. Tout en contribuent à mystifier les relations sociétales, la doctrine fournissait des arguments pour déclarer hors la loi toute opposition politique et sociale à la classe dirigeante : l'opposition de classe se voyait assimiée aux menaces de l'étranger, et l'on disposait désormals d'un arsenal sans limites pour mener la guerre politique contre l'opposition intérieure, quelle qu'elle soit.

Andrew Control of the Control of the

soft. Cette doctrine de la sécurité nationale diffusa, dans la majorité de l'opinion publique, un ensemble d'idées politiques la prédisposant à d'idées politiques la prédisposant à accepter une politique autoritaire expansionniste et élitiste. Ce ne fut pas un fait du hasard que le maccarthysme ait séri au moment de la guerre de Corée, et avant la guerre du Vietnam, permettant la mise à l'écart des militants syndicaux et favorisant la croissance de l'empire américain. C'est seulement quand l'appareil répressif de l'Etat entra en confit avec des mouvements populaires de masse aux Etats-Unis et à l'étranger, et que le coût de ses pratiques antidémocratiques et impérialistes commença à affecter le fonctionnement de l'ensemble du système, que l'on remit en question l'ampleur et les techniques de l'appareil répressif qui en avait été l'instrument.

En réalité, la doctrine de la sécurité nationale et l'expansion de l'Etat polinationale et l'expansion de l'Etat poli-cier sont nées du défi à la domination cier sont nees du den à la domination capitaliste qui se fit jour après la deuxième guerre mondiale : c'est grâce à elles que fut consolidée, dans les pays du centre, la cohésion nationale nécessaire à la pousuite de l'expansion. Dans les pays de la périphèrie, la même doctrine servit à justifier les liens des Etats-Unis avec les dictatures les nitres répresentations de les dictatures les parts répresentations de les dictatures les plus rétrogrades et les plus répres-

les plus rérogrades et les plus répressives du monde.

Au début des années 60, un nombre de plus en plus grand de dictatures pro-occidentales commencèrent à légitimer leur pouvoir à l'aide de la doctrine dite de sécurité nationale. La subordination de la société à l'armée fut le résultat logique de la transplantation de cette doctrine dans la périphèrie. Alors qu'elle servait, au centre, à créer une certaine cohésion entre le capital et le travail, à la périphèrie son effet fut de fragmenter la classe ouvrière et de subordonner la bourgeoisie nationale au capital international. La contradiction entre l'adhésion des militaires à la doctrine de la sécurité nationale et leur politique de subordination économique au capital étranger a certes amoindit son efficacité, sauf à l'intérieur du complexe militaro-multinational où elle est parole d'évangue.

de la classe ouvrière et de restaures

la capacité du capital à sortir de sa crise d'accumulation.

Dans sa fonction repressive à l'en-contre de certains secteurs de la classe

Dans sa fonction repressive à l'encontre de certains secteurs de la ciasse ouvrière, l'appareil policier de l'Etat à été grandement aidé par certains mouvements syndicaux. Aux Etats-Unis, la direction de l'AFL-C.LO. a sapé sans relàche les bases d'un mouvement ouvrier unifié en concentrant son action sur des problèmes de travail restreints et sur des questions de salaires, et en collaborant ouvertement avec la politique étrangère de l'Etat impérialiste par ses prises de position e protectionnistes » empreintes d'un chauvinisme profond à l'égard des travailleurs des autres pays. Chacune de ces prises de position a eu un effet en retour appréciable : le soutien accordé aux dictatures anticomministes à l'étrangère a facilité l'exode des capitaux américains vers les pays à main-d'œuvre captive; la campagne contre les travailleurs en situation irrégulière a contraint ceux-ci à accepter des salaires plus faibles, favorisant ainsi une pression à la baisse des salaires en général; l'incapacité à se batire pour suire chose que des contraint la détérioration des services sociaux et du soutien de l'opinion publique aux travailleurs. Le résultat final est qu'il est de pins en plus difficile d'organiser les travailleurs américains: la part des ouvriers syndiqués dans le total de la force de travail est passée de 40 % dans les années 40 à 20 % en 1978.

Traditionnéllement, les politiques contrités ner les hurseurs situe en de l'apinion des contrités par les hurseurs de les politiques contrités par les hurseurs des contrités de la contrité condition des contrités par les burseurs de les politiques contrités par les hurseurs de la contrités de la la contrités par les hurseurs de la contrités de la la contrités de

Traditionnellement, les politiques conduites par les bureaucraties syndi-cales en Europe n'ont pas été aussi conservatrices ni aussi indulgentes à

conservatrices ni aussi indulgentes à l'égard du capital qu'aux Etats-Unis, mais il semble blen que la même évo-hution s'y fasse jour. Confrontées à la récession, les directions des partis sociaux-démocrates et même communistes out déjà, dans certains cas, été amenées à accepter la politique de licendement, de blocage et de baisse des salaires.

Les sociaux-démocrates affemands ont soutenu l'expulsion de cinq cent

ont soutenu rexpuision de cinq cent mille traveilleurs étrangers comme moyen d'amortir les effets de la crise économique; une politique semblable est pratiquée en Suisse; en France, la tendance est de plus en plus à des restrictions. La politique de mise en châmage des ispues et des étudiants

chômage des jeunes et des étudiants en Italie, et en Europe en général, reste ignorée des partis « de gauche », et le soutien qu'ils accordent aux nouvelles lois répressives destinées à prévenir les manifestations des victimes et des contemps en dit

venir les manifestations des victimes du sous-emploi et du chomage en dit long sur le resserrement des llens entre les bureaucraties coupées des masses et l'Etat capitaliste. L'attitude qui consiste à brader les intérêts d'une partie de la classe ouvrière pour pro-téger ceux d'une autre partie (les tra-vailleurs nationaux adultes pourvus

parole d'évangue.

Tous ceux qui défiaient l'ordre social et l'Etat devenaient ainsi par définition des « agents des puissances étrangères », ou encore, dans le langage bureaucratique, « des menaces pour la sécurité nationale ». L'imagerie, aussi bien que la doctrine ellememe, créait la justification de la répression : les autorités répressives et leurs partisans étaient décrits comme des « patriotes » et les « défenseurs » d'une notion abstraite de la loi et de l'ordre (même s'ils violaient eux-mêmes cette loi), tandis que leurs adversaires étaient qualifiés de xénophiles sympathisant secrètement avec des terroristes sans foi ni loi. Répression internationale, luttes de classes et conflits nationaux

L'e trait principal de l'économie mondiale capitaliste aujourd'hul est le caractère permanent de la crise, révélé par un chomage massif et chronique et par la montée des taux d'inflation (12). Récession et inflation sont utilisées par l'Etat capitaliste pour justifier des politiques de limitation des salaires et de rationalisation du procès de travail (licenclements, intensification de l'exploitation). E trait principal de l'économie sification de l'exploitation).

L'impact inégal de la crise capitaliste a suscité une répression sélective à l'encontre des groupes et des segments de la classe ouvrière les plus touchés. En Allemagne et aux Etats-Unis, contrôles, descentes de police et expulsions, visent systématiquement les travailleurs dits cétrangers > (13) ; en Italie, la police harcèle les jeunes chômeurs sous prétexte de lutter contre le é terrorisme ». Les mesures autoritaires frappant ces catégories de travailleurs sont les premières offensives par lesquelles l'Etat capitaliste tente d'affaiblir le pouvoir collectif L'impact inégal de la crise capitaliste

\* Professour de sociologie à l'université de l'Etat de New-York à Binghamton.

d'un empioi contre les travailleurs étrangers, les jeunes et les chômeurs) crée les conditions d'une escalade de la répression. L'Etat capitaliste, qui utilise la législation répressive et utilise la législation répressive et « antiterroriste » contre une partie de la classe ouvrière aujourd'hui, pourra l'utiliser demain contre l'autre, en fonction de l'aggravation éventuelle de la crise économique et de la capacité des travailleurs à déclencher une contre-offensive de masse pour la défense des libertés démocratiques.

défense des libertés démocratiques.

L'aggravation de la concurrence enire pays capitalistes, la crise énergétique, l'accumulation impressionnante des excédents de capacité dans les industries de base à l'échelle mondiale, ont exacerbé les difficultés de la reproduction du capital : la rivalité pour conquérir les marchés et les ressources oblige chaque classe capitaliste à redoubler d'efforts pour comprimer les coûts salariaux afin de tenter ressources oringe traque tasses capitaiste à redoubler d'efforts pour comprimer les coûts salariaux afin de tenter
d'obtenir des avantages marginaux. Le
rôle de l'Etat capitaliste devient de
plus en plus décisif dans la définition
des conditions d'une poursuite de
l'expansion. Là où la bureaucratie
ouvrière peut être cooptée et quand
elle est en mesure de conserver la
direction de la majorité des traveilleurs, la législation répressive est dirigée contre les « outsiders » : syndicats
dissidents, prétendument « extrémistes », minorités nationales, etc. Là
où la cooptation ne peut se faire et
quand la bureaucratie perd le contrôle
de ses militants, l'appareil de sécurité
nationale entrera en action avec sa
panoplie répressive.

Quand s'ouvre ainsi une période

panophie repressive.

Quand s'ouvre ainsi une période de crise aigué des régimes politiques démocratiques, les structures formelles de la démocratie penvent se mainte-nir, certes, mais le contenu et la substance du système politique seront de plus en plus modelés par l'appareil bureaucratique, à moins qu'un mouvement démocratique de masse u'impose le lien enire les problèmes de la répression socio-économique et ceux pose le lien enire les problèmes de la répression socio-économique et ceux de la répression politique (14). Une condition préalable en serait la démystification de la doctrine de la sécurité nationale, la démonciation de sa vrale nature d'outil de répression de classe à l'intérieur et à l'étranger. Une contre-offensive des forces populaires démocratiques devrait rejeter les appels à une « moblisation derrière un Etat fort » comme ceux que l'on entendra sans doute hientôt dans les pays où, s'il n'existe pas de terroristes, il faudra en inventer. Le combat pour des droits démocratiques devrait plutôt être associé à une défense claire et énergique des droits spécifiques de la classe ouvrière, en particulier des secteurs de celle-ci qui ont été le plus durement touchés pour l'instant : chômeurs, jeunes, minorités partendes et travailleurs immirriés l'instant : chômeurs, jeunes, minorités nat'onales et travailleurs immigrés.

(1) Cf. Micos Poulanteas : Pouvoir politique et classes sociales, Maspero, Paris, 1971, deux tomes de 200 pages, 14 P Paris, 1971, deux tomes de 200 pages, 14 P.
Chaque volumb.

(2) Parmi les Hombreux témoignages
et études sur l'Etat policier, on rutiendra : Morton Halperin et al., The
Lawless State : the crimes of the US.
Intelligence Agencies, (Penguin, NewYork, 1977); Center for Besearch on
Criminal Justice, The Iron Fist and
the Velvet Gione (1975); David Wise,
The American Police State (Vintage
Books, New-York, 1978). Pour une analyse historique des relations entre la loi
et le développement du capitalisme,
cf. Michael Tiger et Madeleine Levy :
Law and the Rise of Capitalism (Monthly Review Press, New-York, 1976).

(3) Conter for Research on Criminal
Justice, op. cit., chapitre 8.

(4) Ibid.
(5) Halperin, op. cit., page 121.
(6) Center for Research on Criminal
Justice, op. cit., chapitre 8.
(7) Ibid.
(6) Martin Oppenheimer, a The Criminalization of Political Dissent in the
Federal Republic of Germany's, Contemporary Crises, automna 1977, page 97.

(9) Sur l'histoire de la répression politique, cf. Alan Wolfe, The Seamy side
of Democracy (David Man Kay, NewYork, 1973) et The Limits of Legitimany : Political Contradictions of
Contemporary Capitalism (Pree Press,
New-York, 1877).

(10) Michael Parenti, Power and the
Powerless (5t Martin's Press, New-York,
1978), chapitre 7. Voir aussi, dans le
Monde diplomatique de Juillet 1978,
l'article de Girits et Bowles sur a Capitaliams et démocratie >

(11) Halperin (op. cit., chapitre 7) analyse le fonctionnement de la très socrète

l'article de Gintis et Bowles sur « Capitaliame et démocratie ».

(11) Halperin (op. cit., chapitre 7) analyse le fonctionnement de la très secrète Agence de sécurité nationale qui fut l'incarnation de cette doctrine.

(12) Paul Sweezy, « The Present Global Crises of Capitaliam ». Monthly Review, avril 1978, pages 1-3.

(13) Sur l'exploitation et la répression des travailleurs immigrés en Europe, ct. Kossek et Casties. Immigres en Europe, ct. Kossek et Casties. Immigres en Europe, ct. Kossek et Casties. Immigres en Europe, ct. Mossek et Casties. Immigres en Europe, ct. Loudres, 1973. Pour les Etats-Unis, cf. NACLA, n° 8 de novembre-décembre 1977, où est étudiés la pratique de l'embauche temporaire dans l'agriculturs américains.

(14) Sur la notion de répression économique, et. Michel Chossudovsky. Capital Accumulation in Chile and Latin America, faculté des sciences sociales, université d'Ottawa, pp. 1 passim, et Patricis Weiss Fagen, « The Links Between Human Rights and Basic Needs ». dans Background, Center for International Policy, printemps 1978.

RECTIFICATIF. — Un passage de l'article de Samuel Bowles et Herbert Gintis publié le mois dernier sous le titre : « le Poing invisible » u été rendu incompréhensible à la suite d'une erreur d'impression. Page 12, il jallait lire ainsi la dernière phrase du deuxième paragraphe : « Les politologues libéraux contemporains ont partagé le refus des économistes néoclassiques...», etc.

Dans le même article, la « compati-

Dans le même article, la « compati-blité » entre capitalisme et démo-cratie libérale est malencontreusement depenue, à plusieurs reprises, « comp-tabilité ». Les lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes, mais nous les prions de bien vouloir nous excuser.

Les Grandes Routes Aériennes Europe – Algérie 103 Vols Par Semaine



Londres Barcelone - Genève -Bruxelles Alicante Toulouse -Francfort\_Rome\_Palma\_Nice Madrid Paris Lyon Marseille



Constantine Annaba

TATA

Au tythme de vos affaires.

# Les profits du «désarmement»

(Suite de la première page.)

Ce sont donc des considérations Ce sont donc des considérations technologiques qui limitent les exportations, du moins aussi longtemps que la volonté politique ne cède pas devant des considérations économiques. On en eut un exemple avec M. James Carter qui, candidat à la présidence, se refusait à introduire dans une région donnée un armement de temp pourseu ou de technologie. dans une région donnée un armement de type nouveau ou de technologie avancée alors que, une fois entré à la Maison Blanche, il consentit, en faveur du Proche-Orient, plusieurs exceptions à ce principe pour la vente des avions de reconnaissance Awacs et des chasseurs F-15 (7). Car les exportations ont un impact déterminant puisqu'elles visent à assurer ou à accroître la rentabilité de l'outil à accroître la rentabilité de l'out! de production.

La France a ainsi exporté, en 1977, pour 1 245 millions de dollars de matériels de guerre, assurant 15 % du commerce mondial dans ce secteur. Les ventes aéronautiques fournissent environ 50 % de ces recettes et représentent 40 % dn chiffre d'affaires de la SNECMA, 33 % de celui de la SNECMA, 33 % de celui de la SNECMA (20 celui de la SNECMA). d'affaires de la SNECMA, 33 % de celui de la SNIAS et 54 % de celui des AMD. (8). Le Livre blanc sur la défense nationale (9) s'exprime clairement à ce sujet : « On a déjà évoqué les avantages de l'exportation : meilleur équilibre de la charge, accroissement des quantités produites, donc amortissement des fruis fixes sur des séries rius l'impues caractère sur des séries rius l'impues caractère. donc amortissement des frais fixes sur des séries plus longues, caractère concurrentiel du marché international qui constitue un test de compétitivité pour nos entreprises. Il faut, en outre, souligner que l'exportation des matériels vers les pays très industriolisés et eux-mêmes dotés d'une industrie d'armement s'inscrit souvent dans des mécanismes de compensation.

On considere donc que les expor-tations ont l'avantage d'obliger les entreprises françaises à être compé-titives sur les marchés extérieurs, ce qui permet, pense-t-on, de compenser la disparition progressive de la concur-rence intérieure. M. Delpech a illustré rence interieure. M. Deipech a illustre cette position de quelques exemples précis (101, Entre 1974 et 1973, pour les seuls besoins de l'état-major, la chaîne d'AMK-30 aurait tourné à faible cadence, ce qui aurait créé de graves problèmes d'emploi à Roame, Tarbes, Bourges, Dans le donnée, de l'extrarent paral les dessites de l'extrarent paral les domaine de l'armement naval, les Constructions mécaniques de Normandie ne pourraient vivre avec les

nale. Enfin et surtout, si l'exporta-tion des Mirage n'avait pas été un succès, les chaînes auralent du être arrêtées entre la fin de la produc-tion des Mirage III et IV et le début de construction du Jaguar pour l'arrée de l'air.

de construction du Jaguar pour l'armée de l'air.

Les déclarations officielles, comme l'analyse des chiffres, permettent de considérer que l'exportation des matériels militaires est un moteur essentiel de l'industrie d'armement, et que celle-ci est, à son tour, un facteur déterminant du niveau de l'activité industrielle générale d'un pays. La concurrence sur le marché militaire mondial constitue un test de compétitivité dans tous les domaines de production, militaires ou non. Le

SIPRI a publié, en 1977 (11), un tablean d'où il ressort que la capacité mondiale de production nucléaire sera multipliée par le facteur 27 entre 1970 et 1984, mais ce chiffre, qui est une moyenne, varie bien entendn d'un pays à l'autre; il est de 37 pour les Etats-Unis, de 34 pour la République fédérale d'Allemagne, de 26 pour le Japon, de 20 pour la France et de 15 pour l'Union soviétique. Ces chiffres ont l'intérêt de fournir une indication de la puissance comparée des Etats non seulement sur comparée des Etats non seulement sur le plan strictement militaire mais aussi sur le plan de la puissance économique (et politiquel générale qui conditionne la capacité de production

#### Echapper au contrôle

L ES limitations technologiques qui pesent aussi bien sur le désarme-Les limitations technologiques qui pesent aussi bien sur le désarmement que sur les exportations déterminent un accroissement constant des quantités de matériels produits qui, en théorie, ont vocation à faire l'objet d'une réglementation internationale. Il devrait donc en résulter un renforcement de ce que l'on appelle le désarmement. Or seules les techniques qui peuvent être contrôlées par les autres États, à partir de leur propre territoire et sans l'envoi de missions de contrôle sur le territoire du pays producteur, peuvent faire l'objet d'une mesure de désarmement. Concrètement, le contrôle du désarmement c'est le contrôle de la frontière entre armes autorisées et armes interdites, donc de l'existence concrète de cette dernière catégorie. Ne peut être efficacement interdit que ce que l'on cement interdit que ce que l'on (c'est-à-dire l'antre Etat) peut contrô-(c'est-à-dire l'antre Etat) peut contro-ler. C'est ainsi que les conventions de 1925 et de 1972 sur l'interdiction des armes B (biologiques) traitent uniquement du développement des recherches, du stockage et de l'em-ploi, en ignorant la phase essentielle, celle de la fabrication. Car, de l'avis gènéral, la production d'armes B ne peut faire l'objet d'un contrôle réel par les autres Etats. Le scepticisme de la France quant Le scepticisme de la France quant au contrôle des armes B est tel qu'elle a refusé de signer la convenqu'ene a reruse de signer la conven-tion de 1972. De façon générale, la France se montre fort stricte dans son appréciation de la possibilité des contrôles. Elle estime, par exemple, que tous les Etats ne sont pas en position d'égalité pour s'assurer do

respect de l'interdiction des « armes nucléatres ou de destruction massive » sur le fond des mens et audelà des eaux territoriales (traité de janvier 1971]. En revanche, elle a accepté d'être liée par la convention de janvier 1967, qui interdit l'installation de toute « arme nucléatre ou de destruction massive » dans l'espace extra-atmosphérique car elle estime que les techniques de repérage des engins situés dans l'espace sont suffisanment au point. fisamment au point.

Certaines mesures de contrôle des Certaines mesures de contrôle des armements sont donc en vigueur et couvrent des domaines de plus en plus nombreux (131. Pourtant, la progression des budgets militaires et des exportations — d'autres indicateurs pourraient être cités — ne permet pas de parier sérieusement de désarmement. Car les réglementations ponc-tuelles constituent, en fait, une forte incitation au développement de s budgets de recherche dans des domaines qui échappent à ces régledomaines qui echappent à ces regie-mentations. Pour chaque puissance, l'objectif est de réalizer la percée technologique qui lui permettrait de rendre impossible le contrôle des armes qu'elle produit (la non-inter-diction découlant du non-contrôle), ou bien encore d'inventer ce qui, n'existant pas, n'est pas encore inter-dit. Le professeur Leontief, qui vient de remettre au centre du désarmement de l'ONU une étude sur les conséquences économiques et sociales d'une limitation des dépenses d'arme-ment à l'échelle mondiale, a clairement fait ressortir cet aspect de la question (131.

Tel est le cas pour la bombe à neutrons, et le débat à son sujet, qui, semble-t-il, ne fait que commencer, doft être abordé dans cette optique, indépendamment du fait de savoir si independamment du fait de savoir si la doctrine stratégique d'emploi de cette arme accroît ou réduit les risques d'holocauste nocléaire. La mise au point de la bombe à neutrons, qui constitue bien la nouvelle génération d'armes nucléaires, a effectivement été le résultat d'une percée technologique. Son effet de fusion produit dix fois plus de neutrons par kilotonne que la fission de l'atome dans une bombe classique. En même temps, il semble bien qu'elle entre dans la catégorie des armes biologiques : elle tue directement la matière vivante sans s'attaquer aux installations de l'industrie civile oo instaliations de l'industrie civile co militaire, ni aux habitations, L'inter-valle de temps qui sépare l'explosico d'une bombe à neutrons et la mort de ses victimes est fonction de l'intensité de la radiation suble : on a montré qu'un individn exposé à 8 000 rads meurt après deux jours d'incapacité totale, alors qu'une dose de 3 000 rads l'aurait immobilisé pendant trente minutes seulement et installations de l'industrie civile oc pendant trente minutes sculement et

l'auralt laissé capable d'agir pendant les six jours qui lui restent à vivre. D'autre part, une bombe à neutrons de 1 Kt peut tuer deux fois plus de tankistes (telle est sa mission officielle) qu'une bombe à fission de 10 Kt, tout en touchant un territoire d'ûne superficie cinq fois moindre (141. Dane ces conditions, l'emploi de la bombe à neutrons devrait pouvoir être interdit en vertu de deux catégories de dispositions internationales:

— Seraient applicables, d'une part,

internationales :

— Serzient applicables, d'une part, les conventions et protocoles relatifs au droit humanitaire, voire à l'interdiction du génocide, puisque l'utilisation d'une bombe à neutrons contre une population civile provoquerait des dégâts considérables;

dégâts considérables;

— D'autre part, les textes de 1925 et de 1972 traitant des armes B devraient concerner la bombe à neutrons mais, comme on l'a précédemment noté, ils ne couvrent pas toutes les phases (notamment la production) pouvant conduire à l'emploi; et surfant les missances condenet, surtout, les puissances occiden-tales refusent de reconnaître à la bombe à neutrons ses caractéristiques de bombe B et continuent, avec d'ailleurs d'autres Etais, à accroître leurs budgets de recherche eo ce domaine.

Là encore, les exportations interviennent pour soulager les budgets étatiques lourdement grevés par les dépenses de recherches suscitées par dépenses de recherches suscitées par des mesures ponctuelles de « désarmement » qui incitent à réaliser une percée technologique échappant aux réglementations internationales. Pour chaque pays, il s'agit d'obtenir des contrats d'exportation pour financer une recherche de laquelle dépend le haut niveau de son armement (15). Le délégué ministèriel à l'armement e'est discritément evretiné sur cette ouesdesegue immisseries à l'attiement desi-discrètement exprimé sur cette ques-tion : « C'est le développement des exportations qui a permis (...) de pré-server le potentiel nécessaire à la satisfaction des besoins des armées françaises » (18).

Le général Gallois, quant à lui, a analysé avec précision les mécanismes de l'accroissement parallèle des exportations françaises d'un côté et, de l'autre côté, de la part des investissements consacrée à la prodoction de matériels non exportables (17). On absent ainsi que d'inspant au malays matériels non exportables (17). On observe ainsi que diminuent en valeur relative les sommes affectées aux techniques capables de faire l'objet de ventes à l'étranger, et cela en dépit de l'accroissement général des prix des matériaux ainsi que de la progression des volumes et des valeurs exportés. La nécessité de faire participer l'acheteur au budget de recherche s'accroît sans cesse du fait de l'allongement des cycles d'études des matériels militaires sur plus d'une des matériels militaires sur plus d'une quinzaine d'années.

dunzaine d'années.

Les exportations augmentent la possibilité d'assurer la jonction entre deux générations successives d'un matériel, en finançant partiellement les études et essais en cours (18). Ce mode de financement est d'autsut plus nécessaire que la longueur des sèries de fabrication pour les besoins nationaux est de plus en plus limitée. L'exemple du Mirage montre bien l'effet d'entraînement réciproque des l'effet d'entraînement réciproque des contrats d'exportation et des budgets de recherche. Des l'origine du pro-gramme (1958), le constructeur recherchait à la fois la polyvalence industrielle et la monovalence opérationnelle : avec un seul appareil construit sur une seule chaîne, la France a pu disposer de variantes correspondant aux différentes missions des aviations militaires des pays acquéreurs. Ainsi, le désarmement, tel qu'il est

concu, et les exportations d'armes conjuguent leurs effets pour entrai-ner, dans is réalité, une augmentation conjuguent leurs effets pour entralner, dans la réalité, une augmentation constante des budgets militaires. Et l'on peut se demander jusqu'où « la course sous le plajond », pour reprendre l'expression du général Poirer, peut continuer sans conduire à une troisième guerre mondiale. Le SIPRI a relevé, dans son dernier annuaire, que l'arsenal mondial était aujourd'hui équivalent à on million de fois Hiroshima. Mais cette mesure quantitative n'est pas tout puisque les armements oe constituent qu'un élèment, essentiel li est vrai, de l'antagonisme global entre puisque la production de matériels de guerre est une nécessité économique, d'une part, car elle permet de réaliser des taux de profit plus élèvés que dans la plupart des branches industrielles; d'autre part, car elle est essentielle à la reproduction élargie du capital Pour les pays de l'Est, l'industrie d'armement pèse très lourd sur l'économie et constitue un frein à leur développement. Mais la course aux armements, déterminée, répétons-le, à la fois par des mesures dites de désarmement et par les politiques d'exportation, permet non seulement de détenir les moyens de détruire massivement l'adversaire, mais encore d'imposer an revenu national le poids de dépenses exorbitantes (19), dans l'espoir de maintenir l'écart technologique existant. l'espoir de maintenir l'écart techno-

legique existant.

Cette accèlération de la course ne risque-t-elle pas de modifier l'équilibre de la terreur que, depuis vingt ans, on considère comme un élément essentiel du maintien de la paix? Si oui, l'élaboration d'armes requelles et leur trafic auraient créé nouvelles et leur trafic auraient crée a terme, la condition e quantitative » de la troisième guerre mondiale.

Encore resterait-il à envisager

— mais c'est une autre question —
les modifications stratégiques qui
pourraient être imposées par le
niveau d'armement atteint.

ANDREE JALLON.

(7) Cf. Michael Elars dans le Monde diplomatique. Novembre 1977.
(8) Documentation de l'Assemblée netionale, no 1919, page 44. Il s'agit de l'avis présecté par M. d'Allières sur le projet de loi de finances pour 1977; le député commente le dernier chiffre cité en précisant qu'il représents en devies 5 % des importations de pétrola, soit quatre mois de circuletion automobile. (9) 1972, tome I. page 25. (9) 1972, tome I, page 25. (10) Ct. l'article précité da Déjense nationale.

nationale,
(11) Stockholm International Peace
Research Institute, Annuaire 1877,
page 38.
(12) Il est maintenant question de
négociations relatives à l'interdiction
tant des satellites antisatellites que des
ponvelles armes de destruction mas-

sive.

(13) Le Monde du 23 mai 1978,
(14) Cf. F. Kaplan e Enchanced Badiations Weapons \*, dans Scientific American, mai 1978,
(15) En 1977, le montant global des crédits de recherche eo France s'est élevé à 5500 millions de francs. Fat finalités militaires, 38 % de cette somma visalent à assurer la destruction de l'adversaire, 32 % la mobilité de nos troupes et 11 % une mission d'observation.

troupes et 11 % troupes et 11 (16) Article precité, page 27.

(17) P.-M. Gallois dans le revue NATO's Fifteen Nations, septembre 1970.

(18) Cf. par exemple le rapport présenté par M. Le Theule sur la projet de loi de finances pour 1977 (Doc. Assemblée nationais, n° 2523, page 38). Le charge « avioo » du budget dépendradans les prochaines années, de la compétitivité internationale du Mirage-2000.

(19) En U.R.S.S. 25 % environ do P.N.B. sont consecrés aux dépenses miltaires, contre 6 % aux Etata-Unis. dont le P.N.B. est plus élevé.

	Année 1957	Année 1977	Facteur
France R.F.A. Etats-Unis Total OTAN	7 929 5 566 69 584 99 401	10 608 12 533 91 008 123 459	X 1,3 X 2,3 X 1,1 X 1,1
U.R.S.S.	31 300	60 400	× 1,6
Total Afrique	300	G 500	× 22
Total Amérique latine	2 350	5 710	× 2,4

TABLEAU A. - PROGRESSION DES DEPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE.

D'après le SIPRI Tearbook, 1978, pages 145. 158, 164. Dépenses en valour obsolue, en itons de dollars 1973. Les dépenses soviétiques sont exprimées en dollars courants.

TABLEAU B L'AUGMENTATION E	SES EXPORTA	LTIONS D'ARA	MEMENTS.
	Année 1970	Année 1977	Facteur
Etats-Unis ,	1 258 1 136 283 185	3 425 2 173 1 245 680 101	× 3.2 × 2 × 6 × 3,6 × 100

Cf. SIPRI Yearbook, 1978. Dépenses en valeur absolue, en millions de dollars 1975.

Recherches universitaires

# DU BON USAGE DES RÉGIMES POLITIQUES

SAISIR le régime parlementaire dans son tonctionnement réel : lette était délé l'embition de Bagehol, il y a plus d'un alécie, lorsqu'il évoquelt le côle fondement lorsqu'il évoqueit le rôle fondamental des partis - - le gouvernement parlementaire est, dans con essence, un gouverneme de sectes; il n'est possible que loreque les acctes y ont de la cohésion »: tel ètait encore l'objectil de Renà Capitani, dans les ennées 30, lorsqu'il combattah, à le suite de Carré de Melberg, le thèse dualiste du parlementarisme-application du principe de séparation des pouvoirs, pour atilimer, au contreire, le aubordination de l'exècutif eu législatif — » le Cabinet, dont les membres sont choieis eu sein du Parlement, est un comité de celui-ci -. Mais le conception de l'axécutif » commis » du législatif peut-elle être encore soutenue euiourd'hul?

Jean-Cleude Colliard, aprèe une longue enquêta sur la pratique du gouvernement parlementaire, dans les années 1945-1976, dans dix-neuf pays européens occidentaux, ou de tradition européenne comme le Canade, l'Australie, le Nouvelle-Zélande, ou politiquement proches de l'Europe, comme le Japon el Isreël, dégege avec brio une interprétation du régime parlementaire dans son fonctionnement contemporain [1]. L'auteur ravient d'abord sur le problème de l'unité du pouvoir : il propose d'inverser, aujourd'hui, le formule de Capitant, c'est-à-dire da définir le Parlement comme le « Comité légialatif du cabinet ». Le Parlament n'e plus qu'un rôle de « témolgnage - ou de » rélèrence - : c'est par rélérence à la composition de l'Assemblée qu'est constituée l'équipe axécutive ; par rélérence à le volonté de le majorité parlementaire que se déploie l'action gouvernementale ; per référence, le plue souvent, é la rupture de le coalition dominante, que prend fin la via du Cabinet. Limites d'un champ à l'intérieur duquel l'exécutif dispose d'une grande liberté d'ection : la majorité sur laquella repose le gouvernement ful garantif que ses projets aboutiront, que les inhielives dont il ne veut pas seront, dans une lerge meaure, bioquées ou limitées, qu'enfin le contrôle parlementaire ne débouchere pas sur une sanction brutale; selon le lormule d'Andrè Hauriou, l'exécutif se voir octroyer » un torfait de confiance limité dans le temps ».

A partir de ce constat, Jean-Claude Colliard propose la définition d'un type de parlementarisme » structuré-stabilisé » : structuré, parce que des groupes disciplinàs y jouant un rôle essentiel - le Parlemant ne regroupe plus quetre ou cinq cents personnes mels cinq ou aix groupes; stabilisé, parca que la système de partia garantit l'alternanca de lormationa tour à tour majoritaires ou la conclusion d'alliances stables. Ce type de régime parlementaire représente-t-Il le cas la plus fréquent dans la pratique contem-poraine ? Selon M. Colliard, les possibilités d'àcart per rapport

eu modèle concernent moins le structuration des torces politiques - les caractérieliques d'orgenieation et de discipline des groupes sont, eujourd'hul, ganérales, mame al alles sont légèrement altérées par le = factionnelisme = qui sévit, eu sein du parti dominant, an Italie ou eu Japon — que le stabillié des alliences — passées devant l'électaur, elles sont, en principe, conciues pour la durée de la légielature, elore que nouées eu Perlement, alles sont révocables à tout instant

Por CHARLES ZORGBIBE

Les euteure allemends contemporeins distinguent, eux euesi, » parlementarisme de notabilités » e/ « parlementarisme de - et le mutadon constitutionnelle de Weimat é le Répubilque tédérale n'est pas sans évoquer la passage de le Quatrième é la Cinquième République. Sur les institutions publiques et le vie politique de l'Allemagne de Bonn, un regard Irançais, chaleureux et lucide, nous est proposé, evec la nouvelle édition de » la Vie politique en Allemegne tédérale », d'Alfred Grosser et Henri Manudier (2), presque entièrement réécrite par Ménudier, qui s'attirme comme le jeune chef de lile des études politiques allemendes

S URPRENANTE làgitimilé de le République tédérale l'En trente ans d'existence, elle n'e guère connu de conlestation, alors que calle du régime de Weimar n'evait jamele cessà d'être miee en cause avant même d'être submergée par le nazisme, Pourtant — comme le rappellent Grosser et Ménudier — la constitution de Welmar avail été adoplés par une assemblée élue au autirage universel et délibérant hors de touta intervendon des vainqueurs, elors que le loi fondamentale de Bonn lut élaborée dans une Allemagne à souveraineté limitée » — voire abolie dans le domaine exté-» à souveraineté limitée » — voire abolie dans le domaine exte-rieur — et marquée par l'ingérence des vainqueurs dans le trevail des constituents... Mele el l'Allemagne de Bonn n'a pas vécu les confille welmeriene, c'est que, justement, Etet à le souveraineté mai assurée et ne rassemblant qu'une irection de la nation, alle a eu la chanca da devoir se délinir tortement » contre » pour transcentier ca double déti

ranscender ca doubla déll.

L'Allemagne lédérale, » Elet de droit »? Largement » déclarées »
dans le première partie de la Loi fondamentale, les libertés individuelles ont été concrètisées par le jurieprudence du tribunel consti-

tionnet de Kerleruhe; et nombre de diepoellions régissant le vie politique — jelles que celles eur le tinancement des partie — donnent au régime de Bonn son aspect de « démocratie de laboretoire -. L'Allemagne tédérale, - Etat policier répressif - ? Ménudier, dans une médhation linale, évoque les moyens mis en ceuvre pour lutter contre le lerrorisme, les interdictions professionnelles, qui susclient des interrogations eur la senté de la démocratie allemanda. mais il eppelle admireteurs et pourtendeurs de le Ràpublique d'outre-Rhin à plus de nuancea : les libertés de l'Individu sont menecées dans le secleur économique el sociel plue que eur le plan politique, el les lablesses du régime de Bonn relévent, pour une large part, de ceuses générales — communes à le plupart des Etats développés

A UX origines des régimes politiques : les idéologies. L'uπ de noe meilleure politologues, Gsorges Dupula, appretondit, dans les » Mélanges Jean-Jecques Chevailler » (3), certains thèmes des idéologies modernes à l'étet naissant, à travers deux écrivains qui luren; tàmoins et ecteure du combai politique de leur temps : Cheleaubriand et Benjamin Constent.

Deux revendications pour la libarté. Benjamin Constant, qui règne à Coppet, » le Farney de Mme de Stael », est àvidemment pénétre de le philosophie des Lumières; mele, contrairement aux idées reçues, Chateaubriend est lui eussi marqué par Montesquieu et Rousseeu — tilletione que Maurras lui reprochara avec violence. Une foi commune donc, qui sera affirmée evec courage et talent dans les circonsiences dramatiques de le Convention el de l'Empira mais une foi à l'égard des libertés pour Chateaubriand, du libéralierne pour Constent. Deux lidélités à la monarchie — la première, concrète, chez Cheteaubriend, la esconde, » technique », chez Constant : Chalesubriand croif vralment qu'll n'y a de salut que dans le roi, que les Françaie eont = affamés de voir un roi = ; Conetent, expert és-institutions, ae tait le docteur du pouvoir

Ce paraliéle à la Pluterque ou é le Bossuer entre René el Adolphe, les Mémoires d'Outre-Tombe et les Journaux intimes, aurail pu tenfer l'historien littéraire — un Seinie-Beuve, par exemple. Développé par Georges Dupule, il enrichit d'une « fulgurante synthèse - l'histoire des idées politiques.

(1) e Les Régimes parismectaires contemporains ». Presses de la Poodation ustionale des sciences politiques, Paris, 1978, 369 pages, hroché: 25 F, rellé: 125 F.

(2) Armand Colin, Paris, 1978, 304 pages, 35 F.

(3) Cujas, Paris, 1977, 274 pages, 150 P.

automo PEUG



LE MONDE diplomatic Abornez-ve

್ಕು ಪ್ರತಿಗಳಿಗೆ ಇದು ಕೂಡಿ**ಕೆ ಕ**ೂ Minds diplematique

Au moment de sa création, en octobre 1976 (2), la Force arabe de dissuasion (FAD) devait officiellement être mise à la disposition du président libanais pour lui permettre d'entreprendre la reconstruction de l'Etat en commençant, en toute logique, par celle de l'armée. Il était implicitement entendu que cet Etat serait pour l'esseutiel bâti sur les mêmes bases institutionnelles que celui qui s'était écroulé. Ses frontières seraient celles du « Grand Liban » (3), fixées en 1920 par l'adjonction à l'ancienne « province outonome » chrétienne de 4500 km² quelque 6000 km² détachés de la Syrie; sa Constitution serait celle proclamée en 1928 par l'autorité mandataire, qui faisait du pays une République parlementaire; enfin et surtout, le partage du pouvoir entre communautés chrétiennes et musulmanes serait toujours régi par le fameux patte national de 1943. Cette convention non écrite, pièce maîtresse de l'indépendance libanaise, stipulait notamment que les chrétiens renonçaient à la présence française et que, eu contrepartie, les musulmans s'abstenaient de réclamer le rattachement à la Syrie. En outre, le pacte organisait le partage du pouvoir entre les différentes confessions, la direction de l'Etat revenant aux maronites, celle du goovernement aux musulmans sunnites et celle de l'Assemblée aux de l'Etat revenant aux misulmans du goovernement aux misulmans sunnites et celle de l'Assemblée aux musulmans chiltes, l'ensemble de l'appareil d'Etat étant ainsi minuteusement reparti entre les communautés suivant leur importance uumérique

supposée (4). Or c'est justement ce système de partage confessionnel instituant une partage contessionnel instituant une prééminence maronite qui s'est pro-gressivement grippé à partir de 1970 sous la double pouseée des luttes sociales et de la présence palesti-nienne au Liban. Le 14 février 1976, le président Franglé avait solennel-iement proposé un « document constilement proposé un « document consti-tutionnel » qui introdulsait un rééqui-librage au profit des musulmans dans l'attribution des charges de l'Etat. Mais à cette date — la première année de la guerre était sur le point de venir à bout de l'unité de l'armée — il était déjà trop tard. Il faudra attendre juin 1976 et l'intervention massive de l'armée syrienne pour reparler de la reconstruction de l'Etat. Aujourd'hui, deux ans plus tard, il est clair que la remise en place formelle des institutions libanaises u'a fait en réalité que geler la situation sans apporter au problème l'ombre d'une solution. L'explosion de juillet 1978 en a fourni une démonstration écla-tante.

Tont indique, en effet, que le consensus communautaire a volé en éclats. Dans une interview récente (5). M. Pierre Gemayel, chef des Phalanges, se déclarait favorable à un nouvel accord — « jédération, confédération, ou tout autre formule » — qui soit accepté des deux côtés, chrétien et musulman. Un auteur proche du parti phalangiste parle, dans un livre publié en avril 1978 (8), de l' « erreur du Grand Léban » et avance, lui aussi, l'idée d'une « jédération des communautés ». Pour les dirigeants maronites, cette formule présente l'avantage de ne pas se référer explicitement à une partition combattue de toutes parts et de ne plus lier la prédominance politique à la supé-

#### Par SELIM TURQUIÉ

riorité démographique de l'une ou l'autre des communautés.

Mais tous n'y souscrivent pas. On prête aux éléments les plus durs du camp chrétien — tels MM. Chamoun, chef du parti national libéral (P.N.L.), et Béchir Gemayel, chef des mílices phalangistes — l'intention de chasser les Palestiniens et de soumettre les autres communautés dans le cadre du même Etat unitaire. Mais, pour cela, il faut d'abord gagner la guerre. En tout cas, les uns et les autres s'accordent pour ue plus revenir aux jeux de la formule d'evant-guerre en l'état actuel des choses. Forte de ses milices et du soutien israéllen, la droite, en attendant une situation plus favorable, doit obéir à deux impératifs : empêcher la reconstruction d'un Etat unitaire qu'elle ne dominerait pas et garder unie, sous sa direction, la population chrétienne maronite.

#### Les refus de la droite

La réédification de l'armée a été
Le premier et principal enjen de
cette bataille. En maintenant à leur
poste des officiers supérieurs qui
avaient pris parti pour elle au cours
de la guerre civile et en en plaçant
d'autres à des positions-clès, la droite
chrétienne a réussi à contrôler l'assentiel du commandement et de l'ancadrement militaires. De plus, les officiers Chidiac et Haddad, chefs des
enclaves chrétiennes à la froutière
israélo-libanaise, appartiennent toujours à l'armée et commandent à la
fois des hommes de troupe et des
miliciens. La droite a ainsi réussi à
imbriquer intimement l'armée « nouvelle » et ses forces propres. On l'a velle » et ses forces propres. On l'a bien vu lors des affrontements qui ont opposé, en février 1978, les forces syriennes aux militaires libanais de la caserne de Fayadiyyeh, solidaires des miliciens de M. Chamoun.

Au cours des derniers affrontements de juillet, c'est « par miracle que [cette armée] o évité de se ranger une nouvelle jois aux côtés des mili-ces chrétiennes », notait l'envoyé spécial du Monde (7). Pressé par la Syrie qui manifestait une impatience Syrie qui manifestait une impatience croissante, le gouvernement libanais tenta d'obtenir que les officiers contestés démissionnent avant le 30 fuin, date de l'expiration d'un décret autorisant limogeages et nominations. L'armée, édifiée sur de uouvelles bases, devait être envoyée dans le Sud-Liban pour y prendre le contrôle des enclaves chrétiennes après le retrait israélien. Mais la désunion du gouvernement, les temporisations et les soubresauts sanglants qui marquèrent le mois de juin empéchèrent l'épuration. A la date fatidique du l'épuration. A la date fatidique du droite étaient confirmés de facto dans leurs fonctions. Le lendemain, le bombardement de Beyrouth-Est était déclenché par les Syriens. Les teutatives de « réconciliation nationale » n'ont pas été plus heureuses. Les affrontements syro-phalangistes ayant provoqué, le 19 avril 1978, la démission du « gouvernement de techniciens » dirigé par M. Sélim el Hoss, quelques jours plus tard, le 27, le Parlement votait à l'unanimité des convents que convents présents une le Parlement votait à l'unanimité des soirante-quatorze députés présents une motion demandant « l'orrêt de toute activité militaire palestinienne — ou autre que palestinienne — sur l'en-semble du territoire libanais », en déplt de l'opposition du Mouvement national (8) et de quelques parle-mentaires influents mais absents de l'hémicycle. Entre-temps, de labo-rieuses tractations avaient eu lieu-pour la composition d'un gouvernerienses tractations avaient eu heu pour la composition d'un gouvernement d'« unité nationale » qui grouperait les détenteurs effectifs du pouvoir dans le pays, à savoir les principaux dirigeants des milices. Le 28, en même temps que M. Hoss était nommé président du conseil, les nome des útitres ministres commencaient à des útitres ministres commencaient à

28, en meme temps que sa loss cuannommé président du conseil, les noms
des futurs ministres commençaient à
circuler : il s'agissait notamment des
fils des principaux dirigeants de la
guerre civile, chefs militaires de leurs
camps respectifs, la gauche étant
représentée par le seul Walid Journblatt. Cette solution, qui reconstituait à
un niveau tribal, le consensus islamochrétien, a été torpillée par l'opposition de M. Chamoun, Il ne restait
plus au président de la République
qu'à reconduire l'ancien gouvernement de M. Hoss. Le dirigeant le plus
intransigeant de la droite chrétienne
avait une nouvelle fois réussi à
entraîner son camp dans le refus
de la reconstruction d'un Liban unitaire où la droite meronite ne sersit
pas chairement dominante;

Le deuxième impératif, celui de l'unité de la population maronite sons une direction conservatrice, n'était pas moins important. Déjà, M. Ray-mond Eddé, leader chrétien modéré

qui s'était opposé aussi bien à l'hégémonie phalangiste qu'à l'intervention
syrienne, avait été contraint à l'exil
après avoir échappé à une série
d'attentais. Une défection plus grave
encore pour la droite chrétienne a
été celle de l'un de ses trois ténors.
M. Soleiman Franglé, ancien président de la République, qui s'est
détaché du «Front libanais» après
les accrochages entre la droite et la
FAD. Or M. Franglé, qui a gardé
d'excellentes relations avec la Syrie,
représente l'importante communaute
maronite du nord du pays. De plus,
il s'est empressé de se réconcilier,
à la satisfaction de Damas, avec
M. Rachid Karamé, ancien président
du conseil, principal dirigeant de la
communauté musulmane sumnite et
leader de la capitale du Nord-Liban,

Tripoli. Cette alliance était à l'image même de la politique intercommu-nautaire traditionnelle pratiquée avant la guerre. Elle donnaît l'exemple d'un la guerra. Elle donnait l'exemple d'un retour au consensus islamo-chrétien impliquant une division politique fondamentale de la communauté maronite. Cette évolution u'est certes pas étrangère au harcèlement entrepris par les miliciens de M. Frangié dans le but d'éliminer le parti phalangiste du Nord-Liban. En réplique, le massacre d'Ehden a été organisé, le 13 juin, par les miliciens phalangistes. M. Tony Frangié, fils de l'ancien président et chef de sa milice, ainsi que plusieurs membres de sa famille que plusieurs membres de sa famille et de son village, furent assassinés. Désormais, la division du camp mara-nite était consacrée.

#### L'enlisement des Syriens

L'entisement

L'a Syrie, dans cette affaire, a politique propre. Si elle caresse de longue date le rève de dominer le Liban dont elle a mai admis l'indépendance, son interveution s'est soldée par un enlisement. Elle a commence par envoyer ses troupes pour empêcher la victoire de la gauche et des Palestiniens qui échappaient à son contrôle et risquaient de la mettre en position périlleuse à l'égard d'Israël. Mais elle n'a réussi ni à placer ses hommes de confiance à la tête de l'OLP, ni à séparer les Palestiniens de leurs alliés libanais. La modification de la situatiou régionale l'a contrainte à composer, à renoncer au ramassage des armes lourdes et finalement à rétablir son alliance traditionnelle avec M. Arafat. Elle s'est même résolue récemment à inviter à Damas une délégation communiste libanaise représentant le Mouvement national.

Deux ans après la fin de la guerre civile, tous les protagonistes sont donc restés armés jusqu'aux dents, et la volonté syrienne s'est heurtée à la jungle des intérêts libanals contradictoires. Cette paralysie a sans doute incité le président Assad à baisser le ton sur la scène arabe, tandis que le président Sadate pouvait, en toute quiétude, suivre les méandres de son initiative diplomatique solitaire. Pour vider l'abcès, il fallait que Damas s'en prenne enfin au camp chrétien dont l'alliance ouverte avec l'Etat d'Israël avait pris des dimensions alarmantes pour la plupart des régimes arabes. Pour la première fois dans l'histoire du conflit du Proche-Orient, une communauté appartenant à un pays arabe non seulement se rapprochait de Deux ans après la fin de la guerre non seulement se rapprochait de l'« ennemi sioniste » mais était ani-mée, comme lui, du réflexe de la minorité menacée. Même si elles s'af-frontaient durement, la Syrie et

l'O.L.P. ne mettaient en cause ni leur appartenance au monde arabe ni leur hostilité à l'Etat d'Israël. Le spectre de la création par les maronités d'un « uouvel Israël » chrétien a évidemment suscité une réaction syrienne autrement plus profonde.

Excédée par l'incapacité du pouvoir libanais à épurer le commandement de l'armée, voyant ses troupes régulièrement accrochées par les miliclens chrétiens, la Syrie a saisi l'occasion du massacre d'Ehden pour provoquer l'épreuve de force. Le 28 juin, l'assassinst de vingt-six sympathisants des partis de droite dans la région de la Békaa contrôlée par Damas e été attribué aux services secrets syriens, bien que ceux-ci alent nié leur participation à l'opération. Cet incident servira, en toot cas, de détonateur au conflit. En bombardant Beyrouth-Est, la Syrie avait pour objectif principal de briser la force qui lui tenait tête. Mais son calcul s'est révélé erroné. La portée psychologique du pilonnage fut considérable, La communauté maronite s'attirait, d'une manière encore inégalée depuis le début de la guerre, la sympathie de l'opinion occidentale. Les dirigeants chrétiens raidirent leur attitude, demandant le départ des « troupes d'occupation », C'est dans ce contexte défavorable à la Syrie qu'Israël a tiré le coup de semonce qu'a représeuté le survol de la capitale libanaise par ses avions. L'image d'un Etat procédant au massacre, sinon au génocide, de la

le survol de la capitale libanaise par ses avions. L'image d'un Etat procédant au massacre, sinon au génocide, de la population chrétienne libanaise restait suffisamment forte pour légitimer aux yeux de l'opinion occidentale une intervention israélienne. Te n a n t compte de ce danger et de la menace de démission du président Sarkis, dont le départ aurait créé un vide institutionnel la laissant à découvert, la Syrie a été contrainte de faire marche arrière.

# Un chef d'État privé de moyens

A U cours de la confrontation, il A apparut qu'un autre conflit, plus discret, opposait le président Assad au président Sarkis. Le chef de l'Etat syrien entendait obtenir de ce dernier une attitude plus ferme dans la lutte contre le nouvoir de la droite chrécontre le pouvoir de la droite cirre-tienne. Il voulait aussi hâter la conclusion d'un accord bilatéral — déjà discuté au cours du sommet syro-libanais de Lataquieh, le 2 juin 1978 — qui légitimerait la présence de l'armée de Damas au Liban hors du l'armée de Damas au Lihan hors du cadre contraignant imposé par les sommets de Ryad et du Caire qui avatent conflé sa mission à la FAD. Enfin, il était question d'intégrer une partie du territoire sud-libanais au dispositif de défense syrien contre Israël et d'abroger les dispositions prises par Beyrouth qui confialent le contrôle des régions cinétiennes à une armée libanaise évidemment tenne en suspicion par Damas. La réponse de M. Sarkis a été de présenter sa démission.

Cette menace de départ constituait la seule arme — combien dérisoire! entre les mains d'un président dont l'autorité ue s'appuie sur aucune force rantorite ue s'appuie sur aucune incre autonome. Par ce geste, il a voulu tout à la fois incitar les Syriens à mettre un terme à leurs pressions et mettre en garde les dirigeants chrétiens contre la poursuite de leur politique d'obstruction. Mais il était évident que ni les uns ni les actres u'allaient modifier leurs objectifs profonds pour empêcher le départ d'un u'allaient modifier leurs objectifs pro-fonds pour empécher le départ d'un homme qui, s'il représente la légitimité et l'unité libanaises, n'a pas les moyens matériels de faire respecter sa volonté. En revenant sur sa décision dans un discours évasif, le président Sarkis u'a satisfait réellement personne.

Dans cet équilibre instable à l'intérieur du Liban, l'attention e'est de nouveau déplacée vers la poursuite de l'initiative de paix du président Sadate. Mais de nouvelles batailles sont en préparation. Même si elle a réussi à déjouer l'offensive frontale dirigée contre elle, la droite chrétienne se retrouve isolée face à une imposante coalition. Le clan Françié s'est engagé à ne pas porter le deuil des victimes du massacre d'Ehden avant que ses auteurs ne soient châtiés. Dans cette région où la vengeance u'est pas un vain mot, toute une population maronite rêve d'en découdre avec les Phalangistes. Pour commencer, elle a éliminé leur présence politique dans tout le Nord du pays. Mais elle ne sera satisfaite qu'une fois réglée la dette de sang. Le parti P.P.S. (9), chrétien et appartenant au Mouvement national libanais, a pu se réinstaller, avec l'aide sytienne, dans le village de Dhour-Choueir d'où il avait été délogé par les Phalanges au cours de la guerre civile. Une position clé, pusqu'elle domine Bikfaya, flef de la famille Gemayel. Le régime syrien, soutenu par la plupart des pays arabes, notamment l'Arable Saoudite, pourrait reprendre son offensive en utilisant des moyens militaires moins spectaculaires que le bombardement systématique de quartters résidentiels speciaculaires que le bombardement systématique de quartiers résidentiels chrétiens, peu apprécié par ses parti-sans. Quant à la gauche et aux Palestiniens, le conflit qui les a opposés, deux ans durant, à le droite chrétienne, n'est pas éteint. Que peut faire cette dernière dans un tel isolement? Le seul soutien effectif qu'elle peut espérer est israélien. L'échec relatif de l'occupation de Sud-Liban est les difficultés de la uégocation de paix contraignent Israël à agir avec pru-dence. Un problème encore plus inextricable que le problème palesti-nien est en train de naître au Liban

(1) Le chiffre de cent solvante-dix tués et de cinq cents blessés a été rapporté par l'agence UP.I. se référant à des sources conservatrices. Cité dans l'Orient-le Jour du 13 juillet 1978.

(2) Les sommets de la Ligue arabe de

Ryad (16-18 octobre) et du Caire (25-26 octobre) ont créé la Porce arabe de disgussion et convert sinsi l'action de la

(3) C'est le ler septembre 1920 que la général Gouraud proclame la constitu-tion de l'Etat libanais, coonu sous le nom de « Grand Liban » par opposition au

de « Grand Liban » par opposition au 
« Petit Liban » chrétien.

(4) Le dernier recensement au Liban a 
été organisé en 1932. Depuis, pour éviter 
de soulevar d'épineuses questions politiques, les gouvernements successifs se 
sout contentés d'estimations qui variaient 
évidemment beaucoup suivent les sources.

(5) Le Monde du 12 juillet 1978.
(6) Liban, le Courage d'exister, par Jean-Pierre Haddad, éditions A. Maisonneuve, 1978. Paris, 144 pages, 44 france.
Ce livre raconte comment le Liban, e terre de Horté », est devenu l'estrade chi les Aubes riennent rider leurs que où les Arabes viennent vider leurs qua-relles dans « cette lutte fratricide qui caractérise la race arabe, depuis qu'il caractérias la race arabe, depuis qu'il y a des Arabes ». Pour taire comprendre la situation au lecteur français, l'auteur compare les musulmans libanais aux Nord-Africains qui vivent eu France, avec qui d'afficurs « on ne craint pas de coexister (...) tant qu'ils sont encadrés, surveillés et contenus dans une stricte discipline sociale ».

(T) Le Monde du 18 juillet 1978 : « Un état fantôme », par Dominique

« Un état fantôme », par Dominique

le front constitué par le gauche liba-uaise alliée de la résistance palestinienne. Ce groupement, créé pendant le guerre civile, n'e qu'une faible influence par-

(9) Le Parti populaire syrien a change de domination et s'appelle désormais la parti uational social. Mais il reste comu sous son ancien sigle : P.P.S.

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sanvagent





Reproduction interdite de tous articles, sauj accord avec l'administration. unission peritaire des jour et publications : nº 57422

automobiles Distributeur official pour la vente eux Membres de Corns Diplometique et des Organissitions Internationales · aux Chents se rendant en France Exclusivement immatriculations speciales CD et TI RUE CAMBACÉRÉS • 75362 PARIS CEDEX 08 • 🕾 742.77.39 • Télex Peujoxa 280.426

**LEMONDE** diplomatique Abonnez-vous

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde diplomatique, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous et une somme correspondant au prix de vatre abonnement annuel. Vous recevrez en supplément l'un de nos récents numéros.

Je vous règle la somme de 65 F pour mon obonnement de un an (douze numéros) ou Monde diplomatique, et le reçois en supplément l'un des numeros cochés ci-contre

OPTION : Je désire, en outre, recevoir les outres numéros oue j'ai cochés ; je vous les règle sur lo base de 6 F l'exemplaire.

Choisissez l'un des numéros suivants :

□ 291. Le Chill des contradictions.
 □ 292 Une drotte triomphante aux Etats-Unis, mai 1978.
 □ 283. L'Traile de la violance, avril 1978.
 □ 283. Le drott à l'information à l'épreuve des progrès scientifiques, mars 1978.
 □ 287. Le démocratie trainie par les manipulations descorales, février 1978.
 □ 285. Le justice en question, janvier 1976.
 □ 285. Le gauche française et les contestataires soviétiques décembre 1977.
 □ 284. Le Grèce entre le scepticisme et l'inquiétude, novembre 1977.
 □ 283. Roumanie : un « socialisme » autoritaire, octobre 1977.

Envoyez votre bulletin et votre réglement (chèque bançaire ou postal à l'ordre du Monde), au Monde diplomatique, service abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - (TEL: 246-72-23) - MD 678.

- STAR .- 2

# Pétrole et développement économique

# LES ARABES RICHES ET LES ARABES PAUVRES

UEL est le rôle du pétrole dans le développement des économies arabes et que seront ces économies dans quelques années, vers la fin de ce siècle, quand la production pétrolière aura plafonné dans certains de ces pays ou aura commencé à décliner dans certains autres? Autrement dit, quel est et quel devrait être l'impact réel de l'industrie pétrolière sur les transformations économiques, sociales et politiques du monde arabe?

l'industrie pétrolière sur les transformations économiques, sociales et politiques du monde arabe?

Pour répondre à cette question, il y a tout d'abord lieu de se mérier des illusions d'optique que provoque parfois le climat d'euphorie qui règne depuis, notamment. 1973-1974, soit depuis le déclenchement du mouvement d'augmentation des prix et de l'accroissement relativement rapide des revenns pétroliers. C'est en effet une évidence, mais une évidence qui mérite d'être rappelée et bien soulignée, que de dire que l'augmentation de la production, des prix et des revenus pétroliers est loin d'être en elle-même un signe ou un critère de développement économique. Elle n'est qu'un moyen, entre antres, dont les pays arabes disposent pour assurer un tel développement. Ce qui compte en définitive, c'est la manière dont ce moyen est mis en cuvre dans le cadre des efforts et des programmes visant an développement des économies nationales. D'autant plus que la montée en flèche des revenus pétroliers risque d'être, si certaines conditions ne sont pas remplies, un signe apparant et anhémère de richesse, et tée en flèche des revenus pérrollers risque d'être, si certaines conditions ne sont pas remplies. un signe apparent et éphémère de richesse, et pourrait même avoir des effets négatifs sur l'évolution économique et sociale des pays concernés. Un tel danger s'est déjà matérialisé au cours des slècles dans certains pays européens (l'Espagne et le Portugal) qui ont pu, à la faveur de leur expansion coloniale, bénéficier d'un afflux considérable de capitaux et fonder leur prospérité sur le mercantilisme, mais qui, faute d'avoir développé leurs propres capacités productives, ont vite sombré dans le sous-développement dès que les dirconstances ont changé L'histoire connaît, par contre, bien d'autres exemples de pays comme le Japon, la Chine, la Grande-Bretagne et d'autres de l'Europe occidentale qui ont pu s'industrialiser et devenir de grandes puissances économiques, sans qn'ils aient pour autant disposé de pétrole ou de richesses naturelies importantes ou de moyens financlers considérables.

Un regard rapide sur le passé récent permet de constater que les pays arabes ont pu réaliser, au cours des dernières années, des progrès énormes et relativement rapides dans tont ce qui touche à la mise en valeur de leurs réserves pétrolières et gazières. Pour s'en tenir à l'essentiel, ces progrès se sont manifestés tout d'abord

dans le domaine des régimes d'exploi-tation. Depuis notamment le début des années 70, les mesures de natio-nalisation, considérées il y a encore des années 70, les mesures de nationalisation, considérées il y a encore peu d'années par certains comme une a mission impossible » ou un « slogon démagogique », ont été prises avec succès en Algèrie, en Libye, en Irak, en Syrie et ailieurs. D'autres mesures de participation et de prise de contrôle à 100 % ont été adoptées su Koweit, à Qatar, dans les Émirats arabes unis, à Bahrein, à Oman et en Arabie Saoudite. L'ancien régime des concessions, imposé aux peuples arabes pendant près d'un demi-siècle, a été en grande partie liquidé et remplacé par l'exploitation nationale directe ou par des accords d'un type nouveau plus conformes aux intèrêts nationaux des pays producteurs. Ainsi, les pays arabes contrôlent à présent plus de 70 % de leur production et de leurs exportations pétrolières, alors que ce contrôle était pratiquement nul il y a à peine sept ana.

A la faveur de cette évolution, des progrès non moins sensibles ont été accomplis dans le domaine hautement important du développement qualitatif et quantitatif des cadres nationaux responsables des différentes phases des activités pétrolières. Ces cadres nnt pu efficacement, et en nombre de plus en plus grand, remplacer une partie des cadres et des technicleus des anciennes sociétés concessionnaires, à tous les échelons des responsabilités administratives et, surtout, opérationnelles. Dans l'ensemble, ce sont maintenant les sociétés pétro-

responsamiles administratives et, sur-tout, opérationnelles. Dans l'ensemble, ce sont maintenant les sociétés pétro-lières nationales qui sont devenues les maîtres du jeu, sans pour autant renoncer, chaque fois que cela est nécessaire, à l'apport des techniciens étrangers.

nécessaire, à l'apport des techniciens étrangers.

Enfin, un troisième domaine où les progrès ont été impressionnants est celui des prix et des revenns. A la suite des décisions prises par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) après la guerre d'octobre 1973, les revenus pétroliers des pays arabes ont plus que sextuplé en passant de 12,7 milliards de dollars en 1977. Entre-temps, et compte tenu aussi blen de l'accroissement des prix que de la modification des régimes d'exploitation, le revenu unitaire par baril exporté est passé d'une moyenne de 2,26 dollars en 1973 à près de 11,5 dollars en 1977. Si l'on ajoute à tout cela les efforts déployés dans le domaine de la conservation et de la récupération secondaire, la reprise des activités d'exploration, les nouveaux programmes visant à la mise en vaieur du gaz ainsi que les divers projets lancés ou réalisés dans les différents domaines du raffinage, de la pétrochimie, du transport, etc., le bilan des dernières années n'en apparaît que plus positif.

Les chances offertes

Envisages dans l'optique du développement des économies arabes, l'évolution enregistrée et les grands pas en avant accomplis au control des destributes appués compositions au control des destributes appués compositions de des potentialités énormes qu'il é agit de mettre à profit, aussi rapidement et aussi efficacement que possible, pour sortir du sous-développement et organiser des économies modernes pouvant, le moment venu, se passer du nétrole et de ses recenus Compadu pétrole et de ses revenus. Compa-rés aux autres pays en voie de déve-loppement, les pays arabes bénéficient, sur ce plan, d'une chance inestimable qui doit être salsie.

Au premier rang de ces potentia-lités figure le fait que les pays arabes sont aujourd'hui devenus, totalement ou dans une large mesure selon les cas, les véritables maîtres de leurs richesses en hydrocarbures, et qu'ils peuvent désormais orienter l'exploi-tation de ces richesses dans le sens des impératifs dictés par leurs besoins de développement. Avec la liquidation de l'ancien régime des concessions, de l'ancien régime des concessions, il est devenu possible de mettre fin aux phénomènes de dualisme et d'insularité économique qui caractérisaient dans le passé les activités des sociétés pétrolières étrangères, lesquelles constituaient de véritables enclaves dans les économies nationales des pays hôtes. Le champ est maintenant largement ouvert pour integrer les activités pétrolières aux plans nationaux de développement économique et pour leur faire jouer économique et pour leur faire jouer le rôle essentiel qui leur revient comme moteur de développement. comme moteur de développement.

La seconde potentialité réside dans l'accrolssement prévisible des prix et des recettes provenant des exportations de pétrole et de gaz. Bien qu'il soit difficile dans ce domaine de faire des projections précises, on peut estimer que ces recettes pourraient presque doubler, en termes réels, pour atteindre près de 150 milliards de dollars vers la fin des années 80.

Augus antre pays du tiers-monde

Aucum antre pays du tiers-monde ne disposera, au cours de l'avenir prévisible, d'un afflux aussi important de capitaux. Ce à quoi il faut ajouter que les pays arabes exportateurs de pétrole, ainsi que les autres pays de l'OPEP, bénéficieront, pendant encore vingt à trente ans au moins, d'une conjoucture énergétique mondiale hautement favorable, caractérisée par le retard constaté dans trisée par le retard constaté dans la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie, par le danger d'une grave pénurie d'énergie à partir des années 80, et par les possibilités, ou plutôt la nécessité d'une augmentation substantielle des prix du petrole et du caz pature!

et du gaz naturel. Une troisième potentialité, ioin d'être négligeable, réside dans le puisd'être négligeable, réside dans le puis-sant « pouvoir de négociation » que conférent aux pays arabes leurs larges réserves en hydrocarbures, surtout actuellement et au cours des pro-chaines années, c'est-à-dire an cours de cette période où la demande de pêtrole et de gaz se fera de plus en plus forte, en attendant le dévelop-pement d'antres sources d'énergie. Ce pouvoir de négociation, de nature à la fois économique et politique, place les pays arabes dans une situa-

tion privilégiée pour réorganiser leurs relations économiques et politiques avec les autres pays du monde, notamment les pays industrialisés, sur de nouvelles bases plus conformes à leurs intérêts nationaux et, surtout leurs interets nationaux et, surtout, à leurs besoins de développement. C'est en ce sens qu'on peut dire que le pétrole peut être pour les Arabes une «arme» utilisable non seulement en temps de guerre pour faire pression sur les pays qui leur sont hostiles, mais aussi une «arme» à utiliser tous les jours, comme un atout de presultaire inventages en part désignants. première importance, pour développer le réseau de leurs amities dans le monde et pour fonder leurs relations économiques avec les pays développés sur la base de l'équilibre et de la récipropité des intérêts réciprocité des intérêts.

A ces a tou ts d'ordre pétroller s'ajoutent, au niveau des possibilités de développement économique dans le monde arabe, d'autres potentialités le monde arabe, d'autres potentialités tout a u s s i importantes découlant notamment des autres ressources naturelles (minières, agricoles et animales) disponibles, de l'abondance de la maind'œuvre, du dèveloppement de l'enseignement et de la formation professionnelle, de l'importance relative des marchés arabes et de la position stratégique que le monde arabe occupe dans les échanges économiques mondiaux.

On peut dire pour résumer que, sur le pian des possibilités, les pays arabes bénéficient de nombreuses conditions favorables propres à assurer un décoilage économique rapide. Qu'en est-il en réalité?

Depuis l'accroissement de leurs

en réalité?

Depuis l'accroissement de leurs revenus en 1974, les pays arabes exportateurs de pétrole ont fortement augmenté leurs investissements de développement, tout en contribuant d'une manière appréciable au financement de divers projets dans d'autres pays arabes et non arabes. En 1977, les hudgets de développement de l'ensemble des pays arabes totalisaient près de 55,1 milliards de dollars, soit, pour une population totale de 144,3 millions d'habitants, un investissement moyen per capita de l'ordre de 382 dollars.

Cette première observation statique masque, toutefois, des inégalités énormes entre les pays concernés. En fait, l'investissement per copita varie entre des minima de 28,9 dollars au Yémen du Sud, 57 dollars en Egypte et 65,3 dollars au Soudan, et des maxima allant jusqu'à 2373,4 dollars en Arabie Saoudite et 2700 dollars à Abou-Dhabl. Ainai, à titre d'exemple, l'inégalité dans les investissements de développement varie dans une proportion de 1 à 42 entre l'Egypte et l'Arabie Saoudite et de 1 à 93 entre le Yémen du Sud et Abou-Dhabl. Même entre les pays producteurs de pétrole, des divergences considérables apparaissent dans les niveatissements par habitant, avec des moyennes de 514,1 doilars pour l'Algérie et 62,6 dollars pour l'Algé

Par NICOLAS SARKIS\*

tltion de la population et des recettes pétrollères. La population des pays arabes producteurs de pétrole totalisait 43,4 millions d'habitants en 1977, soit près de 20 % du total de la population des pays arabes. Avec ses 38,1 millions d'habitants en 1977, l'Egypte comptait à elle seule trois fois plus d'habitants que les pays arabes exportateurs de pétrole et disposant de surplus financiers. En ce qui concerne la répartition des revenus pétroliers, les chiffres de 1977 indiquent que la part de l'Arable Saoudite représentait à elle seule 45,5 % du total des revenus pétroliers arabes au cours de l'année considérée.

Une antre divergence importante se manifeste dans les besoins de financement et dans les capacités d'absorption des investissements. Ainsi, quatre pays arabes exportateurs de pétrole disposent de surplus monétaires, estimés à 40 milliards de

nisation de leurs marchés financiers et du manque de coordination de leurs plans de développement économique. Cette anomalie est d'autant plus dangereuse que, d'une part, elle correspond à une stérilisation des capitaux dont les pays arabes ont besoin pour assurer la promotion économique et sociale de leurs peuples et que, d'autre part, elle aura pour résultat d'accentuer le déséquilibre qui se creuse entre les pays arabes surpenplés qui font face à de graves difficultés économiques et les pays arabes sous-peuplés qui disposent d'un surplus de capitaux, — entre ceux qui, comme des enfants gâtés, achètent à tour de bras les gadgets des pays occidentaux et ceux qui ont du mai à nourir leurs peuples.

Ce manque de coordination dans l'utilisation des revenus pétroliers se reflète au nivean plus général des objectifs et des plans nationaux de développement. Als à part quelques projets communs envisagés ou réalisés dans le cadre de l'OPAEP (Organisation des pays arabes expor-

	Populat. (millions)	Dépenses totales (millions de dollars)	Dépenses de dévalop. (milions de dollars)	Dépanses de dévelops.	Dépenses le dévelop par tête d'habitant (en dollars)
- Abou-Dhabi	0.5	4 750.0	1 350.6	23,4	2 700,1
- Algérie	17,3	12 715,3	8 894,7	69,9	514.1
- Arable Sacodite	8,0	31 557,3	18 987,1	60,2	2 373,4
- Bahreln	0,26	627,5	346,2	55,5	1 331,5
- Egypte	38,1	18 018,0	2 167,0	12,0	57.0
- Irak	12,2	13 630,0	7 962,0 .	58.4	652,6
- Jordania	2,0	1,529,0	487.0	31,8	167,9
- Koweft	1.05	6 631,5	1 200,0	18,0	1 142,8
— Liban (1978)	3,0	684,0	300,0	43.0	100,0
— Libye	2,5	7 150,2	5 188,0	72.3	2 067,2
- Maros (1976)	17,2	3 570,0	2 400,0	67,2	138,0
- Oman	1,5	1 838,0	552,0	30,0	368,0
— Qatar	0,23	1 595,0	e,102	25,1 54,0	1 747,A 65,3
- Soudan	17,5	2 106,0	1 143,0	61,0	374.9
- Syrie	7,5	4 668,0	2 812,0	43,8	121,0
- Tunisie	5,8	1 600,0 451,5 •	702,0	42,0	28,6
- Yémen du Nord	6.9		150,0	43.0	28,9
— Yemen du Sud	1,8	120,0 *	52,0	-3,0	20,5
TOTAL	144,24	113 175,3	55 114,9	48,7	382,2
* Estimations.				(moye	nnes)

dollars en 1977, qu'ils placent essentiellement dans les pays occidentaux, tandis que la quasi-totalité des autres paye arabes, y compris des pays arabes exportateurs de pétrole, font appel à l'adde étrangère pour financer leurs budgets de étveloppement, voire, dans certains cas, leurs budgets de fonctionnement. Pour ce qui est tout particulièrement des pays arabes non producteurs de pétrole, leurs maigres budgets de développement reflètent en fait non point leurs besoins en leurs capacités d'absorption, mais leurs disponibilités financières et leurs possibilites d'endettement, et ce à l'beure où des capitaux arabes de l'ordre de 40 milliards de dollars par an prennent le chemin des pays hautement industrialisés.

tement industrialisés.

Cette situation aberrante est blen illustrée par le fait que les recettes pétrolières arabes en 1977 ont représenté près d'une fois et demie le total des budgets arabes de développement au cours de la même année. Une telle situation pourrait, à première vue, donner à penser que les pays arabes disposent de recettes démassant leurs capacités immédiates. tement industrialisés dépassant leurs capacités immédiates d'absorption, alors que, en réalité, cela n'est vial que pour trois ou quatre pays exportateurs de pétrole, tandis que tous les antres pays arabes souffrent d'une grave pénurie de capitaux. A la lumière de cette réalité, les prétendus «surplus» pétrollers, loin d'être un signe de richesse des pays arabes, ne sont en fait qu'une manifestation de leur sous-développe-ment économique, du manque d'orga-

Ressources financières et progrès économiques

TENTREPRISE du développement L'est bien plus ardue dans les autres pays arabes exportateurs de pétrole qui ne disposent que de faibles populations parsennées sur de vastes territoires désertiques, et qui ont tout naturellement tendance à axer leurs programmes d'industrialisation sur des programmes d'Industrialisation sur des industries hautement capitalistiques et pour lesquelles les matières premières existent en abondance, c'est-à-dire essentiellement les complexes de rai-finage et de pétrochimie, ainsi que l'exploitation du gaz qui était systématiquement brûlé par les compagnies concessionnaires. Cette tendance répond évidenment à la nécessité et au besoin pressant de mettre fin au gaspiliage du gaz assoclé et de promotivoir la transformation sur place gaspiliage du gaz associé et de pro-monvoir la transformation sur place d'une partie aussi grande que possible du pétrole brut produit. L'effort encore à faire en ce domaine appa-rait énorme lorsqu'on considère que la capacité de raffinage des pays membres de l'OPAEP, déjà dérisoire avec 3,8 % de la capacité moodiale en 1972, est tombée à 3 % seulement en 1977. La même constatation peut être faite pour la pétrochimie qui est encore au seuil de son développement dans les pays arabes.

La nécessité de consentir des efforts dans ce domaine ne saurait touteints faire oublier les problèmes que le développement des industries basées sur le traitement du pétrole et du gaz pose au niveau notamment du processus du développement des économies nationales des pays concernés. Pour ces industries comme pour d'autres, l'industrialisation ne saurait en effet signifier tout simplement la construction d'usines sussi modarnes colonisignifier tout simplement la construc-tion d'usines aussi modernes solent-elles. Elle suppose aussi l'intégration des industries ainsi créées à l'ensemble de l'économie nationale et la mise en place d'un « tissu » économique entre les industries nouvelles et les autres secteurs de l'économie nationale. A défaut d'efforts adéquats dans ce sens,

\* Directeur du Centre arabe d'études pétrollères.

tateurs de pétrole) on par le bials des prêts accordés par les pays arabes exportateurs de pétrole à d'autres pays de la région, chaque pays arabe établit ses programmes de développement sur la base de ses propres besoins et de ses propres possibilités, ce qui ne donne pas moins de vingt plans de développement complètement indépendants les uns des autres, dans des pays aux marchés souvent exigns et dans une région où les complémentarités d'ordre géographique, démographique, financier et économique aont manifestes, sans oublier la communanté du destin politique et la nécessité vitale de inter en commun contre le sous-développement et la faiblesse politique.

Compte tenn de cette observation, tateurs de pétrole) on par le bials

Compte tenn de cette observation. l'appréciation des efforts entrepris actuellement dans le cadre des plans nationaux de développement diffère considérablement d'un pays à l'autre. Dans les rares pays arabes exportateurs d'hydrocarbures qui disposent d'un marché relativement important et de facteurs diversifiés et suffisants de production, l'accent est mis sur le développement harmonisé et cohé-rent des différents secteurs de l'éconent des différents secteurs de l'éco-nomie nationale et sur la création de nouvelles activités économiques susceptibles de réduire progressive-ment la dépendance à l'égard du pétrole. Contrairement à ce qui étalt le cas avant les nationalisations, le secteur pétroller n'est plus seulement un simple pourvoyeur de devises, mais devient une partie intégrante des plans de développement.

les industries nouvelles risquent de présenter les mêmes phénomènes d'extraversion et d'insularité écono-mique que les activités des anciennes sociétés concessionnaires

Un tel danger se manifeste surtout dans les pays ayant un marche national exigu et des structures écono-miques rudimentaires, ou dans ceux où la pianification économique est déficiente. La les grands complexes de raffinage, de pétrochimie ou de traitement du gez, au lieu d'être un maillon dans la chaîne du développement économique, ne sont que des usines exclusivement ou estentiellement tournées vers les marchés extérieurs et dont la seule ntilité serait, dans le meilleur des cas, d'assurer une plus-value strictement financière sur les produits exportés. Quant au rôle primordial que ces industries, comme d'allieurs les autres industries inurdes, peuvent jouer dans le cadrelement concevable dans le cadrelement concevable dans le cadrelement concevable dans le cadrelement concevable dans le cadre étriqué de a frontières politiques actuelles de la plupart des pays arabes. Il s'agit là d'un problème trop connu pour qu'il soit nécessaire de s'y attarder. Sa solution dépend avant tout de la volonté politique des pays concernés de surmonter l'expoisme national, pour assurer à leurs grands projets de développement l'environnement et l'espace écocomiques qui leur sont indispensables. Un tel espace ne peut être lmaginé que dans un cadre régional suffisamment large pour permettre la mise en place des courroies de transmission entre les industries lourdes (raffinage, pétrochimie, sidèrurgle, etc.), et les autres activités économiques locales.

Un troisième problème majeur que pose l'utilisation du pétrole dans le processus de développement des économiques locales.

Un troisième problème majeur que pose l'utilisation du pétrole dans le processus de développement des économiques locales.

Un troisième problème majeur que pose l'utilisation du pétrole dans le processus de développement des économices arabes concerne la mise en valeur des immenses ressources humaines, en main-d'œuvre et en cadres de la région. Il é'agit même là du problème central, vu le rôle déterminant du capital humain national dans toute entreprise d'exploitation tement de gaz, au lieu d'être un maillon dans la chaîne du développe-

rationnelle des richesses matérielles et de progrès économique et social. Conscients de l'importance de ce problème, les pays arabes déploient depuis quelques années des efforts considérables aux différents niveaux de l'enseignement et de l'éducation de la formation professionnelle et de la constitution de cadres nationaux qui n'ont souvent plus rien à envier, sur les plans de la compétence et de l'expérience, à leurs collègues étrangers.

#### Technologie et capital humain

humain

Compte tenu de ces efforts, et dans toutefois qu'un long chemin reste à faire dans ce sens. L'expérience des dernières années appelie à ce sujet quelques observations qui peuvent être résumées dans les points suivants :

a) L'affux relativement rapide des capitaux pétrolières dans les pays arabes et les dépenses auxquelles donne lieu la réalisation de divers projets créent dans cette région un climat d'affairisme, de parasitisme et de commissionnite » qui incite une partie de la population à l'enrichissement rapide. Un tel climat est, pour le moins qu'on puisse dire, peu propice aux sacrifices et aux efforts de longue haleine que nécessitent l'industrialisation et les activités productives. On a même parfois tendance à considérer que l'argent du pétrole est un moyen suffisant de progrès et qu'il peut être utilisé, non seulement pour acheter des blens d'équipement et tous genres de hiens de consommation, mais aussi pour importer des cadres, voire de la main-d'œuvre étrangère. On en vient ainsi à oublier que le développement des économies nationales ne peut pas être fait par procuration mais nécessite, en plus de la volonté politique, une mobilisation de tous les moyens nationaux de production y compris, et surtout, l'intelligence et le travail des hommes. Il suffit pour cela de se rappeler le climat d'austérité qu'ont connu tous les pays qui, dans un passé lointain ou récent, ont réussi à s'indusconnu tous les pays qui, dans un passé lointain ou récent, ont réussi à s'industrialiser et à devenir des pays économiquement avancès, et les efforts humalns considérables qu'ils ont consentis. Ces observations ne s'appliquent pas à toutes les situations, mais à des cas précis et bien connus; b) La place et le rôle du capital humain national est indissociable du humain national est indissociable du problème du progrès, technologique. Depuis quelques années, ce problème est souvent présenté en termes de a transfert de la technologie » des pays industrialisés vers les pays exportateurs de pétrole ou d'autres pays en voie de développement. Selon une certaine conception aussi naive que dangereuse des choses, le développement économique des pays exportateurs de pétrole serait désormais à tateurs de pétrole serait désormais à portée de la main du moment que ces pays peuvent, avec leurs capitaux, accèder à la technologie moderne. Dans cette optique, la technologie est présentée comme un produit banal qu'on peut acquerir, comme dans un magasin de prêt-à-porter, à la sente condition de pouvoir en payer le prix. Ainsi, les discussions qui se déroulent depuis 1974 au sujet de la coopération entre les pays de l'OPEP et les pays développés reprennent souvent le leitmotiv selon lequel cette coopération pourrait avoir pour base une sorte d'échange entre le pétrole et les capitaix des premiers, et la technologie ainsi que les biens d'équipement des seconds. Il s'agit là d'un mythe grossier alle certains seconds. Il s'agit là d'un mythe grossier que certains continuent d'entretenir. En fait, ce problème de la technologie ne se pose pas en termes de transfert mais en termes d'acquisition par les pays qui en ont besoin, au prix d'efforts énormes et de longue haleine impliquant le développement des moyens nationaux de recherche et de formation. Le rôle que peut jouer le l'aide étrangère ne peut être que subsidiaire;

c) Une troisième et dernière observation concerne la perte de substance bumaine dont souffrent certains pays arabes, et qui tient à plusieurs facteurs dont, notamment : les conditions politiques et maté-

— les conditions politiques et matérielles qui provoquent le départ à l'étranger, essentiellement vers les pays industrialisés, de milliers d'ingénieurs, d'économistes et de cadres compétents qui pourralent apporter une contribution inestimable au développement économique de leurs pays.

— les entraves à la mobilité des cadres et de la main-d'œuvre entre les pays arabes eux-mèmes. Il suffit, pour mesurer l'importance de ce problème, de rappeler que des milliers de cadres arabes et des centaines de milliers d'ouvriers arabes, dont certains hautement spécialisés, travailient actuellement en Europe, aux Etats-Unis ou au Canada, alors que leurs pays d'origine souffrent d'une grave penurie de cadres, de techniciens et de main-

all Canada, alors que leurs pays d'origine souffrent d'une grave pénurie de cadres, de techniclens et de maind'œuvre spécialisée.

Au terme de ce tour d'horizon de la situation économique actuelle dans le monde arabe et de ses perspectives d'avenir, il semble que, si les potentialités offertes par le pétrole sont énormes, les obstacles qui entravent la mise en œuvre de ces potentialités ne sont pas négligeables. Les efforts accomplis au niveau national pour surmonter ces obstacles seralent considérablement facilités par une coopération régionale plus étendoe qui seule, permettrait de venir à bout des déséquilibres actuels et de ces redoutables goulets d'étranglement que constituent les frontières nationales actuelles. Développement économique et coopération régionale sont en effet indissociables dans une région que les caprices de l'histoire et les puissances coloniales ont morcelée en petits États, et dont la rémification collitique neut caprices de l'histoire et les puissances coloriales ont morcelée en petits États, et dont la réunification politique peut étre cimentée par des solides complémentarités économiques nationales. Des efforts énormes restent à faire dans cette direction. Les progrès rapides accomplis au cours des dernières années sont la melleure preuve que de tels efforts sont possibles. que de tels efforts sont possibles.

Manipulat

Sementer T. The control of the contr

in a la Salvete d

The second secon

1.000

7 ...

erra :

TT:: :.

....

3.00

14° 15°

FAMILY OF STATE

---

1.277

การก็อกรัฐการให้และ อุษที่ต เราะกรีการกระบาท

u ninger to bewert. Uninger territoria

Des pratiques  $\int_{\mathbb{R}^{n+1} \times \mathbb{R}^{n+1}} \mathbb{E}_{\mathbb{R}^{n+1} \times \mathbb{R}^{n+1}}$ in it been special at w # Minera - 1: - 1:0 Lea pranques : figure and the second and the second en 1014/01 TH 900003-pmms
fame - 150003-pmms
these - 150003-pmms
these - 150003-pmms

temper to the market ma Remotes (1) - 100 for all dollars one services (1) - 100 Mane Torrest States Committee # 265 (10-4)

And the second of the second o pr<del>in</del>nie: . Tot Toenstaung o ccon = ... 1 SWMS TO MEDW Charattan) dicarra.

de rene de la companya de la company General State Stat The sales care

MATIÈRES PREMIÈRES «FORCES DU MARCHÉ» ET COURS DES

# Comment une poignée de firmes multinationales dominent le marché mondial du coton

et JOHN CAVANAGH \*

Bien que le commerce international du coton ne représente que Sien que le commerce international au colon ne represense que 0.4 % des échanges mondiaux, le jeu des forces qui s'y affrontent révèle un mode très particulier d'intervention et de pouvoir des sociétés multinationales. L'économie du colon à l'échelle mondiale, qui emploie plusieurs disaines de millions de personnes dans plus de ectrante paye, est dominée par une poignée de sociétés commerciales multi-produits, cui disant à la colon de partie de commerciales multi-produits, cui disant à la colon de partie de commerciales multi-produits, cui disant à la colon de partie de commerciales multi-produits, cui disant à la colon de partie de commerciales multi-produits, cui disant à la colon de partie de commerciales multi-produits, cui disant à la colon de partie de commerciales multi-produits. qui fixent à la jois le volume et les prix du coton échangé sur la scène internationale. Depuis un demi-siècle le nombre de ces sociétés a rapidement diminué, de sorte qu'oujourd'hui quinze d'entre elles

contrôlent 85 à 90 % du commerce total du colon. Ce degré élevé de concentration se retrouve d'ailleurs à propos de toutes les matières premières : 85 à 90 % du tabac en jeuilles jaisant l'objet d'échanges internationaux passent par six acheteurs multinationoux; 70 à 75 % du marché international de la banane sont sous la coupe de trois sociétés; quant au cacao, les trois quarts des échanges se jont par l'intermédiaire de cinq entreprises, pour ne citer que trois exemples.

A PREMIERE vus, les comptoirs géants qui dominent l'économie du coton (cf. tebleau l) se rengent en troie catégories distinctes : deux sociétés européannes, cinq conglomérats jeponele et huit entreprises emériceines publiques et privées. En telt, derrière les différences de forme et d'organisetion de cas entreprises, les elmilitudes cont treppanies.

Tout d'abord, le plupert de ces sociétés commercieles occupent également des positione très fortee ou dominantes é l'égard d'autres marchandises que le coton : c'est le ces de Volkart dens le caté, de Cargill/Hohenberg et Bunge dans les céréales et le soja, de Raill dans les bois tropiceux, les céréales, le café, le thé, le caoutchouc, les métaux et les fibres textiles.

Dans le domeine de l'informetion économique et commarciala, toutes ces eoclétés possèdent des réseaux très efficaces qui leur permettent une repidité et une souplesse d'opération que les orga-nismes de commerciellsation des pays producieurs sont loin d'etteindre. En outre, les échanges réciproques d'informetion dans des buts précis sont pratique

courente entre ces sociétés. Enfin tous ces comptoirs géants ont, evec le temps, tissé d'étroites reletione evec les benques multinetionales; l'un d'entre eux, par exemple, dispose d'une facilité permenente de découvert de 100 millions de dollers dens une des principeles banques commerciales du monde. Aux Etats-Unie, les banques financent jusqu'é 85 % des échanges de colon réelisés par certaine comptoirs eméricains, Au Jepon, le plupert des sociétés

commerciales tont partie d'un conglomàrat où se trouvent égelement une ou plusieurs banques. C'est einsi que C. Itoh, dont le chiffre d'affaires commerciel consolidé e atteint 23.5 millierds de dollars en 1976. est en elle-mame une composante du cepital financier japonale, comme le mon-

evec des merges bénéficiaires de 1 à 2 %. Cette affirmation est de nature é induira en erreur les observateurs, car il est actuellement impossible de démêler l'inextricable réseau d'interrelations financières des différents conglomérats, dans le com-merce des mattéres premières comme ailleurs. Leurs structures, caractérisées par les recoupements de consells d'edministratton. l'intégration horizontale et verticale et d'eutres verletione sur ces thèmes sa prélent perfettement é des manipulations finencières auscaptibles de dissimuler leur taux de profil réel.

Bien que le concurrence etomistique entre comptoire eit été remplacée pe une concurrence ollgopolietique, catte dernière n'est nullement contradictoire evec l'existence d'enlentes. Des racherches epprofondies seraient nécessaires sur ce point. On notere par exemple que, dans les pays qui vendent une partie de leur récolle de coton eux enchères, les grands comptoirs multinationaux ont présenté des offres conjointes. En outre, un certain pertage des zones d'influence ee révèle dans le feit que, sur chaque marché national (à l'exception des Etats-Unis), le nombre des grands comptoirs présents ne dépasse jameis trole ou cinq.

# Manipulation à terme

L ES opéretions des comptoirs multina-tionaux ne peuvent être comprises sans référence à leur impect sur la formelion des prix, à travers le domination New-York et leur présence dane lous les circults de commercialisation. La Bourse du coton de New-York, créée le 10 septembre 1870, est eujourd'hul un des déterminants principaux de le fixation du prix mondiel do coton. Elle est le lieu de rencontre où acheteure et vendeure au comptant et à terme ajustent leure offres et leurs demendes par des contrats couvrent des livralsons à des délais fixès pendent les mois qui suivent.

Le grande mejorité (jusqu'à 80 %) des transactione qui ont lieu à la Bourse du coton sont des opérations de couverture à terme (hedging), qui permatteni aux opéreleurs de contrabalancer leurs echats ou leurs ventes eu comptant par des echals ou des ventes à lerme. Il e'agit

soit de « contrats longs » — par lesquela l'operateur e'engage à acheter du coton à une dele future donnée, é moine qu'il n'ennule ce contrat par une verita - soit de « contrats courts » - par les quels l'opérateur s'engage é vendre du coton à une dete future donnée, à moins qu'il ne compense cette vente par un achet d'un nombre équivalent de « contrats longs «. Aussi, melgré le volume considérable des transactions (25 milliards de dollars pour le coton en 1975-1976), 98 à 99 % de ces contrats se compensant réciproquement à la date d'échéance, et

Les producteurs de coton, les fileteurs, les fabricants de textiles et les grande sociétés commerciales multiproduits sont les principaux opéraleurs sur ce marché. et ces demiéres Interviennent massivement aussi bien pour les contrats longs que

# Des pratiques devenues classiques

L E marche à terme du coton lait toutelois l'objet de pratiques spéculetives de manièra endémique. Les pratiques de l' « étranglement » des vendeurs é découvert (equaezes) et de l'acceperament (cornars) ont transformé le marché é terme en un mécaniema par lequei les grandes sociétée commercieles, individuellament ou de manière concertée, obtiennent des gains aubetentiele et déstablissent les prix La prelique de l' « étranglement - consiste, pour une ou plueleure sociétés commerciales, à s'assurer une partie importante à le tois des contrats concernant un futur retativement proche et des fournitures de colon livrables é ce moment, et à utiliser ces deux points lorts pour modifier les onx à terme

La vulnérabilité des petits opérateurs sur ce marché tient è deux facteurs : en pramier lieu, les grands opérateurs possèdent la mejeure partie du stock de coton que les petits opérateurs pourraient echeter pour satisfaire à leure obligations de vente, é terme échu; en second lleu, les petits intervenants menquent de renseignements sur les autres eources potentielles de coton livrable à ce moment précis. Il en résulte que, au momant où lle cherchent à compenser leurs contrets courts, peu de tempe evant la dete nce ou à cette date, les petits opérateura sont dans l'obligetion d'echeter des contrets longe eu prix fort fixé per les grandes sociétés.

L'exemple classique de la pratique de l' « etranglement » remonte é la fin des ennées 50, loraqu'une des grandes sociétés pervint à laire monter les prix à terme en e'essurant, d'une part, plue de 120 contrets longe sur un total de

Chercheurs, spécialistes des problèmes de commercialisation à la CNUCED. Les auteurs s'axpriment lei à titre personnel.

134 contrate disponibles et d'autre part. l'essentiel du elock de coton livrable. Une eutre opération de ce ganre, menée evec succès par une grande

tre le liete de ses principeux ectionnaires (ct. tableeu II). Les comptoirs géante effirment opèrer

pour les contrets courts.

très peu de coton change effectivement de meine par l'intermédielre de la Boures.

Par FREDERIC CLAIRMONTE

société, e eu l'eu en mai et juillet 1972. Elle provoque l'intervention de le Commission de contrôle des opératione é terme de le Bourse du commerce de New-York (C.F.T.C.), qui condemna ta société responsable. Celle-ci evait posé les jelone de son opération d' « étranglement » dès le fin de 1971. A pertir de décembra 1971, elle evait acheté el acceptá en tivraison des volumes considérables de contrats longs. Sur un total de 36 420 balles de coton certifiées, alle davail en recevoir 35 820; sur les 59 963 belles livrables en mai 1972, elle devail

Paralièlement, cet opérateur avait acheté un grand nombre de contrais longs é tarme pour les deux detes en question. Seion le rapport de te commission de contrôle (qui ne fut pas contesté). l'opérateur utilisa sa position dominante sur les deux merchés, au comptant et é terme, pour - provoques un niveau anormelement et artificielle-ment élevé des prix des contrats à terme de coton de mai 1972 et de juillet 1972, ainsi que des prix au comptant, pendant le périoda allant du 15 mars 1972 eu 7 iultiet 1972 - La epolèté commerciale responsable de cette pratique eccepta une sanction qui eboutit à son exclusion du marché des contrats pendant un an (1).

Plus récemment, te pratique de l' - étranglement - e- pris la forme d'actions concertées, les sociétés commerciales choisissant une certaine deta de sivraison future, de préférence proche de la période de l'année où les atocks eont habituellement presque épuisés. Les politiques d'echel des grande groupes sont coordonnées de manière que ceuxci disposent d'un grand nombre de contrats longs eu moment où le dele de livraison approche. A cette date, les détenteurs de contrats courte sont obligés, pour liquider leur position, d'eccepter le prix fixé par les grandes sociélés.

La manipulation du marché n'est pes limitée au seul marché é terme du coton. De nombreuses euditions du Congrès américain au cours de l'année 1973 oni révélé plusiours exemples de apéculation effrénée et de manipulation des cours en ce qui concerne les marchés à terme du soja et des céréales. Décrivant la hausse du prix à terme du sola, qui passa de 3,31 dollers à 12,90 dollers an un mois, un ex-vice-président de la Bourse du commerce de Chicego e déclaré : « A mon avis, les 5 ou 6 dollars de hausse du cours du soja en juillet demiss s'expliquent entièrement par des pretiques de menipulation du marché. » Et d'elouter : « Elrangiar » les vandeurs à découvert est malheureusement une tāche alsée : Il suffit de beaucoup d'argant et de courtiers qui veuillent bian

former les yeux = (2). Il feut ajouter que le reste des contrats traités é la Bourse du coton sont détenus par des epéculateurs qui, bien que n'étant pas impliqués dene le fourniture réelle de marchendises, interviennent sur les merchés é terme pour essayer de bénéficler des fluctue dons de cours. La commission de contrôle du marché é terme e mis au jour, récemment, tout un réseau de preliques epéculatives illègeles. Appolées famillèrement « défausse fiscale -, ces pretiques permettent eux opéreteurs du marché de reporter le gelement de leure impôts en étalant leur revenu commercial eur plusieurs années. Selon un des responsables de le C.F.T.C., plus de 500 millions de dollars d'impôts ont été ainsi souetraits eu fisc au cours des années récentes. Un des régultats de l'axistence de cette possiblité d'évasion fiscale e été que les contribuebles américains sujets é de lorts impôts ont été poussés par leure conselltere fiscaux et leurs experis-comptables à investir en masse dens les marchés à terme dee marchandises.

Les grandes eociétés commerciales ont mie eu point une multiplicité de techniques comptables efin de dissimuler celles de leura activités qui eoni oroprement spéculatives, et donc distinctes de le simple couverture à terme. Une de ces tachniques est basée eur le loi qui permai à un opérateur pretiquent la converture à terma de détenir autent de contrats qu'il te désira, à condition qu'il e'egisse effectivement de contrats de converture à lenne (c'est-à-dire quend l'opérateur e engegé au comptent un volume de transactione eu moins égel à celut qu'il a engagé à terme).

L'example ci-dessous montrera que le trontière est difficile à tracer entre ce qui est epéculation el ca qui est cou-verture é terme dans les activités des dults sur les marchés à terme. Supposons une eoclété commerciete qui détienne 30 millione de livres de coton en stock - soit l'équivelent de eix cents contrate à terme. Cette société peut choisir de na pas ee couvrir à terme. Elte est donc libre de revenir sur sa décision et d'intervenir à tout moment eur le merché é terme pour un montant de elx centa contrets, et cecl pour des reisons pure-ment epéculetives. Meie elle est eussi libre de e'en retirer eussi vite el les prix tournent é son avantage. L'epparition et le disperidon d'ordres pour un tel mon-tant peuvent jouer un rôle majeur dans la déstabilisation des prix.

#### Les organismes nationaux de commercialisation en état d'infériorité

ES echeteurs de coton controntés à trois celégories de vendeurs : les offices d'exportation de coton, les entreprises de commerce extérieur des pays accialistes et les départements des ministères nationeux de l'agriculture ou du commerce. En reison de leurs llaisons en amont et en eval (Relli et Volkart dane l'égrenage, Bunge dans les plantations, le filature et le tissage, et le présence massive de presque tous les grands groupes eu niveau du etockage), les grande comptoirs disposent - tout é tait légelement — d'un pouvoir de négociadon supérieur à celul des organismes nedoneux de commercialisation evec lesquels

La plupart des échanges de coton

pour le contrat finel sont calculés à partir de ces cours, en tenant compte du volume de la transection, de la qualité de l'échantilion, de la longueur des fibres et des pouvoirs de négoclation respectifs des acheteurs et des vendeurs. Le puissance des comptoire cotonniere multinetionaux a étend égelement à I'U,R.S.S., premier exportateur mondiel de coton. Environ 90 % des exportadons soviétiques dectinées au merché internetional (qui représentent alles-mémes le moltié des exportations soviétiques de coton) passent per l'Intermédiaire des grands comptoirs, principalement Volkart, Ralli, Bunge, Bambax et Blanchard, Blen que Exportijon, l'office de commercie-lisation du coton soviétique, sulve les

TABLEAU II. - PRINCIPAUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE COMMERCIALE JAPONAISE C, ITOH (à la date du 31 mars 1977)

	Nore d'actions détennes	% du total
Sumitomo Bank Ltd	60 832	8,7
Dai-Ichi Kangyo Bank Ltd	60 632	8,7
Bank of Tokyo Ltd		4,6
Nippon Life Insurance Co	27 649	4.0
Asahi Mutual Life Insurance Co	25 900	3,7 .
Tokio Marine & Fire Insurance Co. Ltd	24 376	3,5
Fuli Bank Ltd	22 706	3.3
Nicoon Fire & Marine Insurance Co, Ltd	22 206	3,2
Sumitamo Marine & Fire Insurance Co. Ltd	20 747	3,0
Sanko Steamshio Co. Ltd	17 760	2,5
TOTAL	314 981	45,2

prennent le forme de contrets qui spécilient è l'avance le prix et le mols su cours duquel dolt evoir lieu la livreison. Les contrats é court terme (de trole é douze mole) sont les plue fréquents; une faible partie des échanges se réalles náanmoins soit au comptant soit par contrata à long tarme (de un à deux ane). La pert reletive des échanges eu comptant el à lerme dane le total varie en tonction des prix, des anticipations de la demande. En ce qui concerne les contrats é terme, le Bourse de colon de New-York joue un rôle central.

Les vendeurs, qu'il e'aglese de propriétaires de plantations, d'officas de commercielisation ou de sociétés nellonales, négocient evec les représentante toirs multinetioneux sur le base d'un seul indicateur international valable pour déterminer ce que seront esne doute les prix du coton trois, six ou neuf mois plus tard : les cours de le Bourse du coton de New-York. Les prix errêtés

cours du merché à terma de New-York et l'indice de Liverpool, ses ajuetements de prix he ee font souvent qu'evec un retard de Irois ou quetre jours. Les grendes sociétés commerciales peuvent exploiter ce retard et les différentlele de prix qui en résultent grace é le repidité de leurs techniquee d'erbitrage.

Tout cela montre que le prétendu role loodamental des - forces du merché «, c'est-à-dire de l'offre et de la demande, e été rédult é peu da chose é tarme où un petil nombre de grandes sociétée commerciales multiproduits feçonnent à leur gré le prix mondiel du que les cours tondementalement instables de la Bourse de New-York sont Immédiatoment diffusés à l'échelle du monde entier et servent de critères à le déterminstion des prix é l'intérieur même des peys producteure.

Il en résulte que les pays à économie planifiés el les pays en voie de développement, qui produisent les quetre cinn'ont qu'un rôle merginal dans le lormation du prix de ce produit au niveau internetionel. Ile sont, eu contraire, obligès de aubir de fortes veriatione de prix, avec les conséquences négetives que cela entreina, en particulier pour ceux d'entre eux qui dépendent du coton pour leurs ressources en devises et le financement de leur développement.

(1) Cf. Registre de la Commodity Fu-tures Trading Commission, n° 75-11, Washington, D.C., 15 juillet 1977. (2) Chambre des représentants, 23° Congrés, première session. Small Business Problème involcéd in the marketing of Grain and other Commodities, 1873, pages 48-49.

• MATIERES PREMIÈRES ET ECHANGES INTERNATIONAUX. — Le Conservatoire national des arts et métiers annonce la création d'un séminaire consacré à l'économie mondiale des metières premières (agricoles et minérales) qui réunira univerettaires et spécialistes ayant un niveau de consessiones électé cheure sarredit eltaires et spécialistes ayant un niveau de connaissance élevé, chaque samedi de 9 heures à 12 heures à partir de la rentrée prochaine. Pour 1978-1979, le programme prévoit trois parties : 1) les marchés internationaux des matières premières et leurs règles de fonctionnement ; 2) les marchés internetionaux des matières premières et la politique des opérateurs ; 3) les stratégies mises en œuvre.

(POUR TOUS RENSEIGNEMENTS: Secrétarist du professeur Mouton, 222, rus Saint-Martin, 75141 Paris Cedex 03, Tél.: 271-24-14, poste 425).

# TABLEAU I. -- PRINCIPALES SOCIETES ENGAGEES DANS LE COMMERCE MONDIAL OU COTON

Rang (1)	Sociétés (2)	Pays d'origine	Observations
1	Ralli Brothers	Grande-Bretagne (Liverpool)	Transactions portant sur plus d'un million de balles (3 par an et parfois sur plus de deux millions de balles
2	Volkart Brothers	Suises (Winterthur)	Possède des bureaux opérationnels à New-York, Osaks Brême, Liverpool, etc.
3	McFadden/Valmac	Etaty-Uniz (Memphis)	Volume de transactions probablement égal à celui d Volkart, tantôt légèrement supérieur, tantôt légèremen inférieur.
4	W.B. Dungvant	Etats-Unis (Memohis)	Commerce presquo exclusivement avec le continen américain. Volume de transactions égal à celui de Rali
5	Bunge & Born	Etats-Unis (New-York)	Possède des bureaux opérationnels à New-York, e Amérique latine, à Londres, Anvers, Osaks, etc.
	Cargill/Hobenberg	Etats-Unis (Mamphis)	
. 4	Allenberg Cotton Co	Stats-Unis (Memphis)	
8	Well Brothers	Etatz-Unis (Memphis)	
9	H. Molsen & Co	Etats-Unis (Dallas)	Capitaux mixtes allemands et américains.
18	Cotton import/Expert Co.	Stats-Unis (Dallas)	
		JAPON	
1	Toyo Menka Kaisha	Osaka	Activité portant essentiellement sur le coton américal Volume moyen annuel : un million de balles.
2	Sumitomo Shoji Krisha (et Sumitomo Menka)	Osaka	Activité portant ementiellement sur le coton d'U.R.S. Volume moyen annuel : un million de balles.
3	C. Itoh & Co	Osaka	
4	Marubeni-Ilda Co	Osaka	Moyenne des transactions annuelles : lolus de 500 000 balles.
5		Osales	DIG at 200 to bines

(1) Le volume des transactions des différentes sociétés varie fortement d'une année sur l'autre. La classification donnée toi n'une valeur indicative. (2) Cook Industries a été exclus de cette liste en raison de ces difficultés financières su moment où cet article a été rédigé. (3) Les chiffres se repportant au coton sont fréquemment donnés en termes de balles. Les truming bales américaines et 227 kilos : les balles anglaises, auxquelles sont généralement ramenées les autres évaluations, pésant 217 kilos. — (N.D.T.) Sources : rapports des sociétés:

# Un épisode de la terreur à Santiago-du-Chili

Nombreux sont les témoignages des rescapés de la torture : depais des décennies, ils témoignent que lu barbariu acrie u fait école. Plus rares sout les témoignages des délateurs qui ont envoyé laurs camarades à lu torture et à la mort. Le texte que acus publicus ici dans sa versiun iatégrale est in « confession » d'un délateur. D'oa délateur ussassiné.

Dans les mois qui suivirent le coup d'État militaire du Chili, niers que des millers de détenus étaient parqués dans le Stade national de Santingu, su homme un visage caché par une cagonie désignait du doigt, sans jamuis prononcer un seul mot, les détenus qui unssitôt disparoissaient vers les solles de torture. De nombreux témoins gardent à la mômoire ce souveair d'harreur. L'un d'eux une uvait fait un récit que nous publices ci-dessous (1),

Quatre uns plus tard, en juin 1977, un homme se présente nu Vicariet de la soliderité, organisme créé par l'urchevêché de Santiaga pour venir en uida eux victimes de la dictature et à leurs familles. Pur doux fois, sa démurche reste value, probablement perce que ses er à teurs redoutent d'avoir uffaire à en provocuteur. À la troisième visite, eu accepte d'exregistrer sur bande megnétique la coafession que l'us ve lire. « L'homme à lo cagoule, dit-il, c'est moi »... Le 24 notobre suivent, son carps, frappè de dix-sept coups de couteau, est retrouvé à La Fluridu, près de Sastiago. Ascien membre de comité central du parti socialiste, il e'uppelait Juna Resé Muñoz Alurcou.

# « J'en tirais les joies de la vengeance...»

E m'appella Juan Renà Muñoz Alarcon, carte d'Identité 4824557-9, Santiago. J'a trente-daux ane, je sula marià et ja via au 331, rue Sargento-Menadier, à Puente-Alto, Poblacion Malpo, Je sule un ex-dirigeant du parti socialiste, ex-membre du comité central des Jeunesses sociellates, ex-dirigeant national de la CUT (Central Unica de Trabajadores) : j'appartenala à le Confédération des travail-

En 1973, j'ai quitté le P.S. Je sula parti parce qua je n'étals pas d'accord sur cartaines choses. Ces choses, ja les avais dénoncées dans le presse, à la tâléviaion, à la radio. Cela se passalt quatre du cinq mola avant la coup d'Etat militaira, et cela m'avait valu d'étre persécuté, traqué par les gens du parti. Ile ont même brûté ma maisen, l'al perdu ma famille. A l'époque, l'étals marié et l'avais eix enfanta : des gens de droite m'ant recuellil. Pour être plus précie, Carlos Aston, qui est eulaurd'hut consul génàral du Chill an Afrique du Sud. lie m'ont caché. Ila m'ont nouri parce que l'an étals aux demiéres extrémités : il ne me manquelt que de me suicidar.

Après, il y e eu le pronunciamiento des militaires. On m'a conduit eu Stade na pour y reconnaître les gens. Cela, ja l'al fait à l'époque bien voldnitiere, parce que j'evala, mdl, un désir de tevanche envers mes anciens camarades à cause de le persécution dont J'evais été l'objet de laur part à eux. L'homme à le cagoule du Stade national, c'est moi, Les services de sécurité m'ont fait passer une cagoule el m'ont fait parcourir les différents secteurs où se trouvalant les détenus. J'y el reconnu pas mai da gens. Beaucoup an sont morts, et c'est mol la responsable de leur mort, par la seul feit de les avoir reconnue et de les avoir accusés d'atre mes anciene camarades, soit des membres du comité central, soit des mambres da l'appareil de sécurité

Piue tard, on m'a demandé de sortir dans le rue avec des groupes da militaires, afin de reconnaître des gens dans les places. Malheureusement, je sule tembà sur Miguel Ptaza; c'est grace à moi qu'il est vivant aujourd'hui. Ja n'el pas voulu la reconnaître. Mais, par malheur, il y avait une photo aur laquelle on nous voyalt ensemble tous les deux, et par la fait d'avoir menti l'ai passé treta mola en c'est-à-dire que l'on n'a pae tenu compta du falt que le n'appartenale plue au parti et que le n'étale mélé à rian.

Plus tard, J'ai été remia en libarté, à condi-tion de collaborer : on m'a condult à Colonia-Dignidad, dene Parrat, à quelque 40 kilomètres, plus ou moins. Il y e là-bes un centre da formation des agents des services de renseieyant la netionalité chilienne; ces Allemanda se sont expatriés pour fuir la guerre; its étalent très jaunes (orsqu'ils sont arrivés ici. lis cont d'ascendance juive (1). Ils ont formà un vrai régiment à Colonia-Dignided, ila ont un hopital avec les équipements les plus modernes, que n'importe quel hopital de Sentiago almereit bien avoir, avec des evionsambulances et des avions postaux et des pri-sona conternaines. C'est là-bas qu'ils m'ont epprie à interroger des gens et à faire du travall d'inflitration. Ja m'explique : lla me demandelent de rejoindre le parti dans le clendastinité, comme si l'étais un camarada parmi les autres. Maihaureusement... non, ja veux dire heureusement, ceci je n'ai pu le faire, parce que j'étale déjà trop « marquè ». Tout le monde aavait que j'avale quitté le parti ; c'est pourquoi cela n'a pas marché,

Plus tard, lie m'ont donné pour tâcha de faire le chasse eux gens, de les Interroger, de les torturer et de les tuer. Mon chef direct étalt l'actuel directeur des affaires civiles de la junto de gouvernement, Alvaro Puga Cox, et da la cheine 9 de T.V. de l'université du Chill, Jorge Schilling Rojas, étudiant en droit. Il y evalt aussi le chef du personnet du journal El Cronista, deni le nom est Zalaqu Le chef du secteur, c'était le coordinateur netional des impôts intérieurs, Anibai Maturana Contreras, un parent du général Contreras de la DINA (2).

# Le < mystère > des disparitions

O'N croit souvent que la DINA est le seul drigenisme qui fait « disparaître » des prisonniers. Ce n'est pas vrai. Il y e sept services de renseignements opérant dans le pays. Le plus important c'est la DINA, sans aucun doute, où travaillent 70 ou 80 % da ses egents, des militaires et des . carabiniere - pour la plupart. Les 20 % restants sont des civile, des marine et des aviateurs. Male les marins et les evialaurs n'y participent qua très peu, parce ou'lls donnent la priorité à leurs propres servicas de renseignements. Par allieurs, il y a cinq services de rensaignements qui disposent d'un appareil opérationnel c'an-destin : SIFA, SICAR, DIENE, DIGET et la départament de renseignements de la police politique. J'ai colleboré avac toue ces services, sans exception. Au début, je l'admets, je la falsale dans un espril de revanche, avec hains, et j'an tirals les jotes de la vengeance; mais, plus tard, en reison de le situation dans laquelle je vivale et de ce que j'étals obligé de faire, j'ai réagi et essayà plusieurs foie de m'en tirer. Maie caci n'était pas possible, car on y entre, mais un n'en sort pas. J'ai demandà da l'eida par deux fole à ce vicariat : les deux foia on me l'e refusée. La première tois, j'ai eu una conversation evec le père Cristian ; la demière lois j'ai aldà te père Sala, avant que la DINA lui metta te main dessus, lorsqu'il se cachait ; la gros Gutiarrez et Paecal Allende (3), je las avais prévenus, la pèra Salas en est témoin at j'el confirmé ces falts eu père Precht.

# LA CONFESSION

--: 37 37:55

and the second second

e de la compania del compania del compania de la compania del compania del compania del compania de la compania del com

19 1 19 18 417 APR 1123

Appart maner Table 1 (1997) Table 1 (1997)

normal of February

12 15 159 1 177 1

11 103011214 4

----

- 4 - 3 - 7

7 1 TATE 12 CA.

1. 1. A. 2.31 A. 4. 4.4

7772.1 She 3 Ad-

rans immediate

2 1 0 20 mg Production of

of the RECHTL Sec.

orio Torio de la Torio de la Companio de la Compan

in a se garage DISTANCE NAME

Transfer to the second second

THE BALVE

## 06.x 75

: " Aleur :

1111 . . . . . .

3.13

2000

: P( ....

14.

7.5

2014 Tab

The Part of the

4 A

\*: + ::

4

4

 $\mathbb{R}^{n}(\mathfrak{g}_{1,n}) = 1$ 

1.

**15** 

A.C. 25 11

C. 4

3 4 4 4

to View

POLITICAL

Mary Par

, **\$** :-

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

Frankling in

Dons sou numéro da 19 juin 1978, la juurnal El Mercurio, porte-parole ufficieux de Pinochet, publicit l'information suivante :

« Après six mois d'enquêtes, y compris une inspection da la Coloniu-Dignidad, située à Parral, où il constata qu'une dénonciation selon loquelle il y aurait là des détenus n'étalt pas fondée, le juge Osvaldo Faundez Vollejos o clos l'instruction du procès eagagé pour le meurtre de l'ex-membre du comité central du parti socialiste proscrit, Juan Muñoz

Le mogistrat prononça un non-lieu défiaitif en la matière, ea vertu des disposi-tions du décret-loi n° 2 191 sur l'omnistie (...) > Lu 13 décembre 1977, la Cour suprême, ovait reçu du Vicolre de la solidarité, Cristian Precht, une transcription des déclarations enregistrées par Muñoz Alarcon avant

son assessing (...) > Le magistrat, selon nos informations, prononça oussi un non-lieu temporaire en ce

qui concerne quoranta autres délits présumés déndncès par Muñoz Alorcon dons l'enre-gistrement qu'il fit au Vicariat de la solidarité. > Ainsi, l'amnistie de l'inochet, que l'ou voulut présenter comme un geste eltruiste envers les néversaires de la junte, sert à effocer les traces des crimes d'État.

Il est certes nécessaire qu'un seuil de violence collective uit été atteint pour que les vieilles formes physiques de l'horreur redevieneant ogissantes. L'homme à le case



Avec cetta dénonciation je ne cherche pas à être pardonnà ni à me réconcilier avec na, car il n'y a pas de mois pour qualifier ce que j'al fait, franchement; à présent, moi-même je ne me reconnais pas ja n'arrive pas à m'expliquer comment j'ai pu en venir à des extrémités tellemant incroyables. Mals le peux dire à ms décharge qu'il est très difficile de c'en tirer lorsque I'on n'e aucun soutien et qu'an e été piégé par les services de renseignements.

J'al collaboré à faire disparaitre quelques unes des personnes qui se trouvent mainte-nant à Colonia-Dignided. Il y a là-bas, en ce moment, cent douze personnes. Il y e siques anciena dirigeants des différents partie de l'Unité populaire. Les autres es trouvent à Santiago, à Pañaloien et à Colina : lia sont cent quarante-cinq environ. Tous fee autres sont morts, ils ont élé « portés disparus » à Peldehue par la branche « exè-cutrice » de la DINA, commandée par Fernando Cruzat, et dont le quartier général est eu 312 de le rue Ahumada, au elxième étage. Il y a là une officina da venta el d'echet d'or ; 90 1/e des commerces de ce genre qui existen dane te centre de Santiago eppartiennent à la DINA

Les atellers de gravura et les earruranes appartiennent aussi à le DINA; le peux en citer queiques exemples : 1061, rue Meneda, 121, rue Bandera ; ce n'est pes le peine de feira mention des autres, car ceux-ci eont lee plus Importants. C'est là qu'on garde un détenu en piein centre de la capitale : on te perde en détentien préventive avant de mener an embulance à Tobelaba, au camp 4 .- non, au camp 4 Alamoa (4), cer tout le monde conneit le 3 Alamos et le 4 Alamos. Il y a en tout elx liaux de réclusion, ja voue al déjá fait muntion du quelques-

uns. Et l'eutre feit important c'esi qu'ils foni des • plaques « (5). Lorsqu'ils arrêtent qual-qu'un, par exemple, mettons, mol-même : Juan Muñoz Alarcon, lla font une . plaque . lle y mettent . Francisco Lopez Aguirra ., et c'est pourquol, lorsque l'on présente une demande d'habeas corpue, on ne trouve Jamaia le nom, mais l'homme, lui, il est en réalité détenu. Ils brûlent tous ses papiers, les vraia, et lie lui collent la . pieque .. Quelques-uns figurent comme syant quitté le vs. partois at II est vrat m le pays : ils ont été emmenés en Argentine et, ensuite, on les a fait rentrer an avion. D'eutres Idis, quand l'homme se refuse à collaborar — et ja veux que cela soit ciair. car là-dedana tout la monda collabore, sans axception, que ce ecit clair, - on fait une « pieque » à un agent de le DINA, et ce demier traverse la frontièra evec les papiers d'identité du premier ; celui-ci figure donc officiellement comma ayant quitté le pays, et plue tard on l'exécute.

Vrelment, je m'étals bien préparé à feire cette daclaration, mais je ma sene un peu narveux, parce que le sale cu qua cele veut dire pour moi : ja ma tiens pour mort, on m'an veut des deux côlés. Cecl est pour mol blan clair. C'est pourquoi je ne damande ni alde ni protection. Parce qua ce seront aussi bien mes anciens camerades qui vont me tuar pour ee vengar de moi, que ces eutres-là, car, du moment qu'on e cessà d'être utile, il vaut mieux taira taira les tàmoins, plutôt que de les leisser parlar. C'est bien plus aur.

Quant au tonctionnement du système : on arrête les gens à Sentiago, on les ammàne à Tobelaba; près de Grimaidi (6) Il y a une ville assez grande où on tee garde détanue. Cetta ville s'appalla Dignidad. Il y

# Dans les revues...

E Dans LA REVUE DES DEUX MONDES, M. Jean-Pierre Fourcade fait des « propositions pour l'Europe »; cependant que M. Olivier Wormser, ancien ambassadsur de France en Tchécoeloraquie, apporte la suite de son témoignage direct sur le « coup de Prague » : celui de 1955. (Juillet, mensuel, 12 F. - 15, rue de l'Université, Paris-7\*.)

(Juliet, mensuel, 12 F. - 15, rae de l'Université, Paris-7\*.)

5 Le second numéro de COMMENTAIRE s'ouvre par une sorte de débat à
distance : la publication d'une version
française de l'article de George F. Kennan,
paru dans ENCOUNTER, qui faisait le
point — un certain point — des relations
américano-coviétiques; et la miss au point
de ce point par Raymend Arou, sous le
titre e M. K... règle ses comptes avec son
passé. » C'est la vuite d'un « vieux
désaccord » qui remoute eu moins à vingt
ans, quand G. Kennau avait préconisé le
« dégagement e américain en Europe. Or,
il avait été rendu célèbre en 1947 par sa
famenue formulation de la doctrine du
containment. Pour Raymond Aron, il est
décidément gassé maintenant à l'isolationnisme. En outre, la nouvelle revue,
aux destinées de laquelle préside R. Arou
lui-mêms (alle est dirigés par J.-A. Casanova), traite de l'eurocommunisme, et de
la diesidence et résistance littéraire et
artistions en Unieu soviétique. (N° 2,
été 1978, trimestriet, 25 F. - Juliiard, 8, rus
Garancière, Paris.)

E En publiant AGGIORNAMENTO sous ie patronage des universités de Paris-III et VIII, un groupe d'enseignants, travail-lant hors des structures pédagogiques officielles, se propose, à travers un « recy-clage » — plus exactement : une mise à jour permanents — des maîtres, uns rénovation viviliants de l'enseignement de l'Italien dont les implications culturelles et même politiques — européennes — sont évidentes. Ce cahièr est centré sur un texts de G. Tomasi di Lampedusa. (N° 3, annuel, département d'Italien, université de Paris-VIII, route de la Tonrelle, 75371. Paris Ceder 12.)

Paris Cedex 12.)

El Dans CONTREPOINT, Augusto Del Noce met au jeur, en philosophe, les sorigines intellectuelles du fasciame. Pour lui, le fasciame ne fut d'abord rien d'autre qu'un « moment » du e mouvement » révolutiennaire qui anims l'Italie et « tend vers un totalitarisme de ganche ». Dans la même numéro : un entretien sur la China, entre F. Fejid, Simon Leys (l'anteur des Habits nents de président Mae), Qi Hao et René Vienet. Contrepoint, enfin, célèbre à sa façou le vingt-cinquième auniversaire de la mort de 6 taline. (N° 28, 2° trimestre, trimestriel, 25 F. – 4, rue Cassette, Paris-6°.)

A ree Camette, Faris-w.)

B Le clientélisme et le rôle du P.C.I.
dans le Mazzogiorne est le thème d'une
étude de Luigi Graziane publiée (en
anglais) dans la revue PEUPLES MEDITERRANEENA. Permi les articles en
français — les plus nombreux dans cette
revue bilingue. — l'histoire des relations
eutre le nord et le sud du Soudan à la
lumière, notaminent, de l'infinence coloniale (Didar Paway), et un sujet d'actuanité immédiate : « immigration ouvriere
et impérialisme en période de urise »
(R.-E. Verhaeren). A noter aussi. Ces
réfiguiens de Sami Mansour sur la stratègie américaine au Prochs-Orient. (N° 3,

avril-juln, trimestriel, 25 F. - B.P. 1907/75 327 Paris Codex 87.) 277 Paris Codex 97.)

57 Le Comité information Portugal fait paraître le nomité numéro de ses CARIERS PORTUGAL qui feurnirost des éléments « pour comprendre ce qui se jons au Portugal entre le peuple et la beurgeoisie portugalse et internationale ». Deux titres qui ouvreut le numéro précisent la teudance : « Portugal à vandre » et « La réforme agraire à l'heure de la défensive ». (Avril-mai-juin, 4 F. – B.P. 3005, 11025 Teuleuse Cedex.)

B Dans l'avant-dernier numéro d'ECO-NOMIE RURALE, Chantai Beaucourt Gresse un e bilan efréalier de l'URAS. et de l'Europe prientale à l'horizon 1980 ». La darquière livraison est consantée, quant à elle, à l'éveintien de l'agriculture et du milles rural français depuis dix ans. A aignaier en partiruller des études sur l'évelution des relations entre l'agriculture et les infonstries alimentaires (P. Nicolas) et sur la neuvelle ouverture des milieux agricoles sur le monde politique (J.-P. Hamet). (N° 125, juillet-août, bimestriel, 35 F. - Société française d'économie rurale, route de Saint-Cyr, 78 versilles.)

5 N.E. (sigle en sept langues de l'ex-pressien « Nonvelle Europe ») publis une étude eur un sujet fert mai connu : la littératurs esquimauda. (N° 22, trimes-triel, abennement : 129 F. - Nonvelles Messageries de la Presse, 111, rue Bésumur, Paris-F.)

55 Premier numéro d'un périodique qui se consacre eux recherches universitàires sur la pensée arabe : RECHERCHES ARABES (eu français et en arabe). Les

collaborateurs, universitaires arabes pour la plupart, e'interrogent sur la crise de la punsée arabe, en Egypte en particulier. (N° 1, mal-juin-juillet, trimestriet, 20 F. - 72, rue du Châtean-d'Eau, 75010 Paris.)

Fig. 172, rue du Châtean-d'Eau, 75019 Paris.)

Fi En marge du conflit sino-vietnamian, la FAR EASTREN ECONOMIC
REVIEW e consacré l'un de ses récente
numéros eux Chineis de l'étranger, où
divers collaborateurs a'interrogent, entre
autres, sur l'attitude des gouvernements
des différents pays d'accuell. D'uns
manière générale, la revue suit attentivement l'évolution des relations entre
le Vietnam et le Chine; en signalera
en particulier la livraison du 14 juillet,
eû Neyan Chanda, David Bonavia et
Rodney Taaker font le peint des ettitudes é Hanoi, à Fékin et dans les capitales de l'àsie du éud-Est. (Numéros
du 16 juin et du 14 juillet, hebdomadaire
en anglais, 4 dellars de Hongkeug.

F.O. Box 160, Hongkong.)

P.O. Bex 160, Hongkong.)

5 Dans ETUDES, le P. F. Pouchard évoque le drame des « naufragés des révolutions indochinoises » — plus du ceutième de la pepulation — et des difficultés parfets à pelue meins dramatiques qu'ils rencontrent dans leur e sauvetage »; il ne s'agit même pas des cenditiens de leur évacuation ou de leur fuite, mais, s'ils y cut survécu, de l'accuell et de leur réinsertion. Dans le même numéro, J. Leruez, de la Fondation nationals des sciences politiques, décrit le regain de l'autonamisme écossus, le projet de e dévointien » élaboré par le gouvernement et le Pariement britanniques, et analyse le débat auqual es projet à donné

lieu et les réactions en Ecosse. (Julist, mensuel. 13 P. – 15, rue Mensieur. Paris-7°.)

E Le e sujet da mois » de la REVUE FBANÇAISE D'ETUDES POLITIQUES AFRICAINES est la suite de l'étude collective entreprise sur la Côte-d'Ivoire. La majeure partie des articles sont consacrés eux problèmes ou développement. (Juinjuillet, mensuel, 20 F. – 32, rue de l'Echiquier, Paris-10°.)

guier, Paris-10°.)

£ Analyse critique de la philosophie de Senghor, contestation de la négritude comme discours atricain : Yeueukoumé Enagnen remet en cause, dans PEUPLES NOIRS PEUPLES AFRICAINS, boyte une écele de pensée caractéristique d'une écele de pensée caractéristique d'une é bourgeoisle bureaucratique africaine s'qui a'abritereit ainsi contre le marxisme. D'autre part, un article aigné P.N.-P.A. s'élève centre les cenditiens de l'exclusion de Mongo Bett, le directeur de la revus, de la section française d'Amnesty International. (N° 3, mai-juin, 25 V. - 341, rue des Pyrénées, 75029 Paris.)

£ DROIT ET LIESETE publication du

E DROIT ET LIBERTE, publication du MRAP., célèbre l'Angée internationale de lutte contre l'apartheid en dénongant les liens économiques qu'entretiennent les entreprises françaises, industries et groupes financiers avec l'Afrique de Gui. (N° 378, juin 1978, mensuel, 5 F. – 128, rue Saint-Denis, 75002 Paris.)

E ECONOMIE ET HUMANISME consa-ere un ensemble d'études au régionalisme dans son rapport avec les luttes sociales. les mouvements nationalitaires et l'éco-logie. (N° 241, bimestriel, 28 F. – 18, rue de Savole, Paris-6°.)



# 'ESSION

AND BURE IN THE PARTY OF

# DE L'« HOMME A LA CAGOULE »

du stade de Santiaga a des précédents historiques : à l'époque coloniale, il y eat au Chili un hamme à la cagaule, envoyé de l'Inquisition, disait-on, qui dénonçait les « hérétiques relops, opostats et idolòtres ». Personne ne counut jamais sen nom. Plusicuss siècles plus tard, le présent illuminant l'histoire, on peut bien penser que l'homme de l'laquisition était. lui aussi, un « relops converti ».

Le désespoir obsolu qui Imprègne la confession de l'homma à la cogoale plaida en faveur de sou autécnticité : not tolent d'écrivain n'auroit pa l'égaler. Le texte publié ici contient littéralement les mots employés por le délateur. Mois ce pourra discuter à l'infini la vérité de choque foit décrit por ces mots. Cor l'auteur fut assessiné avant qu'un tribuaul ait pu faire la lumière ear ses octes, et l'amnistie de Pinochet interdit à la justice de tirer ou clair les criraes danoncés. Le délateur avait-il à l'époqua les moyens de caoquaître persoanellement tous les faits qu'il dévoila? L'analyse interne de document suggère une réponse affirmative pour le plupart d'entre aux, surfout pour ce qui concerne les circonstances coucrètes liées à son propre travail de répression. D'autre port, solon son propre aveu, le texte fait état de renseignements plus généroux (par exemple lorsqu'il affirme que 90 % de commerce de l'or sont contrôlés par la DINA) qu'un agent d'exécution comme lei pouvait difficilement constater de façon statistique. Dans de tels cos, il s'agiroit plutôt de « rumeurs » circulant à l'intérieur du service escret et recueillies par cet agent.

a lé-bas une radio par tequelle on peut es mettre en communication, en quelques secondes, avec n'importe quel pays du monda : c'eet à cer endroit qua l'on centralise le réception de toue les renssignements en provenence du réseeu de la DINA à l'étrenger. En ca moment, à 90 %, le personnel de le DINA traveilla eu Vanezuela, en Colombie, en Frence, en Suède et en Italie ; je veux dire les officiers du cedre permenent, et non pas le personnal civil. Le personnet civil reste eu peye pour y remplacer les premiers. Et d'où proviennant ces groupes, et de qui dapendent-ite? C'est Cruzet qui e livré l'assaut à la Confédération des amployés de l'Etat (ANEF) (7), evec le groupe 1 du 121, rue Banders. Je voulais signaler qua Fernando Cruzat est le demi-frère du capitaine Jorge Zunino (8), chef de te « section du trevail » du régiment Tacne, deuxtème département, qui a.a se cherge toutes les industries de Santiego et de sa région. Cet drganisme a le pouvoir de pereécuter, feire disperafira, licencier et terroriser tous tes travaitieurs en général, evec l'alde de le chef du personne des industries métallurgiques ASA, Ivonne Rios Telledo, assistante sociela, et de la gérante du personnel de CINTAC, Carmen Smith : ces deux-là ont ce système è leur disposition. Cette - section du travail - e à son asrvice une véritable armée de mouchards, grâce à cul les services de renseignements peuvent errêter, interroger, torturer el comme la l'ai délà dit plusieurs idia, tuer tous ceux qui expriment leur mécontentement envers le gouvernement. Il suffit d'un ceut mot contre le gouvernement pour perdre son emploi Le plus important dens tout cels. ce qu'il faut dire cleirement efin que la justice règne à nouveau dans ce pays, c'est que le gouvernement ectuel a dépessé toutes les limites passibles de la légalité : o'est un gouvernement tolalement Illégel.

Il existe en ce moment, dens le pays, un ascadron de la mort sous les ordres du capiteine Rolando Larenas, officier d'artillerie, que le nomme afin que, plue tard, on 'pulsac l'identifier. Cet homme est en lielson permanente avec les aervices de renseignements brésiltens, argentins et uruguayene, egissent librement el sans discrimination dens ce peye. Cinquante pour cent des eutomobilas Immatriculées en Argentine, qui entrent au Chill per les différents passeges (de le Cordillère) le tont sous prétexte de tourisme, mais, en réalité, elles eppartiennent aux services de renseignements ergentins, qui trevaillent en lieison evec nos services. Leur tache consiste à faire la chesse à l'homme à l'atranger, pule à le conduire icl : et c'est icl que lout se termine : on échange des prisonniere ; tout cecl se felt avec l'autorisation et l'accord du président de la Républiqua, qui est le chef direct de touta cetta affeire, car le chet de le DtNA est responsable directement davant lui. Le ministre de l'intérieur et le ministre da le justice n'ont aucun pouvoir

Un autre homme que j'oubliaie et qui ast très important, c'est Deniet Gelteguillos, mari de Silvia Pinto; tous les deux eonl des responsebles de le C.I.A. dans ce pays : ils sont dirigés par Jemes John Blazyton, de l'ambassade américaine, et par la secrétaire chillenne de l'ambassadeur, Shella Formocon. L'un de ses collaboreleurs immédiata est un encien socielista comme moi-même, qui jouit de l'entière confience du P.S. an ce moment : ce treftre e'appelle X... (9). C'est par sa faute

que sont tombés Exequiel Ponce et tous ceux qui sont tombés récemment.

Voilà donc, en groe, me dànonciellen J'autorisa ce vicariat à en faire l'ueege qu'il jugere le plue utile, sane aucun souel des conséquences; la suis prêt à tout pour des raisons de sécurità, car le suls menecé de mort et je sais que, tôt ou tard, je vels mourtr, pas d'un coup da pistolat, cer ils ne sont pas al sots, mele je vais teire une crise cardiaque, ou je vala glisser et tomber par terre eu moment de monter dens un bus, ou ie vals felre une mauvalse chute n'importe où. cer on na meurt pas que d'un coup da revolver. Je tele ceci par mesure de sécurité, je le répéta, efin que ce témolgnage puisse être utilisé eu bénéfice de tant da gens qui aouffrent, ce dant le suis responsable, pas directement al l'on veut, maie responsable tout de même au fond, et je le tais pour mettre en lumière la vérité. Je aule prêt à me présenter devant un tribunel ou à aller partout où il teudra efin de déndnoer et de ratifler toutes ces choses.

#### < Ils ne sortiront pas vivants... >

TOUT ca que le viens de déclarer, le le dis en pleine possession de mes facultés, car le n'el jamels été malade de quoi que ce soit, saut quelques rhumes de cerveau et subi des pressions d'eucune sorie, mels au contreira spontanément, car le crois qu'en ce mament il leut le faire, le crois que les canditions sont réunies pour affronter ce monstre qu'est la DINA. Je veux aussi témolgner du talt — je auis prêt à le jurer e'ît le faui — qu'une partie des prisonniers sont en vie, en mauvaises conditione physiques, et besucoup d'antre sux se trouvent eu bord de le folie à cause du traitement très dur qu'ile ont aubi.

Je pense en perticullar à Carloe Lorca, à Pdnce, chef du Front Intérieur du parti socialiste et secrétaire général au moment de son arrestation. Its sont à Colonis-Dignidad, au pavillon n° 2. Je pense eussi à Y... (10), des Jeunesses communistes et du comité centrel, qui e - donné - beaucoup de midde, maie il faut dire à sa décharge qu'il a été affreusement et sauvagement torturé.

Il y a une revue jeune où j'al merqué de me propre main des numéros et des nome, J'el indiqué ceux qui sont en vie at ceux qui sont morts; les vivants ne eont pas pius de cent cinquante personnes, j'el dit déjà le chiffre exact : ce sont cant quarante et quelque. Ces gens-là figurent avec leurs noms dane les erchives officielles, meta dans les archives que la DINA possède rue Vicunie-Meckenna, dans les archivas de l'élat-major des forces ermées, lis tigurent eous des faux noms, tous sans exception. Au lieu même de détantion, ila sont anregistrés evec leurs deux noms, la vrai et is laux, celui de le « plaque ». Le vicariat devrait oser... s'il le juge opportun, cer vous avez ict un témoin qui les e Interrogés et qui les e vus, et -reg zvez agalement un témoin da laur présence à Colonia-Dignidad : ce témpin, le ne vais pas le nommer maintenant, mais je te terai le moment venu, si cela peut earvir à quelque chose. Ces gens-là n'ont, lusqu'à présent, eucune gerantie d'en sortir vivants, je crois qu'ils ne sortiront pas vivants an réalité, car du moment que t'on ne sait pas qu'ils

Finalement, une affirmation, one seule, nous paraît tout à fait hors des compétences de Mañox Alarcon. Le se trouve peut-être, en languge codé, la clef du mystère à la fois de sez aveux et de sa mort. Lorsque l'homme à la cagoule parle des sous-agents chilicus de le C.I.A., il mentionne spécialement l'agent en titre de la C.I.A., un functionnaire, dit-il, de l'ambessade des Etats-Unis è Sanliego. Comment danc : le délateur, qui n'est même par copoble de prononcer correctement le nom du Chilien d'ascendance anglaise qui la parraina avant le coup d'Etat (il dit « Carlos Aston », en lieu de « Ashton »), vollà qu'an moment de décliner l'identité da diplamate eméricaia, il cite ses deux présonns « James Joho », chose qui un se fait pratiquement jommis dans la via courante aux Etats-Unis. Dons un service de renseignements, qu'y o-t-il de plus secret que les lions qui unissent l'afficier « traitant » Icose officer) à ses sous-agents? Ca ne sont pas da simples « rumeurs » qui auraient pa les révaler à an homme de main da la police secrète chilienne. Hypothèse : le délateur aurait été outorisé, voire poussé, par qualqu'un de l'appareil supérieur de la DINA qui, sochemt qu'il voulait foire des aveux, exigea da lui qu'il ajonte au récit de ses propres expériences le nom d'un Américaio. S'il en fut oinsi, qoi donc, one fois cette confession antre les mains de tiers, avoit le plus grand intérêt à foire disparaître le délateur, seul à connaître celui qui alasi le monipula?

(i) Ce texte est extrait d'un livre s paraître sous le titre Chacabuso, témoignage d'un prisonnier politique chilien qui fut détenu d'abord su Stade national puis dans un camp; l'ouvrage est préfacé par Armando Uribe.

# En 1973, au Stade national

E geste fatidique d'un homme au visage caché per une cagaule fut peur beaucoup le début d'un pénible l'tinéraire vers la torture et vers la mort.

Le sinistre personnage, escorté par des militaires, passait en revue les milliers de « prisonniers de guerre » entassés ou Stade national. Malgré sa toille insignifiante, ses habits neufs de mauvais goût et sa démarche hésitante, l'homme à la cagaule en imposait à tous par sa présence fantamatique et forçait le silence dans les gradins bleu clei, un silence qui sentait la peur.

Plutôt que contrôlé por ses gardiens, il semblolt protégé por eux. Nous le regardions avec onzété, puis nous échangions des regards entre nous. Certains détournalent la tête pour rendre moins facile leur identification, ou se glissaient vers les tailettes. N'importe qui parmi nous pouvait se trouver devant l'index de l'homme à la cogoule : dans la tension portée ou paraysme s'exprimait le drome d'un peuple prisonnier face à la torture et à la trabison.

La délotion nous donnoit le vertige. Qui était ce troitre? ou bien ovait-il toujours été notre ennemi? Quel était son parti, dans quel milieu evoluait-il, comment ovait-il foit pour passer inaperçu? Le personnage opprocholt, s'orrêtait, puis continuait sa recherche; parfois, il revenoit en orrière pour mieux dévisager quelqu'un. Ses yeux, entourés du rebotd noir des trous de la cagaule, croisaient des regards terrorisés, des regards interrogateurs, des regards intrépides. Il marchait lentement et cholsissait lentement sa victime : il suffisait d'un geste de sa moin pour que le malheureux désigné fût emmené à coups de crosse, à coups de pied, sous les Injures. Pour un bon moment encore, les questions flottaient dans le silence. Puis la tension retambait et l'on continuait à attendre, cependant que l'infortuné signalé par l'homme à la cagaule, en route vers la torture et vers la mort, ne reviendrait jamais vers les aradins du stade.

(Extrait de Chacabuco.)

sont détenus c'est parce qu'ils étaient des fommes importants dans la clandestinité et si on les garde en vie pour l'inetant, c'est pour les utiliser et pour feire tomber les eutres.

Les lieux où il faut e'attaquer au mal, le le répète, sont Coldnia-Dignidad, Coline et Peñaloien. Nulle part allieure vous n'allez trouver des détenus - dieparus ». Vous pouvez trouver des détenus occasionnele dans plusigure endroits, mais les disparus sont de ces trole lisux. Les femmes sont à San-Joséde-Maipo où se trouvent les malades pulmonairea... c'est incroyable, meis c'est un androit excellent pour cacher des gens. Sans doute, d'autres sont tombés ces demiers jours ou ces demiers moie, mels certains d'entre eux sont en vie, comme c'est le cas pour Contreras Melula. Vu que la Cour suprême n ordonné le mise en libertà immédiate de ce monaleur. le viceriet devrait dénoncer le lleutenant Fuantes, du service opérationnel de rensel-onaments de la FACH (Force eérienne), pour ne pas exécuter l'ordre que ce tribunai n donnà de felseer cet homma en liberté, parce que ce sont aux qui l'ont. Le seul asrvice qui cache dae gens et qu' arrache des prison-niers à le DINA, c'est la dispositif d'infiltration de le FACH, qui a détruit presque totalemant le MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria), avec l'aida du célèbre commandant Raul, dont le vrai nom est Raul Romo.

Et vollà, c'est pratiquement tout ce que j'ai à dire et à retifier, et ja suis prêt à le feire d'une menière légele, devant un notaire ou devant les tribunsus, pour le bien et pour en finir evec l'injustice dans ce pays et afin qu'un choyen puisse sorur dans le rue avec l'assurance qu'il marche dens un pays libre et non pas svec la peur et la terreur d'être eurveillé ou attendu per des gens qui se tiennent à l'affût dans un cola de rue perca

qu'un voisin l'aurait accusé d'âtre communiste ou sociefiste. Je sule à vafre disposition quand vous le voudrez et quelles que solent les circonstances, et si plus tard je peux vous rendre service vous pdurrez campter sur moi inconditionnellement. Je ne demende rien, je ne veux rien, je ne veux pas que quelqu'un réponde de mai, parce que checun de nous doit assumer le responsabilité de ce qu'il a feit et faire lece eux conséquences le moment venu. S'il y a des pressions contre moi, c'est de la part du gouverosment. Tout cela, je l'ai felt librement et eans pressions, at j'e) maintenent la conscience en pelx perce que j'ai dii le vérité.

(1) Muños Alarron, comme le montre sa manière de s'exprimer, respectée par la traduction, est un homme sues fruste. Les Allemands dont il parie to ne sont pas d'ascendance juive, mais blen des anciens oaxis. D'autres errours ou contradictions peuvent être relevéea, Ainsi la délateur dit qu'il fait a confession e pour as propre sécurité », « par mestre de sécurité », mais d'autre part il affirme savoir qu'il sera tué et dit : « Je me tiens pour mort. » Toutes les notes et les internires sont de la rédaction.

[2] Ancienne police socréte dissoute le 12 août

de la rédaction.

12) Ancienne police socréte dissoute le 12 sont
1977 et remplacée par le Centre national de
renseignements (C.N.L.).

13) Gutterrez et Pascai Allende étaient des
dirigeants du Mouvament de la gauche révolutionnaire [MIR)

(4) Il s'agit du camp de concentration de
Cuniro-Alarios.

(5) « Chapas » (plaques) : fixuases pièces
d'identité.

(5) « Chapas » (plaques) : fluisses pièces d'identité.

¡8) Centre de tortures appelé Villa Grimaldi.

¡7) Le siège central de l'ANEF | Agrupacion Nacional de Empleados Fiscales) fut pris d'assaut par la DINA.

¡8) Il es peut que t'orthographe de cs com soit incorrecte.

[9) Le acom figure en toutes lettres dans la confession. Faute d'avoir pu vérifier l'accusation, nous l'éliminons évidenment.

[10] Lé ancora. le nom est cité. Le personne visée aurait été exclus du parkl à la suite des fatts rappartés.

E Dans un numéro spécial consacré aux élections du Parlement européen, la revus gaullists L'APPEL pose d'emblée la question : « Vaulons-nous être libres » [Pierre Célinet). Des personnalités venues des horizons les plus divers sont invitées à y répondre « Pierre Dabezies, Géorges Marchais, Maurice Druon, Claude Bourdet, etc.). (Numéro spécial 47, juillet, dix numéros par an. 18 F. - 89, rus de Lille, 75067 Paris.)

E POLITIQUE AUJOURD'HUI fête le dixième anniversaire de mai 1968 dans sa dernière livraison. A signaler en particulier un artiele de Philippe Barret sur la signification de l'établissement » et uns plus longue étude feisant le blian de « dix ans de lutes euvrières » sous la signeture de G. O., miliant syndical. (N° 5-5, 1878, six numbros par an, ce n° : 26 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75618 París.)

El Charles Zorgbibe retrace les origines et les buts de la Commission trilatérale pour les tecteurs de DEFENSE NATIONALE, qui trouveront ensai dans le dernier numéro de juillet, une étude de Christian Sautter sur « l'économie française dans la crise mondiale ». (Treatequetrième sauée, juillet 1978, mensuel, 15 F. - 1, place Jeffre, 75785 Paris.)

El La retraite. « drame social », est abondamment commentée un peu partout. LE FRANÇAIS DANS LE MONDE l'aborde d'un point de vus qui lui est propre, mais pau courant aur la sujet : linguistique et pédagogique. (Jufflet, huit auméros par ao, 12 F. - Bechette-Lerousse, 79, bd Saint-Germain, Paris-8°.) E Avec deur études, l'uns de Denis Duclos. l'autre de François Asher, LA PENSEE traite des rapports setre capitalisme, Etat et simploi din temps dans le travail (l'anteur y trouvs un des signes de la tendance en totalitarisme, étant probablement sous-antendu que ce capitalisme pent aussi être d'Etat); ét de la récherche du temps libre : « propositions pour l'anaiyse des pratiques du loisir s. (N° 199, juin, bimestriel, 22 F. - 114, ruc du Fbg-Poissonnière, Paris-18°.)

du Fbg-Folsonnière, Paris-18\*.)

El gDUCATION 2008 pose un disgnostic et propose en traitement pour « la politique malade de la télévision ». Huit médecina sont appelés en consultation. L'un d'eux, J. Piveteau, e'intérasse aussi à nn autre malade, une autre victime de le même télévision : l'enfant. Ces enfants qui ont des idées politiques. dont nous paris Annick Percheton, et sur lesqueis les médias, télévision en tête, out une influence qui d'est pourtant pes nécessairement meuvaise, dans la mesure où elle évelle, stimule et nourti l'intérêt. (N° S, trimestriei, 15 F. - a Alternative », 3, rue de l'Abbaye, Paris-6\*.)

3, rue de l'Abbaye, Paris-6...

5 34-41, cahiera de recherche Sciences des textes et documents de l'université de Paris-VII, conserve son quatrième numéro à l'information, laquelle serait le plue souvent une cooke-information. Equivoques, illusions ou impostures de la clibre » information par les radios et télévisions (B. Polatiini); information en URS.S. (Anns Kella); lournaux (cobays: Prance-Sotr); cinéma, bandas dessinées, etc. (Sté 1978, trois numéros par an, 15 F. - Université de Paris-VII, 2, place Justien, 75221 Paris Ceder 65.)

E FAIRE cuvre un dossiar pour ou contre les radios libres. Mais « libres » de quol et de qui? Ce n'est évidemment pas à une « libre entreprise » que panse la revue du socialisme sutogestionnaire. En ceute : un débat sur les femmes socialistes. « courant trois » du P.S.; et un» exploration physico-géologique de la « nouvelle giaciation » du P.C. (Juilletant, mensuel, 12 F. - 48, rue Sainte-Anne, Paris-1=)

# CINÉMA

S CARTERS DU CINEMA publis un très beau terte de Michelangelo Antonioni à propos de son prochain film ; « l'Aquilone » ;« le Cerí-volant ») ; dans la même parution, on lira avec intérêt deux études sur les cinéastes Adolfo G. Arrieta et Johan Van Der Keuken; des entretiens svec Monte Hellman et Jerry

# FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE

62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse) Tàl.: 022.36-71-30 LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Voud) (Suisse)

1297 FOUNEX (Voud) (Sutsse) Tét.: 022.76-17-76

# BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale sulsse : Baccalouiéat français Internat et externat pour filles et garçons Sports d'été et d'hiver Skolimowski, ainsi que de partinentea critiques de films (notamment celle da « Comment ça vz.», par Alain Bergals). (N° 290-291, juillet-août, mensue), 23 F. -6, passage de la Boule-Blanche, 75012

Fair.)

El le «film-catastrophe» américain fait t'objet d'une remarquable analyse sémiopolitique dans la dernière livraison de 
le revue LES DEUX ECEANS où l'on 
pourra lire, d'autre part, un intéressant 
doesier sur la téévision algérienne. 
(N° 3. juillet, mensuel, 5 dinars. - 
7, boulevard Ehémisti, Alger, Algérie.)

El le NOUVEAU CINEMA CANADIEN 
publie les fiches filmographiques des 
courts métrages produits par te section 
anglaise de l'Office national da film 
canadign; on y trouvers notamment 
celles de «Los Canadienses» (les Canadiens dans ta guerre civiic espagnole), 
d'Albert Eish, et de «Henry Ford's 
America» (histoire de l'antomobile et 
de ses effets dans la développement du 
continent nord-américain), de Donald 
Brittain. N° 45, jun, trimestriel, 
2.50 dollar canadien. - 385, McGIII, 
Montréal, Québec, Canada, 1972 253.)

Montreal, Québec, Canada, HZY 283.)

B) Le «film policier» comme reflet de sociétés est minutieusement analysé dans LES CARHERS DE LA CINEMATHEQUE. Des textes (on des propos) des principaux écrivains et réalisateurs français de «éries noires» complètent cet important numéro spécial consacré tout particuliérement sux thèmes de la production nord-américaine. (N° 25, juillet, trimestriel, 30 F. – Palais des congrès, 66068 Perpignan.)

\*

# L'ARGENTINE

Députis deux mois, le Mundial, c'est fini L'Argentine, qui pendant des semaines était plus proche de nous que le quartier voisin, a repris sa place à 10 000 kilomètres par-delà l'océan. Et les vacances d'été augmentent encore cette distance. Que reste-t-il des affiches, manifestations, dénonciations des tortures et de l'impérialisme français, de toute cette agitation entretenue autour de la campagne pour le hoycottage? Cette campagne n'était-elle qu'un moyen de combler l'imputssance à agir kei et maintenant? L'Argentine n'aurait-elle donc existé qu'en fonction de l'événement qui s'est appelé Coupe mondiale? Mais l'Argentine continue d'exister, avec sa dictature, ses tortures, ses disparitions, avec ces gens qui vivent là-bas, à dix millions entassés dans des buildings et les « villas miserias » de Buenos-Aires et de Cordoba ou dispersés dens la Pampa. Mieux, l'argentine était en France bien avant le coup d'envoi de la Coupe et, la compétition terminée, elle y est toujours. Seulement, étroitement mêlée qu'elle est à notre vie quoidienne, nous ne savions pas su voir ces pyramides de pommes rouges, dites « Red delicious », et de poires vertes « Packam »

#### La viande, un marché tributaire de l'étranger

C'EST en 1555 qu'un taureau et sept vaches sont introduits sur le territoire argentin par des aventuriers espagnols attirés par l'appât, qui devait se révéler illusoire, des mines d'argent. Ce modeste troupeau va croître et se multiplier sur des pâturages naturels de centaines de milliers d'hectares, jusqu'à former, au dernier recensejusqu'à former, au dernier recense-ment de 1977, une population de cin-quaute-neuf millions de bovins, soit plus du double de la population humaine (vingt-cinq millions). Pen-dant des siècles, les vaches sauvages gambadent en toute liberté dans la Pampa où les Indiens n'ont pas encore êté exterminés. Elles n'ont à craindre que les chasseurs qui les recherchent pour leur cuir et laissent pourrir leur chair sur place. Ceile-ci ne devient utilisable qu'avec la création de « salautilisable qu'avec la création de « sala-deros », saloirs qui permettent de la conserver, mais on lui accorde encore si peu de valeur qu'elle est expédiée au Brésil et à Cuba pour l'alimentation

Peu à peu, au cours d'une campagne qui dure de 1820 à 1870, la Pampa est conquise sur les Indiens par des expéditions militaires dont les chefs, ancètres des « estancieros », grands propriétaires actuels, s'approprient des territoires immenses qu'ils délimitent à l'aide de clôtures. Ces domaines peu-vent atteindre inson'à 3000000 hectares. a l'ance de cictures. Ces domaines pen-vent atteindre jusqu'à 300 000 hectares — comme ceiui de M. Martinez de Hox, ministre de l'économie — et les clôtures, faites de sept fils de fer barbelés, courent sur des millers de kilomètres à travers toute la Pampa. Les « sept fils » sont devenus un Les « sept fils » sont devenus un symbole qui revient dans de nom-hreuses chansons argentines sur le thème de la prison et de la liberté.

A défeut de mines d'argent, les conquistadores se tronvent à la tête d'une mine de viande qui s'exploite toute seule. Il suffit de quatre ou cinq hommes, les e puesteros », pour surveiller le troupeau de tout un domaine qu'ils parcourent à cheval. Très isolés, ils vivent avec leur famille dans de petites maisons et sont eux-mêmes surveillés par un « capitan », contrematire qui habite près de la maison du maître, le « casco », de style européen, meable français, où l'estanciero, qui aura parfois son avion et sa piste d'atterrissage privés, ne vient qu'épisodiquement et vit à Buenos-Aires.

T ES ligues et mouvements agraires

argentins aont des organisations eyndicales qui regroupent les petits et moyens producteurs egri-

coles. Ils ont été créés en septembre

1970 dans la province du Chaco, au

nord-est du pays, par des membres

du Mouvement rural d'action cetho-

lique, quis se sont étendus vers l'est

et le centre : provinces de Formosa,

de Mislones et de Santa-Fe en 1971,

Puls Corrientes et Entre-Rios en 1972,

Cordobe et Buenos-Aires en 1973. Santiago - del - Estero en 1974. Les ligues rassemblent alors environ 40 %

Jusqu'à la création des liques, les

petits et moyene cultivateurs étaient

impulssants devant le pouvoir des

grands propriétaires comme des

intermédiaires et des monopoles qui

assurent le commercialisation des

produits agricoles, isolés et divisés,

tants, mais ne disposaient que de

L'objectif des ligues était essen-

tietiement revendicatif : salaires plus justes, conditions de travail suppor-tables, augmentation des prix, pale-

ments rapides. Mals l'important est

que l'organisation de chaque ligue impliquait d'abord le regroupement

pula la formation syndicala et coopérative de ses membres : prise de

conscience de leurs droits et de le

nécessité de lutter pour les conquérir.

Les ligues ont introduit des formes

d'action lusqu'alors inconnues dans

25,43 % des terres.

représentaient 94,5 % des exploi-

qui, de fin mars à fin juillet, envahis-sent les marchés français. Elles sont là, surmoutées de l'ardoise qui, à côté du prix et de la catégorie, parte le nom du pays d'origine: Argentine. Il suffit de sortir 7.80 F pour en emporter m kilo. Quel lien peut donc exister entre nous, ici, consommateurs vir-tuels de ces fruits, et ceux qui, là-bes, soumis à une répression dont nul maintenant n'ignore rien, les pro-duisent? Far le réseau complexe des échanges internationaux, ce lien n'est-il pas un lien de complicité?

Si, sur nos marchés, l'Argentine des fruis est ostensiblement présente, celle de la viande, en revanche, est discrète. Car la loi n'oblige pas les bouchers français à indiquer la provenance de leurs produits. Seuls les consommateurs privilègiés peuvent savoir qu'ils mangent un steack d'origine argentine, car les bouchers qui vendent une viande. d'exceptionnelle qualité, donc chère, se font une gloire d'en afficher la provenance. Nous avons consommé beaucoup de boeuf de la Pampa en 1972-1973, beaucoup moins en 1978. Et, tout comme les pommes et les poires, cette viande qui nous vient d'Argentine a une histoire qui nous conberne.

Mais l'exploitation de cette mine vivante ne devient possible qu'en 1890 avec la découverte par Charies Teiller, un Français, des techniques de congélation. L'installation des « frigorificos » dans les abattoirs permet de conserver la viande et de l'exporter. Au début, les « frigorificos » sont aux mains des Anglais, ensuite des Américains, qui adaptent en Argentine les procédés des abattoirs de Chicago et contrôlent l'exportation. La mainnise étrangère sur les abattoirs se poursuit jusqu'en 1860 environ, puis les Argentins commencent à les reprendre. Après une tentative de nationalisation par Peron, ils sont vendus par le gouvernement actuel à des sociétés privées (1). Mais le marché de la viande continue à être subordonné aux puissances étrangères qui conservent des intérêts dans certains « frigorificos » et dont les importateurs fixent les cours, en complicité avec les grands estancieros qui ont des actions dans les abattoirs et recolvent un pourcentage des bénéfices réalisés par les importateurs étrangers sur la viande ourils achètent à has prix et les importateurs étrangers sur la viande qu'ils achètent à has prix et revendent le double ou le triple dans

Ce commerce se fait au détriment des petits producteurs de la Pampa, descendants des immigrés italiens qui, de métayers misérables qu'ils étaient, sont devenus propriétaires d'exploitations d'une centaine d'hectares, et des criadores » qui se trouvent au début de la chaîne de production. Ce sont eux mi élèvent les veaux de leur naiseux qui élèvent les veaux de leur nais-sance, au printemps, jusqu'à l'âge de six ou sept mois. A ce moment-là c'est l'hiver et leurs paturages ne peuvent plus nourrir les bêtes qu'ils doi-vent plus nourrir les bêtes qu'ils doi-vent vendre à un « invernador », propriétaire de terres plus riches dans la Pampa humide, qui finira l'élevage et traitera, au marché de gros de Linlers, avec les abattoirs frigorifiques. L' « invernador » achète à bas prix au « criador » qui n'a aucun moyen d'intervenir sur la fixation des cours.

Mais le marché de la viande a subi un rude coup avec la fermeture des frontières de la Communauté écono-mique européanne, sprès le grand boom de 1972-1973. L'Europe, cette année-là, a connu une telle fiambée des pris qu'elle a demandé l'application de la clause de pénurie » qui ouvrait libre-ment ses frontières à la viande d'im-

livraison des produits (quinze jours

pour le thé, quarante jours pour le tabac), occupatione temporaires des routes, défilés de paysane avec leurs

tracteurs. Cette ection s'est parfols

étendue en des mouvements de ecliderité, par exemple une grève de la

faim organisée pour appuyer le lutte

Per l'effet de eurprise qu'elles ont

créé et par leur ampleur, ces ections

ont permis d'obtenir certains résul-

tats : augmentation du prix du thé,

tot sur l'eviculture, tot sur la pro-

duction laitière, etc. Généralement soutenues par l'Eglise et par les

coopératives agraires, les ligues se

lité des grands propriétaires et, sous

leur influence, du gouvernement. La répression e'abat sur elles à partir de

1972, d'abord à l'occasion de luttes

précises (au moment de la grève du thé, par exemple, deux cents erresta-

tions), puis sous la forme d'une per-

sécution systématique : à partir de

1974, assassinats de membres des

ilgues par la police et par l'A.A.A. (Alliance argentine anticommuniste).

Depuis le coup d'Etat (24 mars 1976), toute ectivité syndicale est interdite et les ligues sont dissoutes, tandis que ne cesse d'augmenter le

(Source: Liques agraires et mou-pements agraires en Argentine, bro-chure publiée par la commission des Liques agraires en exil: adresse: M. Ouilbard, 40, rue Bourgelat, 94700 Maisons-Alfort.)

parmi leurs membres.

sont évidemment heurtées à l'hosti-

des paysans du tabac.

Ligues et mouvements agraires

#### Par CARMEN CASTILLO et EVELYNE LE GARREC

portation. En quelques mois, 800 000 tonnes de viande, dont une grande partie en provenance d'Argentine, s'étaient déversées sur le marché européen. Deux ans plus tard, la C.E.R. fermait ses frontières, sa propre production suffisant pratiquement à sa consommation. Elle ne conservait qu'un contingent annuel d'importation limité, le reste étant soums à un prélèvement renforcé (114 % du prix d'orientation) qui en rendait le prix exorbitant pour d'éventuels importations teurs.

teurs.

Le marché européen présente actuellement si peu d'intérêt pour les Argentins que la Junta de Carnes a fermé cette amée son hureau de Brureiles. En effet, en 1977, le contingent autorisé n'a pas dépassé 88 000 tonnes pour l'ensemble de la CELE, dont 7238 tonnes pour la France. Ce qui est dérisoire par rapport à une production anne 11e de 1500 000 tonnes. C'est le gouvernement français qui décide de la distribution du contingent aux importateurs. En fonction de quels critères? Une chose est sûre : si mínime qu'elle soit, este ettributiou constitue une prime car le prix d'achat de la viande contingentée est bas, 15 F en 1977 pour un kilo de viande désossée et coupée uniquement dans les quartiers arrière du bœuf qui donnent les meilleurs morceaux. Inutille de préciser que ce prix ne se retrouve pas au niveeu des consommateurs.

Restent les abats, qui ne sont pas

Restant les abats, qui ne sont pas contingentés. Si vous achetez du foie de veau ou de, génisse, il y a de grandes chances pour qu'il soit argentin. En 1877, la France a importé 1358 tonnes de foie congelé d'Argentine, pour la simple raison qu'elle ne peut, en ce domaine, subvenir à ses propres heccire. Can vieu crende à ses propres heccire. propres besoins. Car une grande partie du bétail français est atteint par la douve, un parasite qui se loge dans le foie et le rend impropre à la consom-mation.

L'Argentine réorganise actuellement sa production bovine en fonction des importations. D'une part, en augmen-tant le culture des céréales au détriment des paturages et en diminuant son cheptel (depuis 1975, il y a en une décapitalisation de deux millions de têtes par an). D'autre part, en modulant la consommation intérieure modulant la consommation intérieure qui, d'allieurs, a toujours varié en ronction de la demande extérieure. Avec une moyenne de 80 kilos par personne et par an, les Argentins sont parmi les plus gros consommateurs de viande du monde. Et, même en cette période d'inflation et de baisse du pouvoir d'achat, la viande reste dans le pays un produit relativement bon marché. Mais, en 1972-1973, le rationnement, la «vada», avait été décrété. Les boucharies étaient fermées trois jours par seétaient fermées trois jours par se-maine et les restaurants servaient des abats et des bas morceaux.

Enfin, l'Argentine prospecte et ouvre kuin, l'Argentine prospette et ouvre de nouveaux marchés mondiaux, au Proche-Orient, en Afrique de l'Ouest et dans les pays de l'Est. Profitant de la baisse provoquée par la fermeture des frontières curo-pénnes, l'U.R.S.B. a importé en 1977 32 500 tonnes de viande argentine. Les marchés du Proche-Orient et d'Afrique se heurtent à certaines. d'Afrique se heurtent à certaines difficultés telles que l'absence en Argentine d'une société de commerce

international qui se chargerait direc-tement de la vente dans ces pays, et le manque de transports mari-times. Une solution au problème des times. Une solution au problème des transports est en vue avec la création d'une ligne Cunard qui assurera un transport régulier vers le Proche-Orient avec un cargo frigorifique de 3 000 tources, et d'une chaîne d'entrepôts frigorifiques dans les ports d'Afrique par la société de commerce international Dreyfus. Quant aux ventes, elles sont actuellement assurées par des intermédiaires euro-

# Une politique libérale

E ministre de l'économie M. Mar tinez de Hoz, a pratiqua, depuis mars 1978, une politique écono-mique libérale : tous les contrôles de prix ont été supprimés, les sociétés do secteur public ou mixte ont été rivatisées, les opérations de change libérées.

orthodoxe

Le taux d'inflation e baissé de 300 % en 1975 à 100-150 % en 1977, au prix d'un contrôle très strict des salaires. Le pouvoir d'echat des classes populaires a balssé de 30 à 40 %, ce qui a provoqué les premières grèves, en novembre 1977. contre la junte militaire.

La balance commerciale s'est rétablle dès 1976 :

- 985 millions de dollars en 1975 :

• + 883 millions de dollars en 1976 ; + 1,3 milliard de dollers en

1977 (grâce à une récolte record de On peut algealer quatre instruments de cette politique :

- Taux d'intérêt légèrement supéneur au taux d'inflation : encoursgement de l'épargne et recyclage des capitaux dans l'économie argentine; - Réduction des taxes à l'imporstion, ce qui va obilgar l'industrie argentine à être compétitive : l'agriculture pourra acheter ses machines, engrals, atc., à des prix proches des cours mondlaux;

- Suppression des taxes à l'exportation qui panalisalent les producteurs agricoles:

- Tatix d'échange réalistes, et sensiblement les mêmes pour les exportations egricoles et non agricoles et pour les importations.

e vise à reconquedr la confiance des producteurs de l'agriculture, aecteur fondamental de l'économie argentine.

péens. Ainsi, le marché de la viande argentine, par le biais du transport, de la réfrigération, des lettres de crédits et des importateurs européens qui ont conservé des bureaux à Buenos-Aires, restera tributaire des monopoles internationaux, où M. Mar-tinez de For settemants. tinez de Hos, actionnaire de banques étrangères et de sociétés multinatio-nales, a des intérêts nombreux.

# Les fruits de la colère

S I le marché de la viande connaît des difficultés, calvi des fruits est en pleine expansion. La production annuelle des pommes est passée de 421 000 tonnes en 1960 à 820 000 tonnes en 1977, et celle des poires de 112 000 à 160 000 tonnes (2). Mais c'est une expansion forcément l'imitée par 112 000 à 160 000 tonnes (2). Mais c'est une expansion forcément limitée par la dimension du territoire de production, une bende de 120 kilomètres de long sur 3 à 8 kilomètres de large, dans les provinces du Rio Negro et de Neuquen, aux confins de la Patagonie. Une terre extrêmement riche où s'installèrent des immigrants italiens, sur des lopins qui ne dépassaient pas 5 à 20 hectares et qu'ils enrichirent encore en créant tout un réseau de canaux d'irrigation. Contrairement à la Pampa, où l'exploitation est extensive et où, en certains endroits, on ne rencourte pas plus d'une vache tous les 2 hectares, la culture des fruits est intensive et très soignée. Les pommiers, à Alto Velle, et les poiriers, à lista de Choele Choel, poussent en espaliens bas, leurs branches s'étalant si loin en largeur qu'elles doivent être soulennes par des tuteurs.

Les propriétaires des vergers sont des agriculteurs moyens qui ont conservé la vieille ferme du grand-père italien mais qui, la plupart du

(1) Durant les années 60 et au début des années 70, les intérêts anglais et américains se sont retirés de l'industrie segentins de la viande, et la Junta National de Carnes a été obligée d'intervenir pour chiq à l'igorificos ». Sous l'ère péroniste, il avait été question de les nationaliser et de les fusionner en une grande entreprise d'Etat. Mais le nouveau gouvernement à décidé de les révendre à des intérêts privés argentins. Le dernier en date, et le plus gros, est soute de les l'affact, qui a été racheté pour 15 millions de doilans par Carnes Argentinas : 70 % Euancayou, qui gêre déjà trois « l'agus » (Rio Platense, Penta et Hacismodas Argentinas) et 30 % Estancias Laugueun, qui gêre le « l'ago » Euaca groupe argentin. Swift était déjà le plus gros exportateur : 10 à 15 % des exportations et 40 % un corned tred et autres produits transformés exportés aux Etais-Unis.

(2) En 1977, la Prance a importé d'Argentios 5750 tounes de pommas et 4250 tounes de poires, pour respectivement 20,5 at 14,5 militous de france.

guité de la terre limite les investis-sements, mais sont placés à Buenos-Aires dans l'immobilier.

Aires dans l'immobiler.

La culture des ponmes et des poires demande beaucoup de soin et une main-d'œuvre qualifiée, peu nombreuse, sauf au moment des récoltes, en mars où sont engagés des ouvriers agricoles saisonniers, les « peones golondrinus » (en français : hirondelles), ainsi nommés parce qu'ils parcourent l'Argentine du nord au sud, souvent avec leur famille, assurant pour un salaire misèrable la récolte du tabac, du blé, des fruits, selon les saisons et les régions. Des Chiliens traversent également chaque année la frontière tonte proche pour participer à la cueillette, au tri et à l'emballage des fruits, qui sont, à 90 %, destinés à l'exportation. La récolte est d'ailleurs vendue aux importateurs et la production réglée selon la demande. selon la demande.

Les produits de première qualité sont exportés an Brésil, au Venezuels et aux Etats-Unis, les melleurs clients, ceux qui paient le plus cher. La France reçoit le second choix, qui lui revient encore très cher, car au prix d'achat s'ajoute le prix élevé du transport. En 1977, les importateurs français ont payé 3,60 F un kilo de pommes vendu payé 3,60 F un kilo de pommes vendu sur les marchés 7,80 F environ. Malgré cela, l'importation de fruits argentins est en constante augmentation. Elle est passée de 917 tonnes en 1969-1970 à 5 780 tonnes en 1976-1977 (on pré-voyait 6 000 tonnes cette année) pour les pommes, et de 243 tonnes en 1969-1970 à 4 240 tonnes en 1976-1977 pour les poires. Car la récoite argentine sur-vient au moment du creux de la proles poires. Car la récoite argentine survient au moment du creux de la production française, entre avril et juillet, et la France ne produit plus les pommes rouges qu'on trouve au Rio Negro, et de moins eu moins de poires. Certaines espèces ont êté sacrifiées au bénéfice de la golden dont on s'aperçoit maintenant qu'elle a de moins en moins de succès auprès des consommateurs qu'il lui préfèrent des consommateurs, qui lui préfèrent la « Red delicious » ou la « Granny Smith a, cette pomme verte importes du Chili et d'Afrique du Sud.

Ces importations d'outre-mer sont pen importantes par rapport à la quan-tité de pommes commercialisées en France (18 000 tonnes sur 317 000 tonnes). Mais elles sont acheminées à grands frais par des bateaux qui, après une traversée de trois semaines, débarquent les fruits au Havre, à Marseille quent les truits au havre, a Marselle ou à Rotterdam, d'où lis partent en camion pour Rungis. Elles répondraient à une exigence des consommateurs européens de trouver sur les marchés tous les fruits et tous les léguines en toutes saisons, de telle sorte qu'il devient naturel de manger à Nord des fraises instrictes differsel. à Noël des fraises insipides d'israël ou de Californie, à n'importe quel prix.

Mais s'agit-il bien d'une exigence ou d'un besoin crée pour servir les inté-rèts du commerce avec des pays où sont systematiquement bafoues les sont systematiquement bafones les plus elémentaires des droits de l'homme? Ces pommes vertes et cra-quantes sons la dent, ces pommes rouges que les femmes des « peones golondrinas » enduisent de cire pour les rendre brillantes et emballent une à une dans des papiers de sole dans l'un des deux cent cinquante six éta-bilssements spécialisés, c'est d'Argen-tine qu'elles viennent, et du Chill et d'Afrique du Sud. Comment oublier ce qu'évoque le simple nom de ces pays?

Dans le dernier film de Godard, Comment ca va?, un personnage de journaliste dit : « Si le Portugal nous regardait en quoi que ce soit, ce « nous », il jallait dire où il était ». Nous ne pouvons agir sur l'événement, sur la réalité, que si nous sommes dans cet événement, dans cette réalité. cet événement, dans cette réalité. Sinon, « nous » demeurons des témoins extérieurs et impuissants. Si l'Argentine, le Chili, l'Afrique du sud « nous » regardent en quoi que ce soit, les choses ne se passent pas seulement, comme il serait confortable de le croire, à un niveau abstrait, de gouvernement à gouvernement unis dans une complicité diabolique, mais au niveau le plus concret, à notre niveau à « nous », acheteurs et consommateurs de pommes et de poires.

temps, vivent à la ville voisine. Ici, ou ne connaît pas l'isolement de la Fampa. Comme la culture, la population est très concentrée; villes et villages sont nombreux. Le propriétaire, qui ne possède pas la fortune des grands estancierus, mêne néanmoins une vie aisée, plus urbaine que rurale, et ses fills poursuivent des études universitaires en vue d'une profession. universitaires en vue d'une profession libérale. Les profits des récoltes ne restent pas dans la région où l'exi-

# Le commerce avec la France

A U cours des trois dernières années, les exportations de la France vers françaises en provenance de l'Argentine (en millions de francs) :

	1975	1978	1977
- Exportations - Importations	606	695	846
	459	809	1 347

La France exporte, notsumment, des biens d'équipement, de transformation, des produits sidérnrgiques et chimiques intermédiaires, ainsi que des pièces détachées (Peugeot, Renault, Citroën), des parfunts, des huiles, des produits pharmaceutiques, du matériel d'optique et de précision, sans parler, bien entendu, des équipements militaires. Elle importe d'Argentine des viandes, de la laine, des cuirs et peaux, des céréales et des fruits, des poissons et crustacés, des résidus et déchets alimentaires ainsi que des aliments pour bétafi.

# Les exportations de viandes

· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	volume en	ionnes-poids)		
	1974	1975	1976	1977 (3 pre- miers trim.)
- Bovins - Ovins congelés - Porcs congelés - Cheraux - Abats divers congelés - Extraits de viande	161 195 18 181 1 624 28 849 32 764 2 057	138 659 21 119 3 190 28 543 35 391 568	313 956 26 233 15 070 37 960 56 173 2 023	258 631 21 351 4 568 27 393 44 162 1 247
TOTAUX	244 661	227 471	453 415	357 323

11:19

41. 4

2.4.4

4 1

A--A

30 4 (4) 10.0448

.

PE: 3 12 2 4

245.4

Parity.

\*\*\*

2000

(÷ •:•• · · · –

1.t-- - . . .

[ F .+

79.71

• :2 -- : 4.

35 to 1

5 \$ J. ( = 2 . + . . . .

æ <sub>1.41</sub> .

tra etter e

0.2°

2004

7-4-4

purpose a language construction of the constru

4 44 44 44 

interpretation

The Erzhort CT

41 1 METREL 41 1 TE 140 LI 1 TE 150 E4

n. Domin Hong

374 2. 2344

. . . . . .

1171 1 1-

. • :

n 1. 11-1.- 1 ⊃ 12 = 1 'A 40 fondemants in a temporate in an in the earth and Des c

> : 2 mg - 2 mg - 5 mg Turk de portra y fed \*\* #20.412\* 3 1 TEN E DESTAN 2 + e in active men

> > Arus o Saciete

in the parties.

TO THE SECTION OF THE SEC

Fa Freedy

יים בישלים בישלים ביים ביים

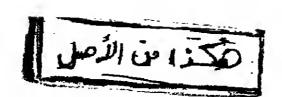
or the first : munices augres ni preretteuri A in sk spumb, a s Historia pumber -100 - 120 - 120 . 27 821 2 Dagra 1 7 21 27 207 1 2 2.53-1 E. 111-12 215 C

Control of 20, 15-- <u>-</u>. Car.

=÷-<sub>7±</sub>.

Total and the second of the se et e

20 \*5--62



# COMMENT SE DISCRÉDITE UN RÉGIME

# Coups bas en série contre la démocratie italienne

ENDANT tonte une année, le thême dominant de la vie politique italienne a été celui de la «défense de l'Etst», de la «défense de la démocratie».

Tous les partis, tous les Journanx, la radio et la télévision — mises à part quelques très marginales exceptions, — ont appelé les citoyens à s'armer nour la surar autres certific la surar de la contra la contr à s'armer pour la guarre sainte contre le terro-risme et pour la défense de la République. L'Italie apparaissait comme un pays en pleine mobilisation. Les meetings de masse couvoqués par les syndicats et par le parti communiste, manifestations unitaires en se mélaient les drapeaux rouges et les bannières blanches de la démocratie chrétienne, montraient un peuple entier prêt à défendre à tout prix un régime de liberté et de démocratie contre l'invasion barbare de la violence. Quant à ceux qui ossient exprimer des doutes sur la vérité de ces images exprimer des doutes sur la vérité de ces images idylliques et guerrières, sur la possibilité de défendre « cet Etat », eur les risques que, pré-cisément, la liberté et la démocratie pouvaient courir dans des croisades aveugles, sis étaient aussitôt lynchés politiquement et moralement. « Lâche », « défaitiste », « complice des assassina », « corrupteur des consciences », « traitre »,... la

Mais le beau tableau peint dans la presse a été inspinément terni le 12 juin dernier par les résultats des référendums sur les lois spéciales relatives à l'ordre public et sur le financement des partis politiques. Près d'un quart des Italiens se sont en effet déclarés bostiles sux croisades liberticides pour la défense de la liberté; et presque la moitié d'entre eux ont manifesté leur mépris pour les partis en votant contre leur financement à l'aide des fends publics. La pitoyable comédie de l'élection présidentielle n'a fait qu'aggraver la distance entre le pays et sa classe dirigeante. Mais la servilité des moyens d'information a également révélé que la dégradation du climat de liberté intellectuelle, d'analyse et de critique est déjà très avancée en Italia. Glampaolo Pansa, l'un des plus brillants journalistes politiques italiens (il collabore anjourd'hui à Repubblica, après aveir quitté le Corrière della Sera), a consacré un livre à la situation de la presse italienne de 1971 à 1977 (1). Années cruclales on cours desquelles, selon l'auteur, les journalistes Italiens ont cultivé l'illusion de ponvoir faire leur métier dans un climat de liberté et d'indépendance, en moins pour

terminologio fasciste, jamais oublice, trouvait

cenz d'entre eux qui le voulaient. Titre du livre : Comprati e venduti — Acbetés et vendus, Acbetés et vendus, les journaux, Achetés et vendus, les journaux achetés et vendus, les journalistes, En même temps que les macbines et le meblier, L'anteur érogne une série d'épisodes honteux et l'on voir surgir en plein jour les intérêts du ponvoir qui se dissimulent derrière ces clustruments d'information » et avec quelle violence on a procèdé à la normalisation dès que les jour-

nalistes ent cherché à défendre l'indépendance qu'ils ayaient conquise. duis avaient conquise.

Rendant compte de ce livre, le journaliste
Virrorio Gorresio 2 écrit que si les faits rapportés par Panta sont véridiques (et il serait
difficile de les uler), en peut se demauder
quelle est la différence qui entite entre ce
«règime de liberté» et ceiui de la période
fasciste. Est-ce donc là le régime qu'il fant
défendre « à tout prix»? défendre « à tout prix » ?

défendre « à tout prix»?

Les choses ne vont pas mienz à la radie et à la télévision. Dans cette entreprisa d'Etat, les communistes, après avoir pénétré dans l'exire du pouvoir», ont participé à la répartition des postes. Le clotissement » à été rebaptisé « participation démocratique ». Pour comprendre l'énorme pregrès qui en résulte

ensangianté l'Europe an cours des dernières années, Frédéric Laurent consarre de longs chapitres à l'Italie. Il y racente la extratégie de la tension »; les nombreux plans de conps d'Etat, dent l'un aboutit à l'occupation du ministère de l'intérieur pendant quelques heures; les massacres dans lesquels fut prouvés la complicité de parsonnalités politiques et militaires qui avaient précisément pour mission de défendre la démocratie. Sans parler de trindépendance et de la sonversineté, hafouées par les 55 millions de dollars que le gouvernement américain deune à des partis et à des hommes qui complotaient contre la démocratie au lieu de la défendre.

on a accusé l'anarchiste Valpreda et les extrémistes de ganche d'être les auteurs du

#### Por FERDINANDO SCIANNA

sur le plan des libertés, li suffit de lira le communiqué de la commission parlementaire de surveillance concernant les émissions relatives aux élections de join 1975. Le RAL y était invitée ca ne pas transmettre d'interviews, de débats électoraux, de sondages d'opinion concernant les activités des parms, ni de prises de vues directes ou enregistrées de réunions électorales ». L'information devait passer exclusivement par le canal de l'émission passer exclusivement par le canal de l'émission passer exclusivement par le canal de l'émission admis à participer devalent e prendre l'initia-tive de transmettre directement à la R.A.I. les manifestations et les communiqués dont il convenait de parler, en fournissant les éléments sur le base desquals devaient être rédigés les comptes rendus ».

Ce n'est là que l'une des nombrenses et édifiantes anecdotes rapportées par Massime Pini, un socialiste qui a âté pendant vingt mois membre délégué de son parti an conseil d'administration de la R.A.L. et qui a tiré de cette expérience un livre intitulé Mémoires d'un lotisseur (2), en cette tamense « participation démocratique », qui était censée élargir la sphère des libertés en Italie, apparaît comme un concept vide de sens. un concept vide de sens.

Comment s'étonner de l'ablins qui se creuse entre le pays et ses «instruments d'informs-

O DEST-CE qu'un Etat démocratique, dans structure qui impose le respect de la lot à tous les citoyens par l'intermédiaire de la magistrature et de la police, qui assure l'égalité devant l'impôt et désend la souveraineté et l'indépendance nationales?

Bast son livre l'Orchestre noir (3), qui suit avec beancoup de rigneur et une grande richesse de documents les pistes noires fascistes qui ont

massacre de la Piazza Fontano qui fit selze morts à Milan le 12 décembre 1969. En résité, les compables étaient des fascistes qui béréfi-clèrent da très lourdes complicités de la part clerent on tres lournes compliantes of la part des services securets Italiens. On fit disparaitre toutes les preuves qui manaient à la bonne plate et un nombre impressionnant de ténneins sont morts epar accident ». « Un super SID à mes ordres? Bien sur la, oce dire le général Miceli, ancien chaf des services secrets italiens, accusé par la suite de complicité dans une tentative de comp d'Etat et qui est anjenrd'hui député fasciate, emais je ne l'ai pas organisé pour faire un canp d'Etat; ce sont les Américains et l'OTAN qui me l'avaient demandé. ce done là l'Etat démocratique qu'il faut

Un Etat qui a donné naissance à une classe dirignante parasitaire, La nuovissima niesse, comme la définit Alessandra Nannei (4) dans comme la dermit Alessandra Names (4) dans une étude impressionnante sur la nouvelle bourgoiste d'Etat qui, pour ne comprendre que 1,5 pour mille de la population, n'en draina pas moins 2 % de tous les revenus du travail du pays et qui, par sa corruption et son incapacité, bloque toute possibilité de renouvellament. renouvellement.

La ruine du prestige de l'Etat en Italie u'a été du reste que trop abondamment illustrée par le cas de l'ancien président de la République Giovanni Leone. A l'origine de sa démission ou trouve ce livre amer et passionné d'une journaliste qui, malgré tont, continuo à croire à la démocratic et aux valeurs morales : Giovanni Leone, la carriera di un presidente (5), lecture des plus humiliantes pour un honnête l'eslice. Glovenni Leone incarnait cet Etat qu'on invite à défenire : l'Etat de la corruption, de la médiocrité, de l'intrigne et de la combine? Assurément, l'Italie, ce n'est pas seule-ment cels. Un uumére spécial de la revue

Silex (6), connecté à l'Italie, en donne une image beautonp plus riche et plus respectable. Un pays bouillonnant de ferments sociaux et cultu-rels, comme le montrent des textes de Roberto test, comme le montrent de textes de Mocato Leydi sur la musique populaire, de Michel David sur l'avant-garde psychiatrique, de Paul Crinel sur le cinéma, ou encore les splendides interviews de Diego Nevelli et Mario Valenzi, maires communistes de Turin et de Naples. Un pays agité et contradictoire, marque de plaies histo-

agric si ron rantone, manue de plates instar-riques très graves qui manuent à tout instant le corps (ragile de la démocratie. Philippe Renard, dans une remargnable intro-duction pleine d'amour et de sévérité pour l'Italie, distingue avec lucidité qualques traits fondamentant : tEn période d'expansion eurofondamentaux: tEn période d'axpansion euro-péenne et mondiale, le génis individuel supplée à tout, et tant pis pour les laissés-pour-compte l En période de crise, tout est remis en question et le navire donne de la bande. C'est alors qu'éclatent des acandales qui devraient discré-diter la classe politique au pouvoir; or c'est le contraire qui es produit. (...) Rien ne change. C'est le revers de la médaille : l'anter ttalien. » Et encore : «En Italie, l'Etat est un manque, un trou, il n'existe pas, eu comme repoussoir, comme image grinpante de son contraire. (...) Qui, en Italie, n'e trompé ou ne trompe pas le fisc, à part quelques grandes figures morales ? C'est d'allieurs de la capacité dn P.C.I. à échap-

T É numéro de Silex a pour titre « L'Italie des L'rendez-vous manqués ». Or, le danger, la grainte, le soupçon fondé, c'est que le P.C.L. n'échappe pas à ce destin, et même, »n contraire, que ce destin est la condition même d'un accès an pouvoir qui, en détruisant la dialectique polltique et idéologique du pays, peut se trans-fermer en une aventure nationale extrêmement

Les Italiens, les Italiens les meilleurs, ont cru, ces dernières années, qu'ils avaient rendez-vous avec le changement. Le P.C.J. et les partis de gauche devaient leur servir d'instruments pour ne pas le manquer, Mais le changement est en train de se transformer en compromission, et peut-être laisse-t-on ainsi passer une chance, à ce stade de l'histoire, de sauver véritablement

(1) Giampaolo Pansa, Comprati e vendutti, giornali e il potere negli anni 70, Bompiani.

Milan.

(2) Massimo Pini, Memorie di un lottizzatore, penti anni al pertice della R.A.I. T.V., Feitrinelli, Milan.

(3) Prédérie Laurent, L'Orchestre noir, Stock, Paria, 1978, 434 pages, 60 P.

(4) Alessandra Nannel, Le aucoussima classe, Sugar Co, Milan.

(5) Camilla Oederos, Gioanni Leone, la carriera di un presidente, Feitrinelli, Milan.

(6) BILEX, nºa 5-6; e L'Italie des rendez-bous manqués », Grenoble, diffusion Argon.

# LA MAURITANIE, LA GUERRE ET LES MINES

(Suite de la première page.) présidant Ould Daddah evalt récemment nommé son Irère, M. Ahmed Ould Deddah, au poste-clet da ministre des finances, et mia à pied une vingtaine da hauts fonctionnaires. Ces daux mesures avaient été mel eccentées par la classe dirigeenta at, de surcroit, olles avalant aphàre da malaise et de lassituda qui pesalt eur la capitale ces damières aemainas, Aussi, le penchent de l'axprésident à a'eppuyer toujours daventage sur son clan familial, y compria sur se femma, d'origina Irançaisa, ellait à l'ancontre des mœurs politiques du peys, tondées plutôt sur un équilibre blen dosé et sur la concertation.

Le pouvoir était tellament usé et discrédité, et les londa de l'Etat tellament dilapidés, que le régime au pouvoir dapuis bientot dix-hull ens a'est brisé avec une apparente facilité. Les nouveeux maîtres militaires de Nouakchott, regroupés au sein du Comité nationel da redressement mauritanien (C.N.R.M.), n'oni nullement ignoré les fondements da la vie politique dans la composition du nouveau gouvernment II est mems

l'unité des races et des tribus dans les iours sulvant le coup d'Etat. Or, aujour d'hui, une nouvelle menace plana eur l'unité nationale : la président Senghor ne vient-il pas de révelllar le vieux démon du démembrement da la Mauritania en déclarant qu'un changament da pouvoir à Nouakchott pourrait l'amaner à damandar l'autodétarmination des populations noires habitant la rive mauritanienne du fleuve Sénégal ? (2). Face à ce problème at à celui de l'expansionnisme marocain, la C.N.R.M. raprésente un savant dosage entre représentants des populations négro-africalnes et des populationa niàres, toutes les régione du pays, grand deux fois comme la France, ont leurs hommes dans le nouvelle équipe. Felt également prometteur pour l'avenir, le groupe dirigeant comprend des parsonnelitée avant des attaches avec les tribus sahraouies. Le nouvel homme fort du régima, la lleutenant-colonal Mustapha Ould Salak détient sans douts les stouts nécessaires pour dégager la Mauritanie du » guépier saharien », dans le contexts, blan .entendu, d'un règlement

Des caisses vides...

T E cessez-le-feu unliatéral en territoire mauritanien, proclame par la Front Polisario, visalt plusieure objectifs : répondre à l'etianta d'una populetior lasse de le guarre, renforcar la position des - colombes - Bu sein du C.N.R.M., donner des gages de bonne volonté, et aurtoul permettre au nouveau gouvernament d'entraprandra des démarches auprès da ses alliés et de ses protecteurs. Avec una économie à bout de souffie, le paix est le condition sine qua non d'un éventual plen de reconstruction nationale. A cet égard, la situation est ai dégradée sur le plan financiar qua, an dépti d'una infueion constante de pétro-dollars (venant principalament de l'Arable Sacudite, du Koweft et des Emirets arabes unis), la gouvamament s'est vu obligé d'amprunter ux banques locales pour payer ses

fonctionnsires au mole de juin... Première aource da devises du pays, raprésentant en valaur entre 80 at 90 des exportations, et antrant pour anviron 40 % dans la tormation du produit interiaur brut (P.I.B.), le minerai de ter a durement subi les contrecoups de la guarre et du maresme da l'industrie sidérurgique européenne. Avant la conflit, en 1974, le Mauritanie exportait un peu moine de 12 millione de tonnes da minarai, maia, l'année demiéra, ce chiffre est tombé à 8 millions de tonnes seulement; pendant les elx pramlare mole de 1978. les exportations se sont encore ralenties, stielgnant à peine 3 millions de tonnes. Le seuli de rentabilité des mines se situa autour de 8,5 millions de tonnes. Dans ces conditions, il n'est pas

étonnant que, catte année, le holding d'Etat, la Société nationele minièra et industrielle (S.N.I.M.), n'ait pas pu verser à la trésoreria nationala les somme qui lui étalent dues. De plus, l'annuité da 10 milions da dollars dua eux anciens actionnaires des mines de fer de Zouérete (ex-Milerma), nationalisées an 1974, n'a pu être payés que gráce à un don da le Côte d'Ivoire.

L'amenuisement des réserves de mineral dans les troie mines octuellement an exploitation constitua un autre sujet d'inquiétuda pour les responsables da l'économie. Afin d'assurer la relève avant l'échéance de 1982, la S.N.I.M. doit mettre en valeur les nouveaux gisements de El Rhain et Oum Arwagen. Ces réserves devralant permettre à la Meurltania da rester un important exportateur de ter pour au moins cinquante ans. Mais ca mineral n una faible teneur en ter (environ 37 %) et da ca fait devrait étre enrichi avant l'exportation, ce qui néces-

alterait de coûteux investisse En jenvier damier, un plan préparé par les soins da le Banqua mondiale pour le financement du projet dit » des Guelbs » o été approuvé à Paris tors d'une réunion des ballleurs de londe, Il prévoit que l'Etat mauritanien emprentera, dane un pramier temps, 140 millione 208 millions des pays arabes et 12 millions de la Banque africains da développement. La S.N.I.M., quant à elle, devrait être capable de dégagar 100 millione de dollars aux fine d'autolinancement. Dans meilleure tradition des plans da redressement suggères par la Banque mondiale aux pays du tiers-monds, la Meuntanie est en train restructuration de eon économia qui amputera tous les secteurs qui risquent de géner les Intérêts néo-colonisur llés au fer. Tout d'abord, le S.N.I.M. a procédé à una compression de son personnei. Ensuite, le mîne de culvre d'Akjouit — netionellaés en catastrophe en 1974 — a été détachée de la S.N.i.M. avant d'être temporairement fermée, fin mai, à cause du bas prix du cuivre sur le marché mondial. La fermeture da la raffineria de sucre de Nouakchott et le report de la mise an servica da la raffinaria de pétrola da Nouadhibou figuralent panni les autres mesures d' - assainissement - économique de ces demiara mois.

L'histoira da la nationelisation du secteur minier en Mauritania démontre evec force les limites da ce type d'action dans le contexte actuel da l'économie mondiale. En effet, comme dans le cas da la nationalisation des mines da cuivre en Zambis - quolque selon dea modationales ne sont pas gênées outre mesure par la prise de contrôle des richesses naturalles par les gouvernements natio nalistas. Après avoir pillé les richesses da cas peys (3) et après avoir été convenablement indemnisées, les multinetioneles continuent d'être approvi-sionnées en mineral, souvent par le biala d'accorda préférentlels, tandis que les Etats prannent à laur charge tous les risques et a'endettent pour assurar la fonctionnement des mines. Ainsi, il est fort douteux que le Mauritanie trouve des firmes disposées à investir directement dans ees projets miniers meigré les récents décrets qui leur an donner de nouveau la possibilité. Il apparaît bien plus commede pour alles de laisser racycler les pétro-dollars dans la projet des « Guelbs » et, le moment venu, da faire appal au mineral blen aitué, proche de l'Europe, pour satisfaire leurs

La volte-face de la Mauritania à l'égard de sa politiqua da nationalisation as doubla d'un autre retournement eur la plan da l'indépandance financière. Ayant créé sa propre monnaie, l'ougulys, en 1973, la Mauritania éprouve de plus en plus de mai à le défendre. Déjà, su mement du demiar congrès du P.P.M., le rumeur d'une éventuelle réintégration dane in zone tranc e'est répandua. Una semaine avent le coup d'Etat, une mission irançaise e'est rendus à Novakchott pour étudiar le question. Là aussi la note sera lourde à payer. Il aemble ou'on e'achamine vers une réintégration indi-recte à la zona franc par la blaia d'un accord monétaire apécial qui accorderait la garantie da la France à l'institut nission national après una dévaluation

de l'ouguiya da l'ordra da 50 %. En ce qui concerne l'endettement, le pays se irouve également dans una mauvalse passe. La dette extérieure e'est accrue de manièra epectaculaire, passant

354 millione en 1976. A ce niveeu, le dette mouritanienne représente 77 % du P.N.B. A titre de comparaison, en 1975, is rapport entra P.N.B. et datte dane L'A eltuation économique est encore

aggrevéa par le nouvella sécharess

qui a frappé la pays l'an demier. La pro-

duction céréalière e à peine atteint 30 %

da son volume normal. Alors qua las

besoins sont estimés à 180 000 tonnes, la récoite n'a pas excédé 30 000 tonnes. A long terms, le recrudescence da le sécheresse a sans doute porté un coup fatal à l'économia traditionnalia, déjà an parte de vitesse à cause de le pénétration grandissante des rapports da proon capitalistes dans la formetion sociala mouritanienne. Un recensement terminé au début de 1978 indique que la répartion entre sédantaires (nout cent six mille) at nomades (cing cent quetorze mille) s'est à pau près renversée depuis une décennia. Ce phénomène a profondément bouleversé les structures de le société at aura d'importantes conséencore imprévioibles, dans l'avenir. La population de Nouakchott est passée de guarante milia à cent guarante mille habitants durant cette période. Dr les nomades déracinés at las paysans

du Sud en mel de terre e'entassent dans

des bidonvilles miaérables qui entourent

la capitala. Au lieu d'Installer l'eau at

les services sanitaires de base. l'ancien

gouvernament a même construit, avac l'argent marocein et saoudien, deux magnifiques mosquées à Nouskchott... Afin de faira face à cas multiples difficultés, M. Ould Salak n'a lalasé planer eucun doute sur le politique qu'entand suivre la C.N.R.M. : » La voie du redressement économique passe par la retour complet au libéralisme. » Ce coup de barre à droite sur la plan da le politique intérieure vise essantiallement à

epixante-pulnze pays du bers-monda non dettes contrectées per l'Etat, ce chiffre est ectuellement da loin dépassé; la service de la datte sera un gros lardeau pour la pays dans les ennées à venir.

Promesses de remise en ordre

feira table rasa des mesures - socielistes d'avant 1976 qui étalant encore en vigueur. Si le nouvasu chef de l'Etat e'efforca ainsi da rassurer les milleux financiars internetionaux at la . bourpaoisie - mauritanianna — au dameurant blan intluente au sein de l'actuel gou-vememant, -- les récettes du « libératisma asuvage · semblent sans commune mesure avec l'empleur des problémes qui vont se poser. Comma attleurs dans la tiere-monde, et la Meuritanie ne sera pas une exception à le règla, le remise en ordra économiqua se donne principelement comme but da valoriser la secteur miniar lié à l'économia occidentala, tandis qua la vie des populations est rendua plus dura par la retour à la ilbarté des prix at par tes mesures d'austérité. S'il est encore trop tôt pour cerner avec précision les contours de le stratégia diplomatique du C.N.R.M., una chose est pourtant certaine : la Meuritania pelera, pendant encore da longues années, le prix de cette - guarre des sables - pour laquelle elle n'étalt nullemant préparée et qu'elle n'e pas souhaltée. HOWARD SCHISSEL.

(2) Jeune Afrique, us 885, 23 décembre 1977. (2) Jeuns Ajrigut, u° ses, 23 decembre

(3) La Miterma a officieusement enregistré un taux de bénéfices de 18,8 %
en 1956 et de 24,1 % en 1969. De plus,
le flux financier de la Manritanie vers
l'Europe s'élevait à 60 % du chiffre des
exportations du mineral de fer en 1968
et à 72 % en 1969. Voir « Multinational
Companies and National Development »,
de Pietre Bouté, dans The Review o,
Ajrican Political Economy (Londreo),
u° 2, jannary-april 1975.

(4) Ajrica News (Étata-Unia) du 31 octobre 1977.

QUAND LA SECTION FRANÇAISE D'AMNESTY INTERNATIONAL **EXCOMMUNIE SES PROPRES OPPOSANTS** 

- (Publicité.)

Négritude, francophonie, langues africaines LES JEUNES GENERATIONS AFRICAINES CONTRE SENGHOR

La suite d'un roman inédit de Mongo Beti Dans le usmero 3 (mai-juin) de la revue bimestrielle

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

25 F (+ 4 F de port) 341, rue des Pyrénées, 75020 PARIS — C.C.P. 21 691 92 Y Paris (Abonnement annuel, six numéros : 120 F)

# L'ÉCONOMIE POLITIQUE DES RÉGIMES DE TYPE SOVIÉTIQUE

A vague de dénonciation du goulag a déferié. Une fois opérées les déchirantes ruptures que cette pseudo-découverte a provouées dans l'itinéraire individuel de nombreux ex-révolutionnaires, alors même que se ciarifie progressivement le fonctionnement politique interne de ces analyses, une exigence demeure : celle d'une analyse critique globale et approfondie des formations sociales se réclamant du socialisme, tant du point de vue du processus historique de leur développement que de leur nature interne actuelle. Il en va de la clarification des déhats sur les projets d'Etat offrant une situation de rechange au capitalisme libéral. Il en va sussi de la compréhension des affrontements géopolitiques contemporains, de l'origine et des enjeux de la intte des deux superpuissances, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Si le domaine de l'inistoire a été jusqu'ici plus largement défriché, c'est sans donte en raison de la proximité de certaines questions (Staline, le schisme sinosoviétique) avec les affrontements politiques entre les divers courants se réclamant du marxisme. Mais dans le domaine de l'économie politique des formations « socialistes » actuelles, par contre, bien peu de travaux autres qu'essentiellement descriptifs, et encore moins qui aient été extraits du rayon des thèses des bibliothèques universitaires pour être édités, du moins en France. sitaires pour être édités, du moins en

De là l'interêt de la publication récente d'un recueil d'articles du « Groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste » qu'anime Marie Lavigne (1). Dans sa présenta-Marie Lavigne (1). Dans sa presentation, Marie Lavigne reconnaît d'emblée l'ambiguité du titre : le concept
même du socialisme et son emploi
pour caractériser les économies étudiées (certains pays du Comecon,
dont l'UR.S.S.) ne fout pas, et de
loin, l'objet d'un consensus au sein du
groupe. On ne trouvers douc pas dans
cette publication de conception d'ensemblo de l'économie soviétique, polonaise ou hongroise. Son intérêt est
surtout, par des études relativement
ponctuelles et bien documentées, de
poser certaines questions, et aussi, on
le verra, de soulever quelques problèmes de méthodologie.

Les douze articles qui le composent

Les douze articles qui le composent peuvent, de manière inévitablement simplificatrice, se classer en deux caté-gories : ceux qui partent de l'analyse des débats internes aux économistes soviétiques, polonais, hongrois pour prendre de fait position dans ces débats ou en évaluer l'adéquation à la réalité, et ceux qui cherchent la voie

denais ou en evaluer autentant a voie d'une analyse des économies concernées en se référant à des concepts utilisés dans l'analyse des économies capitalistes (approche systématique, analyse marxiste), ce qui confère de prime abord à leur critique un caractère plus global.

Seurot et Despres analysent de façon détaillée les tentatives de l'école optimaliste de définir une fonction d'utilité sociale censée permetire l'optimisation du plan. Il résulte de l'examen des différentes solutions proposées qu'une telle fonction traduit nécessairement les objectifs politiques propres du planificateur, ne serait-ce que par le choix du taux d'actualisation social qui manifeste le degré de préférence pour le présent. On en retirera aussi l'impression que ces débats ont autant à voir avec la réalité soviétique la théorie de l'optimum de Paréto svec celle du capitalisme occidental. avec celle du capitalisme occidental.
Robert Tartarin montre que la crois-

Robert Tartarin monire que la croissance plus rapide du secteur des blens de production ne peut en aucunn façon être considérée comme une « loi » du socialisme. Il fonde sa démonstration sur l'analyse rigoureuse des schémas de reproduction élargie issus du livre II du Cupital. Cette stratégie de développement économique, qui fut adoptée. avec les premiers plans quinquennaux, est donc un choix politique qui implique un transfert de valeur de l'agriculture vers l'industrie lourde. Il est cependant regrettable que l'anteur, dans sa conclusion, reprenne sans autre forme de critique la thèse sujourd'imi dominante qui affirme que la collectivisation des campagnes soviétiques s'est effectuée « d'eu haut » comme une nécessité imposée aux paysans par la violence étatique à partir du choix a priori d'une induspartir du choix a priori d'une indus-trialisation rapide. Un minimum d'anatrialisation rapida. Un minimum d'analyse historique objective montra en
effet qu'à l'issue de la NEP se sont
développées de très vives contradictions au sein des paysans eux-mêmes,
contradictions qui exigealent la transformation des rapports de production
à la campagne soit dans le sens d'un
considérable renforcement de la production privée, soit dans le sens de la
collectivisation. La manière dont s'est
déroulé le processus de collectivisation
est un autre problème, mais on ne
peut l'aborder correctement qu'en partant de la situation toterne any campagnes et non à partir de l'hypothèse

Le plan et le marché

OUATRE articles analysent divers aspects de la « politique écono-mique » dans son interaction avec plan. Leurs auteurs semblent tom-er d'accord sur le fait que le problème fondamental pour les économies étu-diées est le passage d'une croissance extensive (par mobilisation des resextensive (par mobilisation des res-sources humaines et croissance diffé-renciée des secteurs) à une croissance intensive (par élévation dans tous les secteurs de la productivité du travail). Cette nécessité étant à l'origine des diverses réformes économiques tentées depuis quinze aus dans l'ensemble des pays du Comecon. Ces réformes ont toutes en commun de chercher à compléter la planification centralisée par une décentralisation fondée, en dernière analyse, eur un système de prix (au sens large, y compris salaire, taux d'intérêt et même taux de change taux d'intérêt et meme taux de change de la monnaie) susceptible d'encoura-ger l'augmentation de la productivité. L'analyse porte sur plusieurs aspects de la politique économique : système de prise à deux canaux en Hongrie (Asselin - Boncœur), politique moné-taire (Mescheriakoff), politique des taire (Mescheriakoff), politique des salaires en Pologne (Rogulska), ouverture sur l'extérieur de la Pologne (Exymhlewicz). Les auteurs relèvent tous les difficultés auxquelles se heurtent les réformes, les hésitations qu'. les caractèrisent et, en fin de compte, leur incapacité à résoudre les problèmes posés, alors même que les modèles théoriques qu' les inspirent sont pour certains d'entre eux parfaitement « rationnels ». Alors ? Est-ce l'insuffisante assimilation par les dirigeants de cette rationalité qu' conduit à des demi-mesures inefficaces ? Ou à des demi-mesures inefficaces? Ou plus fondamentalement n'est-ce pas que les orientations choisies exigeralent un degré d'autonomie des entreprises et une extension du rôle du marché qui se révéleralent incompatibles avec qui se reveleraient incompatintes avec le maintien du plan centralisé, voire avec la propriété étatique des moyens de production? Les auteurs ne tran-chent pas nettement mais penchent plutôt pour la thèse de la mauvaise application, ce qui renvole à une ana-lyse socio-politique des blocages qui reste à produire.

Sur ce point, Duchêne et Richet prennent, eux, nettement position. Duchêne s'interroge sur deux méthodes proposées en U.R.S.S. par les écono-mistes de l'école mathématique : l'anamistes de l'école mathématique : l'ana-lyse input-output qui vise, en complé-tant les bilans matière, à améliorer l'équilibre intersectoriol d'une part, et l'élaboration d'un critère de choix des investissements à partir de fonction de production d'autre part. Selon l'au-teur, ces prétentions sont vaines étant donné le fonctionnement réel de l'éco-nomie soylétique et en particuller la donne le fonctionnement reci de l'eco-nomie soviétique et en particulier la poursuite d'objectifs propres non pas tant par les entreprises qui sont des identités encore dotées de peu d'auto-nomie, mais par les ministères, ins-tances de décentralisation financières. tances de décentralisation financières. Il reprend ainsi le thème central de sa thèse de doctorat Essai sur la logique de l'économie planifiée, thèse dont on ne peut que souhaiter la rapide publication. Quant à Richet, il nie le caractère pertinent de la contradiction marché/plan et propose une approche systématique de la formation raciale homografia. sociale hongroise. Four iul, la cohé-rence de cette formation est d'ordre social ot politique, et l'économie y est régulée par un système de contrôle à

pagnes et non à partir de l'hypothèse d priori de la collectivisation forcée.

trois sous-systèmes : le plan, la régu-lation (qui recouvre la politique éco-nomique). l'organisation (la structu-ration des diverses instances qui concourent à la réalisation des objec-tifs planifiés). Il montre comment la compartification de l'économient la complexification de l'économie, le pas-sage de la crossance extensive à la croissance intensive, modifient le rôle relatif de ces sous-systèmes, ce qui est l'objet des réformes économiques, mais en conservant comme cohérence fondamentale le maintien des rapports de production et du pouvoir de la couche (ou classe, Richet ne spécifie pas) dominante. Ce maintien implique, en particulier, nécessairement la limi-

tation de l'entonomie des entreprises

Par PIERRE-NOEL GIRAUD

et du rôle du marché dont l'extension conduirait à l'abandon de la propriété étatique des moyens de production. Cette analyse, qui met l'accent sur la

D JURDJEVAC examine les rapports entre l'objectif socialiste d'appropriation sociale des moyens de production et les formes historiquement définies de la propriété dans les pays so réclamant du socialisme. Pour lui, la propriété d'Eisat qui prédomine en U.R.S.S. ne saurait être qu'une première forme, une forme transitoire de la propriété socialiste, car « l'appareil étatique faisant preuse, des ses origines, d'une tendance à se separer et à s'éleper au-dessus de la société, à en devenir le maître et à imposer en priorité ses intérêts partieuliers », cette forme est susceptible de dégènérer rapidament et de se vider de son contenn d'appropriation sociale. Au cette forme est susceptible de dégenérer rapidement et de se vider de son contenn d'appropriation sociale. Au contraîre, la forme de propriété qui existe dans l'autogestion yougoslave lui paraît bien plus évolpée, car « l'autogestion, en permetiant au collectif outrier d'influencer directement, et d'une manière beaucoup plus large, la répartition, c'est-à-dire de procèder d'une façon autonome à la répartition des fruits du travail, dans les cadres généraux firés par le plan modifie le caractère de la propriété et tend même vers une disparition de la propriété a. On pourra, en ce qui concerne la Yougoslavie, en douter. D'autant que, lorsqu'on se limite à l'étude de cet aspect particulier des rapports de production que sont les rapports de production que le contenu réel d'une formes de propriété, car aucune formation sociale, même socialiste, n'en connaît de forme unique. Cependant le mérite de cette approche est cette affirmation essentielle, livrée en conclusion, que le contenu réel d'une forme donnée de propriété doit être rétéré à l'ensemble des rapports de production (répartition, organisation du travail) et plus fondamentalement à l'état saisi dans son processus de dépérissement ou au contraîre de renforcement.

Marie Lavigne propose, dans le dernier texte du recueil, une analyse du concept « Société socialiste avancée » auquel les dirigeants de 1URSS, attachent la plus grande importance. Ainsi des dizaines d'ouvrages d'économie, de politique, d'histoire, ont été commandés aux inteliectuels soviétiques pour analyser l'ensemble de leur réalité sociale à la lumière de ce nouvean concept. Marie Lavigne en fait l'histoire, indique les débats souvent acharnés qui out accompagné sa gestation et en décrit le contenu. Il apparaît que, s'il est difficile de lui trouver une justification chez les iondateurs du marxisme et chez Lénine, il unifie les thèmes de l' « Etat du peuple eniter » (Etat qui aurait auccèdé à l'Etat de dictature du prolétariat en URSS, et où les contradictions de classe antagoniques surgest disparent des auxents. Marie Lavigne propose, dans le derdictions de classe antagoniques auralent disparu) et de la « révolution scientifique et technique » qui serait désormais, sur la base de rapports de production socialiste définidiversité des pratiques économiques, renvoie donc à ce qui leur confère homogénéité : le maintien de l'ordre social existant. On reste alors un peu insatisfait quand celui-ci n'est carac-térisé qu'en terme vague de « pouvoir bureaucratique ».

Socialisme avancé? Capitalisme d'État?

tivement dominants, in moteur du développement social. Le socialisme avancé veut donc caractériser une société stable, où tout conflit antagonique a disparu et qui s'avance sereinement vers le communisme sous la direction politique du parti et par la voie du développement matériel régulier, et de transformations sociales progressives. S'interrogeant sur la regimer, et de transformations sour la progressives. S'interrogeant sur la fonction idéologique de ce concept, Marie Lavigne y voit une légitimation de l'état de choses existant contre les divers a révisionnismes », solon Moscou. Et, de fait, il est vrai qu'il prend acte qu'une nonveilo périodo s'est ouverte après la mort de Staline en indiquant que, en rupture avec la periode prece-dente, son volontarisme, ses boulevercente, son voionsarisme, ses boulever-sements, bonds en avant, marches forcées et conflits, on est entré dans me phase do transformations « tran-quilles » qui peut être longue. D'autre part, en affirmant à sa maniore l'unité du politique et de l'économique, en assujettissant l'économique à un projet de soulété d'est une arme contre les de soulèté, c'est une arme contre les « technocrates » pour qui les seuls problèmes seraient de rationalité éco-

De nature différente, le texte de W. Andreif affronte directement la question « Qu'est-ce que l'U.R.S.S.? ». Ce n'est cependant, souligne-t-il, qu'un « propos d'étape » dant l'ambition se borne à discuter la thèse, d'inspiration marxiste, qui caractèrise l'U.R.S.s. comme « capitalisme d'Etat » (avec, comme référence principale, la thèse de Duchène déjà citée), sans proposer

pour l'instant de conception d'ensemble sur la société soviétique. C'est donc surtout un texte d'analyse méthodologique Pour tester la pertinence de la thèse du capitalisme d'Etat, il eramine « comment sy trouvent analysés et articulés les différents rapports sociaux en suivant une ligne de décomposition désormais classique (souligné par nous) entre rapport de production et rapport d'exploitation, rapports d'appropriation et de répartition, rapports d'exploitation, rapports d'exploitation, rapports d'exploitation, rapports et idéologiques ». Il conclut de l'examen de ces différents rapports en URSS, qu'ils no peuvent pas être tous qualifiés de capitalistes, et en particulier que l'existence du salariat ne peut être prouvée de façon convaîncante. Comme Andreff critique, à juste titre, ce qu'il appelle le biais méthodologique du critère unique (qui consiste par exemple à poser : propriété d'Etat des moyens de production = socialisme, ou au contraire : existence de rapports marchande : capitalisme), il résulte que, pour lui, les auteurs des thèses, qu'il examine ne sont pas véritablement fondés à parier de capitalisme d'Etat, mais tout an plus de monopolisme d'Etat, ce qui est asses décevant parce qu'immédiat. Ceci le conduit à proposer de cesser de raisonner en terme de capitalisme ou socialisme, et à considérer que l'URSS, est une formation sociale de type nouveau où s'articulent des rapports sociaux de nature différente, sans dominante véritable. Il est légitime de se demander si Andreff ne tombe pas lui aussi dans l'erreur qu'il dénonce du critère unique, mais à un autre niveau, en proposant ce qu'om pourrait appeler une analyse multicritère. Ce qui pourrait bien être en cause lei, c'est la fameuse « lique de décomposition désormais classique » évoquée ci-dessus, qui les un d'un certain type d' produire une caractérisation d'en-semble de l'U.R.S.S.

Un champ ouvert à la philosophie

S UR ces questions, il existe un texte du plus grand intérêt parce que partant précisément d'une expérience bien différente : les commentaires de Mao Tse-toung sur le Manuel d'éco-nomie publié sous la direction de Sia-line en U.R.S.S. et sur l'expérience line en U.R.S.S. et sur l'expérience chinoise du « Grand Bond en avant », commentaires rassemblés sous le titre Mao et la construction du socialisme (le Seull). On y trouve, en effet, une analyse éminemment dialectique (ce qui n'étonnera pas) des rapports de production, dans leur articulation avec les forces productives, d'une part, et la superstructure, d'autre part, où ce qui compte n'est pas tant leur état à un moment donné, et en particulier leur caractérisation de « capitaliste » ou « socialiste », mais le processus de transformation dans lequel ils sont engages. On y trouve aussi cette thèse que la nature et le sens de la trans-formation des rapports sociaux se donnent, en dernière analyse, an niveau du devenir de l'Etat. En bref, dépérissement ou renforcement de l'Etat, ce serait le seul véritable critère d'ensemble pour trancher la question : capitalisme ou socialisme? Cette these (qui est évoquée en particulier par Diurdievac) est sans aucun donte une

intéressante voie d'approfoudissement. interessante voie d'approfondissement.
On retiendra aussi de cette rapide
ovocation que se l'imiter à l'U.R.S.S.
et aux pays du COMECON est une
position de faiblesse dans l'analyse et
qu'il se révèle beaucoup plus fructueux
d'étudier le couple U.R.S.S./Chine.
A les considérer, en conclusion, dans
leur ensemble, les textes de ce requeil,
an-delà de l'intérêt certain qu'ils présentent, confirment tous que l'analyse an-delà de l'intérêt certain qu'ils pré-sentent, confirment tous que l'analyse des pays « socialistes » a encore du mai à se dégager des schémas issus de l'analyse du capitalisme occidental, qu'il s'agisse des théories de l'optimum, des schémas de reproduction élargie, de l'approche systémique, des analyses marxistes « canoniques ». Or tout objet historique nouveau met en cause les théories qui prétendent à sa connaissance et, dans ce cas, tout particulièrement le marxisme. Tou-jours dans le texte cité ci-dessus, Mao l'affirmait d'ailleurs à sa manière, apparemment paradoxale. Pour faire apparemment paradoxale. Pour faire un bon manuel d'économie politique, prétendalt-il, il faut d'abord faire un peu de philosophie.

(1) Economie politique de la planifica-tion en spitème socialiste, éditions Econo-mics, Paris, 1978, 328 pages, 64 F.

Regards sur la société

# L'U.R.S.S. au quotidien

Coulage et dissidence font recette :

chaque mois, ou presque, paraît un
uouveau témoignage (1). En manquet-on, on publie la confession d'un officier du
R.G.B. réfugié aux Pays-Bas (2), ou les
programmes » politiques, souvent verbeux et
confus, de groupuscules d'opposition, telles
l'Alliance sociale chrétienne pau-russe pour la
libération du peuple ou l'Alliance des solidaristes russes (3). A moins qu'ou ne
requeille, comme Alain Paruit, les anecdates an
vitriol qui circulent de Moscon à Vladisvostok (4), qu'on ne rassemble, nvec Georges
Aranyossy, les textes antisémites parus dans
la presse (5) on encore que, à la façon de
Valery Chalidzé, on ne constitue, à l'aide de
faits divers, un dossier sur le Crime en Union
soviétique (6).

Sans doute n'est-ce pas tautile : la société sans doute n'est-ce pas inuitie : la societe soviétique n'est pas aussi « gelée », aussi mons-lithique qu'elle apparait à un regard superficiel ; elle n ses nostalgiques et ses utopistes, ses populistes à la mode du dix-neuvième sièclo-(les narodniki) et ses sociaux-démocrates, ses racistes et ses excros, parfois ses terroristes (bombe dans lo mètro de Moscou, assassinat d'un ministre), comme elle a ses transfuges à gages et ses témoins hérofques.

Mais les uns et les autres ne sont guère représentatifs de leurs compatrietes, et à les mettre en vedette innocemment? — on broullie les cartes, on donne une image ineracte, terrifiante (le goulag) on prometteuse (la lutte pour les droits de l'homme) de la réalité soviètique. Une réalité qui no se réduit pas à celle, abominable, des camps de « rééducation » et des hôpitaux psychiatriques. Qui ne se compose pas seniement de zeks (détenus), do dissidents, de policiers, de hooligans et d'ivrognes. Qui est moins dramatique, plus « plate » en quelque sorte, ou plus banale. Ce qui ne signifie pas plus innocente. Spécialiste des questions soviétiques, Basile Kerblay la décrit dans un ouvrage qui en constitue sans doute la meilleure présentation (7).

La meilleure — parce qu'il est à la lois informatif et explicatif. À la différence de tant de spécialistes qui, sous prétexte d'objectivité, se contentent d'accumuler chiffres et statistiques, Basile Kerblay expose les données qu'il ette de manière telle qu'elles deviennent signifiantes. Que la réalité, nommée et quantifiée, se met d'elle-même à parler. Et, dégagée de

ses mythes, à tenir à peu près le même langage que la nôtre.

A DIRE, par exemple, l'inégalité qui la carac-A térise. Pent-être même : qui la constitue. Et qui, souvent, est plus grande qu'en Occi-dent : l'étart des salaires est, en moyenne, de 1 à 28 (France : 1 à 25), parfois de 1 à 50. L'Etat. objectera-t-on, assure les dépenses de formation et du santé. Sans doute, à raison de 71 %. A peine plus qu'en France (68 %).

Comme en France, e'est la position sociale de l'individn — pour ne pas dire sa situation de classe — qui décide du cheix du métier, de la qualité des loisirs, de l'habitat, de l'accès aux services : les jardins d'enfants n'accueillent que 27 % de la population de deux à cinq ans, les crèches, 29 %; les familles qui ne peuvent s'offrir une aide à domielle (souvent une retraitée) s'en remettent à la grand-mère, à une voisine, ou à la chance. A chacun de s'organiser au mieux : si dirigiste dans le domaine économique, l'Etat n'agit qu'an minimum pour faciliter la vie quotidienne; et un travailleur sur cinq, seulement, part en vacances par l'intermédiaire des syndicats on d'une organisation de masse. d'une organisation de masse.

L'Etat Intervient-il. c'est - comme allieurs pour assurer l'entretien ou la relève des caté-guries sociales les plus favorisées. Celles qui l'ournissent les cadres, économiques et poli-tiques, do la nation. Celles qui l'abriquent les à héritlers ». Les autres restent défavorisées : 72 % des fils d'ouvriers se retrouvent dans ce groupe à la deuxième génération, contate Basile Kerblay (la mobilité ouvrière est cinq Basile Kerblay (la mobilité ouvrière est cinq fois plus grande nux Etats-Unis); la jeunesso rurale fournit la piupart des O.S. et des cadres moyens; l'intelligentsia, la majorité des étudiants. Sélection par le milieu, puis sélection par l'Etat : des écoles spéciales accoellent les surdonés et, dans certains instituts supérieurs, tel celui des langues étrangères, la porte est si étroite qu'elle no laisse passer qu'un étu pour vingt candidats, parfois quarante.

Ainsi constituée ou renouvelée, l'élite bénéfeile de toutes sortes du privilèges. On connaît les plus visibles : voiture do fonction, logament plus confortable (les cadres habitent genera-lement dans la grande banlieue, verdoyante ; les ouvriers, dans les H.L.M. do la périphério immédiate), voyages. Mais il est d'autres avantages, que l'auteur recense minutieusemeut : « billets prioritaires pour les spectacles et les voyages, salles d'attente réservées dans les gares, éditions à tirage limité, bureaux de commande de l'obsom qui livre à domicile, laissez-passer qui permet d'éviter les queues ». Sans parier de la couleur du parapluie — à chaque tchin (à chaque grade) la sienne — ou encore de l'appellation : on désigne un supérieur par sou nom patronymique (Ivan livanovitch), un citoyen de base, par sou uom de famille (Ivanov). (Ivanov).

CHACUN à sa place, et quelques-uns à la meilleure : c'est le principe de cette société aussi inégalitaire que les autres et, de surcroit, totalitaire. Totalitaire plutôt que policière, estimo Basile Kerblay : la plupart des citoyens échappeut au contrôle du K.G.B., mais tous sont soumis à un système où u'existe aucune procédure constitutionnelle du renqu-vellement des cadres, où « l'action politique du parti ne relève pas de la loi », où « tout cè qui est administratif, économique et culturel est aussi politique ».

Critères fendamentanx de la dictature, qu'oublient trop souvent ceux qui répètent que « tont est politique ». Quand tout le devient, quand la vie privée de chacan dovient chose publique, c'eu est fini des libertés. Et pour longtemps. Si béen quo Basile Kerblay se garde de porter un diagnostie sur l'évolution possible de la société soviétique. L'histoire incite, en effet, à la pradence : la tradition d'un Etat centralisé à l'extrême, omnipotent et bureaucratique, remonte à l'occapation mongole. Par-delà toutes les péripéties que la Russie a connues, la continuité, dopuis huit siècles, ne l'emporte-t-elle pas sur le changement?

(1) Par exemple : A. Sakharov, Un an de lutte, Le Seull, Paris. 1978, 215 pages, 45 F. (2) Alexandre Myagkov, Un officier du K.G.B. parie, éditions Albatros, Paris, 1878, 200 pages, 37 F.
(3) Bernadette Morand, U.R.S.S. des profondours, éditions Arts et Voyages, Paris, 1978.
287 pages, 48 F (4) A. Paruit, les Barbelés du rire, éditions Albatros, Paris, 1978, 128 pages, 38 F. (5) G. Aranyossy, la Press antisémite en Union sométique, éditions Albatros, Paris, 1978, 287 cages, 44 F. (f) Editions Olivier Orban, Paris, 1978, 242 pages, (7) B. Kerbiay, la Société soviétique contemporaine. A. Colin. Paris, 1878, 305 pages, 80 F.

Dans le

116

In the state of th Total Telephone Communication Control of the Contro

00 A 14

Les déchi Mark Turk t 19 director

neg the z damen. BIBLIURIRAPHIE G. Garage les pari

outstory. Variation Reserved

Variable Institute and Control of the Control of th Valuation Visit States Co. C. Radicht the transfer of the tr

# VIÉTIQUE

# Politique et littérature

# PAYSANS BULGARES FACE A LA MUTATION DU VILLAGE

DE toutes les littératures slaves modernes, la littérature bulgare est sans doute la plus jeune. Après cinq siècles de domination ottomane (du XIV° an XIX° siècle). l'èveil littéraire, commencé an milieu du XIX° siècle, voit son élan renforcé par l'émancipation en 1878. Le rôle joue au départ par l'intelligentsia émigrée a permis à cette littérature d'évoluer rapidement quant à sa langue, ses genres et ses oriena sa langue, ses genres et ses orien-

a sa langue, ses genres et ses orientations.

La littérature paysanne, consacrée à la campagne, occupe depuis le début de ce siècle une place de choix. L'importance sociologique de la paysannerie est en effet considérable. Em 1934, elle représentait 78,8 % de la population globale du pays (1). Aujourd'hui, la population paysanne a nettement diminué an bénéfice des villes, qui continuent à attirer de plus en plus de jeunes (elle ne représentait plus que 45,3 % de la population en 1971). Toutefois, les mutations sociales survenues depuis plus de trente ans ont ouvert de nouvelles perspectives à la littérature paysanne qui prend aujourd'hui plus d'importance encore qu'avant la seconde guerre mondiale.

Le lien entre littérature et société

guerre mondiale.

Le lien entre littérature et société a toujours été étroit en Bulgarle depuis l'époque dite de la Renaissance (deuxième moitié du XIX° siècle). Avant la seconde guerre mondiale, la plus grande partie de la production littéraire s'inscrivait dans un courant réaliste et réaliste critique. Depuis le 9 septembre 1944, date d'instauration du régime de démocratle populaire, le courant réaliste socialiste se développe.

A la fin des années 40, la terre,

A la fin des années 40, la terre, dans les villages, est collectivisée. Les villageois travaillent dans les T.K.Z.C. (coopératives de travail agricole) qui ont parfois des dimensions et une infrastructure non négligeables. Le village vit donc au Tythme de la Téalisation du plan, de l'amélioration des

techniques et de l'élévation du niveau culturei de ses habitants grâce à la pénétration des médias audiovisuels, la multiplication des foyers de lecture, etc. Les mours locales traditionnelles se trouvent confrontées aux exigences du monde moderne. L'exode rural est une réalité objective dans la mesure où l'industrialisation du pays fait de plus en plus appel à une main-d'œuvre jeune fraichement débarquée de ses montagnes. La campagne sert de réservoir aux forces productrices des cités industrialisées. Le village se dépenple et ne garde que les moins jeunes.

Le village d'aujourd'hui doit donc

et ne garde que les moins jeunes.

Le vinage d'anjourd'hui doit donc vivre selon de nouvelles valeurs fondées sur l'intérêt commun. Une nouvelle vision des choses est exigée des villageois, avec un nouveau comportement et de nouvelles habitudes, mais, lorsque l'on connaît les structures mentales de cette paysannerie informe de con ancientes compete compare de con ancientes compete compet nerie jalouse de ces anciennes cou-tumes, on imagine la complexité de la situation.

tumes, on imagine la complexite de la situation.

C'est de cette réalité complexe que s'efforcent de rendre compte les prosateurs qui s'intéressent au village. A travers une diversité régionale qui touche aussi bien les monte Rodopes que les plaines de la Dobroudja, ils présentent un certain nombre de problèmes, pariois communs, pariois complémentaires. Privilégiant la forme du récit et de la nouvelle, ils s'attachent à dégager les aspects socioéconomiques du village contemporain, à donner une image pittoresque des mœurs et des coutumes campagnardes, ou encore à cerner les problèmes humains qui se posent dans un village en pleine transformation. Cette dernière approche est celle de Diko Foutchadjiev, Dimitr Velev, Vassil Popov et Yordak Raditchkov qui, chacun à sa manière, nous offrent une réflexion sur les valeurs culturelles et morales, sur la psychologie de relles et morales, sur la psychologie de l'individu dans une période de

# Dans le sens du progrès

DANS les Ponts aériens, de Diko Foutchadjiev, recueil de nou-velles et de récits, le personnage de Mladen incarne un citadin qui a gardé ses attaches avec son village natal Malgré sa promotion sociale (il arrive au volant d'une belle volture), il veut se retremper dans l'atmosphère de simplicité et de bon-homie que la campagne, malgré sa modernisation, a su conserver. Nous le voyons à la recherche d'un restaule voyons à la recherche d'un restaurant alors qu'il n'y a sur place qu'une taverne où il va rencontrer antour d'une rakta les gens du village, qui sont tous des amis, et vont passer en revue les faits et gestes des uns et des autres. Dans les récits de Foutchadjiev, la campagne est habitée par des gens qui travaillent avec dévouement et symbolisent les valeurs positives de la société nouvelle. Malprè la promotion sociale que représente dévouement et symbolisent les valeurs positives de la société nouvelle. Malgré la promotion sociale que représente la vie à la ville, le village apparaît comme une source d'authenticité que les citadins ne veulent pas renier.

Dans le Ravin, de Dimitr Velev (autre recueil de récits et de nouvelles), le village devient un miroir qui reflète le passé et le présent : nous y trouvons évoqués les évênements vécus par le village dans les années 40 et 50, avec un recul d'environ un quart de siècle (le Ravin a été publié en 1975). Cependant, on ne peut considérer ces nouvelles comme des récits historiques où le temps s'écoulerait de façon linéaire, car l'évocation du passé est très souvent entrecoupée de faits présents. Du point de vue de la construction, le récit est à l'image d'une mosaïque où la narration à la troisième personne cède la place an dialogue, puis à l'internation de l'autieur un aignt e

le cadre dans lequel se situe l'action ou la personne qui parle.

Velev nous fait revivre le passé avec le regard du présent. Dans la Colère, la Route d'Iskidiar et le Ravin, le lecteur se trouve en face des pro-blèmes de la collectivisation et de la nouvelle organisation de la vie au sein du village. Les personnages de Velev sont des hommes qui, face à une même réalité, ont des compor-tements différents. L'auteur confronte ceux qui portent en eux les valeurs nouvelles et .ceux qui sont prison-niers de leur passé. Des personnages dynamiques et entreprenants sont opposés à d'autres, peu intéressés par le changement ou qui feignent de s'y intéresser par opportunisme. Tandis que certains ont émigré, tel ce pro-priétaire de moulin que l'on retrouve au Texas impliqué dans une affaire priétaire de moulin que l'on retrouve au Texas impliqué dans une affaire de provocation contre les Noirs, on assiste à la promotion de jeunes gens honnêtes qui ont réussi à faire des études et dont l'un est devenu ingénieur et travaille en ville dans une usine qui fabrique des machines pour faire tomber la pluie. L'exode rurai trouve sa place dans un contexte de tragédie optimiste. Velev observe avec sang-froid le caime désespoir du village qui se dépeuple, comme s'il prenait acta de cette mort lente à laquelle les vieux villageois ne semblent trouver aucun remede. Les personnages de Velev se cherchent à travers les rencontres et les souvenirs pour essayer de faire un bilan du passé. Senis peuvent dépasser le stade du regret et de la nostalgie ceux qui assument les nécessités objectives d'une évolution présentée, comme allant dans le sens du progrès. comme allant dans le sens du progrès.

# Les déchirements de l'âme

Le thème de l'exode rural trouve chez Nassil Popov dans les Ract-nes : chronique d'un village, une dimension particulière rarement atteinte, nou seulement dans la litté-rature bulgare, mais, à notre connais-

cède la place an dialogue, puis à l'intervention de l'auteur qui ajuste et met en place avec plus de précision

# BIBLIOGRAPHIE

- G. Gastellan et N. Todorov, la Bulgarie, P.U.F., coll. - Que sais-je n. Paris, 1977. Dans la revue Europe (n° 573, janvier 1977) : Art et littérature en Bulgarie.

7 ( - -

Fig.

- Diko Foutchadjiev, Nebeto na veleka (la Ciel immense), Nyarodna
- Cultura, Sofia, 1969.
- Vassli Popov, les Racines : chro-nique d'un village, Bolgarsky Pissatel, Sofia, 1975.
- Yordan Raditchkove, Midi torride, Narodna Cultura, Sofia, 1965.
- Dimitri Velev, Yar (la Colère), Narodna Mladej, Solla, 1975.
- \* Raditchkov doit être édité prochai-nement chet Gallimard et des contacts ont été pris pour la traduction en français d'autres écrivains.

sance, dans les quatre littératures slaves. Le plus important chez Popov n'est pas seulement l'exode rural en tant que phénomène social et économique, mais surtout le phénomène psychologique et l'univers intérieur de ces hommes et de cette femme (la grand-mère Nedelia) qui vivent encore dans le village. La Chronique d'un village renferme une quarantaine de récits présentés sous forme de dialogues. Le narrateur s'éclipse pour céder la place à ses personnages qui nous révèlent leur angoisse personnelle et les déchirements qu'ils vivent dans cette période de mutation où le village n'est plus ce qu'il était. Il est évident que Popov attache beaucoup d'importance à la psychologie et eux problèmes intérieurs de l'homme. Le lien entre l'univers intérieur et l'événement chez des personnages comme la grand-mère Nedelia, Gorski on Bossio, donne au récit beaucoup de force et d'élan, soutems par des images et des métaphores frappantes. Les faits objectifs sont eux-mêmes choisis en fonction de leur valeur révélatrice : les villes, qui représentent une promocion sociale grâce an niveau culturel et aux salaires plus élevés, attirent pratiquement tous les jeunes; c'est ainsi que nous observons la disparition des lignes de chemin de fer qu'empruntaient jadis les paysans pour transporter jadis les paysans pour transporter

#### Par MONCEF IDIR \*

leurs marchandises aux bourgs on se tlennent les marchés. Aujourd'hui, le train ne passe plus par le village.

Les récits Uns nuit de lune et le petit oiseau marquent peut-être le sommet de la réussite littéraire d'Ivan Popov dans les Racines : chronique d'un village. La grand-mère Nedelis, dans le premier de ces deux récits, est le personnage le plus marqué par une angoisse profonde qui l'entraîne à la limite de la démence. Dans son village qui se vide, elle communique avant tout avec les morts du cimetière où elle passe ses journées et, la nuit, elle se livre à la Lune, toute nue, ses cheveux biancs toubant sur ses épanles, et se met à danser dans la cour de sa maison. Elle dialogue avec la Lune par des gestes, des sons, et «...cette musique qui caresse et traverse son corps, vers laquelle elle tend les mains comme pour la capter, la garder, finit pur lui échapper». Etrange personnage que cette vieille femme pour son voisin Datcho et son ami Gorski qui la regardent par le trou de la serrure. Les deux hommes se demandent que faire : l'envoyer dans une ambulance pour la faire examiner par un médecin, ou la tuer avec le pistolet de Gorski, qui voit pour la première fois de sa vie un corps flétri de vieille femme. Finalement, ils décident de la laisser tranquille et de n'en parier à personne pour qu'on ne se moque pas de leur village, maigré le risque de contagion qu'elle représente pour les antires femmes. Quant à la grand-mère Nedelia, qui n'accorde aucme importance à son voisin, elle continue à dialoguer avec la Lune, à vivre à sa manière parmi les sons qu'elle repoit le jour au cimetière et la nuit chez elle, Entre le vilage et le cimetière, elle continue à vivre parmi les morts-vivants, dont, selon elle, Datcho fait partie, et les morts véritables. La grand-mère Nedelia, reste le personnage le plus camples de tout ce-que nous avons rencontré jusqu'ici, aussi bien chez Popov que chez, les autres écrivains. L'univers étrange de cette vieille femme qui trouve son équilibre dans ce que les autres crolent être un déséquilibre est une réussite en son genre. Le village qu'elle alme n'est plus changer. Les récits Une nuit de lune et le Petit oiseau marquent peut-être le sommet de la réussite littéraire d'Ivan



plein de superstitions, un peu bête mais réaliste — il aliume une bougle à l'église pour Dieu et une autre pour le diable, — une allure très souvent absurde mais pleine de verve

souvent absurde mais pleine de verve et d'humour tragique. Les personnages que peint Raditchkov ressemblent a ceux de Jérôme Bosch. Ainsi, Raditchkov se trouve à la tête de la littérature grotesque et fantastique représentée, outre le XX siècle, par le récit Midi torride et la pièce de théâtre Janvier fou.

L'ENFILAGE DU TABAC

Dans le Petit oiseau, on assiste à un phénomène de communication entre l'homme et un élément de la nature, l'oiseau. Bossio, qui a feint entre l'homme et un élément de la nature, l'oiseau. Bossio, qui a feint d'être muet pour échapper au service militaire et n'a pas parlé depuis cinquante ans, communique avec un petit oiseau qui lui transmet des messages. Il se trouve que Bossio oublie un mot de ces messages lorsqu'il veut les transmettre aux autres par gestes. Il s'agit d'un mot qui convient à tous, mais dont il ne parvient pas à se souvenir. Nous ne le connaîtrons pas car, lorsque Bossio se décide à parler pour dire tout ce qu'il a sur le cœur, on lui recommande de ne pas dire n'importe quoi. En fin de compte, il reste plongé dans son mutisme, attendant que le petit oiseau lui livre ses secrets.

Les thèmes qui dominent les autres récits de la Chronique d'un village touchent à la vie de tous les jours. Le général llarion, Bossio, Gorski, reflètent la réalité vécue d'un village que les musiciens tsiganes abandonnent parce qu'il n'y a plus d'enfants à baptiser, plus de fêtes à célébrer. A côté de ce village du passé, qui devient objet de contemplation, on trouve un village qui supporte tant bien que mal la nuitation que lui dicte l'histoire en contribuant à l'effort de production, demandé. Ivan Popov accorde une attention particulière auv destin de ces hommes condamnés à vivre dans des lieux qui se dépeuplent et où la projection de l'avenir est presque absente. Ses personnages sont des gens simples et modestes, mais dont l'univers psychologique n'est pas sans complexité.

# Les problèmes qui se posent au village ne sont pas certes pas spécifiquement bulgares. L'abandon de leur terre par les paysans entraîne ailleurs les mêmes perturbations psychologiques, la même absence d'équilibre et d'épanouissement.

Pourtant, en Bulgarie, un courant très fort se dessine, dont font partie les quatre auteurs évoqués, qui choisit de privilégier ces problèmes plutôt que ceux du « plan ». Il leur permet ainsi, chacun à sa façon (et il faut insister sur cette diversité de langage et de style), d'aller à contre-courant d'une mode réaliste socialiste qui veut négliger le village au profit de la ville. Cette préoccupation, toute en mances, toute en finesse, fait ellela ville. Cette préoccupation, toute en mances, toute en finesse, fait ellemême écho à la « roublardise » paysanne, prolonge la tradition culturelle du pays (rattachée an village avec Elin Peline, Yurdan Yofkof, etc.) et donne un élan particulier à la littérature bulgare par ailleurs assez « sage ». Il n'y a pas de phénomène de littérature marginale comme dans d'autres pays de l'Est, donc pas de vrais « dissidents ».

Les lecteurs français ne vont sans doute pas tarder à découvrir, grâce à des traductions, qu'il existe au-delà du Danube des... paysans, certes, mais aussi des écrivains de l'envergure de Machado ou de Borgès!

N. Gornenski, les Classes sociales en Bulgarie, éd. Sciences et Arts, Sotia, 1967. Eucyclopédie bulgare, éd. de l'Aca-démie des sciences de Sotia, 1974.

# A la manière de Jérôme Bosch

Enfin, on peut citer Yordan Raditchkov, qui a vécu toute son enfance dans son village natal des Rodopes d'où il tire une connaissance

plus changer.

\* Docteur en études slaves, université de Paris VIII.

# serieuse de la psychologie du paysan de cette région. Dans son recueil de récits, le XX\* siècle, le villageois arrièré se trouve subitement aux prises avec les conditions de v'2 modernes. Le choc qui en découle donne à ce paysan bulgare, rusé,

sérieuse de la psychologie du paysan

- L'ambassadeur des Etats-Unis et bims Arfhur A. Hariman ont donné une réception le 4 juillet à l'occasion de, l'. « Independance Day ».
- A l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance et de la fête de la paix et de l'unité nationale, l'ambas-sadeur du Rwanda et Mms Jules Kananura ont offert une réception le 5 juillet.
- M. Camille Dumont, ambassadeur du Luxembourg, a donné une récep-tion le 12 juillet à l'occasion de son départ de France.
- A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République d'Irak et Mme Mundhir Tawfik Al-Wandawi ont offert une réception le 17 juillet.

#### Calendrier des fétes nationales 16-31 AOUT

- 17 GABON Fête de l'indépendance
  17 INDONESIE An niver saire de l'indépendance
  19 AFGHANISTAN Fête nationale
  23 ROUMANIE Fête de l'indépendance
  25 URUGUAY Fête de l'indépendance Fête de l'indépen-31 MALAISIE
- 11 TRINITE-ET-TOBAGO 14-15 SEPTEMBRE
- Pête nationale 1 LIBYE
  2 REP. SOCIAL.
  DU VISTNAM
  2 SAINT-MARIN
  3 QATAR
  6 SWAZILAND
  7 BRESIL
- 15 GUATRIALA Fête de l'Indépendance
  15 NICARAGUA Fête de l'Indépendance
  15 NICARAGUA Fête de l'Indépendance
- 2 REP. SOCIAL.
  DU VIETNAM
  2 SAINT-MAEIN
  3 QATAR
  4 STE Nationale
  5 SWAZILAND
  5 Tet nationale
  7 BRESIL
  5 EVACABLE
  12 ETHIOPIE
  15 EL SALVADOR
  15 COSTA-RICA
  15 GUATEMALA
  Fête de l'indépendance
  6 SUATEMALA
  Fête de l'indépendance
  7 SUATEMALA
  Fête de l'indépendance

- L'ambassadeur de la République populaire de Pologne et Mine Tadeusz Clechowski ont donné une réception le 21 juillet dans les salons de l'am-bassade à l'occasion de la fête natio-
- A l'occasion du XXVIº anniversaire de la révolution, l'ambassadeur de la République arabe d'Egypte et Mme Mohamed Hafez Ismail ont offert une réception le 21 juillet.





Objectif prioritaire pour Citroen: mettre à votre disposition, grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, les voitures que vous souhaitez. La CX Pallas, au confort exceptionnel. la CX Prestige, une limousine de grande classe.

Citroën vous propose un éventail de modèles adaptés à vos désirs comme à vos besoins.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars vous fournira sur demande, tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris. Télex TT Citro 204.833 F. Tél. 567.55.62

**CITROEN** 

# L'homme devant son avenir

# PEUT-ON SE FIER **AUX PREVISIONS?**

Aussi loin qu'on remonte dans le temps, les hommes n'ont cesse de scruter Pavenir. Qu'ils observent les astres ou auscultent les entrailles d'un poulet, une même question les angoisse : de quoi demain sera-t-il fait? Et devins, mages, prophètes, diseurs de bonne aventure de leur prédire des miracles qui n'arrivent jamais.

Temps révolus? C'est vite dit : l'astrologie se porte bien, et l'on se bouscule dans les antichambres des extra-lucides. Mais il est vrai qu'ils n'occupent plus le devant de la scène, où d'autres leur ant succédé. Qui se disent plus sérieur. Scientifiques. Qui ouvrent devant nous des dossiers remplis de chiffres, de calculs, de statistiques. Qui dessinent au tableau noir des hiéroglyphes aussi obscurs que les oracles des grands-prêtres. Et qui, gravement, annoncent que le chômage va diminuer, les prix baisser, le franc se stabiliser.

Mais les prix montent, le franc chute et les chômeurs augmentent. Les prévisions d'aujourd'hui sont-elles aussi peu crédibles que les boniments d'autrefois? Pourquoi tant de comptes — et de mécomptes? (1).

I fécoutais les prévision-nistes, je ferais jaillite. » Propriétaire d'une petite fabrique d'extincteurs, M. Antoine Tillié se gausse de ces technocrates qui, à l'abri de tout risque, jonglent avec les pronostics et se trompent régu-lierement.

als produit de leurs cogitations n'est qu'un calcul, qu'ils peuvent à tout moment carrière. Mais, pour un chef d'entreprise, prévoir, d'est prendre une décision qui engage l'avenir.

» Imaginez que fentrevoie un marché possible, qu'un organisme, avec lequel fai délà conclu un accord commercial, me soumette un projet. S'il me paraît sérieux, je m'apprête à y répondre, f'engage par exemple du personnel ou f'achète cette machine que mon chef d'atelier me réplame demis longreme. cette macine que mon chef a ate-list me réclame depuis longtemps — bref, j'investis, et ma prévision me coûte cinquante mille francs de frais généraux par mois pendant deux ans. Mais si, au dernier moment, la commande m'échappe? »

Pareille surprise est, par nature, imprévisible : l'évolution du marché, national et international, un éventuel blocage des prix, une hausse du coût des transports ou des charges sociales, une brusque accélération de l'inflation, une série de grèves — autant de paramètres que « personne ne contrôle ». Si bien qu'un chef d'entreprise s'en remet à son intuition : c'est un « improa son intuition: c'est un e impro-visateur permanent ». Et souvent perdant: depuis vingt ans, une entreprise (petite ou moyenne) sur deux a déposé son bilan.

Faute de prudence? Pour la plu-Faute de prudence? Pour la plu-part, certainement pas; car les précautions — les prévisions — n'empêchent rien. Tel ce P.-D. G. d'une entreprise de matériel élec-trique qui emploie quatre cents personnes. Il y a sept ans, son, affaire marche si bien qu'il décide de construire une deurième usine en province. Il consulte des experts, prospecte et choisit une région que toutes les études estiment promise à un développement certain. Confiant, il emprunte et investit : aujourd'hui. il emprunte et investit : aujourd'hui, il est au bord de la fallité temps, la conjoncture s'est modifiée, du matériel allemand — plus per-fectionné, moins cher — a occupé le marché, et les commandes atten dues ne sont pas venues. Quand le temps modifie constamment les données, que peut-on prévoir? », demande A. Tillié.

demande A. Tillié.

De fait, et quelles que solent les dimensions de l'entreprise, il u'est pas de prévision qui ne soit régulièrement démentle : à Fos, où l'on projetait l'installation d'un troisième haut fourneau, seul l'un des deux déjà construits est encore en activité; dans les Alpes et à l'Est, le trafic autoroutier est inférieur de moitlé aux pronostios (2); les seize Concorde coûteront vingt-deux milliards de francs, au lieu des deux milliards prévus en 1962 pour cent cinquante appareils au pour cent cinquante appareils au moins (3); les objectifs du VI° Plan moins (3); les objectifs du VI° Plan
— qui misait sur une croissance
continue — n'ont pu être atteints,
et les comptes officiels pour 1977
comportent plus d'une erreur (4).
A quelque échelle — régionale,
nationale, mondiale — qu'elle se
situe, toute prévision chiffrée est
une prévision fausse.

Entre actres, parce qu'on extra-pole. Qu'on projette sur l'avenir les tendances da présent. En négligeant, souvent, une donnée capitale. Tel sentances da present. En herngant, souvent, une donnée capitale. Tel Herman Kahn — à qui le cabinet de P. Messmer demande, en 1972, d'esquisser les grandes lignes du développement de la France dans les prochaines années. Les perspectives — à un an de la crise — sont euphoriques : en 1980, le PNB. de la France par habitant sera supérieur à celui de l'Allemagne fédérale, en 1985 à celui de la Suède. « Qu'a jait H. Kahn? commente Philippe Barret. Il a pris le taux de croissance des quinze années précédentes, et l'a appliqué aux quinze suivantes — le tout, calculé en dollars. En oubliant que, de 1958 à 1972, le franc a perdu la motité de sa valeur. S'il avait également projeté les taux de change, il aurait obtenu un scénario inverse, d'ailleurs plus proche de la réalité.»

L'estimation des dépenses petro L'estimation des dépenses petro-lières n'est pas plus exacte. Aux certitudes optimistes d'avant la crise — le prix du pétrole, croyatt-on, ne pouvait qu'obéir à la loi du coût décroissant, — en ont succédé d'au-ires, tragiques : supposant constant, ou en légère hausse, le prix du haril en 1974, bien des économistes prédirent que les Arabes encaisse-ralent d'ici à 1980 des revenus fabu-leux : n'aliaient-ils pas acheter la raient d'ici à 1980 des revenus fabu-leux : n'aliaient-ils pas acheter la City, la Bourse, Paris et ses build-ings? On oublia, simplement, que les Arabes raisonnaient selon la théorie classique de la rente (de l'impôt que prélève un propriétaire pour subvenir à ses besoins) — autrement dit, qu'en modulant le prix du pétrole selon leurs possi-bilités d'investissements, ils rendaient vaine toute projection mécanique. Dernier exemple : les prévisions

Dernier exemple : les prévisions

#### Enquête de MAURICE T. MASCHINO

démographiques, qui n'échappent pas aux vicissitudes propres à toutes les prévisions chiffrées. « La démographie, dit Ph. Barret, est le lieu de toutes les erreurs » Faut-il rappeler les estimations extravagantes des uns et des autres ? Avengles sur leur propre évolution ille reconseleur propre évolution ile recensement de 1960 constata une errent

de vingt-cinq millions par rapport sux calculs effectués treize ans plus tôt), les Américains l'ont été éga-lement sur celle de la France : en 1970, elle aurait dû compler trente-six millions d'habitants.

S'il existe bien des facteurs (éco-

qui incitent les couples à réduire ou à augmenter le nombre de leurs enfants, aucun démographe n'a pu établir de corrélation stable entre ces multiples déterminants. Selon les modes de calcul et les variables retenus, la France, par exemple, aurait en l'an 2000 de soixante à soivante millons d'habitants. soixante-quinze millions d'habitants.

# De faux prophètes

DEJA inhérente à tonte préviston quantitative, l'erreur est également consubstantielle aux prévisions sociales et politiques. Sans doute l'admet-on mieux après coup : c'est qu'ici, déponillées

individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes », si même ils ne sont pas «fomentés» par eux; en 1956, il rappelle que «le droit au divorce n'implique pas l'obligation de divorcer» et rêve

dra le président Nasser à plus de « sagesse », il se trompe, une fois de plus.

Prospérité à l'intérieur, grandeur au-dehors : l'histoire n'a cessé de tourner en dérision les prévisions



de tout appareillage mathématique

de tout appareillage mathématique et s'exprimant dans un langage que les apparences de la «scientificité» ne rendent pas inintelligible, ces prévisions se préventent plus volontiers pour ce qu'elles sont : au mieux des hypothèses, au pire des opinions ou des vœux pieux. Que l'histoire, dans les deux cas, se charge généralement d'infirmer.

Bans remonter à Emile Paguet, pour qui, en 1899, «l'histoire a désormais des chances d'être moins accidentée, moins pittoresque et moins dramatique» (cela, commente B. de Jouvenel, «quinze ans avant la première guerre mondiale, dixhuit aus avant l'avènement de Lénine» (5), saux insister sur Condorcet, quil décrète — en 1784 — que «les guerres et les révolutions deviendront à l'avenir moins fréquentes», ni sur Marx, pour qui «l'ouvrier moderne. dessend toujours plus tard, au-dessous même des conditions de vie de su propre classe (6) », qu'on se rappelle ce que tant d'ècrite, tant de discours et de pronostics affirmaient, dans les années 60, de l'évolution de la société française.

Convaincus de la continuité et des bienfaits de la croissance, la plupart des commentateurs annoncaient l'avènement de la société d'abondance (qu'ils découvraient en pointillé dans la société d'abondance (qu'ils découvraient en pointillé dans la société de consommation), l'automatisation rapide des tâches et l'élévation des loisirs. L'Europe entrait dans l'ère post-industrielle, les différences de olasses s'estompalent, c'était la fin du politique, la mort des idéclogies. Sans doute, à la périphérie, la situation était-elle moins paisible; mais les premiers soubresauts de la décolonisation n'ébranlèrent pas l'assurance des hommes politiques : pas un ne comprit que l'empire s'écroulait, chacun promit la fin prochaine de l'asgrétion», « L'Algérie, c'est la France, et la France ne reconnaîtra pas chez alle d'autre autorité que la sienne, déclare le 7 novembre 1954 F. Mitternand, alors ministre de l'intérieur; « le gouvernement, ajoute-t-ii le 11 novembre, veillera à ce que nos conottoyens d'Algère auche

encore d'une «union française véri-table (8) ». De son côté, M. Mendès France denonce a la polonté crimi-nelle de quelques hommes »; et quand le gouvernement Guy Mollet se persuade que, en larguant ses pa-rachutistes sur l'Egypte, il contrain-

des spécialistes de l'économie et de la politique. Et, régulièrement, de les prendre de court.

Là encore, la liste est longue des événements, brusquement surgis, que l'on ne perpoit même pas alors que, déjà, ils informent le réel. Tels ces manifestants qui jurent que « le fascisme ne passera pas » quand dejà il s'installe, que d'hom-mes politiques, que d'« observateus avertis » u'ont rien prevu, ni même

vu i Citons par exemple la défaite de Dien Bien Phu — que l'on crut, jusqu'au dernier moment, impossi-ble, — l'exode des Français d'Algérie bie, — l'extode des Français d'Algerie
— que les accords d'Evian n'envicagealent pas, — les «événements»
de mai 68, ou encore l'après-mai :
n'est-il pas évident pour tous à
l'époque, que «quelque chose a
changé», que «rien ne sera plus
comme avant»?

Et pourtant ! « [Les] ouvriers (...) cherchent du travail et n'en trouvent pas. Les empoi-gnades, les homélies et les apostrophes des hommes politiques de tout bord paraissent à ces jeunes, au mieux plutôt comiques, au pire tout à fait inutiles, presque tou-jours incompréhensibles. Heureusement, la télévision est là pour détourner l'attention vers les vrais problèmes : (...) l'encombrement des autoroutes, le tiercé, qui conti-nue d'avoir le dimanche soir priorité sur toutes les antennes de France.

Quel cynique aurait prédit que cette radioscople de la France établie par P. Viansson-Ponté en mars 1968 (9) garderait, dix ans plus tard, toute son actualité? Qui presentait l'extraordinaire souplesse du système capable de reprendre à son l'extraordinaire souplesse du système, capable de reprendre à son compte (ne serait-ce qu'en les commercialisant et, par là, en les désamorçant) la plupart des revendications qualitatives? Même si les visées sont différentes, la droite, comme la gauche, parle aujourd'hui d'écologie et n'hésite pas à aborder, an moins dans ses discours, certains problèmes : statut de la femme, condition des détenus, réduction des inégalités: Mai 68, ballon tion des inégalités mai 68, ballon d'oxygène pour l'ordre établi, qui l'eût dit? Fin rapide du gauchisme, retour au calme dans les entre-prises et les lycées, qui l'eût cru? prises et les lycées, qui l'eût cru?
Prévisions, ou imprévisions, des
hommes (quelle différence?), surprises de l'histoire: de ce rendezvous toujours manqué, faut-il accuser la légèreté des uns, les ruses
de l'autre? Sommes-nous condamnés à l'impulssance et à l'erreur,
objets dérisoires de forces qui se
jouent de nos calculs et les déjouent
sans cesse? Passent encore les facéties des princes: elles scraient
probablement moins tragiques, si la
politique u'était pas l'un des rares
métiers qu'on pût exercer sans l'avoir
jamais appris.

jamais appris. Les inquiétudes viennent d'ailleurs
— de ceux-là mêmes qui, équipés
des machines les plus perfectionnées, pourvus des statistiques les
plus fines, disposant de modèles
hautement élaborés et d'un langage
mathématique d'une extrême rigueur, se trompent, semble-t-il, avec
obstination. Par accident, ou à cause
de la nature même de leur tâche? de la nature même de leur tâche?

# Improvisation, bureaucratie chasses gardées

ANS doute faut-il incriminer d'abord une série d'obstacles conjonctureis, qui tiennent à la situation de la prospective en France. Si surprenant que cels puisse paraitre, les étades à long terme (quinsevingt ans) datent d'hier, ou d'avanthier; jusque-là, aucun gouvernement ne s'est préoccupé d'évaluer avec rigueur les besoins du pays, ni même de dresser un inventaire: cr comment prévoir — et prévoir juste — à court terme, si l'on ne prête pas attention au dynamisme

juste — à court terme, si l'on ne prête pas attention au dynamisme des processus à l'œuvre dans le présent? Cela fait six ans qu'on s'en inquiète :

« Aucune étude de prospective sectorielle n'a été réalisée entre le l' et le V' Plan inclus, constate Bernard Cazes. Le genre ne commence à exister qu'avec le VI' Plan (1971-1975), où l'on voit se créer neuf groupes de travail qui couvraient les aecteurs suivants : affaires culturelles, agriculture, énergie, industries de transformation, logement, postes et télécommunications, recherchs, santé, transports (10). "

Certains domaines ne relèvent pas

cations, recherchs, santé, transports (10). a
Certains domaines ne relèvent pas encore de la prospective, par exemple « les ressources naturelles autres que l'énergie ». Ou l'éducation : si le ministère se préoccupe de l'avenir, c'est, comme la défense, « intra muros », pour lui-même, « en dehors du cadre des procédures officielles de planifications. C'est-à-dire souveraineté que ses dimensions mêmes rendent dérisoires : hors les murs d'autres exigences surgissent, d'autres projets, élaborés eux aussi dans le secret des cabinets. Affrontements, ajustements : de toute façon, le compromis, toujours provisoire, ne répond que très imparfaitement aux exigences de la situation.

On rencontre ici i'un des obstacles principaux auxquels se heurtent en France les études prévisionnelles : France les études prévisionnelles : elles se poursuivent dans des organismes qui, pour être officiels, n'en sont pas moins indépendants. INSEE, DATAR, GRESI, commissariat général au Plan, cellules de prospective dans différents ministères — autant de centres, autant de prévisions. L'éparpillement des recherches nuit à leur rigueur, d'autant plus qu'à s'inscrire dans les structures bureaucratiques / hiérarchiques en place elles reflètent davantage les préoccupations ou les intérêts antagonistes des services que la réalité. Quand elles ne sont pas victimes, comme tous les rapports, de multiples remaniements, au fur et à mesure qu'elles se rapprochent du sommet :

mesure qu'elles se l'approchent du sommet:
« Lorsque M. Jobert créa au Quai d'Orsay un centre d'analyse et de prévision, dit l'un de ses anciens collaborateurs, il le mit sous son autorité directe. Imaginez qu'un scénario suive la voie hiérarchique: quel directeur, par routine, sclérose ou crainte de son supérieur, laissera passer des hypothèses qu'il juga farfelues? Il corrigera, atténuera : arrivé sur le bureau du ministre, le rapport, incdore et sans saveur, ne prévoira que ce que le dernier intermédiaire croit convenir au ministre.» ministre. »

ministre. »

Il est vrai que certains organismes, tel le commissariat général au Plan, ont toute latitude pour prévoir : c'est, très précisément, leur fonction. Mais leurs prévisions n'ont qu'une valeur indicative : le ministère des finances ne retient, quitte à les modifier au passage, que celles qui lui agréent :

« Tout organisme de prospective, dit un ancien conseiller d'un expremier ministre, se heurte à la

toute-puissance de la Rue de Rivoli. Budget, Trésor, commerce extérieur les finances contrôlent les moyens indispensables à la mise en œuvre de n'importe quelle politique. Parelle concentration des poultique. Parélle concentration des poupoirs leur confère une prééminence absolue: le commissariat au Plan — qui n'est pas associé aux grandes décisions économiques — propose, les finances disposent. Ainsi ont-elles empêché l'exécution du PAP, programme d'action prioritatre prévu par le VIII plan.

2 Comment s'étonnes de l'éconé.

or comment s'étonner de l'incohé-rence ou de l'irréalisme de la poli-tique économique du gouvernement, quand les travaux qui devraient la rendre plus opératoire sont systé-matiquement ignorés ou déformés?

(1) Parmi tous ceux — sconomistes. sociologues, hommes politiques, haots fonctionnaires, cheib d'entreprise — qua nous arons rencontrés et dont beaucoup ont préféré garder l'anonymat, citons, entre autres: Philippe Barret, Bernard Bruhnes, Banni Calliaret, Jacques Capdevielle, Barnard Cases, Yves Chaigneau, André-Clément Decoufé, Christian Coux, Michel Jobert, Benri Mendras, Pierre Piganiol, Antoins Tillé, Alain Touraine.

(2) Cf. le Monde, 4 novembre 1971.

(3) Cf. P. de Closets, la Franca et als mensonges, Denosi, Paris, 1977, pages 12-65.

(4) Cf. le Monde, 3 novembre 1977.

(5) E. de Jouvenel, Fart de la conjecture, Esdémis, Paris, 1972, page 85.

(6) Manifeste communiste.

(7) Cf.. sur cette périods, P. et C. Jéanson, Paligier hors la loi, Le Seuil, Paris, 1956.

(8) Sur l'attitude du P.C.P., cf. J. Moneia, le P.C.P. et la question coloniale, Maspero, Paris, 1973.

(9) Le Monde, 15 mars 1968.

(10) B. Cazes, « L'utilisation des études à long terms dans la planification française», Consommation, p. 2, 1874.

Choix et ba

2500

A TOTAL CONTROL OF THE PROPERTY OF THE PROPERT - ೧೯೯೮ ನೀಡಲಿಯ ಸ ನೀರ್ ೧೮೧೬ - ವಿಶ್ವಕ್ಷಣ

TOWNER COMMENTS
TO THE STATE OF THE STATE OF

1.70. 34114

# Une économie ouverte à tous vents

PRISONNIERS de structures figées qui se prétent mal à se moquent, finalement, des exigences (ou des possibilités) objectives, puisque, en dernier ressort, ca sont des intérêts de caste qui l'emportent, les centres de prospective sont encore handicapés par l'étroitesse (propre aux institutions dont ils dépendent ? à la mentalité qu'elles entretiennent ?) de leur champ d'activité : il se limite, pour l'essentiel, à l'Hexagone.

« Si l'on met à part le rapport 1985, observe B. Cazes, les études prospectives réalisées pour le VI° Plan ont été remarquablement « introverties », comme si le seul aventr praiment important à long terme était celui qui se déroulait à l'intérieur (du pays) (11). » Les fenêtres ont beau s'entrouvrir. Le vision reste trèse s'entrouvrir, la vision reste très

«Nous n'avons quère de bons connaisseurs des économies alle-mande, anglaise ou américaine, constate un responsable de l'INSEE. On se contente d'hypothèses, qui

ne sont, la plupart du temps, que la rationalisation de nos désirs; ainsi le gouvernement a-t-ll misé en vain, cette année, sur une croissance plus importante des pays voisins pour accroître nos exportaints eller

Mais les estimations seraient-elles moins subjectives, plus larges les perspectives, que pourrait-on prévoir de l'évolution d'un système qui est partie intégrante de l'ensemble mondial? S'il est possible de contrôler une économie fermée, pareille tâche devient une gageure dans une économie ouverte. nomie ouverte.

nomie ouverte.

Fluctuations du marche monétaire international, mouvement des capitaux, structure des échanges, hausse éventuelle des matières prémières, surproduction ou stagnation—tontes ces variables, qui sont interdépendantes et qui subissent, de eurcroft, les contrecoups de décisions ou d'événements politiques (changement de régime, par exemple), échappent à toute mesure précise. « On peut appréhender assez faci-lement les lignes de développement d'un système clos, dit Yves Chaignesu. Si l'on prévoit une augmen-tation des revenus et de la consom-mation, par exemple en textile, on peut compter, sans grand, risque d'erreur, sur une augmentation de la production.

3 Les mêmes prévisions sont impos-tilles mêmes prévisions cont impos-

a production.

a Les mêmes prévisions sont impossibles dans une économie oùverie : personne ne sait exactement de quel pays viendra le textile acheté, quels seront les prix, ni les répercussions sur la production locale (fermeture d'usines? reconversion?), ni même si c'est du textile que les consommataurs achèteront : qu'un pays inonde le marché d'un autre produit, n'est-ce pas lui qui Trainera les dépenses? n

Et Y. Chaigneau de comparer la situation présente à une guerre de mouvement : si l'objectif est de prendre une colline, on ne sait pas à l'avance quel sera le cheminement des blindés, ni le plan da voi des avions — eux-mêmes fonction des dépliscements, en grande partie imprévisibles, de l'adversaire. « Ce qu'on peut jaire, au mieux, c'est de prévoir une réserve de puissance pour jaire jace à l'imprévu. »

# Les temps multiples

N ne contrôle pas plus le temps que l'espace. Ou plutôt, ce qui pervertit dans son principe même la meilleure prévision, c'est moins le temps — qui passe, comme on sait, et en passent modifie les données — que la diversité des temps. Le temps, comme l'espace, est pluridimensionnel et, dans une même formation sociale, les groupes, les institutions, les indivious coexistent dans des durées différentes : on les connaît très mal, on les maîtrise encore moins.

moins.

Qu'on songe, par exemple, à la pluralité des temps inclus dans un acte politique de gestion courante : à ceiui de la décision (qui luimeme se subdivise en plusieurs phases : on se rappelle combien d'années il fallut à un ministre pour obtenir le reclassement d'un millier de « giaisiers ») (12), succède celui, plus long, de l'exécution (la loi Neuwirth attendit sept ans ses décrets d'application), quand, entre-temps (justement), des éléments perturbateurs ne l'out pas rendue impossible : par exemple, le refus, actif ou passif, d'un groupe social (commerçanis, consommateurs, privilégiés).

privilégiés).

Quelle prévision peut « tenir ensemble» la multiplicité des temps (technique, politique, économique, social, éventuellement géologique) qu'implique toute entreprise collec-

tive? On sait, par exemple, qu'il faut six ou sept ans pour construire une centrale a une durée de vie de vingt ou trente ans, que les déchets radioactifs restent dangereux pendant des milliers d'années:

« La nature et la dimension des risques nucléaires objectifs exigent donc sur une très longue période — sans terme concevable — une stabilité politique et sociale presque totale... L'atome implique... la paix absolus, sociale et étrangère, à n'importe quel prix et sur des décennies ou sur des siècles (13). »

Qui peut prétendre que ces conditions seront jamais réunies? On qu'un tremblement de terra, un affaiblissement de terrain, une éruption volcanique ne projetteront pas à la surface les déchets enfouis?

La distorsion des temps, l'interdépendance des lieux et, d'une façon plus générale, l'enchevêtrement des données qui constituent le réel obligent le prévisionniste à opérer une sélection. La nature des « coupes » pratiquées, la qualité des informations retenues et les instruments utilisés pour leur éollecte, la mise en forme des observations, leur fonction sociale ou/et politique — autant de facteurs qui contribuent à structurer la réalité telle qu'êle est. perçué. est, perçué. Récité réalité mest pas une donnée ... en soi, un déjà-là, ou une « nature »

qu'il suffirait de mieux regarder pour la mieux connaître. Composée de toutes sortes de niveaux (régions, nations, groupes de nations), susceptible d'approches diverses (technique, économique, politique, historique), observable selon des échelles d'iférant es (années, décennies, siècles) et prenant, selon l'échelle utilisée, une configuration particulière, la réalité qu'étudie le prévisionniste n'est nullement « objective ». tive ».

Ou plutôt, ce n'est pas un objet extérieur à l'observateur : elle n'apparaît qu'en fonction des instruments' qui la découvrent et telle qu'ils la découvrent; loin d'être, une donnée brute, o'est une donnée « brutalisée » — le produit d'une

chritaiisée » — le produit d'une opération.

Tout prévisionniste est donc étroitement impliqué dans son objet — terne, souriant ou effrayant selon la grille qu'il ini applique, les dimensions qu'il lui confère ; qu'il mette en lumière les milie et une ressources de la technique, les multiples systèmes de sécurité déjà en place, et une centrale nucléaire apparaît aussi inoffensiva qu'un joujou ; mais qu'il souligne les périls qu'un cataclysme naturel ou politique peut entrainer, et la centrale devient un monstre diabolique ; s'efforce-t-il de nuancer les perspectives, et est encore ses choix, en filigrane, qu'elles reliétent.

# Choix idéologiques et barrières mentales

HOLX idéologiques d'abord implicites ou explicites, ils orientent ses recherches. Re-garder, dit Christian Goux, c'est garder, dit Christian Goux, c'est dejà interpreter. Rassembler les faits, les organiser, formuler une hypothèse n'est pas neutre. Mais implique, au contraire, qu'on se réfère à une théorie sociale: sans théorie, pas même d'observations. «Un technicien n'est jamais impartial, dit M. Bruhnes. A chaque nipeau d'hypothèse, il intervient, donne un coup de pouce, s'engage. Partie intégrante du politique, l'économique n'est pas le champ clos d'une scientificité abstraite — une scientificité oui n'est d'ailleurs fagarder. nomique n'est pas le champ clos d'une scientificité qui n'est d'allieurs jamais « pure » et qui reflète, jusque dans ses concepts les pius élaborés, la pratique sociale de son temps (14). Ainsi voit-on économistes de gauche et de droite déchiffrer autrement la situation présente. Issus des mêmes écoles — ENA, Polytechnique, — its ont pourtant reçu la même formation, leur savoir est identique ; mais l'utilisation qu'ils en font est précisément l'expression de leur engagement politique. Un engagement qui les incite, par exemple, à voir dans la crise actuelle un écart par rapport à la normalité, ou le signe avant-coureur d'une remise en cause radicale du système; fondées sur des prémisses aussi opposées, leurs prévisions, et leurs propositions, seront évidemment différentes.

Aux options lécologiques s'ajoute

Aux options idéologiques s'ajoute ce que A.-C. Decoufié appelle les

A force de penser l'histoire en termes de processus, structures, forces productives, on en est venu à minimiser — parfois à nier ou ignorer — tout ce qui relève de l'initiative humaine, du choix volontaire, de la libre décision. Comme si une nouvelle fatalité s'était abattue sur le monde. Comme et les choses avaient pris la place

et les choses avaient pris la place des hommes : pétrole, atome, solei, démographie, autant de forces qui, telles les divinités de la mythologie grecque, régenteraient la vie des

e Prévoir, dit Alain Touraine, c'est

e Prevoir, dit lain l'ouraine, t'est présupposer que l'histoire s'accomplit en dehors de l'intervention humaine. On prévoit quand on ne décide pas. Signe d'une société qui doute d'elle-même, cette attitude apparaît dans les époques de décadence: à la fin de l'Empire romain, on incriminait les Huns et les Wisi-

«L'avenir

est notre affaire»

c barrières mentales ». Connaissances, habitudes de pensée, préjugés, idées reçues constituent autant d'obstacles à un élargissement on à un renouvellement des perspectives, et provoquent comme une syncope de la lucidité. De Galilée à Niepce, Edison ou Louis Lumière, sans oublier Darwin, Marx on Frend, la liste est longue des découvreurs d'abord longue des découvreurs d'abord incompris, des hypothèses écartées

longue des découveurs d'abord incompris, des hypothèses écartées a priori :

« En 1925, un journal de médecine juge « criminelle » la poursuite des recherches sur la transfusion sanguine. En 1926, le professeur A. Bickerton démontre l'impossibuité mathématique d'envoyer une jusée sur la lune... Au début du siècle, la plupart des scientifiques excluent (même) la possibuité de vol d'un appareil-plus-lourd-que-l'air (15). » Est-on plus clairvoyant aujourd'hui ? Tonies les prévisions nucléaires risquent fort de reposer sur une « erreur redondante » — la stabilité à long terme du prix de l'uranium. « C'est le même raisonnement que pour le pétrole, consiste A.-C. Decouilé. On présuppose que le Niger ou le Gabon ne décideront pas, un jour, de majorer leurs prix. » Plus généralement, il n'est pas de prévision qui ne postule la permanence d'une situation, l'homogénétié et la rationalité d'un système social Prévoir, c'est, à la limite, considérer qu'une société se comporte comme une machine (A. Comte ne révait-il pas, en créant la sociologie, de fonder une « physique sociale » ? ),

goths, aujourd'hui on accuse le pétrole — on naturalise les pro-blèmes sociaux.

» C'est la fonction principale de la prévision : faire en sorte qu'une société parle de son avenir sans parler de ses structures. Qu'elle explique son naufrage par la fureur des éléments. Sans mettre en cause le capitaine. »

Ce qui peut apparaître comme l'expression d'une pius grande maitrise — projections, scénarios — n'est, en fait, que la traduction mathématique d'une impuisance. Objet, plus que sujet, d'une histoire qui se décide ailleurs, cette société semble aujourd'hui condamnée à supputer de quoi demain sera fait. Faute de mieux, elle se raconte des histoires — un scénario, n'est-ce pas mussi le canevas d'un film?, — observe la course des nuages et, à

que cette machine fonctionne selon des lois qu'il est possible de décou-vrir, que c'est donc, en quelque sorte (car toute loi mesure des constantes), une machine à répétition.

une machine à répétition.

Tel l'ingénieur devant un appareil électrique, le prévisionniste s'interroge sur les relations — qu'il estime nécessaires — entre les éléments d'un système — qu'il imagine eans vie. Comprendre l'articulation de ces éléments, découvrir l'enchainement des effets et des causes, imaginer les conséquences d'une intervention ponctuelle, toutes choses demeurant égales par ailleurs — tel est le projet de qui ausculte l'avenir. En l'examinant sous l'angle de l'épernité, comme il regarde le monde sous celui de l'impobilité.

mènes natureis — l'attitude prévisinnniste relève d'un positivisme
ménaphysique que rien ne justifie :
«Les systèmes réagissent les uns
sur les autres, dit Michel Crozier;
chaque micro-système, dans un
ensemble social, dispose d'une certaine autonomie, que personne ne
connaît. » Loin d'être une machine
— cette horloge qu'imaginait Voltaire, — une société est un être
vivant ceux qui la composent,
groupes, sous-groupes, individus —
ne sont pas des rouages inertes, mais
des acteurs — qui aiment, projettent,
fantasment, ont des passions et des
intérêts. Des hommes, en un mot,
qui ne se mettent pas en équation.

Négation du futur, assimilation des phénomènes sociaux aux phéno-mènes natureis — l'attitude prévi-

l'aide de modèles et de graphiques, s'efforce de conjurer le grain.

Sans doute n'est-ce pas totalement inutile : quels que soient les obstacles à l'établissement de justes prévisions, il reste possible d'entrevoir les grandes lignes d'un avenir immédiat. « C'est un peu comme dans le brouïlard, dit un économiste : à dix mètres, on distingue encore quelques formes. » A condition que la route ne soit pas toute en lacet, et qu'une tempête de neige ne survienne pas.

En d'autres termes, si une société n'est pas en période de crise (« Dans ce cas-là, on est paumé, dit un statisticien; toutes les prévisions américaines qui ont suint l'embaryo pétrolier se sont récéles jausses »), si elle n'anticipe pas trop (« Un homme politique qui voit clair à deux ou trois ans de distance, c'est déjà bien », estime le sénateur Henri

Caillavet), si elle se contente de prolonger à très court terme les tendances principales du moment, elle a des chances de ne pas trop

tendances principales du noment, elle a des chances de ne pas trop divaguer.

« Dès 1985, dit Jacques Capdevielle, on peut ière dans « Economie et politique » des études sectorielles très pertinentes, par exemple sur l'inflation, le poids accru des budgets militaires; dès cetts époque, certoines a na 1 y se s prévoyaient la restructuration à terme du capital, l'évolution de la balance des paiements ou la transformation des rapports de force à l'échelle internationale. Ce qui était naturellement imprévisible, c'était la forme événementielle que ces transformations prendraient. »

On peut également prévoir — puisqu' « un système, globalement, suit sa propre logique » (El Menidras) — qu'à moins de changements structurels importants, le chômage augmentera : « Depuis quinze ans, constaite Pierre Piganiol, la production industrielle a doublé sans entraîner une hausse des effectifs. Le développement économique n'exclut pas l'extension du chômage. » Plus précises encore peuvent être les prévisions qui portent sur un micro-système — S.N.C.F., Renault (il faut sept à dix ans pour réaliser un nouveau modèle), société petro-lière. « Ches nous, déclare le directeur adjoint d'une grande compagnie, tout repose sur les prévisions : le budget d'investissement est établi quinze mois d'avance et comporte des programmes qui s'échelonnent

budget d'investissement est établi quinze mois d'avance et comporte des programmes qui s'échelonnent sur deux ou trois ans. » Mais ces prévisions sont très souples : on les corrige chaque trimestre, et elles portent moins sur les objectifs à atteindre que sur les obstacles à éviter : « Dans les deux tiers des cas, on prévoit assez bien ce qu'il ne faut pas faire; pour le reste, on se fie à notre intuition;

d'opérations, dit un chercheur. Le prévisionniste s'évertue à leur donner quelque chose de plus, quelque chose de différent, dont ils ne savent que jaire. » « L'administration, dit un autre, a beaucoup de mal à jormuler ses attentes..., et lorsqu'elle repoti le résultat d'une étude, elle a à nouveau beaucoup de mal à juger de la conjormité de ce produit à ses propres attentes » (18).

Répondre à une demande ... à une

pres attentes » (18).

Répondre à une demande — à une commande, — tel est le rôle du technicien. Ses travanx ont moins pour fonction de préparer une décision que de la justifier. G. Pompidou décide-t-il d' « adapter Paris à l'automobile », les àtudes affluent, qui en démontrent la possibilité, la chiffrent, en estiment les conséquences (naturellement « bénéfiques »); V. Giscard d'Estaing prend-il la décision inverse, d'autres projets lui sont soumis, qui prévolent la construction d'espaces verts on la restauration de vieux « paroles qui

restauration de vieux quartiers.

Plus sensible aux « paroles qui plaisent qu'aux paroles qui claquent » (E. Caillavet), aux chiffres qui ressurent qu'aux calculs qui inquiètent, l'homme politique ignore genéralement les prévisions deplaisantes « Il y a peu d'hommes constitués en autoriti qui soient disposés à accuellir l'exposé des conséquences de la décision qu'ils se proposent » (19) (B. de Jouvenel). Ainsi le président Pompidou juges-t-il trop sombre le rapport sur la France en 1985 préparé par l'équipe du sociologue M. Crozier : le document attendit un an avant d'être publié.

D'autres ont ignoré les mises en

D'autres ont ignoré les mises en garde qu'experts on hommes de réflexion leur ont adressées à propos de la politique énergétique, qu'il a agisse du cri d'alarme que lançait André Siegiried il y a trente ans, ou du mémoire de Louis Armand en 1956. Et l'actuel gouvernement a pris

# Terminologie

PREVISION, prospectiva, futurologia, quand ce n'est pas divinction ou prophétie : autant de termea qui, pour beaucoup, ont tendance à se D'eû ces repères, que nous ampruntone eu Traité élémentaire de prévision

et de prospective, d'A. C. Decoufié, à paraître aux P.U.F. Si prévoir, c'est « tenter de dire quelqua chose du futur », la prévision est una démarcha commune à tous les discours sur le futur. Il n'y a donc pas liau d'opposar, antre autrea, prévision at prospective; mais si toula prospective se compose de prévisions, touta prévision ne relève pas de la prospective : cela dépend de la nature du discours « futuriste » dans lequal

elle s'inscrit.

Considéré comma destin, le futur est objet des discours du dévollement : (...) la divinstion at la prophétie.

Considéré en tant qu'avenir, c'est-à-dire comma = état de la natura =

possible à une échéance plus ou moins lointaine, la futur est objet des discours de la description imagineira ; l'utopla et la science-fiction.

Considéré en tant que devenir, c'est-à-dire comme procès historique, le futur est objet des discours de l'action ; la futurologia et la prospective. » Propre à toute interrogation du tutur, la prévision, comme acte da

prévoir, donna ileu à une prédiction ou à una conjecture :
« Par prédiction, on désignara des assertions relatives à le configuration nécessaire d'un futur déterminé, : elles sont les produits da la divination, de la prophétia et da la futurologie. Par conjecture, on désignara des hypothèses concourant à la « création intellectuelle d'un futur vraisemblable » (B. de Jouvenei) ou à tout le moins possible : alles sont les produits de la

science-fiction, da l'utopla et de la prospective. -Sur la prospective, « manière de regardar à la foia au loin at de loin SA . OR E

coli. » Que sais-ja? », nº 1500, P.U.F., Paria, 1972.

comme nos carrières» sont solides, l'événement ne nous prend jamais au dépourou.»

au dépourou.»

Toutefois, s'il est exact qu'à
l'échelle d'un micro-système des prévisions peuvent se trouver confirmées, il n'en reste pas moins que
même à ce niveau-là (où les imprévus sont nombreur : ligne Magi-not, La Villette, les Hailes), l'incer-titude demeure, fondamentale.

Ne serait-ce que parce que toute prévision produit des effets indirects ou « perveus » — qui sont toujours inattendus. Si des études plus approfondies auraient peut-être pu déterminer quelques-unes des conséquences catastrophiques qu'allait provoquer la construction du barrage d'Assouan (détérioration des sols par salinisation, obstruction des vannes par le limon que le Nil charrie jusque dans son cours supérieur), pouvait-on prévoir qu'une urbanisation sauvage enlèverait à la culture les meilleures terres? Qu'aux facétics de la nature s'ajoutent les fantaisies des hommes, et la prévision la plus sûre ne tient plus.

N'est-ce pas ce qui advient le plus

sûre ne tient plus.

N'est-ce pas ce qui advient le plus souvent ? A entendre les responsables commenter doctement leurs décisions, on pourrait croine qu'ils les ont mûries. Quand, la plupart du temps, ils improvisent. Indifférents à l'avenir qu'ils compromètent. Soucieux, exclusivement, d'intérêts immédiats et de succès à bon marché. Quel plaisantin a dit que « gouverner, c'est précotr »? Si quelques hommes politiques ont eu des projets qu'ils se sont efforcès de réaliser (tels Richelieu ou Napoléom et la construction de l'Etat, Cavour et l'unité italienne, Lénine et la révolution), la plupart n'ont d'autre perspective que de se maintenir au pouvoir.

Attentifs à déjouer les manceuvres

que de se maintenir au pouvoir.

Attentifs à déjouer les manceuvres qui risqueraient de les en chasser, ils ne regardent qu'au plus près. « Ministres, parlementaires, chefs de partis sont myopes, dit un haut fonctionnaire; s'us se préoccupent de l'avenir, c'est du leur, essentiellement. » Et B. de Jouvenel : « On diratit que l'exercice du pouvoir, qui est comme une énorme extension de la main, s'accompagne d'un rétrécissement concomitant de la vision » (16).

Excepté quelques grandes figures.

concomitant de la vision » (16).

Excepté quelques grandes figures, les hommes politiques s'enferment dans le présent. Ou s'y engluent. Pris par les affaires courantes, ils gérent l'ordinaire et se moquent du lendemain : « A intelligence égale, dit encore B. de Jouvenel, la prévision est minimale chez l'homme qui se trouve au pouvoir » (17). Tourné vers l'action immédiate, il ne perçoit que les urgences; du prévisionnelse, il attend qu'il soit opérationnel et lui fournisse des recettes :

« Beaucoup de nos interlocuteurs (espèrent) avant tout des données chiffrées relatives à tel ou tel type

avec les chiffres de la direction de la prévision les libertés que l'on sait. Si les hommes politiques affichent un tel mépris des données les moins discutables, si, comme le dit M. Jo-bert du président de la République, chacus se mend pour le « destars chacin se prend pour le « docteur Tant Mieux » et se persuade qu'un moribond est un homme blen por-tant, pourquel s'étonner que certains — et de premier plan — n'hésitent pas à consulter des voyantes ? que d'autres prêtent volontiers l'oreille aux vaticinations d'un confesseur ou aux vaticinations d'un confesseur ou d'un étrivain? qu'un si grand nombre, finalement, décident du sort d'un peuple à pila on face?

Comédie du pouvoir? Sans doute.

Mais tragédie de l'histoire, pourquoi?

La faillite d'une illusion — de celle qu'entrettennent les prévisions, — laisse le champ libre à l'espoir : c'est en cessant de croire que demain est inscrit dans aujourd'hui que l'action devient possible. Aucune

est inscrit dans aujourd'hui que l'action devient possible. Aucune fatalité n'a lamais condamné les hommes à n'être que les figurants de leur propre vie, et « l'aventr », selon la juste expression de D. de Rougemont, « est notre affaire ». Encore faut-il que les citoyens soient libres de le construire — et qu'ils disposent, entre autres, des informations les plus complètes. Le « destin » n'est que le négatif de la démocratie — et la démocratie, sa négation. Comme le dit Don Helder Camara « quand un homme rêve seul, il s'agit d'un rêve, quand plusieurs hommes rèvent ensemble, il s'agit du commencement d'une réalité ».

MAURICE T. MASCHINO.

(11) Ibid.
(12) A. Peyrefitte, le Mai français,
Plon, Paris, 1877, page 233.
(13) G. Kiein, « Politique nuclésire
et stabilité sociale », Revue politique
et parlementaire, octobre 1875.
(14) C.I. J.-M. Lévy-Leblond, « L'idéologie de/dans 1» physique contemporaine », les Temps modernes, août 1974.
(15) D. de Rougemont, L'asenir est
notre affaire, Stock, Paris, 1977, page 143
(cf. le compte rendu de cet ouvrage par
V. Florenne, dans le Monde diplomatique de novembre 1877).
(16) B. de Jouvenel, op. cit.
(17) Ibid.
(18) Cité par A.-C. Decoufié, Sociologie de la prévision, P.U.F., Paris, 1977,
page 41.

page 41. (19) B. de Jouvenel, op. cit., page 189.

# CITE UNIVERSITAIRE

<PAVILLON DU LAC>

588-38-52

Ouvert tous les jours Terranse en picin air 20, rue Gazan (Pare Monteouris)

# L'UTOPIE DU PAPE JEAN

Par YVES FLORENNE

E grand mérite de Giancarlo Zizola, c'est d'avoir échappé à la vision souvent myope ou, si l'on préfère, trop rapprochée, fermée sur elle-même, de beaucoup de spécialistes de la politique et du pouvoir de palais, kremlinologues ou vaticanistes. Il aurait pu, domme d'autres, ue rien comprendre à celui qui, aussitôt élu par le sérail, en avait tranquillement, et très solitairement, traversé les détours et renversé les principes.

Au contraire, il a vu clair : c'est le manque d'amour, ou de simple sympathie, qui est aveugle. On sait que, chnisi par ses pairs parce que très vieux, très débounaire et très innecent, Jeau Roncalli devait, dans leur intention, se borner à occuper provisoirement le trône et le temps, puis « disparaitre sans laisser de traces a. Or. « joués par l'Esprit saint a, les tenants du pouvoir d'Eglise se retrouvèrent avec un pape « révolutionnaire », qui laissait loin derrière lui un Léon XIII, et aquel on ne peut guère comparer que Pie VII, qui couronna, en Bonaparte, la Révolution même.

Quand l'anteur parle de l'« utopie » de ce Jean qui, selon la paroie de son patron l'évangéliste, était venu parmi les siens — nles siens ne l'accueillirent pas », — il s'agit de tout le contraire du rêve, de l'illusion, de

parmi les siens — a les siens ue l'accdemirent pas », —
il s'agit de tout le coutraire du rêve, de l'illusion, de
l'impossible, mais tout simplement de la seule réalité
du lendemain et du n seul mode possible pour se sentir
vivant dans l'histoire ».

Avec une préscience assez troublante chez un homme Avet une prescience assez trombante chez un homme si modeste et fort pea eu cour, plus de vingt ans avant une accession au poutificat à laquelle il n'avait jamais songé, ne parlait-il pas d'un evieux monde qui disparaîts et ud'un autre dans le sein duquel j'essaie d'enfouir quelque bon grain qui aura son printemps, même si c'est un peu tard, quand je serai mort »?

UTOPIE consistait à mettre fin à la vieille oppo-D'UTUPIE consistait à mettre îm à la vieille oppo-stiou entre un « monde chrétien » et un « monde moderne », en vue de les réunir. Et elle a été formulée à l'instant de la mort, en une sorte de testament politique, à cela près qu'il n'exprimait par des « der-nières volontés » mais une volenté première, déjà largement mise en œavre, dans une vole où l'ou pourrait freiner mais plus jamais revenir en arrière : « Servir l'homme en tant que tel et pas seulement les catholiques. Défendre avant tout et partout les droits. de la personne humaine, et pas seulement coux de catholiques. Défendre avant tout et partout les droits de la personne humaine, et pas seulement ceux de l'Eglise. (...) Reconnaître les signes du temps. » Quant à l'esprit et à la méthode, ils consistaient tout simplement dans la primanté de l'évangile et le rejet de la e politique » si celle-ci consistait dans « l'astroct fortunée » de Machiavel : astroce combinazione, real politik huilée d'unction, dant le culte et la culture s'associaient si opportunément, pour de jeunes cleres ambitieux, à la longue course au chapeau. Bref. c'était prendre le contrepied d'une diplomatie ecclésiastique qu'un prélat incorparé au système avait défini : « Un vernis de théologie sur un fond de politique. »

D'où l'opposition déterminée de l'institution, du système, incarnés par la curie romaine : elle fait l'objet d'un chapitre particulièrement édifiant du livre, et

d'un chapitre particulièrement édifiant du livre, et s'exprime bien dans le propos d'un prélat qui le tint

à l'auteur, quand la maisdie du pape, par son aggra-vation, donna enfin de l'espoir : «Si le Seigneur ne lui ouvre pas les yeux, qu'au moins il les lui farme.» Au rebeurs de la chronique, Giancarlo Zizols fait commencer son livre sur le double événement qui, par une coincidence étrange, réunit dans le même moment, une coincidence étrange, réunit dans le même moment, quelques meis avant la mort du pape, les deux actes qui couronnent sa vie et marquent avec éclat dans l'histoire de son «utople»: l'ouverture du concile et l'intervention décisive dans la crise de Cuba. n'Le cauchemar de ces journées, écrit Zizola, avait donné raison au défi historique et politique par lequel un pape de quatre-vingts ans avait inauguré le concile. « Krouchtchev devait dire : n'Le pape et moi pouvons diverger sur beaucoup de questions, mais nous sommes unis dans le désir de la paix » Ce n'était pas là, comme chez tant d'autres, simple clause de style. Les unis dans le désir de la paix s Ce n'était pas là, comme chez tant d'autres, simple clause de style. Les affinités entre deux hommes qui ue s'étaient jamais vus contribuent à expliquer le « dégel » soudain qu'avait entraîné le refus de lier désormais l'Eglise à une idéologie et à une fraction du munde, la fin de l' « atlante-christianisme ». A cet égard, l'autre chapitre passionnant et instructif du livre est celui du Zizola relate, à travers les documents qui en out conservé l'essentiel et le tou même, le long entretien avec Krouchtchev de l'efficieux Norman Cousins. Américain progressiste, ami de Kennedy, qui, avec l'accord testite du name poes le cuestion des reproduits. l'accord tacite du pape, poss la question des rapports nouveaux, provoqua des répliques empressées, chalcurenses et reçut un message pour Jean XXIII.

S IMPLE épisode, mais révélateur, d'une histoire où tout ce qui avait semblé à jamais pris dans les glaces se mettait à bouger. Espèce de printemps où quelque chose fandait au souffle de Pacem in terris, parce qu'il y avait, ici et là, des hummes de boune volutté, et de volenté tout court, en lutte avec une oppositiou intérieure qui se durcissait dans ses seléroses congénitales. La mort, violente pour Kennedy, naturelle pour Jean XXIII, n'était encore que des signes. L'éviction de Krouchtchev devait marquer le retour d'une glaciation, examérée par le mnuvement des eaux profondes. Seul, venu quelques années plus tôt bien entendu, ou quelques mois plus tard, Jean XXIII bien entendu, ou quelques mois plus tard, Jean XXIII n'aurait pas entamé, n'aurait pent-être pas tenté d'aborder la banquise. Mais l'anteur a probablement raison de penser que ce qui a été mis en mouvement peut être suspendu, nou arrêté; encore moins ramené en arrière. « Jean XXIII avait été un brise-glace pour la etté lisieme préparaite d'une crunde peut de le catholicisme prisonnier d'une grande peur de son histoire et de trop de politique », ce « boichevique du Saint-Esprit, fou dangereux qui prétendait naviguer dans le monde des machiavels avec la boussole de

Après tout, pourquoi ne pas se risquer dans la barque du viell homme, quand on sait maintenant que l'atopie n'est rien d'autre que l'avenir?

<sup>e</sup> L'Utopia di Papa Giopanni, tradult de l'Italian sous le titre l'Utopia du pape Jean XXIII, sux éditions du Seuil, Paris, 1978, 320 pages, 55 F.

#### TIERS-MONDE

# Le développement économique du monde arabe

VOICI enfin un ouvrage exhaustif V sur l'économie des pays arabes. Divisé en deux tomes (1), le travail quasi encyclopédique du professeur Yusif Sayigh, entrepris avec l'aide du Fonds koweitien pour le développement économique arabe, couvre dans le tome I l'Irak le Koueit. loppement économique arabe, couvre dans le tome I l'Irak, le Koweit, l'Arabie Saoudite. la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Egypte, le Soudan, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, ainsi que le développement de la coopération régionale interarabe. Le tome II, de dimension beaucoup plus modeste, consiste en un exposé d'une doctrine du développement pred'une doctrine du développement pre-nant en compte les phénomènes ins-tilutionnels et leur adaptation aux besoins du développement, sur le plan politique, culturel, administratif, social, éducatif, etc... plutôt que de s'appuyer exclusivement sur des indi-cateurs quantitatifs. On est cependant frappé par le contraste qui ressort à la lecture de cet ouvrage entre l'optimisme de l'auteur dans sa description quanti-tative des économies des pays wabes

l'auteur dans sa description quantitative des économies des pays urabes
et la réalité vécue au niveau du quotidien par les peuples arabes et par
les gestionnaires de la politique économique: inflation, crise du logement,
corruption, aggravation des différences de revenus, augmentation des
déficits alimentaires, persistance de
l'unalphabétisme, fuite des cerveaux
et, surtout, dépendance technologique
grandissante à l'égurd des firmes
multinationales et de l'expertise
ètrangère. Bien que l'ouvrage ne
manque pas da réflexions pertinentes
sur ces maux de l'économie arabe,
ces dernières ne s'inscripent pas dans sur ces maux de l'économie arabe, ces dernières ne s'inscrivent pas dans une critique cohérente et on est surtout frappé par l'absence d'analyse concernant les phénomènes de dépendance des pays arabes à l'égard des pays industrialisés. Ainsi l'auteur, qui aborie à plus d'une reprise les problèmes de transfert de technologie en indiquant qu'il ne suffit pas d'implanter des usines livrées « clés en mains » par des fournisseurs ètrangers pour susciter le développement gers pour susciter le développement d'une véritable industrialisation, ne se livre cependant pas à une critique

PROCES DE LA CROISSANCE - A CONTRE-

\* P.U.F., Paris, 1978, 278 pages, 65 F.

On est déçu à la lecture de ce pot-pourri qui regroupe un certain nombre de conférences et d'allocutions pronon-cées par l'auteur à des necesions divorces, ainsi que quelques articles. Ou aurait, en effet, espéré du grand économiste suédois un effort nouveau de synthèse eur l'état actuel de la remise eu cause des théories concernant la croissance au niveau des pays industrialisés, comme à celui du tiers-monde.

nivesu des pays industrialisés, comme à celui du tiens-monde.

Sur le sous-développement, en particulier, la plupart des chapitres reprennent les grandes idées exposées dans in célèbre Enquéte sur le pouvreté des nations (Asian Drama, an inquiry into the poverty of nations), à propos, natamment, du problème des c valuations s, des idées bisisées, de l'apportunisme du savoir et des nécessités diplomatiques dans la recherche concernant le tiersmonde. Tout cela reste bon à dire et à redire, de même que le saine critique de l'emploi des modèles mathématiques en économie.

Four ceux qui ne convaitraient pas la

en économie.

Four eux qui ne convairaient pas la pensée de Gunnar Myrdal, cet nuvrage donne un nperçu très complet de ses idées, aussi blen aur l'évolution des doctrines économiques du'en ce dui concerne le sous-développement ainsi due les problèmes actuels des pays industrialisés latagilation, écologie, environmentant et qualité de in vie, relations internationales).

COURANT. — Gunnar Myrdal

en projondeur des plans de dépe-loppement industriel des pays étudiés, ni des choix technologiques effectués. Ou u d'ailleurs l'impression, à la lecture du tome II, que l'auteur u lecture du tome II, que l'auteur u roulu en quelque sorte, de jason indirecte, montrer les nombreuses déficiences des politiques économiques des pays étudies, notamment sur les plans social, éducatif et politique, déjiciences qui sont beaucoup irop pudiquement évoquées dans le tome I dont on retire l'impression que les gouvernements des pays étudies ont presque tous réussi à jaire sortir leur pays du sous-développement. On ne peut cependant que s'élever contre l'affirmation qui ouvre le chapitre de conclusion du tome II (u Perspectives du développement »), et selon laquelle eles ressources en terre, eau et pè-« les ressources en terre, eau et pé-trole sont gérées efficacement », lorsque nous savons pertinemment que le désert continue d'uvancer partout dans le monde arabe, que les amé-nagements hydrauliques sont réalisés avec une lenteur désespérante et que anec une lenteur désespérante et que le miliard de tonnes de petrole environ qu'exporte le monde urabe vers les pays industrialisés représente autant de ressources énergétiques précieuses dont seront privées les générations futures, sans être surs, loin de là, que le produit financier de ces ressources énergétiques soit employé judicieusement.

Il n'en reste pas moins que le traCINCHA

POLITIQUE

Dir Frama A'b

, -ar; ors =98 1

tors on tonerste

, н. — отапа д а**хрета** 

1.01 2.07

r es lement a r es lement a r es la la la la racialma ar racial de ma

27 4. 25 Uvi 1241. 2.55 Uvi 2541. 2.55 Usi 257 Usi 25 6 5

Fig. T. Faster

A cost amenta

A cost amenta

Fig. T. Faster

19 10 to incented
The dank the incented automotive incented at the incented at

Tidus temminaria de la composición del composición de la composición del composición de la composición

grana ada

Men at the first term of the f

Section 1 1071 E Character

grad to the control of the control o

grates a service of the company of t

್ಟುರ್ಬ್ ಕ್ಷೇಗ್ರಹ ಕ್ಷೇ

Pater 2:2-

pre- :-- : :

5.4

7. 2.

aller C

Il n'en reste pas moins que le tra-Il n'en reste pas moins que le tra-vail du professeur Sayigh va désormais constituer un ouvrage important de référence. Il contient en effet, pour les pays étudiés, une description minu-tieuse de leur évolution économique depuis 1945, appuyée de nombreux tableaux stutistiques et surtout d'un précieux uppareil de références docu-mentaires jusque-là inexistant en ce qui concerne l'économie des pays arabes.

GEORGES CORM.

(1) Yusif A, Sayigh: The Economics of the Arab World (Development since 1945), vol. 1 1726 pages). 35 livres. The Determinante of Arab Economic Develop-

#### ANNUAL REVIEW OF PROJECT, PERFORMANCE AUDIT RESULTS.

★ Baqque mondiale, 1818 H Street, N.W., Washlugton, 1978, 50 pages environ. Pour la troisième année consécutive. vérificatina comptable certains des pro-

a Banque mondiale à southis à time vérification comptable certains des projets de développement entrepris dans des pays dit tiers-midde avec son aide financière on celle de sa filiale. l'association lets ruatinuale de dévaloppement. Solkante-dix projets ent été ainsi southis à un examen critique, du point de vue de la gestion de la henque lebargée de superviser les travaux), de la rentabilité des tâches antraprises, etc. Bilan très nuanté, surfout défavorable à l'agriculture nu nu ters des projete o'ent pas abnuti nux résultats escomptés. L'un des reproches les plus frèduants adresses aux responsables de ces opérations est de ne pas tenir compte suffisamment des conditions locales.

L'intérêt de cette étude reste limité, à défaut d'informations ou de statistiques concrètes : nucun des projete mantionnés u'est nommément désigné, de telle sorte qu'un ne sait jamais à quel genre d'expérience précise correspondent les critiques.

• CONNAISSANCE DU TIERS-MONDE, ouvrage collectif : regroupant des communications faites à l'université Paris-VII au cours des deux dernières années, cet ouvrage propose une approche globale et piuridisciplinaire du phénomène impérialiste. Son lutérêt deut antant à la réputation intercationale des auteurs qu'au souel d'allier théories et méthodologie au l'étude de cas concrets. Qu'il s'agisse d'économie, de géographie, d'idéologie nu d'histotre, chacune des questions abordées suscite le débat. (19/18, Paris, 1978, 437 pages, 17.78 F.)

\* P.U.F., coll n Tiers-Monde LEDES. a, Paris, JZI pages. 120 F.

Auteur de nombreux ouvrages sur l'Asis du Sud-Est et eur le Vistnam, professeur à Paris-V et à l'Institut d'étude du déve-laponment écottomique et social de Prais-1°. M. Lé Thành Khôi nous donne, cette lois, un très utile recueil de textes politiques et économiques vistnamiens de ces trente dernières années, accompagnés d'un commentaire. À travers ces discours, rapports, articles et études de respinashles de Hanol, du général Giap à M. Le Ouan, et à d'autres personnalités moins connues, se dégage l'idée vietnamiens du développement, de ses implications sociales et nationales, dans un système sociales et nationales de since la grintès des certeurs s, car la moindre des dualités des dirigeants vietnamiens n'a pes été de savoir faire publiquement amende honorable. Mainaureusament cet nuvrage ne contisut pas les textes les pius récente aur la nouvelle politique économique sprès le réunification, svec la prinrité à l'agriculture, la décentralisation au niveau du district, et le e redépioisment » de la population. P. de B.

ASIE

SOCIALISME ET DEVELOPPEMENT AU VIET-

\* P.U.F., coll n Tiers-Monde LE.D.E.S. a. Paris, 322 pages, 126 F.

RAM. -- Le lhanh Khôl

# **AFRIQUE**

ELECTIONS ET REFORMES POLITIQUES AO ZAIRE EN 1977. — Daniel van der Steen \* Cahiers dn CEDAF 2-3, cirle 2.

Bruxelies, 1978, 97 pages. Sous la pression de ses créanciers étrangers, le président Mobuth avait entrepris de touvelles réformes politiques et écommiques an 1977, après la prémière guarre du Shaba. Oes mesures de sauvetags de l'économis (e plan Mohutu »), acrompagnées d'élections et d'une refonte des organes du pouvoir étaient cansées rendre au régime as crédibilité. On sait maintenant ce qu'il en est advenu.

maintenant ce qu'il en est advenu...

Oaniel van der Steen, qui avait publis l'au dernier une étude sur la dépendance de l'économie salroise, s'interroge aujourd'hui sur la portée des réformes entreprises eu 1977. Mais svant d'aborder ce sujet, il analyse les intentions du président Mobutu telles qu'elles ee trouvent définies dans le discours présidentiel du ler jutilet 1977 et il expose les résultats des élections du mois d'octobre. à ce propos, il distingue entre e nembres étus et e membres désignés » appelés à sièger dans les organes politiques : dans la première catégorie, il voit apparatire les représentants d'une bourgooisé locale, tandis que les « membres désignés » représentent toujours une bourgeoisé plutôt technocratidus, qui a la présèrence du pouvoir. L'auteur laiges antrevoir l'importance que pourrait svoir estie évolution — conforme aux souhaite des bailleurs de fonds étrangeix — s'il s'agissait un jour de favoriser une éventuelle prise en main de l'économie par des nationaux.

DOSSIER ZAIRE. - Dossier publie à l'intention des militants pour les aider à faire le point de dueldues questions sur le Zeire : géopolitique, intérêts fran-çais estuation sociale, élections de 1977, èvolution depuis l'indépendance, etc. (Supplément nu Bulletin de liaison du CEDETIM n° 2, Paris, 1978.)

U.S. MULTINATIONALS IN SOUTHERN AFRICA. - Ann et Neva Seidman \* Tanzania Publishing House, Dar-Es-Salaam, 252 pages, 4,85 livres.

A Tanzania Publisbing House, Dar-EsSalzan, 252 pages, 4,25 livres.

A partiz d'una analyse historique du
développement du capitalisme racial
end-atricain, Ann et Neva Seidman
mettant en lumière les réalités socinéconomiques sur lesquelles s'articulent le
régims de l'apartheid et eon ecroliaire,
l'exploitation de la majorité de couleur.
Tandis due le bruyant délégué américain aux Nations unies, Andrew Young,
laisse entendre que les eociétés multinatinnales péuvent faire davantage pour
améliorer le sort des Noire sud-niricains
que les mouvements de libératina. Pouvrage des Seidman souligne avec lorce
détails le rôle clef que eslies-ci ont joué
dans la consolidation du « ponvoir pale ».

Depuis une quinzaine d'années, ce
sont les mutinationales d'arigine américaine qui ont accru, pius rapidement que
toutes les sutres, leurs investissemente
dans tous les esteure de l'économie.
Grèce à la eurenpioitation d'une maind'œuvre noire bon marché et privés
de droits syndicmux, les entreprises américaines en Afrique du Sud unt pu réaliser des bénéfices estimés en 1970 à 16.3 °,
contre un taux mondial de 11 % seulement. Le désir de s'assurer le contrôle des
matières stratégiques en Afrique australe
a aussi été un lacteur primordial. Au
beroin, Pretoria n'hésite pas, comme en
Angois et en Rhodésie, à utiliser ses
lorces armées pour protéger ses intérête
dans la région. Cependant, le gouvernement Virster n'efforce généralement d'y
parrenir en usant de son influence économique sur les Etate noirs limitrophes.
Le Swaziland le Botswana et le Lesotho
sont des Etats capitis. En Namible et
en Rhodésie, les Esud-Africains détiennent les leviers essentiels. Mais l'indépendance du Mozambique et de l'Angoia
a déclenché une remise en question de
ces rapports de dépendance vis-à-vis
de l'Afrique du Sud : les chapitres que
font de ce livre une exceliente œuvre
de référence qui éclaire sussi l'actualité.

H. S.

# EUROPE.

LE PROCESSUS DE DECISION DANS LA COMMUNAUTE EUROPEENNE - Christian Sasse

\* P.U.F., Publications de la faculté de droit et de sciences économidoes de l'université de Limoges, Limoges, 1977, 193 pages

l'université de Limoges. Limoges: 1977.

193 pages

La Communauté européenne « soufes d'une disproportion entre les espoirs mis en elle et le produit de ces décisions ». L'explication de ses échecs fésids dans « l'instabilité dui prédomine dans les rapports réciproques de l'échelon commismutaire et de l'échelon national ». Ce cont ces relations existant au sein des gouvernements des Neul et du conseil des ministres de la Communauté, et du se répercutent eur la formation des décisions suropéennes, que l'auteur, présesseur de droit à Limoges, analyse dans est ouvrage.

L'auteur considère que si l'un veut que la Communauté produise su moins une partie notable de es que l'on attend d'elle, il faut établir le dialogue entre les pôles concernés (Commission, gouvernements, Conseil) de fapon à prombuvoir les décisions su niveau communautaire et à éviser dans le même temps tonte ategnation et toute impasse. S'appayant sur l'hypothèse que « le moment l'est pas encore venu de procéder à uns réfireme constitutionnelle fondamentale », et estiment que « les méthodes pour accèlérer la réalisation de compromis intergouvernementaux sont encore parfectibles », l'auteur avance un certain numbre de ausgestions techniques de nature, selon ini, à renforcer et à socélérer la procédure communautaire de prise de décision.

C. T.

100

# POLITIQUE

CRITIQUE DES PRATIQUES POLITIQUES. — P. Birnbaum, C. Buci-Glucksman, O. Burge lin, R. Cayrol, M. de Certeau, J. Julliard, G. Lavau, D. Lindenberg, J.M. Vincent. \* Editions Galilée, Paris, 1978, 240 pa-

es, 49 F.

e Pd s d'action révolutionnaire constituer révolutionnaire », disait Léuine.
Est-ce de l'avoir nubilé qui s conduit le gauche, une fois de plus, à l'échec?
L'une de ses tâches les plus urgentes est sans doute de réfléchir suv ze pratique.
Cet nuvrage peut l'y aider : riche d'apprque. Il « critique » — il analysé — la question des élections dans la pensée socialiste, le rapport syndicats-politique, a'interroge sur l'eurocommunisme, dé-uonce la persistance du stailnisme. Sombre blian : « le réci bourde », dit M. de Certeau — nn n'n jamais nutant parié au peuple, mais nn ne l'a jamais nutant tenu à l'écart et dane l'ignorance des enjeux réels. Loin de constituer une nutant tenu à l'écart et dane l'ignorance des enjeux réels. Loin de constituer une alternetive au régime actuel, la gauche — celle des appareils — semble eu être le meilleur agent; sans idées, eans idéai et aans mnrais, fonctionnant au escret et à in hiérarchie, elle s'ingénie à rendre passils les citoyens. Recours intempestif à la telévision, meetings, « fêtes », la gauche-spectacle est devenue l'opium du peuple. Ou, si l'on préfère, l'un des rousges de la machine ételique. O'où ces appeis à la e décrispation » d'une droite qui est loin d'être « in plus bête du monde ». Four que renaisse une vrais gauche, « des pratiques originales devront opparaître », diseut les auteurs. Sans daute. Mais lesquelles ? M. T. M.

IF « SOCIALISMS » A VISAGE URBAIN. -Jean-Pierre Garnier, Denis Goldschmidt.

\* Editions Rupture, Paris, 1978, 445 paenseignants, techniciens, caires moyens—
tous ceux qui possèdent un savoir et
sont dans l'immédiat, exclus du punvoir.
La bourgeoisie, qui u'entend pas le
partager au sommet, est toute prête à
en sbandonner des bribes au niveau
local : d'où cette « participation », cette
« nutogestion du quotitien » qu'elle propose aux nouvelles élites. Les exemples
ne manquent pas, en France (Grenchie,
Marseilin), comme à l'étranger (Italie,
Pays-Bas), pour illustère et confirmer
la thète de J.-P. Garnier et D. Goldschmillt : la « local-démogratie » — qui
n'empêche nullement les multinatinnales
de remodeler le monde nu mieux de leurs
intèrêts — préfigure cette social-démonterets — prefigure cette social-démo-cratie du est au programme commun de tons les partis. Et qui n'a rien à voir, nn s'en doute, avec la démocratie tout court. L'ouvrage de J.-P. Carnier et D. Goldschmidt dénonce, à inste itre, cette mystification. M. T. M.

# CREVE - James Carr

**AMÉRIQUE** 

r Stock, Parls, 1978, 378 pages, 39 F. Enfant du ghetto noir de Los Angeles. James Carr comprit trop tôt qu'il était condamné à subir les humiliations et les injustices d'une société dominée par les Bisnes. Pour ac défendre, il choisit la baine et la révolte : à dix ans, il commet son premier crime. Le reste de sa vie se passers dans l'univers pénitentiaire américain pour la plus grande part.

part.

Son autobiographie, récueillie au magnétophoue et transcrite par deux jourguétophoue et transcrite par deux journailistes américains (une réussite dans le
genre), est surtout uns description d'un
réalisme impitoyabls du système des prisone aux Etate-Unis. Criminel ds droit
commun, James Carr opposera à la violeince du système une égale violence.
Mals, curieusement, il n'est pas aveugié par cette foile meurtrière. Doté de
facultés d'observation et d'analyse assex
extraordinaires dans un tel climat d'abrutissement, l'auteur apporte d'intèressantes précisions aur les mécanismes de
la répression dont d'autres prisonniers
— politiques en général — avaient déjà
tèmoigné.

temolgné.

Intellectuellement, il davra son salut à sès rencontres avec quelques prisonniers militante politiques, tel George 
Jaekson, dans les pénitenciers de SaintQuentin nu Soiedad, dès du'il sera en 
âge de e fréquenter » ce genre d'établissement Dévenu, en prison, professent de 
mathématiques, acquis à in causs des 
Noirs. Il périus pen de temps après es 
libération, un metin, avant de se rendre au travail, sous les balles de deux 
assassins dont nn ue cherchera pes à 
étucider les mobiles...

M. P.

# CARAIBES

THE RASTAFARIANS. - Leonard Barnett \* Helnemann Books, London, 278 pa-ges, 2,90 livres.

# Heinemann Books, London, 278 pages, 2,96 livres.

L'ouvrage bian documenté de L. Barnett retrace l'historique des Rastatarians de la Jamaique tout en décrivant les rites. l'art et la musique de leur cuita. Superficiellement connus dans l'Occident pur le biais de la musique Rasgae, la secte est le mouvement socio-religieux le pius dynamique des Caralbes. Plongeant ses ractues dans la tradition séculaire de résistance des exclaves notre aussi bian que dans des manifestations politiques modernes comme le mauvement de Marcus Garvey, les Rastnariane sont le deroier avatar du désir séculaire de retour à l'Arrique, Le couronnement d'Halfé Seissaié, en 1930, ayaot ravivé cet espoir, li fut à l'origine de la création de cette secte. Les e Rastas » nut vu dans l'Ethinpis in terre promise et dans l'empereur un messie dui déciderait de la date de leur rapatitement et du début de l'âge d'or. Le nom mêms de leur secte est un dérivé du nom patronymique de feu le négus : ras (duc) Tatari.

A l'heure soctuelle, l'anteur estime que le mouvement se trouve à la croisée des chemina Mais, à l'opposé de la plupart des religions des opprimés du tiersmonde. l'évolution politique des Rastatierlens épouse un coura progressible. Sans avoir ébranlé leur foi, la mort de l'emperèur semble nvoir produit un renversement des priorités : désormais leur section s'oriente vere une amélioration de la vic à la Jamaique même. A cet égard, le gouvernemant de Michael Maniery les considère comme des allès nbjectifs.

100740 00

W- 3





l'ignora souvent, est ano cologie o mérica ia e aa cauts de le

guerre hispano-américaine. Depuis 1917, les Portorigains por la citoyenacté américaine, et lear pays s'est vu conférer, en 1952, le statut d'État libre associé ; mois ces mesures ne modifient en rien le fait que Porto-Rico soit, au sens clossique, one calonie

Contre cette réalité, les potriotes portoricains, s'inspirant du « pèro de le potric » Ramaa E. Betances et suivant l'exemple du leader indépendootiste Don Pedro Albizu Campos, u'ont cessé da lutter depuis quatre-vingts ons, oo besoin por les ormes (1). Cepeodant, depuis le succès de lo révolution cubaine, les États-Unis ant accéléré leur vieux projet da faire de Porto-Rica une « vitrine démocratique pour l'Amérique latine » et actuellement la tuveaa de vie, de santé, d'éducation, etc., y est pormi les plus élevés de tout le cantioent; au point que la population a très librement éla, ea 1975, on gouverneur, M. Romero Barcela, por-

tison de l'intégration totale avec les États-Unis. Economiquement, taut dépend da la métropole caloniale. Porto-Rica est le cinquième marché d'exportation des États-Unis ; ceux-ci encooragent les trois millions et demi de Portoricains à consomn en fournissaot (depuis 1975) à cinquaote poor cent des familles des « bons d'alimeatetiaa » pear une voleur de 610 millions de dolfars. Ainsi se développe dans la population ane « mentalité d'ossiste » qui la pousse au défaitisme oo à l'émigration.

Les apporails cultorels de l'impérielisme participent à l'intimidation et à l'acculturation du peuple portoricain. Le cioème octan-ment, dont la production hallywoodienne occupe massivament les écrans (2) qui appartiacaant en de fortes propartions à des sociétés américoines (3). La télévision (4) également est contrôlée par les Etats-Unis. Des douxe chaînes (dont sept per câble; exclusivement ea langue onglaise) que reçoit la capitale, San-Juoo, one seule appartient à des Portoricoins, la n° 11 « Cadena Perez-Perry » ; elle est la plus populaira et se spécialise dans la diffusion des latermiretrouve, malgré tout, des éléments culturels commues evec le reste de l'Amérique latins. Les eutres chaînes diffusent uniquement des productions américoines (entrecoupées toutes les dix mieutes d'interminables messages

publicitaires vantent les produits américains (5) et, parmi elles, Kojok, bien entendn, où il est souvent question de Portoricaies, petits délinquants de Mashattan, petite pègre que, paremellement, le lieutenant Kojak alde à mieux s'intégrer ou « meltiog pat »

Un des premiers films qui favorissit déjà cette latégration fut, an c'en souvient, West Sida Story (de R. Wise, 1961), dont le succès reposait en partie sur la typification excessive du physique et de le culturo des Portoricoins. Cette typification a été recondoite de combreux films jusqu'oc récent la Fièvre du samedi sair (de Joha Badham, 1978), qui présente encore les Portoricains comme de jonaes voyous lles « Barrecudas ») ou des danseurs tropicaax. Mais le mépris atteignit son comble dans Bodge 373 (réalisé em 1972 par William H. Koch pour la Paramount) au la couse des indépendan-tistes portoricains était ridicalisée et ses portisans traités de mafiosi et de trafiquants de drogue.

Le cinème partoricain (lire ci-dessons l'article de José M. Umpierrel n'a pes su apposer à ce désignement colonialiste des images positives enraciaées dons lo calture autionole ; an contraire, les films commerciaux portoricains, souvent faits pour le marché étranger, ont trahi les cléments populaires qu'ils ont utilizés et confirma le paternolisme et le rocisme de la visian coleaiale. Récemment, cependant, des cinéastes aationalistes qui rejoignent le tradition combative du mailleur cinéma latian-américain ont

films anti-impérialistes (cf. les articles ci-dessous de José Garcio et de Maria Vissepol pour dénancer le colonialisme américain. C'est autour d'eux que, sons aucun douta, s'élabore aujourd'hui un des cinémes latiao-américains les plas affensifs, et les plus maîtrisés. · IGNACIO RAMONET.

entrepris de prodaire, dans des conditions matérielles précaires, des

(1) Durant notre récent téjour, pas un seul des films projetés dans les soirante-dix exiles de la capitale qui na soit américain.

(2) Pour 40 %, les salles de San-Juan appartiendent cu groupe américain Wotmeso Commonwealth Corp.

(3) 90 % des foyers possèdeot un ou plusieurs récepteurs de télévision et 95 % de Portoricains regardent régulièrement les programmes.

(4) CI. « Porto-Rico : une télévision de choc », in le Monde diplomatique de novembre 1877.

(5) Cf. notre dossier « Héros américains de télévision » dans le Monde diplomatique de lévrier 1977.



PAYSANS PORTORICAINS DU DERNIER FILM DE JOSE GARCIA. Une dénonciation de l'expansionnisme américain

# CONTRE LA "DESTINÉE MANIFESTE"

1895, année de l'invention du début de la guerre pour l'indépendance de Cuba et da Porto-Rico. José Marti et Maximo Gomez proclament, à New-York, la nécessité de poursnivre la lutte armée commencée à Yara (Cuba) et à Lares (Porto-Rico); et les révolutionnaires des deux pays adoptent le même drapeau. deux pays adoptent le même drapeau, avec les couleurs inversées, comme symbole d'une même lutte.

symbole d'une même lutte.

A cette époque, et à New-York également, prend son essor une des premières maisons de production cinématographique nord-américaines: l'American Biograph Company, créée et financée par le frère du futur président des Etats-Unis William Mac Kinley (élu en 1887). La Biograph produit les premiers films de propagande électorale (Mac Kinley chez lui et Mac Kinley à la Parade Hobart) en 1896, puis, une fois son candidat élu, elle continue à utiliser politi-quement la nouvelle technologie du cinema pour soutenir à l'écran la fièvre de guerre que la presse de W.R. Hearst attisait entre le peuple W.R. Hearst attisait entre le peuple nord-américain et l'Espagne colonia-liste à propos de Cuba et de Porto-Rico. La Biograph produit des films chauvinistes (comme Changement de drupeau à Porto-Rico, 1898) pour soutenir tdéologiquement la guerre que les Etats-Unis déclarent à l'Espa-res dans le but de c'emparer de que les Etats-Unis déclarent à l'Espagne dans le but de c'emparer de
Cuba et de Porto-Rico, au mépris
des patriotes cubains et portoricains
qui étalent sur le point d'emporter
la victoire. Dès cette époque, la
Biograph estime, comme Tomas E.
Edison, que «celut qui contrôle l'industrie cinématographique d'un pays,
contrôle la pensée du peuple ».
Aussi, depuis le débarquement des
troupes des Etats-Unis à Guanica,

dans le sud de Porto-Rico, en 1893, jusqu'à nos jours, l'impérialisme américain contrôle les écrans de notre

P OUR contrecarrer cette omnipresence impérialiste, se développe actuellement, aussi blen dans l'île que parmi les communautés portoricaines des Etats-Unis, un cinéma anti-impérialiste.

A Porto-Rico, le collectif Tirabuzon Rojo (Tire-bouchon rouge) a réalisé dans cet esprit un documentaire, Démonciation d'une tromperie, qui dévollait les risques socio-économiques que comportait la construction (sou-haitée par les États-Unis) d'un c super-port »; le film révélait l'intention des milieux pétroliers nord-américains de créer une gigantesque raffinerie pétrochimique dans t'île et montrait comment ce projet aurait ceusé un véritable écocide dans t'île et montrait comment ce projet aurait ceusé un véritable écocide dans t'île cure un véritable écocide dans t'île et montrait comment ce projet surait ceusé un véritable écocide dans t'île et montrait comment ce projet surait ceusé un véritable écocide dans t'île et montrait comment dans t'île et d'industrie cure l'Institut cubain d'art et d'industrie cinématographique (ICAIC) pour produire le long métrage Porto-Rico (1), réalisé par Fernando Pérez et Jesus Diaz, où la stuation coloniale de notre pays est longuement analysée.

anaiysee.

D'autres films offensifs, témoins du désir d'élaborer un cinéma de combat, ont été tournés par des milicombat, ont été tournés par des mil-tants à Porto-Rico même, par exemple Culebra, documentaire réalisé par Diego de la Texera, qui présente le peuple de Culebra, petite lle porto-ricaine, manifestant contre la pré-senca militaire des Etats-Unis. Quoiqu'il e o it toujours difficile d'apprécier le pouvoir de mobilisation d'un film auprès du public, on peut

(1) CL le Monde diplomatique d'août (2) Principal quartier portoricain de Manhettan.

(3) Certaige de ces patriotes sont in-carcérés eux Etate-Unis depuis plus de vingt-cinq ans, notamment Lolita Lebron, que Fidel Castro c récemment proposé d'échanger costre M. Lunt, Nord-Améti-cain détenu à Cuba pour avoir dirigé un complot visant à assasiner le dirigeant cubair. tout de même constater que grace aux manifestations suscitées par ces films, le «super-port» ne int pas construit et la marine nord-améri-caine abandonna l'île de Culebra. Ces productions traitent de problè-

ces productions traitent de prote-mes qui concernent directement Porto-Rico; cependant, on ne peut ignorer, que près de la moitié des Portoricains ont dû émigrer vers les Etats-Unis, où le tiers d'entre eux vit en dessous de ce qu'on appelle le « seuil de pau-vreté ».

vreté ».

Né: moi-même dans le « Barrio ». (2) de New-York, j'ai été conduit à réaliser un des premiers films qui s'adressait a u x communautés d e langue espagnole des Etats-Unis (treize millions de personnes, le vingtième de la population nord-américaine) à partir d'un thème anti-impérialiste tiré de l'œuvre de l'écrivain portoricain René Marquès intitulée Charrette; le film évoquait les difficultés d'une famille paysanne contrainte d'émigrer et de s'installer aux Etats-Unis.

aux Etats-Unis.

Dans les Nationalistes (1973), J'al exposé la situation des prisonniers politiques portoricains (3) et les activités du parti nationaliste de D. Pedro Albizu Campos durant les années 50, lorsqu'un grand nombre de ses militants furent incarcérés. Dans Porto-Rico: Etat libra associé ou colonie 3. Rico: Etat libre associé ou colonie? (1875), j'ai voulu illustrer et étayer les résolutions adoptées au sein des Nations unies en faveur de l'indépendance de notre pays.

P LUS récemment, nous avons constitué, avec un groupe de cinéastes portoricains, un collectif de travail qui a produit Julia de Burgos (1976). Ce film a été notre contribution à l'Année internationale de la femme; nous évoquons le souvenir de Julia de Burgos, poètesse et militante indépendantiste, victime d'une censure politique parmanente qui empêcha les Portoricains de connaître son œuvre. Dans notre dernier film, Destinée manifeste (1978), nous nous référons Dans notre dernier film, Destines maniferts (1978), nous nous référons à cette théorie expansionniste des Etats-Unis, appliquée au début du siècle et selon laquelle les Nord-Américains devaient naturellement occuper l'ensemble du continent latinoaméricain. Cette politique de la c des-tinée manifeste » déboucha sur la guerre hispano-américaine grâce à laquelle les Etats-Unis s'emparèrent de notre pays comme butin de vic-

Pour tourner ce film, nous avons fait des recherches historiques qui nous ont permis d'avoir, pour la première fois, accès aux archives du

département de la guerre nord-américain, où nous avons ou vérifier que, des 1847, les Etats-Unis avaient propose à l'Espagne l'achat de Porto-Rico et que, depuis 1896, il existait un plan naval d'invasion de l'île. Nous avons eu entre les mains des dossiers établis par les agents du dossiers établis par les agents du département des renseignements de guerre (l'ancêtre de la C.I.A.) qui agissaient clandestinement de puis 1886 à Porto-Rico. A la bibliothèque du Congrès, nous avons découvert d'autres trésors, notamment un lot de quelques milliers de photographies de Porto-Rico prises en 1890 par les services de renseignement et qui allaient permettre aux militaires américains de se famillariser avec les futures terres de conquête. Nous avons aussi retrouvé les prémiers avons aussi retrouvé les premiers documentaires de l'American Bio-graph Company, qui soutenaient la politique d'annexion de Porto-Rico. Nous voulons, par nos films, rap-peter l'histoire véritable, occuitée et déformée par les colonialistes, et nous souhaitons qu'ils soient vus par tous les peuples qu'is soient vis par tous les peuples qui soutiennent notre lutte. Cinéastes, nous considérons comme un devoir politique de nous opposer par le film à la colonisation. JOSÉ GARCIA.

Réalisateur, chef de file du jeune cinéma poli-tique portoricain.

Pour des projections-débats

Culebra, 1971, 20 min., couleur, t6 mm.

— Real.: Diago de la Textra. PortoRico: pays colonisé, 1972, 30 min.,
N/B, 12 mm. — Bael.: Carlos Diag.
Les Nationalistes, 1973, 28 min., couleur, 16 mm. — Réal.: José Garcis.
Porto-Rico, 1975, 79 min., N/B,
33 mm. — Réal.: Jesus Diag et Per-33 mm. — Réal : Jesus Disz et Per-sands Peres.
Diffusian : Tricontinantal Film Cester, 333. Avecus of the Ameri-cas. New-York, 10014, Etats-Unis. — Tél. : (212) 889 3330.

Porto-Bico: puradis envahi, 1971, 30 miu., conisur, 18 mm. — Réal: Alfonso Beato et José Garcia.
Diffusiou: Latin American Film Project 190., 215 West 90th Street.
9 C. New-York, 10024, Etata-Unis. — Tél.: (212) 565 5823.

Julia de Burgos, 1973, 30 min.; con-leur, 16 mm. — Réal. : José Garcis. Destinés manifeste, 1978, 60 min., couleur, 16 mm. — Réal. : José Garcis. Garcia,

Diffusion: José Gercia, Apartado
postal 1342, Visjo San Juan
Porto-Rico 00902 — Tél. (809)
723 8821.

# Ecrans d'une colonie tropicale 'HISTOIRE du cinéma commercial

portoricain est une sulte de tentalives individuelles entreprises per des cinéastes-affairistes qui ont refusé de considérar le caractère ebsolument colonial de cette économie et qui, per conséquent, sont toujours allés d'échec en échec. Le plonnier du cinéma é Porto-Rico fut Juan E. Vigulé qui, dès 1912, filme des scènes de la vie quotidienne à Ponce (1) aveo une caméra Pethé. Vigulé, qui étalt le fils d'un ouvrier français mort durant les-travaux de percement de l'isthme de Panema, décide d'eméliorer sa lormetion technique et partit en 1916 étudier au New York institute of Photography. Entretemps, Rafeel Colorado et Antonio Capelle fondeient la première société de production portoricaine : la Société industrielle Porto Bico pour titre Pour la lemeile et le coq; lis produisirent ensulte : le Mirecie de le Vierge et Matie à Porto-Rico einel que quelques courts métrages comiques. Ces films (dont eucune copie n'est parvenus

ricaine fit taillite. En 1917 fut créée le Tropical Film Company qui se proposalt de « montrer é l'étranger les beeutés naturalles de file ». Colombe de la monlagne, réalisé par le poête Luís Lorens Torres, devait resier son seul film : l'entrée en guarra des Etats-Unie Interrompit is vente de pollicula et entraîna la dissolution de le Tropical.

jusqu'é nous) turent bien accuellis par

le public, mals ne purent soutenir la

concurrence étrengère; par manque de capitaux, cette premièra société porto-

Des capitalistes locaux, les frères Gonzalez, tentent en 1919 de profiter des evantages conjuguée de l'exotisme portoricain, du merché américain et des techniques hollywoodiennes. Ils constituens la Porto Rico Photoplaye et construisent des studios très modernes près de San Juan où lie tournent Amour tropical, la Femme qui se trompe elle-même et la Fils du désert, des pachades exotiques réalisées sur mesure pour les salles américaines ; les acteurs étalent américains (notamme Reginald Denny et Ruth Cittford) ainsi que les techniciens, à l'exception de Juan E. Vigulé revenu à Porto-Rice eprès avoir travalilé pour la Universal et le Paramount. La Photoplay échous dens son projet de s'établir dans le merché nordeméricain et comme celui de l'île ne permettait pas d'amortir de si caûteuses productions, elle dut se dissoudre en 1924. Vigulé racheta une pertie de l'équipement de la Pholoplay et constilus sa

propre société ; il produisit alors de très

nombreux documentaires et, surtout, une série d'ectualités filmées, les Vigulé Sound News, qui sont pour nous, aujourd'hul, une source de renseignements sur l'époque extrêmement riche. En 1934, il tourna le premier long métrage parlant ; Romance Tropical aur un scénario du poète Luis Pales Metos. Ce fut une expérience relativement rentable sur le plan économique, et cele, précisément, donna lieu è d'interminables querelles finencières evec les acteurs et les techniciens eu point que Viguié, découragé, n'entreorit plus jamale de long métrage de fiction. Le gouverneur Luie Muñoz Marin (2) créa en 1949 la division d'éducation de le communeuté qui evait, entre autres, pour mission de diffuser dene les zones rurales des informations concernant la salubrité, l'hygiene, les dévoirs civiques, etc. Dans le cadre de l'opération « Mains é la pate - (3), cette division enireprit le tournage de documentaires d'information dane le but d'Intégrer le citoyen anonyme à la reconstruction du pays : les principaux filme turent réallees cepandant per des Nord-Américaine, notamment Jeck Delano, Benji Donniger et Willard Van Dyke. Puls des techniciens locator formés auprès d'eux passèrent à le réalisation et constituèrent la première véritable génération de cinéastes nationeux, parmi lesquele M. Betancourt, Angel F. Rivera, Felix Ramirez einsi qu'Oscar Torres, qui partire ensuite à Cube et réalisera pour l'ICAIC le très beau Realengo 18 (1961).

UNE société, le Pakira Films, réussit à obtenir un contrat avec la Columbie Pictures pour réaliser une série de filme interprétés per un acteur comique, très populaire, de la télévision portoriceine. Elle produisit quatre pantalonnades et quelques filme évoquant « le romantique paradis tropical » comme Lune de miel à Porto-Rica ou Me vieille viile de San Juan : mais le public se lassa vite de tent de mièvreries et, dès 1968, Pakira Filme

A le fin des années 60, d'eutres producteurs misent sur le thémetique de gangsters »; Geronimo Milchell réalles la Vengeance de Corree Cotto : Efrain Lopez Neris Petite colombe et Miguel Angel Clemente Arocho et Clemente, mais toutes cas entreprises se soldent par des échecs financiers. Dans les années 70, d'autres projets se réalisent, surtout des coproductions evec le Mexique comme Mon aventure à Porto-Rico et Nuits de San-Juan, tournés par Tony Aguller. Le dernier long métrage commercial fut le einistre los Machos (1977, de Tony Rigus), présenté l'an demier eu marché du film du Festival de Cannes.

divertissement. La seule vole qui reste eux cinéastes nationeux est de réaliser, à Tirabuzon Rojo, une sorte de ciné-guérille élaboré en marge du système et occupant écrane du pays pour que chaque prolection soft comme une explosion culturelie d'affirmetion nationeliste.

JOSÉ M. UMPIERRE,

(1) Deuxième ville de Porto-Bico, située cu sud de l'île sur la côte caraibe.
(2) Fondataur du Parti populaire démocratique (P.P.D.). éiu gouverneur en 1940, il est demeuré à ce poste jusqu'ee 1988.
(3) Opération lancée cu début des années 50, sorte de « grand bond en Evant » réformiste orchestré par le P.P.D.

# FAVORISER LA PRISE DE CONSCIENCE

ES autorités portoricaines se sont psu préoccupées du cinémo, c'est le moins que l'on puisse dire; l'expériance conduite por le département d'éducation de lo communouté 11) o été très limitée, quoiqu'elle olt suscité une certaine émulation officielle notamment auprés du ministère de l'économie qui a entrepris des études pour mesurer la viabilité d'une production cinématographique régulière et Industrielle.

Les conclusions de ces études ont été pessimistes ; les experts croignent de ne pos trouver sur ploce des produc-teurs intéressés, ils redoutent une concurrence étrangère trop ogressive, une demande Intérieure trop faible, une corence de personnel technique qualifié, un décor tropical trop monotone, une hostilité syndicole, etc.

Un tel pessimisme ne se justifie pas à notre ovis cor, en foit, les autorités refusent de considérer que les possibilités d'expansion du cinéma, médium à contenu idéologique, sont déterminées par l'évolution du contexte politico-economique. Dans cette perspective, le sort du cinéma national demeure lié à la situation coloniale et

néo-coloniale de l'île 12). Cette situation, qui empêche l'expression de l'outhentique culture notionale, censure les particularismes locaux et méprise nos valeurs, est la couse réelle du sous-développement de notre cinéma

Pour naus, cinaostes nationalistes, le cinéma est un moyen de tavoriser la prise de conscience anticalonio-liste de notre peuple et de consolider l'identité nationale : c'est ua autil de décolanisation. Dans ce but, nous avons crée récemment le Centre de cinématographie et d'infor-mation (C.C.I.), qui regroupe une soixantaine de professionnels (réalisateurs, techniciens, camédiens, atc.), décidés ó prouver par le film, malgré lo puissance de l'emplre oméricain, que nous sommes un peuple en marche vers sa libération. MARIO VISSEPO,

cinéaste, fondateur du groupe Tirabuzon Rojo.

(1) Cf. ci-dessus l'article de José M. Umplerre. (2) Cf. c Forto-Rico : la Lutte pour l'indépenda reportage de Pierre Dommergues dans le Monde dip tique de janvier 1975.

# LES FEMMES DANS LES LUTTES SOCIALES

L'afflux des femmes sur le marché du travail et leurs revendications spécifiques posent des problèmes nouveaux aux organisations de gauche comme au patronat



(Photo Jean Gaumy-Gamma)

Enquête de Geneviève et Thérèse BRISAC

E nombre et l'ampleur des conflits sociaux où les ouvriers étalent des femmes ont retenu l'attention dans les années 70. Les raisons en furent vite trouvées : les femmes étaient victimes de la crise économique et de la restructurotion qui froppaient de plein fouet les branches traditionnellement féminisées, comme le textile ou lo confection. Et vite on noya lo paissonne dans un océan de chiffres qui n'étaient pas forcément dépourvus d'Intérêt mais qui masquaient pourtant l'essentiel, à savoir que ces luttes ne se déroulaient pas selon les formes coutumiètes. La nouveauté n'était guère perceptible dans ce que diffusent hobituellement les journoux ; nom du délégué syndical (presque toujours un homme), nombre de joumées de grèves ou d'occupation, etc. Les sujets de la lutte, même s'il y ovoit 99 % de

femmes, c'étoit, grammaire oblige, les auvriers.
Ainsi, à l'usine Lip, en 1973, 84 % des auvriers spécialisés sont des femmes. Comme femmes et comme O.S., elles remettolent rodicalement en question l'organisation capitaliste du travall. Pour une femme exploitée à l'usine, dévorée à la maison, il ne sourait y avoit le trovail d'un côté, la famille de l'autre. Pour elle, contrairement à son mari, la vie ne peut se découper en randelles, taut s'entremèle.

La foçon d'être d'une femme, sa vie privée, un potron peut encare en décider, comme le montre cet article tiré d'un journal patronal paru assez récemment : « L'employée de salle doit être tirés sont les survantes : bain au douche quotidien (...) vemis clair de préférence, chevelure coupée court, roage à levres, parter constamment des bas, chaussures à talons larges, mi-haut... > Et auci

Une employée n'a pos non plus le droit d'être de mouvaise humeur. Una femme, même surexploitée, doit tester un réconfort pour les yeux... C'est ainsi qu'en jonvier 1978 deux opératrices de l'entraprise Vega, à Saint-Ouen, sont mises à pied pour deux jours. Motif : « Na pas respecter l'ardre qui vous a été donné de salver le directeur général. >

Ces demières onnées, de Cerisay aux Chèques postaux de Paris, des banques à la CIP du Nord, les mêmes questions ont été rendues concrètes, brûlantes, dominées par une exigence : celle d'être entendues, tout simplement. Or, pour être entendues, il fout pouvoir porler. Ce que les femmes. le plus souvent O.S., ant découvert et démontré, c'est qu'elles appartaient aussi camme contribution à la lutte leur besoin élémentaire et essentiel du respect de la parole de chaque individu, à êgalité; une exigence de démocratle à la base. A l'usine Lip, des O.S. et des horlogères ant anolysé les blocages auxquels elles s'étaient heurtées, blen plus profonds, blen plus résistants qu'un rejet explicite, qu'un mépris exprimé. Elles expliquent : a J'avais pourtant des tos de choses à dire, mais je m'exprimais à côté de gars qui en deux mots avaient tout dit. (...) Quand ils avaient besoin de nous, ça allait, mels quand il fallait nous écouter, quand an dannait une idée, c'était terminé et nos

idées ne figuraiest uulle port. » Au même moment, lors d'une fête de « Poli-tique-Hebdo », le délégue des tanneries d'Annonay en grève, ou milleu de travoilleuses muettes, expliquait que les problémes des femmes étaient très bien résolus. Résolus? Ils n'étaient même pas perçus. Les femmes assuraient en silence, pendant qu'il « d'rigeait », les tâches imparties à leur sexe : l'accuell, le secrétariat, la correspondance. Comme o une certaine joumée « portes ouvertes » chez Lip, où les auvrières étaient toutes penchées sur leur binoculaire, pendant que les déléqués montraient aux visiteurs le fonctionnement l'usine. Elles travallicient en silence, ils parialent

# Une attaque différente

U long de ces longues grèves, quelque chose a changé. « On vivait intensèment, ao vivait une autre société », roconte une ouvrière de chez Lip. Alors, les premiers temps d'euphorie passés, on a vu des ouvrières, lasses de faire deux ménages par jaur, exiger un tour pour le bolai. Ce qu'en ne supporte plus à l'usine, pourquoi le talérer chez soi? La force d'une nouvelle vision du monde ébouchée a ébranlé bien des fovers. Car la grève, pour une auvrière, a des retentissements beaucoup plus importants que pour un auvrier : le savant équilibre du temps est brisé. Les maris ne sont pas souvent comprehensifs, surtout quand il faut occepter que leur femme soit de garde de nult à l'usine occupée. A Lip, ces petits détails ant porfois abouti à des divorces. A Scaplen, une usine de confection bretonne en grêve en mai 1976, si la grêve a duré cent neuf jours, c'est envers et contre tous. Les pères et les morts des non-grévistes vengient traiter les femmes en grève de « putains ». L'une dit, discrète : « Ça

n'était pas taujours facile. »
A la CIP ex-Bailleul, dans le Nord, dès le début du conflit, ou printemps 1976, les travailleuses organisent une réunion avec les maris et les ères pour leur expliquer la situation et tenter de résoudre collectivement les problèmes qui risquent de se poser. Cette volonté de poser explicitement les problèmes « privés » est nouvelle et importante. On a vu des groupes de femmes de grévistes se constituer pout soutenir les maris, jamais encote de comités de maris des femmes en grêve. Dans l'interminoble occupation de l'usine CIP, les femmes ont du inventer un militantisme différent, tenant compte du fait que les maris n'envisageaient pas de voir changer leurs petites hobitudes. Des rythmes différents se sont imposés, qui s'odoptolent ou temps des

Rythme différent, organisation différente aussi. Porce qu'elles se sont débarrassées des chefs,

parce qu'elles ant besoin de respirer, d'échappe lo famille, les femmes recherchent un fonctionnement égolitaire, anti-autoritaire, non hiérarchique, qui tienne compte des controintes que chocune continue à subir et leur permette de les offronter. De l'oppression et des discussions noit une démo-cratie différente où les méconismes traditionnels de délégation et de pouvoir sont grippés.

Cet apprentissage se concrétise en mille onecdates. Ainsi à Eurostil, une usine des environs de Barcelone, la grève o signifié, pour l'une, d'opprendre à conduire un comion, pour l'outre, de parler à un meeting; une troisième s'étonne : « J'ai eu envie de partir geinze jours en vaçonces avec les copines. » Et elle l'a fait. Toutes disent : < Oe ne sero jamais plus pareilles. » Elles se sont découvertes ensemble, elles se sont inventées

Comme le montre encore ce reportage à Louvain, publié par le journal Histoires d'Elles, dons une entreprise de nettoyage outogérée depuis trois ons et qui désormais s'oppelle « le Balai libéré ». Pour ne pas être licenciées, les femmes

ont dû inventer une outre façon de travoiller. Pas de bureaucrotes, mais une notation des taches; pas de structures figées. Les travallleuses disent : e On ne travaille pas mains, mais on se sent libres, tout o change, on ne pointe plus, on se parle, a Toujours lo parole...

Luttes mixtes, où les problèmes pasès por les lemmes ont folt exploser les routines traditionnelles et mis en question les protiques les plus ovancées : luttes de femmes où s'élaborent d'autres façons de faire ; depuis 1973 les grèves révelent un phénomène profond que seule la myopie d'une société peut occulter : la mantée du féminisme dons les usines, à travers les luites, por les luttes, vers d'autres luttes oussi. Il ne s'ogit en aucune monière d'un rattropage historique des luttes de classe menées por les hommes, car les motivations, les exigences, les besoins des trovoilleuses, ne sont pas téductibles à ceux des travalleurs. Il s'agit ici d'autre chose : autres forces, autres foiblesses, une attaque différente de la société copitaliste, et peut-être un bouleversement qui s'ébauche dans les affrontements de classes eux-

# Des syndicats qui bougent enfin



Les conflits de ces dernières onnées montrent comme à la louce des transformations qui se produisent oussi dons to vie quotidienne des entreprises : des secrétoires refusent d'être les bonnes de leurs supérieurs; de s ouvrières se mettent en grève pour obte-

nir le départ d'un chef aul prétend disposer sur elles d'un droit de cuissage; d'outres s'organisent pour intervenir ouprès du mari de l'une d'elles, qui la bat. On pourroit citer des exemples por centaines.

Certes, l'oppression quotidienne dans les entreprises est aussi vieille que le capitalisme; et probablement en est-il de même pour la résistance à cette appression. Mais la prise de conscience, por les femmes les plus asservies, de la globolité de leur condition, de leur place collective comme femmes dans la société, voilà qui

Cette révolte s'est développée dons les années 70, et d'obord hors des syndicats. A l'époque, toute lo gauche et les syndicots à l'unisson jugent les femmes du M.L.F. (1) comme des bourgeoises, des « diviseuses » dont les problèmes ne concernent en rien la closse ouvrière. Leurs actions spectaculaires chaquent, leurs idées irritent. Pourtant, ce sont ces idées qui vont faire leur chemin, souterrainement, et outunt dans les usines que dans les bureaux, chez les femmes au fayer que parmi les lycéennes. La création du M.L.A.C. (2) trouve un écho dans les entreprises où se forment les premiers groupes outonomes de femmes. Puis naissent un peu partout, dans des villes et dans des quartiers où rien opparemment ne se passoit, d'outres groupes de femmes.

L'action du M.L.A.C. aboutit à la foi Veil : demi-victoire, demi-échec; mais les luttes de femmes ont cessé d'être marginales. Elles ant soulevé d'autres questions taboues : la sexualité, le droit ou ploisir, le divorce, le droit à l'emploi et le partage des tôches familiales entre hommes et femmes, le viol et les vialences sexuelles. Tautes ces questions ant été entendues por d'outres

femmes, et les groupes ne cessent de se multiplier. Confrontées à cette émergence, les confédérations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. ant connu une très rapide évolution de leurs positions : la plus spectaculaire est la reconnaissance par la C.G.T., en 1977, du « rôle etile » joué par les « groupes femmes » dans les entreprises (3). Etamante oppréciation pour des structures « extrasyndicules et irresponsables! =

Jusqu'alars, pour les syndicats, le problème était de faire adhèrer et d'arganiser les femmes, d'augmenter (sans jamais y parvenir) la propor tion de femmes « responsables ». A la C.G.T., dans les années 60, une serie de « conférences des femmes solorièes » réaffirme et précise la ligne : unir hommes et femmes sur les revendi-

cations communes; pour les femmes, ovancer des revendications « spécifiques » telles que la retroite à cinquente-cinq ons ou le protection de le maternité, l'égalité des solaires. Des collectifs téminins sont créés par les structures syndicales pour s'odiesser aux femmes. La C.F.D.T., au départ, préconisait le « libre choix entre le travail et le maternité », thème progressivement rem-placé, de 1963 à 1975, par ceux du droit au travoil, et de la critique des modèles socioux imposés à chaque sexe. Les revendications « spé cifiques » proposées por lo C.G.T. pour rollier les femmes sur des bases catégorielles sant rejetées par la C.F.D.T., car, estime-t-elle, elles handicopent les femmes sur le morché du travail et

n'attaquent pos les inégolités à la racine. Encore cette volonté de foire participer les femmes à l'action syndicole étalt-elle souvent démentie por la réalité. On a vu por exemple, pendant la grève de 1972 oux Nouvelles Galerie de Thionville, le responsable syndical expliquer oux grévistes : « Vous pouvez me faire confience': je poerrois être votre père... » Mois, surtout, les onnées 1973 et 1974 ont montré que le problème n'était pas de trouver des revendications porticulières, ou de se mettre à la portée des femmes : ce sont elles qui inventalent une façon propre de mener leurs luttes. On ne pouvait plus attribue leur faible prèsence dans les syndicuts à leur « arriération ». D'où des révisians déchirontes.

L'abjectif des syndicots est bien d'organiser tous les travoilleurs, quel que solt leur sexe, mais en tant qu'institutions ils représentent une tradition de lutte modelée par les hommes, des forces d'arganisation, des objectifs, des méthodes d'action odoptées oux hommes. La domination d'un sexe sur l'outre s'exerce oussi en leur sein, et la lutte des femmes les heurte de plein fouet. Mois la rapidité et les rythmes saccadés de l'évolution des positions syndicales peuvent s'expliquer por trois focteurs.

# Avancer du même pas

D'ABORD la composition même de la classe ouvrière s'est profundément tronsformée depuis les onnées 60 : les femmes sploriées sont de plus en plus nombreuses. De mains en moins de femmes cessent de travoiller pour élever leurs enfants et le toux d'activité des femmes mariées a cru de 31 % en 1962 à 40 % en 1975. De moins en moins oides familiales ou auxiliaires leurs moris, de plus en plus salariées, ces 6,2 millions de temmes ne conquièrent pos pour autant l'égalité avec les hommes : elles occupent les emplois déqualifiés de l'industrie, ou forment la plus grande partie des « O.S. en col blanc », employées que leurs conditions de travail au de salaire rapprochent des ouvrières (4). Comm témoignent les petites annonces, malgré la lai, il n'y a presque pos de métiers mixtes. L'entrée des femmes dans une branche traduit la déqualification du travail, et le déport des hommes vers des activités plus qualifiées, mieux payées... et socialement valarisées. Le potronat, oprès avoir encouragé l'entrée des femmes dans la production, surexploite leur travail. Mieux, Il

cherche, à l'occasion de la crise économique, à Imposer la mobilité de la force de travail : il organise des formes de travail inslables (Intérim, contrats temporoires) qui focilitent le contrôle de la classe ouvrière et l'adaptation exacte du nombre d'emplois à la conjoncture. Les femmes sont une cible de choix pout ce genre d'innovations : grace à leur double journée de trovoil et oux controintes fomilloles qui pésent sur elles, il semble possible d'en faire la main-d'œuvre mobile et Inorganisée par excellence (5). Pour les syndicots, surtout depuis le déclerchement de la crise, organiser ces nouvelles couches de la classe ouvrière devient un abjectif essentiel tont contre le potronot que dans la cancurrence intersyndicale.

1 1 1 1 1 1 1 1 1

Confidence of the confidence o

 $\gamma_{i,j} = \frac{1}{2} (\gamma_i - 2 \frac{1}{2} - 2 \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} \frac{1}{2} - \frac{1}{2} \frac{1}{2} - \frac{1}{2} \frac{1}{2} - \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} - \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} - \frac{1}{2} \frac{1}{2}$ 

. . .

÷.:

332.0

ومحورها

\* \* \* 5

er in smarre y

'. 2! a Cnae

- --1-- -:---

er er folgt i betallige er

112 ml (22) : 1714 - 122, 2 1134 - 137 124

Miles of the control of the control

Title & Sure

rt las ferser For element

1070 1011

Arania ze m

Fe transition of the control of the

ton what stitucht a sa machin

e L'homme juge avec son corve d'opres son cœu, En genéral

Strive difficilement a famme a

\* ---

River Services

1 n<sub>elico</sub>

or<sub>tga</sub>. Tura

Williams

-ece 3

5----

7776. 111

La deuxième couse de cette auverture aux problèmes nouveaux du féminisme est à rechercher dons la volanté qu'ant les syndicats de préserver leur monopole d'argonisation dans les entreprises. leur fallait ou bien se résigner à laisser les groupes de femmes s'organiser hors d'eux ou bien s'odapter. A la crainte de la récupération par l'extrême gouche s'est ojoutée, avec l'Année de femme, la menace de récupération par la droite. Ainsi peut-on lire dans le Peuple, revue

(1) M.L.P. : Mouvement de libération des femmes. (1) M.L.P.: Mouvement de libération des femmes, crèé en 1971.

(2) M.L.A.C.: Mouvement pour le liberté de l'avortement et de la contraception, créé en 1973.

(3) Dans Antoinette de juin 1977, readant compte de la sixième contérence asticaile des femmes salariées, on lit : « Que penser du phénomère « graupes-lemmes »? Pourquoi des travailleuses éprouvent-elles le besoin de s'organiser en dehos du syndicat pour discuter de leurs problèmes?... Des cégétistes même. Parce qu'elles n'arrisent pas d'es faire entendre dans l'organisation syndicale et que les commissions féminines ne sont pas toujours à la hauteur. «

d se faire entendre dans l'organisation syndicale et que les commissions léminines ne sont pas toujours à la hauteur.

(4) Le salaire moyen des femmes cans toutes les branches reste de 30 % environ inférieur au salaire moyen des hommes maigré le disparité du niveou absolu de ces salaires moyens; ce qui traduit à la fois la sous-qualification et le sous-palement des temmes. Il y avait, en 1975, 790 230 femmes O S.; ce qui représente une augmentation de 28.5 % depuis 1968. Dans la même périods, le nombre d'O.S. masculins e augment de 4.9 %. Quant sux mancuvres, elles étaient el 270 en 1975, soit 27.7 % de plus que 998 300, soit 10.7 % de moins qu'ec 1998, si on additionne O.S. et manœuvres, il y a 100 600 duvriere trançais non qualifiés en mains entre 1968 et 1975. Ils ont été remplacés par 127 600 immigrés (hommes et femmes), et par 253 000 femmes françaises.

(5) Les synchosts ont constaté une égalisation ou numbre de conflits menés par des femmes et cos hommes (1270 de mail 1977, et de Jéanpeite Laot à le conférence C.F.D.T. de février 1978), mats les teux de syncholisation sembleut cetterdent plus faibles pour les femmes. Alnai, il y a. à la C.G.T. 25.5 % de femmes (sur 2,1 millions o'adhérenta). A la C.F.D.T., 40 % de femmes (sur 1,04 million o'adhérenta), et à F.O., 25 % de femmes (sur 1,08 million d'adhérents). L'enquête de la C.G.T. publiée sous le titre Femmes à 2 Purine et au bursar estime le taux global de syndicalisation à 28 % des salariés et le taux de syndicalisation à 28 % des salariés et le taux de syndicalisation à 28 % des salariés et le taux de syndicalisation à 28 % des salariés et le taux global de syndicalisation à 28 % des salariés et le taux global de syndicalisation à 28 million d'adhérents). L'enquête de la C.G.T. publiée sous le titre Femmes a Purine et au formes de moins en mains reales; le mariage Interrompt meins le travail, moins de tenmes travailled cans de petites contentations d'employés, Mais de nouvelles formes d'instabillé se developpent : par exemple, en 1976, il y a eu deux



ant en in

mensuelle de la C.G.T. d'ovril 1977 : « Devens-nous laisser à d'nutrez — sans réagir — le rôle facile d'apparaître, à qui a'y regarde pas de près, cemme les défenseers des femmes? » (Ropport à la conférence des femmes salarlées). Quant à la C.F.D.T., elle s'interroge plus profandément :

« Si la C.F.D.T. et ses syndicats ne sont pas
capobles ansemble de réfléchir sur ce qu'ils sont, capobles ansemble de retriecht sur ce qu'ils sont, sur les misces qui fant que les travailleuses sont toujours surexploitées, qu'il y n encere si peu de femmes dans nas structures, il y o risque évident de voir les femmes s'organiser sur d'autres hases. Ce qui entraînerait un clivoge structurel de In classe ouvrière autrement plus grave que les nctuelles divisions. » (Rapport introductif à lo conférence « travoil des femmes et action syn-

dicale », février 1978.i La traisième couse, enfin, est la pression, à l'Intérieur même des syndicats, de militantes devenues féministes. Fortes de l'existence du mouvement des femmes dons toute la société, des syndiquées contestent leurs organisations et commencent à s'y exprimer collectivement. Elles constotent que les syndicots, comme toutes les institutions de la société actuelle, sont des struc-tures fondomentalement masculines dans leur composition, leur fonctionnement, et même la conception de leur rôle. Les directions syndicales sont mosculines : une femme sur dix à la commisslan exécutive de la C.F.D.T.; trois femmes sur seize à la direction confédérale de la C.G.T. Au niveau des tédérations, mains de 10 % de femmes en 1976 dans les secrétariats fédéroux de la C.G.T., alors qu'un syndiqué C.G.T. sur quotre est une femme. De plus, dons les stages de formation syndicale C.G.T., on trouve en 1976 mains d'une femme pour cinq stoglolres, et une sur dix dons les sessions de farmation d'éducateurs. Enfin, la rotation des femmes dans les postes de responsabilité est beaucoup plus ropide que celle des hommes, souf quand elles ont accédé oux responsabilités les plus élevées. Pour la C.F.D.T., un exemple significatif : pour préparar la conférence notionale des 1° et 2 février 1978, le journal de la C.F.D.T. a organisé une « table rande » réunissont, outour de Jeonnette Loot, trois hommes, dont le responsable de la commission fernmes des bonques, pour parler... de la place des travailleuses dans la C.F.D.T.

La contestation part de la bose, par la création de commissions de femmes, en particulier dans les sections syndicales. Mois elle atteint aussi les directions : ainsi l'évolution d'Antoinette, journal féminin de la C.G.T. (surtaut vendu paur ses fiches-culsines et ses modèles de tricat il y a quelques années), a précédé le tournant officiel de la C.G.T. et parle oujourd'hui, par exemple, de droit ou ploisir... ce qu' n'est certes pas acquis dons tous les syndicots. A la C.F.D.T. oussi, en 1976, Jeannette Laot appelait dans une série de réunions en province à créer des « commissions femmes » syndicales, quitte à « court-circulter » les instances trop misogynes. Il est vrai que celo n'a pas duré. Des « commissions femmes » consti-tuées en marge des structures normales ont été dissoutes. L'accent est mis oujourd'hul sur le danger qu'il y ourait à isoler les femmes entre elles et sur la nécessité qu' « hommes et femmes

#### Un point de départ

'UN des plus importants paints de conflit est le problème de l'outonomie des femmes : rôle des groupes de femmes d'entreprise, reconnus mois à candition qu'ils disparoissent au plus vite pour s'intègrer aux syndicots ; rôle des « commis-sions femmes » : mixtes au non, contrâlées ou non (et comment) par les Instances syndicoles

régulières, désignées par elles ou formées par valontariot, ouvertes ou non oux non-syndiquées; expression collective des femmes dans les structures de direction, souvent ressentle par les hommes comme une pression, sinon une ogression. C.G.T. et C.F.D.T. s'accordent à dire qu'il n'y a pas de recettes pour mieux intégrer les femmes à l'action syndicale, et les situations les plus vorlées se développent. Avec une constante, ces demiers temps : après l'ouverture, les directions vaulent reprendre le contrôle. On n'entend plus dire que l'organisation des femmes entre elles divise la closse ouvrière... Mois l'orgument est encore lò, prêt à servir, suspendu au-dessus de la tête des militantes touchées nouvellement por le féminisme.

Pourtant, la dynamique ne fait que commencer. Un nouveau phénomène apparaît : jusqu'à présent, comme le notaît Jeonnette Laot à la télévision en février 1977, « presque toutes les militantes syndicoles découvrent in lutte féministe norés; elles vivent in totalité des rapports de subordi-nation. C'est un toet pour elles, et elles le remettent en cause dans l'oction syndicale. Et elles découvrant, à travers cette oction syndicale, tont d'un coap, que le mouvement auvrier ne prend pas en totalité ces rapports de domina-

Or, aujourd'hui, de plus en plus de femmes découvrent ou contraire l'action collective à partir de leur situation de femme - et, sur la base de la solidarité créée entre elles, elles lancent des actions revendicatives, et la syndica-lisation sult souvent. Le féminisme n'est pas icl une prise de conscience « supplémentaire », plus ovoncée, pour qui a déjà fait l'itinéraire habituel. Nan seulement il ne « détourne » pas les femmes des « luttes véritables », mais souvent Il en devient le moyen, le point de départ pour trouver ensemble leurs propres objectifs de lutte,

des hommes de leur classe, c'est bien parce que ceux-cl ont occepté de jouer leur rôle sociol d'oppresseur. Si division il y a, c'est bien du côté des hommes qu'il fout en chercher la responsobilité. Plus largement, la simple juxtapasition de revendications catégorielles ou bas d'un pro-gramme ne foit plus illusion : c'est l'ardre des rloritès, les objectifs généroux eux-mêmes oul doivent être revus d'un point de vue mixte. C'est-à-dire en partant de ce que les femmes ant exprimé de nouveou sur la structure même de lo société, sur leur propre vision du monde. Cette réflexion, qui cherche à fonder l'unité sur lo critique explicite des différences socioles et des ropports de domination existant entre les opprimés aux-mêmes, ne fait que s'amorcer. Elle ne concerne pas seulement les femmes, mois aussi les immigrés, les jeunes, tous ceux qui sont « exclus » par les modèles socioux dominants. Enfin, les femmes bousculent les frantières qui

séparent la vie productive de la vie privée, isolent la lutte sociale de la politique, excluent de la vie syndicale les exigences d'outonomie individuelle dons lo vie offective et sociole. Cor il ne peut s'agir pour elles seulement de revendiquer : le droit au travail, l'égalité des solaires entre hommes et femmes sont garantis par la lal... Pour les foire entrer dans la réalité, il faut

#### Une sous-qualification dans la classe ouvrière

Part des femmes dans l'ensemble	1952	1968	1975
Des envriers Dont : contremaîtres Ouvriers qualif. O.S. mangegyres	17,3 % 26,3 %	21,3 % 7,2 % 16,3 % 23 % 30,1 %	22,3 % 5,9 % 13,5 % 26,6 % 38,1 %

- · PARMI LES FEMMES O.S. ET MANŒUVRES : - 43 % out moins de trente aux ; - 16 % ont moins de vingt ans.
- e SALAIRES DES FEMMES (parmi les sala-riées) au 1 millet 1976 :

   Moins de 2 200 F par mois ...... 53.9 %

   Moins de 2 200 F par mois ..... 75.1 %
- e CHOMAGE: en janvier 1977, les femmes constituaient 62,7 % des chômeurs de molus de vingt-ciaq ans, mais 25 % seglement des stagialres en formation permanente des adultes.

#### Répartition de l'activité des femmes

En 1976, il y avait eo France 2 367 000 femmes actives, dont : cadres moyens (15 %), agricultrices exploitantes (7.3 %), salatiées agricoles (8,5 %), paironnes indépendantes dans le commerce (8,5 %), professions libérates (9.4 %), actres cadres supérienrs (3.6 %), emproyées (29.2 %), onvières (22 %), personnet de service (12,8 %), autres (8,4 %).
En 1975, sur 3 120 000 femmes actives, ou comptait :

Bn 1973, sur o zeros de la 1846 000 onvrières, parmi lesquelles :

- 443 000 coutremaîtresses ;

- 402 000 ouvrières qualifiées ;

- 730 000 ouvrières spécialisées ;

- 614 000 manonuvres.

# Des échanges qui déclenchent la violence



De ces changements, désarmais visibles. beaucaup sautent déjà à de hâtives conclusions : les syndicats ouroient, entend-on dire, pris en charge les exigences des tonts ouralent fait leur révolution culturelle et banni en eux toute pulsian d'oppresseur, les femmes ourolent

gogné leur place, l'égalité, ovec en prime des médailles pour leur célèbre sens du sacrifice, défi-

Taut cela esi faux. Presque rien n'o changé. Par contre, que de cris, que de violence, dejà, contre toutes celles qui commençaient à élever-la volx : briseuses de formille, diviseuses de la classe ouvrière, elles menocent lo société, les libertes, on mentend plus qu'elles, qu'on les fosse taire.

Et cela pour une raisan fondamentale : Il n'est pas question de partager un gâteau, d'oilleurs ossez ronce, mois de foire une nouvelle cuisine... Il faut remettre en leu les privilèges, Quelques exemples en témolgneront mleux que de longs commentoires.

Le 1ª mal 1976, pour lo première fois, la C.G.T. et lo C.F.D.T. acceptent les groupes de femmes parisiens au seln du cortège syndical. Mois, sur le terrain, retournement de situation : le service d'ordre de la C.G.T. n'est plus d'accord. Des coups sant échangés - échange un peu

înegol. Les insultes fusent, révelotrices, celles, toulours les mêmes, qu'entendent les femmes qui luttent : « Putains I », « Lesbiennes I », « Malbaisées ! ».... Bavure ? Pas tant que cela. Car, dans les semaines qui suivent, la C.G.T. défend son service d'ordie en accumulant les arguments : les femmes provoquaient, elles étalent armées d'alguilles à tricater, leurs mots d'ordre n'avalent rien à voir ovec la lutte de closse. Les femmes peuvent défiler ou se manifester à condition que ce solt dans un cadre préétabli où leurs revendi-cations sont définles comme celles d'une catégorie particulière luttant pour e'le-même, sons déborder sur les outres. Les syndicats, le 1° mai 1976, ovalent admis des mots d'ordre sur les crèches, le chômage, les bas salaires. Sont considérées comme relevant de la lutte de classe les revendications économiques, mannoyables, les aspirations à égalité avec les hommes. Por contre, sont rejetéus les exigences fondamentales des femmes qui se rebellent contre leur appression et tous ses rouages. Ainsi la dénonclation du viol étaif, encore en 1976, considérée comme une préoccupation petite-bourgeoise. Et celles qui osaient crier : « Peres, maris, jages, médecins, nous ce deman-dons rien, prenons nos affaires ea maia », se plaçant sur le terrain du drait à la dignité, de l'autonomie de leurs luttes, se voyaient rejetées, hors lutte des closses, hors l'histoire.

Pas pour longtemps. Au printemps 1977. mirocle des temps, toutes ces exigences étalent reconnues en parale par les partis de gauche et les syndicots. o Plus de questions taboues, plus de rancon », peut-on lire alors dans un compte rendu officiel d'une conférence nationale de la C.G.T.; « sexualité, contraceptica, ovortement. Mais aussi le partage des tâches. La difficulté, quand on est militonte, d'oser contrer les ténors. La condes-

cendance, le paternolisme. Le sexisme, enfin. a Pos facile de résister trap langtemps à la réa-lité. Mais les textes sont, hélos, en avance sur les foits (6). A cette époque où, semble-t-II, le bon sens triomphait dans les organisations auvrières, et où le paternolisme remploçait apparemment les orguments musclés, d'étranges incidents se dérauolent dans une Imprimerie de la région parisienne. Interviewée dans un hebdomodaire d'extrême gauche, « l'Etincelle », la déléguée concernée

« le ont dit qu'ils ne discataient pas nvec un trou... A toutes les réacions, Il y n une réflexion phallocrat- sur les femmes ee plutôt, cemme ils disent, sur les « solepex n. Ça vole toujours au niveae de la ceinture (...). Un délégaé dit poer plaisanter: « Ma grosse n'est pos la ce xoir, tu » devrois vonir, j'e<sup>r</sup> un lit, un potit jordin... n Les déléguées, ils ne peuvent les voir autrement que comme des machins à dragues. »

Peut-on olors penser que, si les femmes ne se syndiquent pas, c'est qu'elles n'ont pas de conscience de classe? Ne se refuseroient-elles pas plutôt à se reconnaître dans la conscience de classe mosculine? Une trovailleuse violée par un syndiqué de son entreprise se heurta à un mur d'hostilité quand elle demando que e quelque chose soit falt ». Pos question d'exclure le vialeur de la section C.F.D.T.: pas question, comme elle prisa. Pour les responsables, il s'agissait d'une sale histoire mais, finalement, d'une affaire privée. Pour les travailleuses, cette séparation entre le prive et le social n'avait pas l'ambre d'une justification. Pour elles, ne plus occepter les violences sexuelles, se révolter contre un viol c'est la seule vois paur en finir over la négation de sai, la résignotion, le fotolisme. Une question, donc, au cœur de la lutte de closse.

# Et puis la peur, les divisions...



Il seroit donc illusolre d'envisager développement linéalre, Irrésistible, de la révolte et conscience féministe des femmes surexploitées à l'usine, dons les bureaux dors les cités. Car oux tentatives de lutte collective, ou cheminement pro-fond de ces idées rebelles qui mènent

à ne plus se mépriser sol-même s'opposent bien des obstacles : outodéfense de nombreux travoilleurs, volonté de canolisation syndicale, miroges de l'égalité Illusoire, légalisée, ou des solutions individuelles. Mois ce sont là, en quelque sorte, les Obstacles ou les « ennemis de l'intérieur ». Car il y o en même temps, dresse contre les femmes qui relèvent la tête, un patranat qui ne chôme pas. On l'o vu chez Furnon, à Alès, et dans la région. Combien de potrons combinent leur haine de classe et leur roge d'hommes dons une furieuse énergie pour foire plier des femmes qui luttent. La besogne leur est souvent facilitée por le peu de soutien que rencontrent les trovoilleuses, mois aussi par le chantage permonent que constitue la menace du chômage dans tant

A Rhône-Poulenc-Textile (Lyon), le octronat a voulu réduire l'horaire des seules temmes morlées à un mi-temps, imposant une farme originale de chômage technique. Une gréve de toute l'entreprise, hommes et temmes, a blaqué net cette tentative. Mois les patrons tentent oussi des ottoques de blois, dont un bon exemple est fourni par une circuloire diffusée en 1977, travail de vulgarisation réalisé par des psychosociologues à l'intention de la maîtrise d'une grande entreprise nationalisée :

- e L'ouvrier s'attache à sa machine, l'oavrière à son chef. >
- « On native difficilement à connaître ene
- L'ouvrière préfère les traitements de faveur. L'homme jege avec son cerveas, la femme, d'après sas cœur. En général, elle est très

mauvais juge. Elle est très dure avec ses semblobles. » « Dans nne atelier fézzinin, il y o des clans, s'eu servir pour l'intérêt général. >

Etc. Recettes psychologiques pour diviser les femmes entre elles, cette réponse à la combativité croissonte des femmes Incite l'encodrement s'appuyer sur les éléments intériorisés de

Mois le jour où les fammes en prennent conscience, les contradictions vécues dons l'isalement atteignent leur dimension sociale et palitique et se transforment en refus de l'appression, en comportements collectifs, en solldorité entre femmes. Et c'est toute la pyramide sociale qui bascule olors, cor il n'y a pas de réformisme qui tienne en ces motières, et l'ougmentation de salaire ne fait pas pour autant rentrer le fleuve

# Une autre société

L'EMERGENCE d'un nouveau sujet sociol provoque des bouleversements profonds, met an question des idées et des protiques qui finissalent par sembler naturelles; elle oblige à élargir l'analyse classique des contradictions dans une saciété capitaliste et transforme la dynamique même des conflits qui s'y navent. L'apparition de cette force sociale nouvelle a soulevé des problêmes qui ne peuvent plus être étouffes.

D'obord, les femmes expriment cloirement leur valonte de reintroduire dans la politique le personnel, le vecu, le quatidien. Dans la pratique syndicale, celo met en crise le modèle du militont-surhomme, toujours disponible, totalement dévoué et à qui reviennent « naturellement » les responsabilités et le pauvoir de décision pendant que ceux, et surtout celles, qui n'ont pas les moyens de se soustraire oux petites exigences lo vie quotidienne sont réduits aux travaux d'exécution. L'invention d'une protique différente, en considération des problèmes privés, oblige les syndicats à repensor les problèmes de la délégation de pouvair, de la démocratie active sons plus séparer la vie « publique » des problèmes « privés », au la psychologie des problèmes socioux. Au-delò des syndicots, c'est toute la pratique de la démocratie et de l'action politique qui, devenue coduque, est à réinventer.

D'outre part, la conception troditionnelle de l'unité entre hommes et femmes n'a pas resisté : aucune unité n'est possible si elle dait reposer sur le silence et la passivité des femmes. Lorsque des travoilleuses sont omenées à s'ottaquer à

(6) Pendant la campagne électorale pour les (d) Fandant la campagne électorale pour les législatives de mars dernier, on e pu remarquer comment les partis, et plus largement les médias, ont fait la part belle aux semmes, qui représentent 54 % de l'électorat. Le soir du 12 mars, on était revenu aux choses sérieuses : pes une semme dans les débats télévisés, plus un mot, ombliécs. Le nombre des semmes participant au gouvernement, monté brusquement à six deux mois avant les élections, est ensuite tombé à trois.

s'attoquer oux structures mémes qui reproduisent les inégolités : lo division du trovail dons lo famille et dans la société, les râles socioux abilgotolres pour choque sexe. Les formes troditionnelles ne peuvent contenir une telle problémotique. Le droit à l'emploi ne signifie rien si les conditions socioles ne permettent pas de créer des emplois et de supprimer la deuxième journée de travail grotuit foumle par les femmes seulement. A ce point, il n'est plus question de revendication classique, mais de l'exigence d'une arganisation sociale profondément différente.

Ainsi la prise de conscience s'élorgit, d'un côté, en lutte sociale et politique contre l'explaitotion et la domination de classe, mals aussi contre lo division du travoil entre dirigeonts et exécutants et contre la domination des fammes nor les hommes. De l'autre, elle s'enrocine dans la remise en question des compartements quotidiens, dons la volonté de contrôle collectif sur les conditions de travail, de vie, dans la création d'une solidarité qui brise les claisonnements de vie privée et met en question les tondements de toutes les hiérarchies apparemment naturelles

L'ompleur des questions posées, la résistance Inévitable des hommes, même bien Intentionnés, laissent penser que le mouvement d'arganisation autonome des femmes de la classe auvrière, d'expression collective et de découverte de leurs propres besolns, ce mouvement ne foit que commencer. Il progressero, sons doute, dons lo tension entre l'autonomie et l'expression collective des femmes d'un côté, et de l'outre, les tronsformations des modes d'organisation et d'action mixtes qui seules rendrant possible l'unité entre las femmes et les hommes pour inventer une

(Copyright Geneviève et Thérèse Brisac et le Monde diplomatique.)

(Deserve de Plantu.)

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : Jacques PAUVET Rédacteur en chef : Claude JULIEN Rédactrice en chef adjainte : Micheline PAUNET

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL (en francs) VOLE NORMALE

Prance, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomay, Gabon, Mauritanie, République maigashe, Mail. Nigar, Sánégal, Tchad, Haute-Volta, Camerdun, Togo, Guinée, Tunisle, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco

PAR AVION (abonnement et taxes) : Surope. Turquis d'Asis. Chypre, Açores, Canarim, Madère, Aigé-rie, Maroc. Tunisis .... 57

DOM, Cameroun, Centrafrique,
Coogo, Côte-d'Ivoire, Dahomey,
Gabon, Golete, Mail, Mauritanie, Niger, Senégal, Tchad, Togo,
Haute-Voita, Territoires français
des Afars et dm Issas
TOM Issuf T.F.A.1.), République
maigacha, Etat comorteo 126 Libye. Egypte. Arabie Szoudite.

rement et taxes):

Iran, Irak, Israël, Jordanie,
Liban, Syrie

Birmagie, Brunei, Chice, Corfe,
Hongkong, Indonésie, Japas,
Macso, Malaisie, Mongolle, Philippines, Bingapos, Talwan,
Thallande, Vietnam, Australie,
Nouvelle-Guisée, Fidji, Ngurelie-Zélande, Lace, Cambodge
Casada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du
Sud, sutres pays d'Afrique,
d'Amèrique et d'Asie

(Cheque postal : Paris 0º 4207-23) Rédaction et administration, 5, rue des Italians, 7547 PARIS CRDEX 09
Tél. Abonnements : 820-62-03 Tél. Rédaction : 246-72-23
télégraphique : Journonde Paris Télex : Le Monde 650-572 Paris Tél. Abonnements : 820-62-03 Adr. télégraphique : Jourmonde Paris

# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

#### ONU

La dixième Assemblée générale extraordinaire crée un nouveau mécanisme de négociation sur le désarmement

A dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, consacrée au désarmement, s'est achevée le 30 juin par l'adoption (sans vote) d'un «document final» destiné à jeter les bases d'une stratégie internationale de désarmement devant déboucher sur le désarmement général et complet. Le document se compose de quatre sections : introduction, déclaration, programme d'action et mécanisme de négociation.

et mécanisme de négociation.

Dans le programme d'action, l'Assemblée générale énumère les mesures concrètes de désarmement dont l'application devrait se faire au cours des prochaines années, ainai que d'autres mesures et études destinées à préparer le terrain à de futures négociations et à des progrès sur la voie du désarmement général et complet. Il est prévu, en particulier, qu'un groupe d'experts gouvernementaux entre-prendra, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, une étude détaillée des liens qui existent entre désarmement et développement.

entre désarmement et développement.

Dans la partie du « document final » consacrée au mécanisme de négociation, l'Assemblée générale établit, en tant que successeur de la commission constituée en 1951, une commission du désarmement composée de tous les Etats membres. Cette commission, qui sera un organe délibérant subsidiaire de l'Assemblée générale, aura pour tâche d'examiner et de faire des recommandations sur divers problèmes dans le domaine du désarmement. Elle devra également donner suite aux décisions pertinentes lement donner suite aux décisions pertinentes de l'Assemblée extraordinaire. La commission est enfin appelée à faire rapport chaque année à l'Assemblée générale.

à l'Assemblée générale.

Selon l'Assemblée générale, il doit continuer à exister un organe unique de négociation multilatérale, de dimension restreinte, qui prenne des décisions par consensus. Elle attache une grande importance à la participation de tous les Etats dotés d'armes nucléaires à un organe approprié, à savoir le a comité de désarmement ». Ce comité sera ouvert aux Etats dotés d'armes nucléaires ainsi qu'à trente-cimo Etats out seront choisis.

désarmement ». Ce comite sera ouvert aux Etats dotés d'armes nucléaires ainsi qu'à trente-deux à trente-cinq Etats qui seront choisis en consultation avec le président de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale.

Cette décision prévoit que le comité de désarmement se réunira à Genève au plus tard en janvier 1979. Le scorétaire général a été prié de nommer un secrétaire exécutif du comité de désarmement qui sera son représentant spécial. Selon cette décision, la présidence du comité sera assurée à tour de rôle par tous les membres. Les Etats intéressés qui ne sont pas membres du comité pourront lui soumettre des propositions écrites ou des decuments de travail concernant les mesures de désarmement qui font l'objet de négociations et seront invités, si nécessaire, à participer aux séances plénières.

La session spéciale de l'Assemblée générale sur le désarmement a recommandé, d'autre part, la convocation, à une date rapprochée, d'une conférence mondiale sur le désarmement réunissant tous les Etats et préparée de manière adéquate.

Afin de permettre à l'ONU de continuer à s'acquitter de son rôle dans le domaine du désarmement et d'accomplir les tâches supplémentaires qui lui seront assignées par la présente session, l'Assemblée estime nécessaire de renformer le centre des Nations unles pour de renforcer le centre des Nations unles pour le désarmement et d'élargir en conséquence ses activités en matière de recherche et d'infor-

Le secrétaire général est enfin prié de créer un groupe consultatif d'experts qui serait chargé de le conseiller sur les divers aspects des études à entreprendre et d'élaborer un programme de telles études.

communications officielles. — Le délégué permanent de la Chine à l'ONU a transmis au serétaire général en juin dernier une déclaration du ministère chinois des affaires étrangères ou sujet de l'expulsion de résidents chinois du Vetraun. — Le 7 juillet, le charpé d'affaires ai. du Victnam a communiqué au secrétaire général le texts de la note envoyée le 6 juillet par son gouvernement de Pétin à propos de la décision de ce dernier de supprimer toute aide économique at technique ou victnam at de rappeler tous est experts en poste. — Le Eompuchéa à adressé au début de juillet au secrétaire général une note rejetant une proposition victnamienne à propos du problème « né des actes de vielation et agression » du Vietnam. Le Eampuchéa rappelle à cette accasion qu'il avait avancé le 15 mai des « mesures raisonnables » paur résoudre le fond du problème. — A la fin de juin st au début de juillet, la Somalle a fait remetire trois notes au secrétaire général de l'ONU accusant chaque fois l'Ethiopie d'agression contre des agglomérations sur son territaire.

DROTTS DE L'HOMME. — Le comité des droits de l'homme, créé le 21 mars 1977, a ouvert le 10 juillet une session de trois semaines au cours de laquelle il devait examiner les mesures prises par un certain nombre d'États pour metire en application le Pacte international relatif aux droits civiques et politiques.

— Le gouvernement chilien ayant donné son accard, un groupe de travail des Nations unies chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Chili s'est rendu le 14 juillet dans la capitale chiltenne où il a entrepris ses travaux.

DROTT COMMERCIAL INTERNATIONAL — La

chilenne où il a entrepris ses trabaux.

DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL. — La commission des Nations unies pour le droit commercial international a approuvé le 14 juin la version finale du projet de convention intégré sur la vents internationale des marchandises.

Elle a par atlieurs décidé en principe de créer un comité spécial chargé d'examiner les conséquences juridiques d'un nouvel ordre ésonomique mondial. La commission a accepté l'offre du gouvernement autrichien de tenir sa session de 1979 d Vienne. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — La vingt-cinquième session du Programme des Nations untes pour le développement l'est terminés dans la deuxième semaine de juillat. Elle a été consante en particulier d'l'étude d'un programme international de recherales et d'assais sur le terrain de systèmes d'irrigation d'énergle solaire pour les pays en voie de développement. D'autre part, le conseil d'administration a mis à l'étude des suggestions visant à modifier la procèdure de financement des projets qui recovent une assistance du fonds d'équipment des Nations unies, l'un des organismes participant au système du développement de l'DNU. Enfin le conseil d'administration a examiné les activités du Programme des volontaires des Nations unies.

PONDS SPECIAL. — Le conseil d'administration du Fonde spécial des Nations unies, créé pour aider les pags les plus affectés par la crise économique mondiale, a décidé le 22 fuin de suspendre provisoirement les activités du Fonds en raison du manque de contributions. Le conseil a recommandé ou secrétaire général d'envisager la possibilité de confier les tâches qui lui étaient assignées à un autre organisme du système des Nations unies. ASSITANCE AU LESCITEO. — Le rapport de la mission qui s'est rendue au Lesotho du 17 au 23 mars dernier, pour mettre au point un programme d'assistance à ce pays, a été publié fia juin. Il s'ajissait plus précisément d'évaluer les conséquences des nouvelles restrictions imposés par le Transier en matière de déplacement. Le rapport énussière quatores projets d'exécuter d'urgence, d'un montant de 7,2 millions de dollars.

# 

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Le Conseil économique et social de l'ONU a tonu sa seconde session de 1978 d Genève du 5 juillet au 4 août. On en trouvera un bre/ résumé dans le prochain numéro.

prochain numero.

DECOLONISATION. — Le comité spécial de la décolonisation a approuvé le 29 juin dix rapports soumis par son sous-comité des petits territoires. Il a décidé le 30 juin d'ajourner jusqu'au mois d'août l'examen de rapports sur les les Turques et Caiques, les Bermudes et Duam, l'U.R.S.S.. Cuba et le Tchécoslovaquie ayant soulevé des abjections au sujet des paragraphes des rapports ismanant du sous-comité des petits territoires) concernant la présence des bases militaires étrangères sur ces territaires.

—Ls sous-comité des petits territoires a approuvé ses rapports sur les lles Vierpes américaines et sur les lles Coco.

DEOTTS DES PALESTINIENS. — Le président du comité pour l'exercice des droits des Palestiniens a adressé fin juin une nots au secrétaire général d propos de la réponse du gouvernement traditien au gouvernement américain concernant l'avenir des territoires occupés perue dans la presse, ainsi que l'explication du ministre israélien des affaires étrangères. Selon lui, ces propos « confirment qu'Israél n'a pas l'intention d'honorer les résolutions de l'ONU s'opposant à l'accupation de territoires par la forre».

NAMIBLE. — Le Conseil des Nations unies pour

NAMIBIE. — Le Conseil des Nations unies pour la Namibie a approuvé le 23 fuin des recommandations contenues dans le rapport intérimaire du commissaire des Nations unies pour la Namibie sur la mise en œuvre du programme d'édification de la nation namibienne. Les recommandations prévoient soiaunte-dix-sept projets pour la période d'avant l'indépendance dans le cadre glabal des abjectifs du programme,

SOCIETES MARITIMES. — Le groupe de travail intergouvernemenial spécial, elargé d'examiner les pratiques de corruption et de metire ou point un accord international sur la prévention et l'élimination des patements illicites à l'occasion de trensactions commerciales internationales, a tenu sa cinquième session à la fin du mois de juin et au début juillet.

debut fullet.

ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. — Le comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-aimosphérique a terminé sa vingt et unième session le 7 fuillet en adoptant sans vote son rapport à l'Assemblée générale. Ce document contient des recommandations sur la convocation d'une deuxième conférence sur l'espace, l'utilisation des sources d'énergie nucléaire dans l'espace et la question des orbites géostationnaires. Le comité a aussi approuré les rapports de ses sous-comités scientifique et technique, et juridique.

UNIVERSITE DES NATIONS UNIES. — Réput à

scienti/ique et technique, et juridique.

UNIVERSITE DES NATIONS UNIES. — Réuni à Vienne du 26 au 30 juin, le conseil de l'Université des Nations unies a fait le point des activités de l'année écoulés et présente ses récommandations pour l'année à venir. L'Université à jusqu'iel mis sur pied trois programmes : besoins en nutrition et conservation des aliments ; développement humain et social ; anélioration des connaissances dans le domaine des besoins énergétiques et écologiques des pays en vois de développement.

RECENTES PUBLICATIONS

Espagne, dans la série « Etudes économiques », 39 pages.
 Une stratégie à moyen terme pour les politiques de l'emploi et de la main-d'œuvre, 138 pages.

JUSTICE. — Le nouveau règlement de la Cour internationale de justice (CJJ), adopté le 14 voir le 14 voir

internationale de justice (G.J.), adopté le 14 april dernier, est entré en vigueur le 15 juillet. En cent neuf articles, il représente l'achèvement de la révision d'ensemble entreprise par la Cour. Cette denière s'est efforcés, dans la mesure on eela dépendait d'elle, de simplifier, d'assoupit et d'accélérer la procédure, tant en matière contentieuse que consultative, de réduire les fruis de la procédure et de faciliter le recours aux chambres et la procédure consultative.

Indépendamment de cette orientation générale, la Cour a codifié la pratique sur plusieurs points natomment sur l'obligation de continuer à sièger et la fonction d'instances; elle a modifié quelques solutions défà adoptées (concernant en particulier le dispositif des arrêts et des avis consultatifs at les déclarations jointes) et adopté estraines dispositions nouvelles (sur la possibilité pour la Cour de sièger alleurs qu'à La Hays et le reuvel spécial devant la Cour, Le réplement antérieur, établi en 1946 et modifié en 1972, continuera de s'appliquer à l'affaire actuellement pendante devant la Cour, celle du plateau continental de la mer Egés. REFUGIES. — M. John B. Kelly (Irlande) a été nommé le 3 juillet délégué régional du haut cammissariat pour les réjugiés au siège des Nations unies à New-York, où il succède à M. Virende Dayal.

e COMMISSION ECONDMIQUE POUR L'EUROPE.

— Parmi les récentes publications de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, signalons une Etude stahistique sur la situation du logement dans les pays de la CLE, vers 1970 (En anglais, français et russe, 16 dollars des Etats-Unis ou l'équivalent, Palais des Nations, Genève).

# TRAVAIL

Bilan de la soixante-quatrième conférence internationale

conférence internationale

DES conventions et des recommandations sur l'administration du travail et les réunions professionnelles dans la fonction publique ont été adoptées par la soixante-quatrième conférence internationale du travail, réunie du 5 au 23 juin à Genève. Pour la première fois depuis la création de l'Organisation Internationale du travail (OLT.), cette conférence, qui a rassemblé plus de mille sept cents délégués représentant cent vingt-neuf pays, siégeait sans les États-Unis (les États-Unis se sont retirés de l'organisation le 1er novembre 1977).

La conférence a aussi jeté les bases de nouvelles normes internationales sur les transports rontiers et la protection des dockers confre les accidents, normes qui seront examinées en seconde discussion en 1979. Elle a adopté le rapport de sa commission tripartite de l'application des conventions et recommandations, dans lequel est exprimé un accord général sur l'importance de l'élaboration des normes et du maintien d'un contrôle efficace de leur application; la commission avait inclus dans son rapport une liste spéciale attrant l'attention de la conférence sur dix-sept cas (dans treize pays) où les gouvernements paraissent rencontrer de sérieuses difficultés pour la réforme des structures de l'organisation ont été jugés e encourageants ». D'autre part, le débat général sur les activités de l'OLT. a souligné que la promotion de l'emploi et l'amélioration des conditions de travail et de vie sont les abjectifs majeurs de l'organisation. Le quorum n'ayant pas été atteint, la conférence n'a pas adopté le projet de résoiution qui lui était soumis sur la mise en œuvre d'une résolution adoptée en 1974 « concernant la politique de discrimination, de racisme et de violation des libertés et des droits syndicaux pratiquée par les autorités israélien-

nes en Palestine et dans les outres territoires

ambes occupés ». Les autres décisions de cette soixante-Les autres décisions de cette soixante-quatrième session concernent notamment : l'approbation d'une contribution financière sup-pièmentaire des Etats membres, d'un montant de 22,5 millions de dollars, destinée à compenser la dépréciation du dollar an cours de la période 1978-1979. La Conférence a également accueilli avec satisfaction de nouvelles contributions volontaires — dont le total atteint maintenant 6,7 millions de dollars — pour combler le déficit restant après les réductions de programmes décidées à la suite du retrait des Etats-Unis de l'Organisation ; l'admission de la Namible comme Etat membre de l'O.I.T.; l'élection des membres du conseil d'administration pour un mandat de trois ans. mandat de trois ans.

Une resolution sur l'emploi des jeones a été

# **F.A.O.**

La lutte contre le criquet pelerin en Afrique orientole

M. EDOUARD SAOUMA, directeur général
M. de l'Organisation des Nations unies pour
l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), a signé
à Khartoum un accord avec la Banque arabe
pour le développement économique en Afrique
(BADEA) qui prévoit une aide d'urgence de
15 millions de dollars aux pays suivants victimes
de la sécheresse on de l'invasion actueile de
criquets péletins : Cap-Vert, Ethiopie, Gamble,
Guinée-Bissau, Guinée, Haute-Volta, Mali,
Madagascar, Sénégal, Niger et Tchad, Les trois
organisations régionales de lutte anti-acridienne
hénéficieront aussi de l'aide urrente de la bénéficieront aussi de l'aide urgente de la BADEA, La F.A.O. apportera son appui tech-nique, logistique et administratif à l'exécution

M. Saouma et M. Chedly Ayari, président de la BADEA, ont aussi signé un document pré-voyant une coopération à long terme pour développer et coordonner le courant de l'aide financière aux gouvernements d'Afrique inté-

#### Agence internationale de l'énergie atomique

Rapport annuel pour 1977

L'AGENCE internationale de l'énergie atomique (A.L.A.) a publié le 13 juillet son rapport annuel pour 1977 qui consigne les principaux évenements survenus l'an dernier dans les domaines relevant de l'agence. On y relève notamment qu'en 1977 l'industrie nucleo-énergétique a enregistré de pouvelles commandes pour douze centrales d'une puissance installée totale de 13 500 MW, contre dix seulement, de 11 000 MW l'aunée précédente.

A la fin de l'année, deux cent six centrales, d'une puissance installée totale d'environ 95 000 MW étaient exploitées, fournissant 20 % on plus de l'électricité produite dans certains pays, avec des facteurs de charge atteignant 90 %.

Ces deux cent six centrales nucléaires tota-lisaient alors plus de mille cinq cents années d'expérience d'exploitation des réacteurs, sans qu'un seul accident mortel ou un seul accident grave imputable à des rayonnements ne se soit produit.

produit.

Le conseil des gouverneurs de l'Alea a examiné l'an dernier le premier rapport sur l'application des garanties qui analyse en désail les résultats et l'efficacité des garanties de l'Agence. Ce rapport, qui couvre l'année 1976, conclut que, dans aucum des quarante Etats où des inspections ont été effectuées, il n'y a eu de détournement d'une quantité significative de matières nucléaires soumises aux garanties et précise que le secrétariat et persuadé que dans ces Etats il n'y a eu absolument aucun détournement (le rapport sur l'application des garanties en 1977 aboutit à la même conclusion).

ties en 1977 aboutit à la même conclusion).

NON-PROLIFERATION DES A R MES NUCLEAIRES. — Pour le dicième auniversaire de la
signature du traité sur la non-prolifération des
armes nucléaires, l'A.I.E.A. a précisé, le 1º fulle,
que le traité est en vigueur dans cent quaire Etats,
dont trois doiés d'armes nucléaires (Etats-Vals,
Grande-Bretagne, Union soviétique). Parmi les pags
parties au traité figurent soixante-siz pags en
voie de développement d'Aise, d'Afrique, du Proche-Orient et d'Amérique latine. Les trente-trois
pags non dotés d'armes nucléaires qui disposent
d'une installation nucléaire importante (par
exemple, un réacteur de recherche) ont tous négocié
des accords de garante une l'Agence internatianale de l'énergie atomique (A.I.E.A.),

BADIO-PROTECTION. — L'A.J.E.A. a organisé, du

RADIO-PROTECTION. — L'AJEA, a organisé, du 25 au 30 juin à Stockholm, un colloque interna-tional sur « les progrès rédisés dans le contrôle radiologique à des fins de radio-protection ». Plus de trois cents experts, représentant quarante-trois Etats membres et sept organisations internatio-nales, y oat participé.

SANTE, — L'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) et son centre international de recherche sur le cancer ont réunt, du 20 au 26 juin d Madrid, un comité d'experix chargé d'étudier les meilleurs moyens d'abtenir des informations statistiques (lables et utiles concernant l'importance du problème du cancer, les résultats des traitements et les facteurs cancérigènes de l'environnement.
 Devant le comité consultatif de la recherche médicale, réunt à Genève du 13 au 23 juin, le D' Halfdan Mahler, directeur général de l'O.M.S., a demandé d la communanté scentifique mondiale de s' « identifier maralement et scientifique mondiale de s' « identifier maralement et scientifiquement ous en l'an 2000,
 DEVELOPPEMENT, INDUSTRIEL. — L'Organi-

tons en l'an 2000.

• DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — L'Organisation des Nations unles pour le développement industriel (ONUII) et le pouvernement philippin ont organisé conjointement le 28 juin à New-York uns réunon entre promateurs industriels des Philippines et milieux bancaires et financiers des Etats-Unis. C'était la deuxième rencontre d'une série que le nouveau service de promotion des investissements industriels (Amérique du Nord) de l'ONUII a entrepris de paironner en coopération avec des pays en développement disposant d'un bureau d'investissement aux Etats-Uais. Le première, organisée en coopération avec l'àpence tunisienne de promation des investissements, s'était tenue le 5 mai.

e ORGANISATION METEOROLOGIQUE MON-DIALE. — Le priz de l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.), attribué chaque année pour récompenser des services éminents rendus dans le domaine de la météorologie et de la coopération internationale, a été décerne le 20 juin par le comité exécutif de l'organisation à M. Alf E.G.E. Nyberg, ancien directeur général de l'Institut météoro-logique at hydrologique suédots.

# 

# Fonds monétaire international

Troisième versement au titre du compte de subvention

Compte de subvention

T E Fonds monétaire international (FML) a
effectué le 14 juin, au titre du compte de
subvention, sa troisième série de décaissements
d'un montant équivalant à 24,95 millions de
droits de tirage spéciaux (D.T.S.). Les deux
premiers décaissements d'un montant de
41.3 millions de D.T.S. avaient été réalisés en
1976 et 1977 en faveur des mêmes dix-huit pays
membres : Bangladesh, Cameroun, Côte-d'Ivoire,
Reypte, Empire centrafricain, Hafti, Inde, Kenya,
Mali, Mauritanie, Pakistan, Samos occidentale,
Sénégal, Sierra-Leone, Soudan, Sri-Lanka, Tanzanie, Répubilque démocratique populaire du
Yêmen. Le taux de subvention payé pour l'exercice clos le 30 avril est de 5 % et a pour effet
de ramener de 7,7 % à 2,7 % par an (sur une
période de sept ans) le coût moyen de l'utilisation dn mécanisme pétrolier pour 1975.
Vingt-quatre pays membres, plus la Suisse,
ont annoncé d'autre part qu'ils étaient disposés
à verser au compte de subvention des contributlons s'élevant à l'équivalent de 160 millions
de D.T.S. environ.

CREDIT « STAND-BY » A LA THAILANDE. — Un crédit « stand-by » d'un mantont de 43,25 mil-tions de D.T.S a été attribué, le 28 juin dernier, à la Thailonde. la Thallonde.

TIRAGES DU SOUDAN, DU VIETNAM ET DU LAOS. — Selon un accord conclu avec le FMJ, le 29 fuin, le Soudan pourra effectuer un tirage équivalant à 21 milions de D.T.S. Deux autres accords de tirages ont également été conclus avec les pays sulpants : République socialiste du Vietnam (5 juillet) pour l'équivalent de 22,5 milions de D.T.S. et République démocratique du Laos (11 juillet) pour l'équivalent de 4 milions de D.T.S. D.T.S. st Republique démocratique du Laos (11 juillet) pour l'équivalent de 1 milions de D.T.S. FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — Dans le cours du financement compensataire, trois pays ent été autorisés d'effectuer des tirages sur le Fonds ent cours des douce prochains mois : Thaliande (le 23 fuin) : pour l'équivalent de 63,75 millions de D.T.S.; Bolivie (le 31 fuint) : pour l'équivalent de 15 millions de D.T.S. millions de D.T.S. pour l'équivalent de 15 millions de D.T.S. millions de D.T.S. REVISION DU TAUX DE REMUNERATION ET DU TAUX D'INTERET DU D.T.B. — Le 3 fuillet, le Fonds monétaire a récuminé le taux auquel û rémunère les positions oréditives des pays membres ainsi que le taux d'intérêt du D.T.S.; le taux d'intérêt des commissions perques sur les D.T.S., actuellement de 3,75 %, demeurent inchangés.

VENTE MENSUELLE D'OB. — Le Fonds monétaire a procédé, le 5 fuillet, pour le comple du jonds fiduraire, d'as vente measuelle d'or. 670 000 onces d'ar fin ont été attribuées eux adjudicatives entre 18337 et 185,01 doilars l'once (satt une moyenne du 184,14 doilars l'ance). De plus, 26 800 onces d'ar fin ont été attribuées eux pays membres qui ont présenté des soumissions hors concours: l'or a été consenti au prix moyen de 184,14 doilars l'ance) que les 184,14 doilars l'once.

# Groupe de la Banque mondiale

A Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale
ou BIRD) annonce les prêts suivants :

— Maroc (29 juin) : 65 millions de dollars
pour le financement d'un projet agricole;

— Portugal (29 juin) : 70 millions de dollars
pour la réalisation d'un projet intéressant
l'agriculture et les pêcheries;

— Tunisie (29 juin) : 32 millions de dollars
pour l'amélioration d'environ 1 000 kilomètres
de routes rurales; de routes rurales;
— Guatemala (30 juin): 72 millions de dollars destinés à la construction dans le centre du pays d'une centrale hydroélectrique de 300 mégawatts;

300 mégawatts;

— Indonésie (30 juin) : 65 millions de dollars pour le financement du second projet groupant, dans le centre de Sumatra, des petites exploitations autour d'installations centrales afin d'accroltre la production de caoutchouc et de produits alimentaires;

— Turquie (30 juin) : 95 millions de dollars pour l'expansion de la société Erdemir, la seule entreprise turque fabriquant des aclers plats:

— Thallande (13 juillet) : 4,9 millions de dollars pour la réalisation d'un projet énergètique;

— Yougasiavie (13 juillet) : 100 millions de

— Yougoslavie (13 juillet) : 100 millions de dollars sous forme de crédits à l'industrie du pays, dont bénéficieront surtout les petites et moyennes entreprises et les branches de l'industrie utilisant une forte proportion de maind'œuvre.

PRET CONJOINT DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — Le 30 fuin, la Tanzanie a reçu de la BIRD un prêt d'un montant de 25 millions de doliars assorti d'un erédit de l'Association internationale de développement (IDA) de 20 millions de dollars. Ces deux contributions linanceront la construction d'une usine tertils. financeront la construction d'une usine tertils.

CREDITS DE L'IDA — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a effectué, de son côté, une série d'opérations de crédits en faveur des pays suivants :

— Espyte (25 juia) : 46 millions de dollars, dont 32 millions pour le développement de l'agriculture et 14 millions pour le développement urbain;

— République arabe du l'émen (25 juia) :
7 millions de dollars destinés d la modernisation d'une usine textile :

— Saudan (30 juin) : 15 millions de dollars pour le financement d'un programme de recherche agricale ;

eale; — République démocratique populaire du Yémen (30 juin): 1,2 million de dollars pour juancer l'étude d'un projet prévoyant l'installation de réseaux d'adduct'on d'eau dans les villes d'Aden et de Mukalla, ainst qu'une assistance technique d'Office national hydraulique; — Libéria (12 juillet): 6 millions de dollars pour le renjarcement des moyens dont dispose l'Office public des jorêts, récemment créé.

Bengue grabe po le devaloppemen économique en Af

Bangue europée dinvestissement

Nice, : Me de cor vous att

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE.—
Deux operations de financement de la Societé financière mieruationale (S.F.I.) ont été réalisées en juillet:

— Un crédit de 2 militons de dollars (10 juillet) à la Bauque de Ceylan pour le financement des petites et moyennes entreprises industrielles privées du Sri-Lanka;

— Un investissement de 23 militons de dollars (14 iuillet) dans la Delta Sugar Campany, en Egypte, pour la réalisation d'un projet agro-industriel de sucre d'un coût total de 125,9 militons de dollars et ujant pour promoleur la Société des sucreries et distillerie d'Egypte. Ce programme permettra la remise en état de 20 000 hectures de lerre non arable.

EMISSIONS D'OBLICATIONS DE LA BIRD All

permetira la remise en état de 20 000 hectares de terre non arable.

EMISSIONS D'OELIGATIONS DE LA BIRD AU JAPON ET EN BUISSE. — Le 12 juillet dernier, la Banque mondiale a annoncé le lancement d'une émission publique d'obligations au Japon. D'un montant de 75 milliards de yens (371 millions de dollars), cette émission, la plus importante des émissions publiques de la Banque mondiale, a été faile par un synducat d'agents de change ayant d sa lête le société Nomura Securities C°. associée d un groupe d'institutions jinancières dirigé par la Banque industrielle du Japon. Ces obligations, initulées e obligations de 1978 à quinze aus, neuvième série », ont été émises au pair et portent intérét à 6.5 %. Elles viendront d'échéance le 28 juillet 1993.

D'autre part, le 10 juilet, la BIRD a annoncé qu'elle avait effectué un emprunt d'moyen terme d'un montant de 300 millions de francs suisses auprès d'un groupe de banques suisses.

OROUPE CONSULTATIF SUE LA ZAMBIR.

auprès d'un groupe de banques suisses.

OROUPE CONSULTATIF SUE LA ZAMBIE.

Le groupe consultatif sur la Zambie, récemment créé, a tenu sa première réunion d Paris du 27 au 29 juin afin d'examiner la situation économique actuelle et les perspectives de déreloppement de ce pays. Les membres du Groupe ont done pris connaissance des rapports qui leur étaient communiqués, notamment sur la crise économique prolongée de cette régian dus essentiellement d le baisse des cours du cuive ainsi qu'à la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie; ils sont convenus de soutent: la Zambie dans ses difficultés actuelles et dans ses efforts de mise en œuvre d'un programme de développement destiné d diversifier son économie

RECENTES PUBLICATIONS

• Le 23 juin, la Banque moodiale a annocé la publicatioo prochaine d'une revue trimectricile qui aura pour titre Operational Summary of Proposed Projects IBRD-IDA. Cetts publication fournira les dernières informations sur les activités de la Banque mondiale et de l'IDA et complètera les informations données par l'édition himensuelle de Development Forum Business Edition, Operational Summary sers disposible dans le moode cotier, (Abonnement: 20 dollars, The Johns Hopkins University Press, Journals Division, 34th and Charles Streets, Baltimore, Maryland 21218, Etats-Unis. — En anglals.) RECENTES PUBLICATIONS

e World Bonk, Catalog of Publications, avril 1978; la 6º édition du catalogue des publica-tions de la Banqoe mondiale (gratuites, ou publièes et vendues dans le circoit commercial) avec index par come d'auteurs et par sujeta (1818 H Street, N.W. Washington D.C., 20433, Etats-Unis. — En anglais).

# Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Octroi de neuf prêts

A Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a approuve le 8 juin l'octroi de deux prêts au Libéria dont l'un, de 3,2 millions de dollars (pour dix ans et à 5 %), permettra la réalisation du projet de zone industrielle de Monrovia et l'autre, d'un montent de 302 millions de dollars (pour dix projet de 202 millions de dollars (pour de de 102 millions de dollars (pour de 102 millions de 102 millions de 102 millions de dollars (pour de 102 millions de d'un montant de 3,92 millions de dollars (pour treize ans et à 7 %), financera un projet de centrale électrique à Bushrod La BADEA a approuvé sept autres prêts le 29 juin :

29 juin:

— 15 millions de dollars pour le financement d'un programme d'aide de secours au bénéfice des pays du Sahel frappés par la sécheresse et les autres calamités naturelles;

— 4,6 millions de dollars au Bénin (pour treize ans et à 6 %), pour le financement d'un projet d'extension du port de Cotonou;

— 100 000 dollars à la Guinée-Bissau pour financer une étude de viabilité liée à la réalisation d'un complexe agno-industriel sucrier;

— 5 millions de dollars à Sao-Tomé et Principe (pour quinze ans et à 6 %) pour la rénovation du secteur cacaotter;

— 7,8 millions de dollars au Tchad (pour vingt ans et à 3 %) pour la réalisation d'un projet d'aménagement hydro-agricole du polder de Mamdi;

— 4,4 millions de dollars au Zaire (pour la millions de dollars au Zaire (pour de de Mamdi;

de Mandi;
— 4.4 millions de dollars au Zaire (pour quinze ans et à 7 %) pour le redressement du secteur du palmier à huile;
— 5 millions de dollars à la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale.

#### Banque européenne d'investissement

Sept prets

Sept prets

A Banque européenne d'investissement
(BEI.1 a approuvé les prêts suivants :

— Deux prêts d'une contre-valeur totale de
302.5 millions de couronnes danoises (43,2 millions d'u.c.) le 30 jnin pour la construction d'une
autoroute au Jutiand du Sud et le financement
de petites et moyennes initiatives dans les
régions défavorisées du Danemark. Le premier
prét s'élève à 265 millions de couronnes danoises
(pour quinze ans et à 5 %); le second, à
37.5 millions de couronnes danoises (pour dix
ans et à 3,25 %);

Nice, ville de congrès vous attend. Nice e mis su point une structure d'accueil pour vous prouver que tourisme e: congres ne sont pas iocompatibles : uo aéroport de classe internationale met Nice à 1 h 15 de Paris... Uoe capacité hôtelière encore accrue... 90 salles de conférences... Un Palsis des Exposition de Le Palais des Expositions Nice-Congrès: Palais des Expositions, 06300 Nice. Tél. (93) 55.02.02 et 55.18.55. Telex: Nicexpo 970 537.

Deux prêts d'une contre-valeur de 70 milliards de lires (65.2 millions d'u.c., pour deuze
ans et à 8,10 %) le 30 juin à l'Ente Nazionale
per l'Energia Elettrica d'Italie, pour le financement de deux projets qui améliorerent l'approvisionnement en électricité du sud du pays. Le
premier prêt s'élève à 50 milliards de lires et
le second à 20 milliards;
— Une contribution d'une contre-valeur de
5 millions de livres irlandaises (7,4 millions
d'u.c.) le 20 juin, pour la développement d'initiatives de petite et moyenne dimension dans les
industries manufacturière et alimentaire en
Irlande. Ce concours prend la forme de deux
prêts globaux de 2,5 millions de livres irlandaises chacun, accordés à l'Industrial Credit
Company Ltd (I.C.C.) et à l'Agricultural Credit
Comporation Ltd (A.C.C.). Les financements
ainsi consentis seront rétrocédés par ces institutions sous la forme de prêts d'un montant
minimum de 17 000 livres irlandaises (pour dix
ans et à 9 % pour I.C.C., et pour douze ans
et à 9,25 % pour A.C.C.);
— Un prêt d'une contre-valeur de 450,9 millions de francs français (82,3 millions d'u.c.,
pour quinze ans et à 9,50 %) le 6 juillet à la
Caisse nationale des télécommunications de
Paris, pour le financement du développement
du réseau de télécommunications des pays de
la Loire;
— Un prêt global de la contre-valeur de

-- Un prêt global de la contre-valeur de 15 milliards de lires (14,1 millions d'u.c., pour dix ans) le 6 juillet à la Cassa per il Mezzo-giorno, pour la modernisation agricole dans diverses régions du Midi italien.

Première opération en faveur des îles Fidji

Un prêt de 12,5 millions d'u.c. a été accordé le 11 juillet à la Fijl Electricity Authority chargée de la production et de la distribution de l'énergie électrique aux fles Fidji. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 5,15 % l'an, compte tenn d'une bomification d'intérêt de 3 % sur les ressources du Fonds européen de développement. C'est le premier prêt de la BEI dans un Etat du Pacifique aignataire de la convention de Lomé.

RECENTE PUBLICATION B.E.1 1958-1978: bilan des vingt premières années d'activité de la B.E.I. (publication éditée dans les six langues officielles de la Communaute et diffusée gratuitament. 2. place de Metz. Luxembourg).

# Banque interaméricaine de développement

Prêts ou Honduras, au Cosia-Rica et à la Bolivie

L A Banque interaméricaine de développement (BID) annonce l'octroi de cinq prêts en faveur des pays suivants :

— Costa-Rica et Honduras (22 juin) :
12,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour vingt ans et à 1 % l'an pendant les quatre premières années et à 2 % ensuite) pour la réalisation d'un programme vient à améliurer le extrame de stockure des

2 % ensuité) pour la realisation d'un programme visant à améliorer le système de stockage des céréales dans ces deux pays;
— Bolivie (29 juin) : deux prêts d'un montant de 52 millions de dollars financeront le dèveloppement du réseau électrique dans le centre et le nord ; le premier, de 37 millions de dollars, provient du fonds d'opérations spéciales de la

Association européenne

Nouveoux prêts ou Portugal

L'ATTRIBUTION de prêts totalisant 374 millions d'escudos (environ 8 millions de dollars) pour cinq nouveaux projets d'investissement au Portugal a été approuvée le 37 juin par le comité de direction du Fonds ARLE. (Association européenne de libre-échange) de développement industriel en faveur du Portugal. Un des projets est destiné à attirer l'industrie dans des régions disposant de ressources considérables en main-d'œuvre, mais pauvres en centres de production : une entreprise de droit public à but noo lucratif, EPPI (Empresa Publica de Parques Industriais) crèera des zones industrielles à Braga, Guimaraes et covilha. Les quatre autres projets portent sur 80 millions d'escudos destinés à ORMIS (fabricant de boites en fer blanc), 125 millions destinés à la Fabrica de Tecidos Lioness (textiles), 55 millions pour CRLBI (pâte à papier) : chacun des projets prévoit l'installation de nouveaux équipements pour augmenter la production et la qualité des produits. Au cours de ses dix-sept mois d'existence, le montant des prêts accordés par le Fonds s'élève à 1,432 milliard d'escudos (30,6 millions de dollars).

Communauté économique

d'Etat réunie à Lagos

des États de l'Afrique de l'Ouest

d'Etat réunie à Lagos.

Tes chefs d'Etat et de gouvernement de la L'Adrique de l'Ouest (CEDEAO), réunis à Lagos les 21 et 22 avril deroier, ont pris note avec satisfaction des rapports en président du conseil des ministres et du serrétaire exécutif respectivement consacrés aux travaux du conseil et aux activités de l'organisation. La conférence a choisi le 28 mai 1979 comme date de consolidation des tarifs douaniers, en application de l'article 13 (paragraphe 21 du traité; elle a adopté la convention générale sur les privilèges et immunités de la Communanté et de son personnel, le protocole de non-agression et la déclaration/procédure pour la diffusion des décisions de la conférence et du conseil des ministres; les recommandations du conseil sur les questions institutionnelles oot été adoptées avec quelques amendements.

les questions institutionnelles oot été adoptées avec queiques amendements.

La conférence a admis le principe de l'adoption d'un accord multilatéral sur la libre-circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté ; le conseil des ministres a été chargé d'élaborer on texte afin de le soumettre à la prochaine réunion de la conférence, le 28 mai 1979. Cette date du 28 mai a d'alleurs été choisie comme date fixe de réunion de la conférence, en commémoration de la signature du traité instituant la Communauté. Les présidents Tolbert (Libéria). Jawara (Gamble) et Eyadema (Togo) ont été vivement félicités pour

Bilon de lo conférence des chefs

Nouveoux prêts ou Portugal

de libre-échange

Banque (pour quarante ans et à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensulte); le second, de 15 millions de dollars, a été attribué à l'aide des ressources interrégionales de la Banque (pour dix ans et à 1,1/8 %);——Costa-Rica (7 juillet) : deux prêts de compulors de dollars destinés à financer la

Costa-Rica (7 juillet): deux prets de 60 millions de dollars destinés à financer la construction d'une centrale hydro-électrique, l'un (30 millions de dollars) a été accordé à l'aide du fonds mis à la disposition de la Banque par le Venezuela; l'autre (30 millions de dollars), à l'aide des ressources inter-régionales de la Banque. Tous deux ont une durée de vingt-cinq ans et portent intérêt à 7,50 %.

#### Fonds européen de développement

Nouvelles décisions de finance-

Ment

A LA suite de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européem de développement, la Commission des Communautés européennes a pris le 27 avril et les 3 et 17 mai de nouvelles décisions de financement sur les ressources du quatrième FED:

— Pays de l'Ouest africain : aide exceptionnelle non remboursable pour limiter les conséquences de la sécheresse (Sénégal : 385 000 unités de compte européennes) (u.c.e.); Mauritanie : 1007 000 u.c.e.; Mali : 500 000 u.c.e.; Gamble : 500 000 u.c.e.; Guinée-Bissau : 157 000 u.c.e.; Grinée : 2 735 000 u.c.e.);

— Mali : aide non remboursable de 13 330 000 u.c.e. pour la remise en état de la route reliant Koutiala à Sikasso;

— Malawi : aide non remboursable de 3 100 000 u.c.e. pour la realisation d'un projet de nouvelle laiterie à Blantyre; d'autre part, une seconde aide non remboursable de 4 000 000 d'u.c.e. a été consentie pour la construction et l'équipement des hôpitaux de district de Mangochi et Nsanje;

— Guinée (Répoblique del ; aide non remboursable de 1 970 000 u.c.e. pour l'équipement et l'assitance technique de l'Institut polytechnique secondaire maritime;

— Kénya ; prêt à conditions spéciales de 10 518 000 u.c.e. pour l'armélioration d'un programme d'insémination artificielle;

— Mali ; aide non remboursable de 1 220 000 u.c.e. pour le développement de l'élevage dans le sud de ce pays.

Enfin, une aide non remboursable de 1 820 000 u.c.e. pour le développement de l'accord africain et malgache sur le sucre pour aider à la commercialisation du socre exporté par les Etats

malgache sur le sucre pour aider à la commer-cialisation du socre exporté par les Etats

 BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT.
 La Banque asiatique de développement a consenti, le 15 juin, à l'Indonésie, un prêt de JLA millions de dellars (à l'aide de ses ressources ordinaires, pour pringt aux et d 7,7 % d'intérêt) pour le l'inancement du deuxième programme de développement de l'électriaité dans l'ûe de Japa. BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIO-NAUE. — Les pouverneurs des banques contrales se sont livrés, sans en tirer de conclusions, d un premier ezamen des résultais monétaires du Consell européen de Brême au cours de leur réunion men-suelle du 10 fuillet d Edle. La prochains réunion oura lieu le 11 septembre, après la pause des macances.

#### Conseil d'assistance économique mutuelle

Admission du Vietnom

A trente-deuxième conférence annuelle des chefs de gouvernements des neuf pays du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM ou COMECON) s'est déroulée du 27 au 29 juin à Bucarest (Roumanie). Les délégations des pays membres — sauf celle de Cuba, dirigée par M. Carlos Rafael Rodriguez, vice-président du conseil — étaient conduites par les premiers ministres.

par les premiers ministres.

Membre associé du COMECON dans certains domaines, la Yougoslavie était représentée par M. A. Marinc, vice-président du conseil exécutif fédéral. Le Vietnam, l'Angola, l'Ethiopie et le Laos avaient envoyé des observateurs. Le Vietnam a d'ailleurs été admis comme dixième membre du COMECON. Les chefs de gouvernement se sont prononcés pour la poursuite des conversations avec la Communauté économique européenne en vue de l'élaboration d'un accord.

Le communiqué publié à l'issue de la session

conversations avec la Communauté économique européenne en vue de l'élaboration d'un accord.

Le communiqué publié à l'issue de la session annonce l'adoption par les participants de trois programmes spéciaux de collaboration à long terme (jusqu'en 1990) dans les domaines de l'ènergie, des combustibles et des matières premières, de l'agriculture et de l'industrie alimentaire, des constructions mécaniques.

A ce sujet, les cheis des délégations des pays membres du COMECON ont signé une déclaration qui souligne que le but principal des actions incluses dans les programmes spéciaux de collaboration à long terme est d'assurer le nécessaire des pays membres en matière d'énergie, de combustible et de matières, produits alimentaires, moyens de production et technologies d'un niveau technique èlevé. L'élaboration et la réalisation de ces programmes représentent un nouveau pas dans le développement de la collaboration multilatérale des pays membres.

Les débats qui ont eu lieu pendant cètte session ont tournés autour de deux problèmes de fond : d'une part, la conception de la planification, d'autre part, la conception de la planification multilatérale des collaboration multilatérale. La Roumanie, pour sa part, aurait souligné qu'il ne saurait être question pour elle d'accepter que cette coopèration devienne obligatoire.

Les chefs de gouvernement n'ont, semble-t-Il, pas examiné un projet de réforme des statuts

Les chefs de gouvernement n'ont, semble-t-Il, pas examiné un projet de réforme des statuts du COMECON visant à substituer la règle de la majorité à la règle de l'unanimité.

# Conseil de coopération douanière

Sessions à Bruxelles

E Conseil de coopération donanière a tenu Less cinquante et unième et cinquante-deuxième sessions à Bruxelles du 13 au 16 juin. Directeurs généraux et hauts fonctionnaires des administrations douanières de solvante-trois Etats membres ont notamment participé aux réunions qui marquaient le vingt-cinquième anniversaire du Conseil.

Le Conseil a examiné les questions suivantes : valeur en douane (il a approuvé le principe de la création d'un groupe de travail ad hoc et adopté de ocuveaux textes sur l'interprétation et l'application de la définition de la tation et l'application de la définition de la valeur de Bruxclies); nomenclature (il a enregistré l'adhésion de la Hongrie et de la Haute-Voita à la convention sur la nomenclature, noté l'adhésion prochaine du Ghana, de la Mauritanie et du Séoégal et adopté de nombreux amendemeots à la nomenclature!; mise au point du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (l'achèvement en est prévu pour la fin de 1961); techniques douanières (le Consell a incorporé trois nouvelles appezes à la convection intertrois nouvelles annexes à la convection inter-nationale pour la simplification et l'harmoni-sation des régimes douaniers, adoptée à Kyoto en 1973) et coopération technique.

# Conseil international du blé

L'occord international est à nouveau prorogė

L E Consell international du ble, réuni pour L ses quatre-vingt-quatrieme et quatre-vingt-cinquième sessions à Londres les 27 et 28 juin. a indiqué que, les conditions étant remplies pour l'entrée en vigueur le 1° juillet des protocoles prorogeant les actes constituant

# les efforts déployès en vue du règlement des différends entre la Gulnée, la Côte-d'Ivoire et le Sénègal. Enfin, il a été décidé d'exempter les fles du Cap-Vert de verser leur contribution aux budgets de la Communanté et an capital du fonds pour les deux prochaînes années. Conférence des Nations unies sur

Perspectives pessimistes pour

le commerce et le développement

1978-1979 TES taux de croissance des pays en vole de développement fléchiront en 1973-1979 pour varier de 4.5 à 5 %; pendant les neuf premières années de la décennie 70, ils o'auront pas dépassé une moyenne de 4.8 %, taux bien en-deçà de l'objectif de 6 % qu'on s'était fixé lors de la deuxième Décennie pour le développement. Cette estimation, qui figure dans une version préliminaire des Perspectives de l'économie mondiale 1978-1979 publiée le 18 juin par la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), traduit les effets du raientissement général de l'activité économique.

Le secrétariat de la CNUCED précise que les prévisions relatives à l'économie mondiale, dont il donne les grandes l'encar prévisions relatives à l'économie mondiale, dont il donne les grandes lignes dans son rapport et qui sont déjà « bien peu encourageantes », pourraient s'avèrer encore trop optimistes. Les experts redootent en particulier que la multiplication actuelle des mesures protectionnistes ne gagne suffisamment en intensité pour entraîner nn recul bien plus marqué des échanges et de l'activité économique.

echanges et de l'activité économique.

CUIVRE. — Un groupe de travail du cuivre, réuni au mois de fuin sous les auspices de la CNUOED, a rétigé un projet de status en vus de la mise en place d'un organisms intergouvernemental permanent du cuivre, mais à restait néarmoins d'asoudre des problèmes importants qui ont été soumis d la quatrième réunion préparatoire sur les cutvre, du 17 au 11 juillet.

PHOSPHATES — La deuxième réunion préparatoire sur les phosphates, qui devait sièger du 25 ou 30 juin, a décidé de s'ajourner dès le promier jour de ses travaux « étant étonné que les gouvernements ées pays syant collectivement à jeur actif une proportion importante du commence des phosphates n'étaient pas représentés à la réunion ». Les participants ont recommandé au comité intergouvernemental spécial du programme intégré pour les produits de base s' d'envisager la convocation d'une autre réunion préparatoire sur les phosphates an tenant pleinement compte ées perspectives d'une participation adéquate à cette autre réunion ».

PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES. — PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES. -

PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES.—
Les efforts visant à élaborer un ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau muitilatéral pour assurer le contrôle des pratiques commerciales restrictives sont entrées, le 10 juillet, dans une phase intensive. Les experts de vingt-sept pays, rassemblés sous les auspices de le CNUCED, devaient résforer d'achever leurs travaux à temps pour que le Conseil du commerce et du développement, réuni au mois d'acût, puises décider de convoquer une conférence plénière de négociation sur le nouvei instrument.

TRANSFERT DE TECRNOLOGIE. — Un groupe international d'experts s'est réuni à la CNUCED à Genève, du 28 juin au 7 juillet, pour achever la rédaction d'un code international de conduite pour le transfert de technologie.

AND DESCRIPTION OF THE PARTY OF

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie aa prestige de ses monuments anciens l'énergie souriente d'oce jeune cité qui, dans an élan sons relâche, construit son ovenir. ELLE VOUS OFFRE



IPh. ATZINGER.J

PR. ATZINGER.

BENEZET, popularisé à travers le monds
par la légende et la charson, ses combreux
édifices civils et religieux;
LES TRESORS OE SES MUSEES;
OE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS
LA PROVENCE;
SON POLKLORE (danses et vieilles tradi-

tions);

• UN FERTIVAL ORAMATIQUE (15 juillet 15 anút). Théatre chorégraphique, cioéma,
mosicus:

15 août). Théaire chorégraphique, cloéma, musique;

DES SALLES DE REUNION;

OES SERVICES REGULIERS OE TRAINA cautos-couchettes e alier et retour au départ de PARIS, ETAPLES (Le Touquet), BOU-LOGNE, LIEGE, SRUXELLES, AMSTERDAM, DUSSELDORF, HAMBOURG, KARLARUHE;

SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE FEUITS ET PRIMEURS;

OES SATISFACTIONS GASTEONOMIQUES et des vins de grands crus (Châteauneuf-dupape, Côtea-du-Rhône, Gigoods, Tavel, std.);

LE PALAIS OES EXPOSITIONS avec soo équipament pour toutes les manifestations et congrès, ses grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, soo immense parteins.

o Visitez AVIGNON a La Sanneuse de joie !... Renseignements : Maison du Tourisme,

THE PROPERTY.

a de la Erroui Titi

l'accord international sur le blé (1971), celui-ci était prorogé une nouvelle fois, jusqu'au 30 juin

1979.

Le Conseil a approuvé le rapport sur les prévisions concernant l'offre et la demande mondiales de blé pour 1978-1979, selon lequel la production mondiale devrait être de l'ordre de 400 à 410 millions de tonnes, soit 15 à 25 millions de tonnes (4 à 7 %) de plus qu'en 1977 mais en-deçà du record de 417 millions de 1976. Le rapport prévoit une augmentation importante (de l'ordre da 7 à 11 millions, soit 3 à 13 %), de la production totale des pays en vole de développement, ainsi qu'une hausse sensible dans les pays à économie planifiée (10 à 14 millions, soit 6 à 9 %).

#### Conseil international de l'étain

Dixième session à Londres

Dixième session à Londres

Le Conseil international de l'étain, réuni pour sa dirième session à Londres du 11 au 14 juillet, a décidé la modification des prixplanchers et plafonds. Le prix-plancher est fixe à 1350 dollars malaisiens le pikul, la tranche inférieure entre 1350 et 1450, la tranche intermédiaire entre 1450 et 1600, la tranche supérieure entre 1600 et 1700 et le prix-plafond à 1700. Le Conseil a également révisé les pourcentages et les voix revenant à chacun des pays producteurs (avec effet au 1° octobre 1978) : Australie 6.72 %; 70 voix; Bolivie 19,51 %, 193 voix; Indonésie 15,66 %, 156 voix; Malaisie 37.60 %, 368 voix; Migéria 2,55 %, 30 voix; Thallande 15,55 %, 156 voix; Zaire 2,41 %, 28 voix. Le Conseil a élu MM. Prayot Rangstyanon (Thallande) et H.C. Schmidt-Dahlenburg (République fédérale d'Allemagne) aux postes de premiers vice-présidents, respectivement pour les pays producteurs et pour les pays consommateurs, pour la période allant du 1° juillet 1978 au 30 juin 1979.

#### GATT

Prolongotion du « Tokyo round »: les délégations occidentales se mettent d'accord sur un « cadre concerté » pour une transaction globale

LES négociations commerciales muitilatérales (N.C.M.), engagées à Tokyo depuis septembre 1973 dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) u ont pu aboutir à la date prévue, le 15 juillet. Elles se poursuivrout donc dans les mois qui mempent

Le 13 juillet, les délégations de plusieurs pays (Etats-Unis, Japon, Communauté économique européenne, Canada, Nouvelle-Zélande et Suisse) européenne, Canada, Nouvelle-Zéiande et Suisse) ont publié une déclaration concernant l'état des négociations du « Tokyo round ». Selon cette déclaration, qui devait être présentée aux chefs d'Etat et de gouvernement da sept pays industrialisés réunis à Bonn, les délégations (dont la liste u'est pas donnée) sout « urrivées à jornuler un cadre concerté des principaux éléments d'une transaction globale » pour les uégociations; elles reconnaissent que le succès final des uégociations nécessite la participation de toutes les délégations et expriment l'espoir que « tous leurs partenaires considéreront le cadre défini (...) comme une base raisonnable en vue d'arriver, dans les semaines qui viennent, à un accord mutuel qui assurero le succès de ces négociations ». Les éléments qui, pris ensemble, devralent conduire au succès des précietations, sur la base d'un équilibre de réciprocité globale, sont:

procité globale, sont :

1) Mesures non tarifuires. — Evaluation en douane : le projet de code constitue une base solide pour la mise en place d'un système international harmonisé d'évaluatiou en douane, qui fournira une méthode uniforme et équitable d'évaluation; grâce à une assistance technique adéquate, le code devrait pouvoir être accepté par les pays en vole de développement; (la délégatiou du Canada n'a pas participé à ces négociations); — Marchés publics : le texte proposé constitue a un point de départ en vue de l'institution d'un code qui contribuera largede l'institution d'un code qui contribuera largement à ouvrir le domaine des marchés publics à la concurrence internationale grâce à des procédures concertées, uon discriminatolres et transparentes, placées sous coutrôle international »; — Code relatif aux normes et règlements techniques : les délégations s'accordent à estimer que « le projet de code de la normalisotion est près de trouver su forme finale et elles s'engagent à œuvrer uvec leurs portenaires pour mettre le code en forme définitive au début de l'automne »; — Subventions et droits compensateurs : les délégations affirment que l'esquisse actuelle constitue une base substantielle pour un accord dans ce domaine;

2) Autres mesures non tarifaires : la déclaration décrit l'état des négociations concernant le commerce des contrefaçons, les régimes de licences, les règles d'origine, ainsi que les mesures uou tarifaires qui ue ressortissent pas au domaine de la négociation muitilatérale:

3) Droits de douane sur les produits industriels : les négociations sur ce point ue sont pas

all domaine de la negociation multilaterale;

3) Droits de douane sur les produits industriels: les négociations sur ce point ue sont pas encore achevées, mais « l'accord s'est foit sur certains éléments importants d'une transaction tariquire globale »; les délégations a'efforcent d'arriver à des résultats qui représenteralent « un degré de libéralisation substantiel par rapport aux négociations Rennedy »; les délégations reconnaissent qu'il u'est pas possible, eu l'état actuel des choses, de se prouoncer sur les résultats définitifs des uégociations tarifaires, et que ces résultats varieront suivant les délégations et d'un partenaire à l'autre; elles reconnaissent également que o des incertitudes subsistent uu sujet de certaines offres dans des secteurs importants et qu'elles uppellent des éclaireissements et des négociations complémentaires »;

éclaircissements et des négociations comple-mentaires »;

4) Agriculture : les délégations out poursuivi activement leurs discussions sur les questions agricoles ; il est reconnu qu' « un résultat positif dans le domaina de l'agriculture a une importance critique pour le succès des négo-ciations de Tokyo »; il reste à élaborer de façon satisfaisante des accords définitifs. Quatre domaines de négociations méritent de retenir particulièrement l'attention : communauté de vues générales concernant l'agriculture, subven-tions, demandes et offres spécifiques, arrange-ments portaut sur des produits, calendrier d'achevement;

tions, demandes et offres specifiques, arrangements portaut sur des produits, calendrier d'achèvement;

5) Système de commerce. — Souvegardes : reconnaissant qu'il est nécessaire de renforcer le contrôle effectif des mesures de sauvegarde, les délégations sont convenues de la uécessité d'un nouveau code, fondé aur le projet de texte codifié qui leur a été présenté; le code instituerait un nouveau organisme qui serait chargé d'observer l'application de l'accord, d'examiner les mesures et les questions particulières touchant l'application du code, de prêter sou concours à la résolution des différends et de décourager efficacement tout recours abusif et injustifié aux mesures de sauvegarde. — Questions relatives un jutur système de commerce : les résultais qui se dessinent dans ce domaine d'importance particulière pour les pays en vole de développement contribueront à renforcer le cadre juridique du GATT et à permettre à celui-ci de développer son rôle d'organisation mondiale qui a la responsabilité de veillier à l'expansion du commerce international et à l'harmonie dans les relations commerciales. — Cadre de consultations : afin d'améliorer encore la coopération internationale en matière

commerciale, les délégations sont convenues qu'il importerait de renforcer le GATT en tant qu'euceinte où des consultations internationales de haut niveau puissent se dérouler de façon suivie au sujet de politiques commerciales et de problèmes déterminés.

La déclaration comporte également une annexe sur l'institution d'un comité de l'acier sous les auspices de l'Organisation de coopération et de développement economiques (O.C.D.E.).

ratiou et de développement économiques (O.C.D.E.).

Le 14 juillet, les délégations des pays en voie de développement ont publié une déclaration indiquant qu'ils n'avaient pas été consultés au sujet de ce « codre concerté » et qu' « un bilan complet et équilibré de l'état actuel des négociations du « Tokyo round » ne (pouvait) être dressé qu'uvec la purticipation pleine et entière de tous les pays intéressés ». Les pays eu voia de développement considèrent, en effet, qua la déclaration sur la cadre concerté ne reflète pas comme il couvient certains points qui présentent un intérêt majeur pour eux et en omet d'autres, comme les produits tropleaux, le droit, pour les pays en vole de développement, de recourir à des subventions dans leurs politiques de développement industriel, l'amélioration des dispositions concernant l'aide de l'Etat au développement économique dans le contexte du future. dispositions concernant l'aide de l'Etat au déve-loppement économique dans le contexte du futur système commercial, l'élimination des restric-tions quantitatives pesant sur le commerce des produits des pays en voie de développement qui présentent un intérêt majeur. En outre, la déclaration de reflète pas exactement l'état actuel des négociations sur certains points essentiels, comme, par exemple, dans le domaine da l'agriculture, les questions du blé, de la viande, des produits laitiers et des autres produits.

#### O.C.D.E.

Stagnation de l'aide au développement en 1977

Dement en 1977

Le Comité d'aide au développement (CAD)

Le de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a publié le 29 juin ses statistiques concernant les ressources mises à la disposition des pays en voie de développement en 1977. Il en ressort qu'en 1977 les versements d'aide publique au développement effectués par les pays du CAD ont augmenté de 1,1 milliard de dollars par rapport à l'année précédente (soit une hausse de 8 %) pour atteindre 14,8 milliards de dollars; compte tenu des hausses de prix, l'apport réel correspondant u'a cependant dépassé que de façon marginale son niveau de 1976. Exprimée en pourcentage du produit national brut des pays pourcentage du produît national brut des pays du CAD, l'aide publique au développement a marqué un recul, passant de 0,33 % en 1976 à 0,31 % en 1977, soit le taux le plus faible

(à une exception près) que l'on ait observé depuis le début des années 70, et même depuis le mílieu des années 50, périoda à laquelle remontent les premières statistiques sur les flux

Le montant estimé des courflutions de toutes provenances (y compris celles des pays de l'Organisation des pays exportateurs de petrole (OPEP) et les prêts bancaires internationaux) est passé de 59 milliards de dollars en 1976 a 64 milliards en 1977. Selon l'O.C.D.E., l'apport de ressources financières des pays de l'OPEP a vraisemblablement atteint 9 milliards de dollars (soit 3 % de leur P.N.B.), contre 8,1 milliards en 1976

en 1976.

NEGOCIATIONS COLLECTIVES ET POLITIQUES GOUVERNEMENTALES. — L'O.C.D.E. o organisé du 10 au 13 fuillet à Washington, à l'invitation du gouvernement des Etais-Unis, une conférence sur les négociations collectives et les politiques gouvernementales, dont l'objectif était d'étudies l'évolution des relations entre les négociations collectives d'une part, et la polltique économique, la polltique de l'emplet et les politiques sociales d'autre part, compta tenu de le croissance économique non inflationniste soutenue que les pags de l'O.C.D.E. entendent garantir à moyen terme. Cette conférence, à laquelle participaient notamment MM. Ray Marshall, ministre du travail des Etais-Unis, Charles G. Woolton, secrétaire général adjoint de l'O.C.D.E., et Charles F. Schultze, président des consellers économiques des Étais-Unis, était organisée pour permettre à des experts gouvernementeur, syndicaux, patronaux et universitaires d'anaiyser et d'évaluer les résultats obtenus dans divers pays de l'O.C.D.E., et les perspectives qui se présentent.

ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSION-NELS. — De hauts fonotionnaires des ministères de l'établissements officiels de formation professionnelle se sont réunis d Paris du 4 au 6 fuillet, pour discuter des tendances et des paltiques mises en autors pour développer la formation et l'enseignement professionnels dans les vingt-quaire pays membres de l'O.C.D.E.

L'agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire

AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEARE. — L'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) e publié le 30 fuin son sixième rapport d'activité.

Le rapport, qui passe en revue les travaux allec-tués au cours de l'année 1977, est précédé d'une analyse des tendances qui ont marqué le dévelop-pement de l'énergis nucléairs dans les vingt-trois pays membres pendant la période considérée.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS e ORGANIBATION DES PATS EXPORTATEURS DE PETROLE. — Une commission d'experts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunie à Londres dans le courant du mois de juillet, est parvenue à un accord sur le principe de le fixation du prix du pétrole brut à partir d'un « panter » de devises qui permettruit de compenser les pertes causées aux revenus des pays membres par l'érosion du dollar. L'adoption éventuelle d'une telle mesure est du ressort du conseil des ministres de l'organisation, dont la prochaine réunion est prévus à Abou Dhabi en décembre 1978. Cette commission d'experts avait été créte le 19 juin dernier à Genève.

en vie de structures dépassées et d'emplois dits « parasttares », ou que les emplois subventionnés ne soient pes suffisamment stables et représen-teraient, en fait, un déplacement provisoire du chômage d'une catégorie vers une autre. La France a opposé son veto à ces mesures, si bien qu'aucune décision concrèta n'a pu être prise. Le montant estime des contributions de toutes

décision concrèta n'a pu être prise.

PECHE ET AGRICULTURE. — Les ministres de la pêche des Neul, réunis à Luzembourg les 20 et 21 juin, ne sont pas parvenus à définir une politique commune de la pêche. Lo Grande-Bretogne, qui exige que, pour 80 %, les prises pêchées dans la cone de 200 milles qui entoure ses côtes lui soieni réserbées jusqu'en 1932, est restée sur sa position. — Les ministres de l'agriculture et de la pêche de la C.E.E. se sont prononcés à Aalborg (Juiland septentrional) le 29 juin pour le maintien des petites exploitations agricoles. Lors d'une réunion non officielle sur la politique structurelle à long terme de l'agriculture et de la pêche, ils ont jait valoir que la poursuite de l'élimination des petites exploitations risquerait d'accroître le nombre des chômeurs. — Le Commission européenne o accordé une aide

exploitations risquerait d'accrottre le nombre des chômeurs.

— Le Commission européenne o accordé une aide de 30,9 millions d'unités de compte européennes à cent trente-huit projets dans la C.E.Z. destinés d améliorer les conditions de transformation et de commercialisation de produits agricoles.

Cette aide, accordée au titre de le première tranche 1978 de la section orientation du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles), est répartie de lo façon suivante : 9,4 millions d'u.C. pour la France, 8,4 pour la R.F.A., 5,5 pour la Grande-Brétagne, 3,9 pour l'Iriande, 1,1 pour la Belgique, 0,3 pour le Danemark et 0,7 pour l'Italie.

7. :

1911

٠.

et 0,7 pour l'Italie.

PROJET DE BUDGET COMMUNAUTAIRE. — Le conseil des ministres des Neuf s'est réuni le 18 juillet de Bruxelles pour un premier examen du projet de budget de la communauté en 1979. La Commission propose un budget de l'ordre de 14,667 millierds d'unités de compte (1 u.g. = 5,7 F), soit une majoration de 15,5 % des crédits par resport d 1978. A cette occasion, le serrétaire britannique au Trisor o manifesté, une jois de plus, l'opposition de la Grande-Bretagne à la croissance des dépenses de la C.E.E. dans le domaine agricole.

agricole.

ENERGIE. — Lo C.E.E. o annoncé officiellement, le mois dernier oux États-Unis, qu'elle était prête à discuter avec Washington de la renégociation de l'accord de coopération nucléaire signé en 1959. Le C.E.E. a reçu l'assurance que na seront pas abordées, au cours de ces discussions, les querions traitées par la conférence internationale sur l'évaluation du cycle du combustible nucléaire, et qui concernent notamment le retraitement des matériaux nucléaires. Lo commission estème, en effet, que ces questions ne pourront être examinées avec les États-Unis qu'a l'issue de la conférence.

— Une cide de 5 múlions d'unités de compte a été allouée en juillet par la Commission européenne aux programmes d'exploration de l'uranium dans les pays de lo Communouté.

RELATIONS AVEC LES PAYS TIERS.

peente aux programmes dexploration de l'uranium dans les pays de lo Communouté.

RELATIONS AVEC LES PAYS TIERS. — Le premier ministre du Japon a effectué une visite afficielle à Bruxelles le 18 juillet, ou lendemain de la réunion occidentale de Bonn. Il a confirmé, à cette occasion. les engogements souscrits à Bonn pur son pays en vue de réduire l'excédent de la balance des poiements.

— Les négociations commerciales entre l'iran et la C.E.E., qui se sont déroulées du 27 ou 29 juin à Ténéran, n'ont pus aboutie en raison de divergences sur le type d'association entre les deux partenaires et sur les produits que l'iron entendro vendre aux Neuf à des taux préférentiels.

— Les ministres des affaires étrangères de le C.E.E. se sont réunis, le 26 juin à Luxembourg, avec une délégation grecque en session de négociation d'adhésion avec la Grèce, la septième depuis l'ovverture des négociations.

— On o annoncé, le 12 juillet à Bruxelles, que le C.E.E. o décidé d'assellérer les travoux sur le demande d'adhésion de l'Espagne ou Marché commun. Intrialement prévu pour la fin du premier trimestre de 1979, l'avis que doit rendre le Commission à ce sujet serait prêt dès la fin de 1978.

— M. Claude Cheysson, commissairs eu dévelop-

1978.

— M. Claude Cheysson, commissaire eu développement de la C.E.E., a ennoncé, le 13 juillet à Conakry, que lo C.E.E. avait accordé à lo Guinés des sides sous jorme de dons et de prèts spéciaux d'un montant de 75 milliards de dollars pour l'agriculture et de 35 milliards de dollars pour l'agriculture et de 35 millians de dollars pour l'industrie, — Un accord o été signé le 11 juillet à Bruxelles entre la C.E.E. et le Bangladesh. En vertu de été occord. la Bangladesh bénéficiera du système des préférences généralisées pour ses exportations de jute vers lo C.E.E.

PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES.

M. Hans-Dietrich Ganscher, ministre fédéral allemand des affaires étrangères, o inauguré, le 13 juillet à Luxembourg, ses fonctions de président du conseil des ministres de la Communauté européenne per un discours-programme devant les membres du Parlement européen.

RECENTES PUBLICATIONS

Etudes universitaires sur l'intégration suropéenne: répertoire des thèses de doctorat et autres études universitaires sur l'intégration suropéenns terminées depuis 1973 et en cours au premier trimestre de l'année 1976-1977 (Centre d'études européennes, université catholique de Louvain; à commander à : Office des publications officielles des Communeutés auropéennes, Luxembourg. 296 pages, 68 franca français ou équivalent, anglais et français).

# TOMA UNA UTTO EUR PETANNA

#### Marché commun

Au conseil européen de Brême : projet d'accord sur un nouveau système monétaire européen

L'est de la communauté économique européenne (C.E.E.) et le président de la Commission, réunis en consell européen à Brême les 5 et 6 juillet, ont consacré la majeure partie de leurs discussions à la relance de la coopération monétaire européenne. Ils ont mis au point un projet d'accord d'inspiration franco-aliemande sur l'instauration d'une «zone de relative stabilité monétaire en Europe», dout volci les grandes lignes:

— Création d'un fonds monétaire européen

— Création d'un fonds monétaire européen qui commencera à fonctionner dans les deux ans et qui sera doté de 20 % des réserves nationales de change de chacun des pays membres, soit environ 15 milliards de dollars, dont 9 milliards de dollars fournis par l'Allemagne de l'Ouest, qui détient les plus fortes réserves de change de la C.E.E.

— Utilisation dans les transactions entre hangues centrales et comme unité de référence.

 Utilisation dans les transactions entre banques centrales et comme unité de référence de l'«ECU», unité de compte européenne basée sur un opanier» de monnales européennes.
 Maintien du «serpent», mécanisme européen de change qui groupe l'Allemagne de l'Ouest, les pays du Benelux et le Danemark dout les monnales flottent de concert à l'égard du delle monnales flottent de concert à l'égard du delle monnales flottent de concert à l'égard. dout les monnales flottent de concert à l'égard du dollar dans des marges de 2,35 % au total.

— Le but final du nouveau système monétaire européen est de rétrécir les marges de fluctuation de toutes les devises de la C.E.E. à 2 % au total, ce qui sera encore plus contraignant que le système du « serpent ». Toutefois, durant une période transitoire, dont la durée reste à fixer, les monnales qui ne font pas partie du « serpent » (franc français, livres anglaise et irlandaise et lire italienne) disposerout de marges de fluctuation plus élevées qui seront graduel-lement réduites.

daise et lire italienne) disposerout de marges de fluctuation plus élevées qui seront graduellement réduites.

Le projet de nouveau système monétaire européen, qui a été accueilli avec réticence par la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, dolt être précise dans ses détails par les instances techniques de la C.E.E. (conseil des minitres des finances, comité monétaire et comité des gouverneurs des banques centrales) avant le 31 octobre prochain. Il sera ensuite soumis au prochain conseil européen au début de décembre pour décision finale. Le nouveau système deviendrait ainsi opérationnel à partir du début de 1979.

Eu marge des discussions sur la coopération monétaire, la conseil européen a notamment débattu de la croissance économique et de la politique énergétique des Neuf. A quelques jours du sommet occidental de Bonn, les divergences sur la croissance entre les Neuf n'avaient pu être surmontées. Quant à la politique énergétique, les chefs d'Etat et de gouvernement ont retenu comme objectif pour 1985 une réduction à 50 % du taux de dépendance énergétique de la C.E.E. En revanche, ils n'ont pu s'entendre sur un objectif de limitation à 1900 millions de tonnes des importations nettes de pétrole de la Communauté eu 1935.

Le plafonnement des importations de pétrole

de pétrole

Les ministres des affaires étrangères des Neuf, après avoir renvoyé à un prochain conseil la discussion des propositions de la Commission européenne sur la restructuration communautaire des chantilers navais, ont donné le 27 juin, à Luxembourg, un o avis conforme a sur le cautionnement des importations de produits sidérurgiques soumis à un prix minimum dans les échanges intracommunautaires. En ce qui concerne les problèmes énergétiques, les ministres se sout mis d'accord sur un texte à proposer au conseil européeu de Brême aux termes duquel la Communauté s'engage à maintenir dans les limites de 500 millions de

tonnes d'équivalent-pétrole ses importations nettes d'hydrocarbures en 1985. Mais la Grande-Bretagne a refusé d'ajouter à cet engagement l'expression suivante : « En examinant attentioement les conditions dans lesquelles peut être otteint un équilibre entre la production et la consommation de produits pétroliers raffinés a Alors que les pays de la C.E.E., notamment l'Italie, ont des capacités de raffinage excédentaires, la Grande-Bretagne refuse, en raison de ses gisements de la mer du Nord, à s'engager à limiter les siennes.

Les ministres ont aussi décidé de mettre l'accent sur la production communautaire de

l'accent sur la production communautaire de charbou et d'élèver les importations du gaz naturel, moins coûteuses que celles du pétrole. Enfin, le cousell a adopté les principaux thèmes qui devralent faire l'objet des discus-sions du conseil européen à Brême : 1) stra-tégle économique, monétaire et sociale, y compris l'énergie; 2) relations avec le Japon; 3) volet agricole de la politique méditerra-néenne; 4) coopération politique : la situation au Proche-Orient et en Afrique. t d'élèver les importations

La position commune des Neuf aux négociations commerciales multilatérales

La position commune des Neuf du Marché La position commune des Neuf du Marché commun aux uégociations multilatérales du GATF («Tokyo round») à été fixée dans la unit du 23 juin par le conseil des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. réuni à Luxembourg. En falt, cette position u'a pas changé par rapport à la position défendue jusqu'ici. Elle à toutefois été précisée de manière à obtenir, comme le soulignait le ministre du commerce extérieur français.

jusqu'ici. Elle a toutefois été précisée de manière à obtenir, comme le soulignait le ministre du commerce extérieur français, M. Jean-François Deniau, « l'égalité des chances dans l'accès aux grands marchés industriels ».

Les ministres des affaires étrangères des Neul ont été amenés à trancher sur deux problèmes précis de la uégociation :

1) La clause de sauvegarde sélective, qui permet, contrairement à la clause actuelle de sauvegarde du GATT, de prendre pour un produit non plus des mesures « erga omnes », mais spécifiques à un pays donné ;

2) Les subventions aux exportations : les Etats-Unis réclamant l'élaboration d'una liste des subventions qui affectent les exportations des produits industriels, notamment aides régionales et aux industries en difficulté, les ministres ont rejeté cette demande. Enfin, dans les considérations générales et importantes incluses dans ce document par les ministres de la C.E.E., figure une référeuce à l'élargissement de la C.E.E. à trois nouveaux pays. Une mise en garde contre toute restriction à la capacité d'exportation de la C.E.E. dans le domaine agricole, après cet élargissement, a été lancée par M. Jean-François Deniau et incluse dans le document de travail résumant la position de la C.E.E. dans ces grandes négociations tarifaires.

AFFAIRES BOCIALES. — Les ministres des affaires sociales des Neuf, réunis le 20 juin à Luzembourg, ont consacré l'essentiel de leurs travaux à la préparation du volet social du Conseil européen de Brême, an matière de luite contre le chômage des feunes.

La Commissian éuropéenne a soumis au Conseil un programme de créatian d'emplois dont less mesures essentielles consistent d'obord en l'octroi d'une prime d'embauche, ensuite de subventions des programmes de mise au travail des feunes dans des activités d'intérêt général.

Ces emplois devralent constituer des emplois nouvesus, avoir une certaine garantie de etablités et assurer aux founes l'acquisition d'une expérieue professionnelle.

et assurer aux jounes l'acquisition d'une expérience professionnelle.

Le codit de l'opération, à ejjactuer directement par le fonds social européen, ast évalué à 110 militons d'unités de compta at serait en mesure de ventr en aide annuellement à cent môle jeunes de moins de vingt-cinq aus.

L'idée des subventions en javeur des emplois d'intérêt général à fail apparaître da projondes réserves emises notamment par la délégation froncaise, mais également par l'Allemagna de l'Ouest et le Royaume-Uni. Ges pays craignent, en ejfat, que le genré de mesures proposées par le Commission ne conduisent j'inalement au maintien

CECA

La préparation du plan de restructuration de la sidérurgie européenne

européenne

L'acier ue va pas sans problèmes. La dernière difficuité a opposé le gouvernement français à celui de Rome, qui a demandé l'aide de la Commissiou européenne contre ce qu'il estime constituer un certain arbitraire de Paris. Pinsieurs milliers de tonnes de ronds à béton italiens out, eu effet, été bloqués à la frontière par les douaniers français, qui ont argué du fait que les solxante-dix wagons eu questim u'étaient pas accompagnés de certificat de conformité du fonctionnaire de la Commission qui vise les expéditions groupées par le comptoir de Milan.

qui vise les expéditions groupees par le comptoir de Milan.

Sur le plan du principe, la position française était inattaquable; ce certificat doit, eu effet, garantir que les « bresciami » se conforment désormais aux règles de prix minima imposés par Bruxelles dans toute la Communauté. En réalité, il semble que l'installation du bureau européen de contrôle à Milan ait pris plus de tamps que prèvu, ce qui aurait empêché les expéditions de la première quinzaine de juillet de recevoir le certificat exigé. D'autre part, certaines acièries transalpines, qui u'ont pas adhèré au comptoir de Milan, coutinuent à expédier laminés marchands et ronds à béton sous leur seule responsabilité, ca qui complique l'application de la réglementation européenne sur le cautionnement obligatoire en cas de présomption de non-respect des prix minima (voir notre précédent numéro).

Le gouvernement italien a menacé Paris de

company de non-respect des prix minima (voir notre précédent numéro).

Le gouvernement italien a menacé Paris de poursuites auprès des institutions européannes at a appliqué des mesures de rétorsion (sur les coils français expédiés en Italie) eu attendant que Bruxelles règle à l'amiable le différend. Ce qui a fini par se faire. L'incident a confirmé, eu tout cas. l'état de tensiou du marché et des esprits. Les deux principales aciéries de la régiou da Bressia u'adhèrent toujours pas au comptoir de Milan et six petites aciéries ltaliennes vout être sanctionnées par Bruxelles pour non-respect des prix minima da ronds à béton.

Sur deux autres points, la dispositif anticrise a dû être remanié:

Les prix da base, qui servent à calculer s'il y a dumping eu cas d'importation à has tarif, ont été relevés, pour tenir compte des nouvelles conditions du marché;

Des aides diverses à la sidérurgie européenne intervieudront selon des modalités sur les principes desquelles le Comité consultatif de la CECA a donné sou accord : pas de discrimination, pas d'affectation de la concur-

TECHNI Association des nations

Morense des

de l'Asie du Sud-Est

 $L_{\gamma}$  ...

Entransis Control of C

Test 12 fraction fraction de Co. Trionica 12 2 February Betting

Carry A

daure fore are bote are

ec in a communication of the c

e projection adon;

decree of the energy real

de de la de

AUTRES ORI

rence (en cas de tarifs de soutien en matière de transports), incitation à la restructuration des unités de production. La restructuration à moyen terme constitue, en effet, le second volet du plan anti-crise de

l'acier.

Il apparait non seulement que la production continue à augmenter (environ 7 % de plus de janvier à juin par rapport au premier semestre 1977) mais que certaines entreprises ont tendance à esquiver le problème en glissant leur surcapacité de production des produits longs vers les produits plats. Les États vont donc être invités par Bruxelles à combiner leurs actions pour assurer la restructuration jugée indispensable en utilisant le système d'aides prévu par la Commission européenne.

Le volet social du plan

Le volet social du plan

La fermeture d'installations de production jugées périmées entraînera, blen entendu, des suppressions d'emplois. Selon le vice-président de la Commission de Bruxelles, M. Vredeling, il y aura en 1930 entre cent mille et cent quarante mille emplois de moins qu'en 1977 dans la sidérurgie européenne. Comme tous les sidérurgistes sans travail ne pourront pas être réemployés dans d'autres industries, des mesures énergiques devront être prises en matière sociale. Non seulement la suspension de l'embauche devra demeurer la règle, mais plusieurs dispositions complémentaires seront nécessaires :

• Utilisation maximale des divers dispositifs Utilisation maximale des divers dispositifs d'aide à la conversion prévus par le traité

régissant la CECA;

• Le taux d'aide communautaire, qui jusqu'à
présent était l'équivalent du montant versé par
l'Etat intéressé, devra être reconsidéré de sorte
que les travailleurs de la sidérurgie des pays
moins favorisés reçoivent une indemnité-

moins favorisés reçoivent une indemnitéplancher;

• Pour favoriser une meilleure répartition du travail, plusieurs mesures susceptibles de faire l'objet d'une intervention financière éventuelle de la CECA seront à étudier; abaissement de l'âge de départ à la retraite (des demandes d'aide à la prépension sont déjà introduites par le Luxembourg, les Pays-Bas, la France et l'Angleterre), aménagement du travail posté ou en équipes (en introduisant une cinquième équipe), organisation du travail hebdomadaire à durée réduite, ilmitation des heures supplémeutaires autorisées;

• Le coût de ce plan dépassant le budget social actuel de la CECA, M. Vredeling envisage de demander aux Neuf d'y affecter — à concurrence de 50 ou 80 millions d'unités de compte par an — le produit des droits de douane sur le charbon et l'acter.

Les neuf gouvernements — dont certains ont détà demandé à Bravalles de brêler les étance.

Les neuf gouvernements — dont certains ont déjà demandé à Bruxelles de brûler les étapes, — vont être saisis incessamment de ces pro-

Soutien des Neuf au charbon

Le Conseil européen de Brême des 5-6 juillet u'a pas pris de décisions spectaculaires sur l'éuergie. Mais il a réaffirme la volonté des Neuf de voir « le charbon... jouer à long terme un rôle de plus en plus important », de façon à réduire la dépendance de l'Europe à l'égard du pétrole importé. du petrole importé.

du pétrole importé.

Les Neuf ont décidé de réduire de 50 % le taux de dépendance de la Communauté à l'égard des importations d'énergie, et de réduire à 0.8 le rapport entre le taux de progression de leur consommation d'énergie et celui de leur production intérieure brute. Déjà la consommation énergétique de la Communauté a diminué entre 1973 et 1977, alors que son produit intérieur brut a augmenté de quelque 7 %. La dépendance énergétique de la Communauté s'en est trouvé allégée : elle est descendue de 65 % en 1973 à 56 % en 1977, alors que la part des importations pétrolières dans les besoins énergétiques totaux de la Communauté a été ramegétiques totaux de la Communanté a été rame-née de 80 % en 1973 à 51 % seulement en 1977. Pour que le charbon européen soit davantage utilisé dans les centrales thermiques, la Commission européenne propose de porter à 75 millions d'unités de compte en crédits d'engagement (40 en crédits de paiement) l'aide prévue à cet effet.

à cet effet.

LE GROUPE SIDÉRURGIQUE LUXEMBOURGEOIS ARBED a obtenu de la Commission de Bruzelles un prêt de 4 milliards de france luxembourgeois (environ 100 millions d'unités de compts européannes) pour la finaucement partiel de la construction à Esch-Belval d'un haut journeaux d'un diamètre de creuet de once mêtres qui doit remplacer cinq anciens hauts journeaux d'Esch-Terre-Rouge at deux anciens hauts journeaux d'Esch-Terre-Rouge at construction à Differdange d'una ligna de décapaga at de cleaflage pour jeutiliards.

- PRETS AUX CHARBONNAISES BESTANNIQUES.

- La Commission européenne a accordé deux prêts de 18 et 36 millions de levres au National Coul Board pour l'achat d'installations d'équipements mobiles pour des trapaux au jond et d'éléments de souséenment mécanisés.

LA COMMOSSION EUROPEENNE A EMIS UN

LA COMMISSION EUROPEENNE A EMIS UN EMPRUNT de 2 milharde de francs belges, à 8,5 % et 8 ans, en Belgique; son produit sora consacré au financement d'investissements dans les houillères et le sidérargie européanne.

et le sidérurgie europésane.

CONCENTRATION DANS LA SIDERUBGIE BELGE.— La Commission de Bruxelles a autorisé le groupe Cackerill-Ougrée-Providence at Espérance-Longdoz (3,1 % de l'acter laminé de la CECA) à prendre la gestion des Laminoirs de Jemappes (1 %). A la suite de l'opération, Cockerill totelisera donc 4,1 % de la production communautaire et occupera le huitième rang dans la Communauté, après sept autres producteurs qui réalisent respectivement 12,6 %, 1/3 %, 1/5 %, 7,6 %, 5,5 % et 4,7 % de la production communautaire. Les dia premiers producteurs assurent à sux tous 71 % de la production, les 29 % restant étant réalisés par environ quatre-oingis autres producteurs.

#### Parlement européen

Prochaine renégociation de l'accord de coopération nucléaire entre l'Euratom et les Etats-Unis

M. GUIDO BRUNNER, commissaire euroM. péen chargé de l'énergie, a annoncé le
5 juillet devant le Parlement européen réuni à
Luxembourg que la Commission européenne sera
à même «dans quelques semaines» d'engager
des discussions avec les Etats-Unis aur la renégociation de l'accord de coopération militaire.
Depuis le mois d'avril dernier, les Etats-Unis
avaient imposé un embargo sur leurs livraisons
d'uranium hautement enrichi à la C.E.E., souhaitant renégocier l'accord entre l'Euratom et
les Etats-Unis signé en 1955 et valable jusqu'en
1995. 1995. Le commissaire européen a indiqué, d'autre

part, que la Commission européenne s'attend, avant le mois d'août, à un feu vert du conseil des ministres des Neuf pour uégocier avec l'Australie un accord de livraison d'uranium. D'ici à 1985, la Communauté sera à même de couvrir elle-même les trois quarts de ses besoins en uranium enrichi, a ajouté M. Brunner. En 1980, elle sera en mesure de le faire pour les

Par ailleurs, M. Brunner a relevé que la Par ailleurs, M. Brunner a relevé que la politique bucléaire de la Communauté européenne est basée sur la non-prolifération et que le contrôle et la surveillance sont très stricts. «La C.F.E., a-t-il conclu, est la région la plus fortement contrôlée du monde, »

Le Parlement européen a adopté ce même jour à Luxembourg une résolution demandant au conseil des ministres des Neuf et à la Commission des Communautés européennes une réactivation immédiate des liens d'association avec la Turquie. avec la Turquie.

PRODUCTION D'ARMEMENTS. — Le 14 fuin, le Parlement suropéen avait adopté une résolution soumise par un député chrétien-démocrate allement et invitant la Commission à présenter au Conseil un « programme d'action européen pour la mise au point et la production d'armements classiques ». Le texte avait été voté maipré l'opposition des parlementaires communistes et gaullistes frencis qui y voyaient un empiétement sur un domaine de compétence nationale exclusive, celui de la défense.

graphe I de la convention européanne des droits de l'homme, en raison de la durée des deux procédures engagées par le Dr König devant le tribunal administratif de Francfort (concernant l'interdiction dont il avait été frappé d'exploiter une clinique privée et de pratiquer). L'article 6 paragraphe I stipule notamment que « toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle ».

D'autre part, au cours de sa cent trentequatrième session à Strasbourg du 3 au 14 juillet, la commission européenne des droits de l'homme a, déclaré recevable une requête introduite par le gouvernement de Chypre contre le gouvernement de la Turquie.

vernement de la Turquie.

A L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE. — L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a tenu du 5 au 7 juillet à Londres une série de réunions de commissions permanente qui devait adopter ou examiner plusieurs textes, notamment sur le lutte contre le cancer, le permis de conduire suropéen et les tarifs aériens internationaux. A l'issue de ces travaux, le président de l'Assemblée devait souligner dans une conférence de presse « ca que fait le Conseil de l'Europe pour défendre les droits de l'homme en cette période de montée du terrorisme et de menaces socrues contre les libertés individuelles ».

individuelles ».

ENVIRONNEMENT. — Le Conseil de l'Europa a organisé le 4 fuillet à Paris une audition parlementaire européenne sur la pallution des zones côtières pur les hydrocarbures. A estie occasion, une quarantaine de parlementaires des vingt pays membres du Conseil, ausistés de conseillere scientifiques, ont interrogé les représentants des ministères, des grands organismes techniques et de certaines organisations internationales.

CETIAINES OF ANISATIONS INTERNATIONALES.

CONVENTION SUR LES ARMES A FEU. — Afin de lutter contre l'usage eroissant des armes à feu at réduire la violence criminelle, une réglementation internationale devrait être introduite dans les pays membres du Conseil de l'Europe, une nouvelle convention ayant été ouverte à la signature à Strasbourg à la fin du mois de fuin.

Cette convention sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes à feu pur des particuliers aignée par quarte pays membres (Danemark, République fédérale d'Allemagne, Irlande et Royaume-Uni) vise à instaurer un système simple et flaxible de contrôle des mouvements d'armes à feu au-delà des frontières.

# Croix-Rouge

Les activités du C.I.C.R. en 1977

Les actiones du C.I.C.R. en 1977

Les actiones du C.I.C.R.) ont visité de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité quatre cents prisonniers de guerre (conflits de l'Ogaden et du Sahara occidental principalement) et trois mille quatre cents détenus civils (Israél et territoires occupés). C'est ce qui ressort du rapport d'activité pour 1977 publié par le C.I.C.R. au début du mois de juillet. Les délégués ont eu accès dans vingt-deux pays à deux cent quarante-quatre lieux de détention, où se trouvaient près de quatorse mille personnes détenues pour des motifs d'ordre politique. En 1977, pour la première fois, le C.I.C.R. a visité cette catégorie de détenus eu Iran; il a également pu commencer une action importante en Argentine. Le Comité s'est préoccupé du sort de plusieurs disaines de milliers de personnes ayant fui leurs lieux ou préoccupé du sort de plusieurs dizaines de milliers de personnes ayant fui leurs ileux ou pays d'origine et se trouvant dans des camps de transit (en Afrique et en Asie du Sud-Est); il a en outre permis à sept cent trente-sept Taiwanais désirant quitter le Vietnam de se rendre à Taipeh, au cours de cinq opérations de rapatriement par vole sérienne. Dans le domaine de l'assistance, le C.I.C.R., a transmis des secours dans une cinquantaine de pays, pour une valeur globale de 46,6 millions de francs suisses.

PROTOCOLES ADDITIONNELS AUX CONVEN-TIONS DE GENEVE, — Après la République du Ghana, premier Etat à appir radifié, en jéviter dernier, les deux protocoles additionnels aux conventions de Genève de 1949. La Jamahritja libjenne populairs socialiste a adhéré, le 7 juin, à ces deux instruments. L'entrée en vigueur des protocoles, signés le 12 décembre 1977 par une quarantains de pays, étant jixée à six mois après le dépôt de deux instruments de raiffication et d'adhésion, les protocoles additionnels entreront en vigueur le 7 décembre 1978.

en vigueur le 7 décembre 1973.

ACTION AU ZAIRE. — L'action de secours d'urgence en javeur de la population civile de Roiwest, durement ajectée par les événaments du Shaba, s'est intensifiée au mois de fuin. Quarante et une tonnes de marchandises (médicaments, couvertures, vivres) ont été expédiées d'Europe par avion, pendant que les délégués du C.I.C.R. dans la région s'occupaient de l'achat de 180 tonnes d'aliments de base, qui ont été acheminés par train à partir de la Zambia. Un délégué médecin a été chargé d'évaluer les besoins en assistance médicale des dispensaires de la Croix-Rouge zafroise.

MISSION AU TCHAD. — Lors d'une récente expédition longue de 2260 kilomètres dans le nord du Tchad, deux délégués du O.L.O.R. ont pu voir, d'rebibou, quatre-vingite prisonniers aux mains du Froinat (Front de libération nationale du Tchad). C'était le première fois que le C.L.C.R. entrait on contact voec ces prisonniers détenus depuis le mois de juillet de l'année dernière.

de fuillet de l'année dernière.

MISSION DANS TROIS PAYS D'EUROPE. — Le délègué du C.I.C.R. pour l'Europe a effectué, du 25 mai au 1er fuin, une mission d'information en Yougoslavie, en Roumanie et en Bongrie. Au cours de ses entretions avec les responsables des sociéiés nationales des pays visités, il a fait le point des activités opérationnelles du C.I.C.R. et abordé les problèmes de diffusion des conventions de Genère et de la collaboration avec les Croix-Rouges nationales.

# Ligue des Etats arabes

Quinxe pays suspendent toute relation avec le Yémen du Sud relation avec le Yémen du Sud

UNE session extraordinairs du conseil de la
Ligue des États arabes, réunie au Caire les
1" et 2 juillet, a décidé de suspendre toutes
relations avec le Yémen du Sud : gel des
relations diplomatiques des pays membres de la
Ligue avec le régime d'Aden, suspension de
l'adde économique et retrait de l'assistance
technique et culturelle. Les participants ont
en effet estimé que le régime du Sud-Yémen
était responsable de l'assassinat, le 24 juin
dernier, du président nord-yéménite, le lieutenant-colonel El Ghachemi. Quinze des vingtdeux pays membres de la Ligue étaient représeutés à cette session extraordinaire (dont neuf
pays par leur ministre des affaires étrangères).
Outre les membres du Frout de la fermeté
(Syrie, Libye, Algérie, Yémen du Sud, et Organisatiou de libération de la Palestine), l'Irak
et Djibouti n'y out pas participé.

#### Organisation des Etats américains

A la huitième session de l'Assemblée : les droits de l'homme et les relations commerciales avec les Etats-Unis

L à buitième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etate amé-ricains (O.E.A.) s'est réunie à Washington du 21 au 30 juin. Deux grands thèmes ont dominé

ses travaux : les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme, et les relations commerciales evec les États-Unis. Dès l'ouverture, la session e été marquée par l'intervention du président Carter dans le débat sur les droits de l'homme, qui s'est terminé par le voie de quaire solutions dans lesquelles l'Assemblée constate la persistance de graves atteintes aux libertés et droits fondamentaux malgré une évolution amorotée dans certains pays membres, uotamment au Chill. Elle a lancé de pressants appels aux gouvernements de l'Uruguay et du Paraguay pour qu'ils appliquent les recommandations contenues dans le rapport annuel de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CLDEL) en attendant que ces pays donnent leur accord à la Commission pour qu'elle puisse effectuer des vérifications sur place. Dans une cinquième résolution, l'Assemblée générale recommande, en application de l'article 33 du Pacte de San-José de novembre 1969, l'établissement à Costa-Rica de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. ses travaux : les droits de l'homme et la lutte

Quant aux mesures contre le terrorisme, l'Assemblée générale a chargé le conseil permanent de l'O.E.A. de préparer, en collaboration avec le comité juridique interaméricain, des projets de convention sur les aspects spécifiques du terrorisme non prévus dans la convention de Washington de 1971.

Au sujet des rapports commerciaux, les demandes des pays latino-américains et des Caralbes se sont heurtées, une fois de plus, aux intérêts des Etats-Unis, Les résolutions adoptées intérêts des États-Unis. Les résolutions adoptées portent sur les tendances protectionnistes en matière commerciale, déjà dénoncées à l'occasion de la huitième réunion de la Commission spéciale de consultation et de négociation (CECON) à Saint-Domingue en mai 1978; les impôts, taxes et mesures contingentaires pénalisant les exportations de sucre sur le marché des États-Unis (contraires, de l'avis de leurs partenaires, aux dispositions de l'accord international de 1977 en vigueur depuis le 1<sup>st</sup> janvier de l'année en cours); et sur l'exclusion du Venezuela et de l'Equateur des bénéfices du système des préférences généralisées qui fonctionne dans le cadre de la loi sur le commerce international de 1974. A en juger selon ces international de 1974. A en juger selon ces textes, aucun progrès n'a été enregistré dans le rapprochement des positions respectives des

L'Assemblée générale a aussi adopté un projet présenté par le gouvernement péruvien sur la mise en place d'un système de coopération pour venir en aide à des pays membres connaissant des difficultés conjoncturelles. Elle a convoqué la cinquième conférence portuaire interaméricaine, qui devra avoir lieu à Guayaquil (Equateur) du 13 au 17 novembre, et elle a mis fin aux activités du Centre interaméricain de promotion des exportations (C.I.P.E.) dont les attributions seront transférées au secrétariat général Avant de se séparer, l'Assemblée a accordé au Saint-Slège, à titre exceptionnel, le statut d'observateur permanent auprès de l'O.E.A.

#### Organisation européenne de la recherche nucléaire

Soixante et unième session du conseil

Conseil

Les délégués des douze Etats membres de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), réunis à Genève les 23 et 23 juin pour la soixante et unième session du conseil, ont élu M. Jean Teillac (France) à la présidence du conseil, en rempiacement du professeur Bernard Gregory, décédé en décembre 1977. Un rapport d'activité des accélérateurs du CERN, couvrant une période de deux ans, a été présenté ; il concerne le synchro-cyclotron (SC) de 0,6 GeV, le synchrotron à protons (PS) de 28 GeV, les LSR. (les seuls anneaux de collision au monde), le super synchrotron à protons (S.P.S.) de 400 GeV et le dispositif expérimental ICE.

Le directeur général exécutif du CERN. M. John B. Adams, a indiqué au conseil les résultats de l'expérience de technique d'accèlérateurs ICE, qui permettent d'envisager une nouvelle utilisation de l'accèlérateur S.P.S. de 400 GeV. En ce qui concerne les budgets, une estimation de 580 millions de francs suisses a été adoptée pour 1979.

e AGENCE EPATIALE EUROPEENNE. Le satellite scientifique de l'Agence spatiale européenne (ASE) pour l'étude de la magnétosphère GEOS-2, lancé le 14 juillet depuis Cap-Canaveral (Floride) par un lanceur Delta 2914, a été placé, le 16 juillet, sur son orbite uaminale à 35 900 kilomètres au-dessus de le Terre.

mètres au-dessus de la Terre.

L'ASE a signé, le 30 juin, un accord de lucace over la société italienne d'électronique industrielle SELI, portant sur la concession d'exte société des droits de production industrielle relatifs à un terminal d'ordinateur de conception entièrement nouvelle, brevelé par l'ASE et capable d'afficher sur unême écran deux textes en regard écrits dans des alphabets différents.

alphabets differents.

— L'ASE a organist, dans plusieurs pays du bassin méditerranéen, une série de démonstrations sur l'utilisation des données transmises par le satellite météorologique Météorat. Commencées le 27 mai dernier au Caire, ces manifestations se sont poursuiries à Athènes (12-15 juin). Tuuts (27-29 juin) et Alger (5-7 juillet).

e COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Les représentants de quatorze pays et territoires océaniens et de six organisations internationales se sont réunis à Nouméa (Nouvelle Calédonie) du 27 au 23 juin pour examiner un programme régional océanien de l'environnement

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME.
 L'Organisation mondiale du tourisme a annoncé le 14 juillet l'adhésion du Japon, l'un des paus où les mouvements touristiques sont le plus impor-

e ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. —
L'Organisation du traité central (CENTO) a
organisation du traité central (CENTO) a
organisation du 10 juin, à Londres, la dixseptième conférence de médecine militaire, qui a
réuni des représentants des forces armées des cinq
pays membres (Etais-Unis, Grande-Bretagne, Iran,
Pakistan et Turquie).

pagis membres (Stais-Unis. Grande-Sylvagis. Ital.

Pakistan et Turqués).

• OBGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. —
La quinzième conférence des chefs d'État et de
gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine
(O.U.A.) s'est déroulée à Ehartoum (Soudan) du
18 au 22 fuillet, eu présence d'une trentaine de
chefs d'État ou de gouvernement des pags membres
(on trouvera un bref résumé de ses travaux dans
le prochain numéro). Cette réunion avait été préparés du 7 au 16 juillet par le conseil des ministres
des affaires étrangères de l'organisation, qui a
noismment examiné les questions suivantes :
création d'une force panafricaine de paix (examen
d'un projet de création d'une force commune d'intervention africaines) : agressions dont sont victimes
les États membres de l'O.U.A. et vide de l'Afrique
dans la renforcement du mouvement des pags non
alignés. La question de l'Ue française de la Réunion,
évoquée par le conseil, n'a pas été inscrite à l'ordin
du jour du sommet. Dès l'ouverture de leure
travaux, les ministres avaient demandé à la délégation de la République des Comores de quitter la
salle des débats, par l'adoption d'une motion présentées par le Bénin unes l'appui du Mali, du
Nigéria, de la Guinée, de l'Alpérie et de la Libya;
une vingéaine de délégations auvaient émis des
réserves. Les ministres ont également interdit
l'accès de la conférence au docteur Gabellah, représentant, de l'African National Councul (foranche
Sithole) et membre du gouvernement de Salisbury.

• FLAN DE COLOMBO. — Le Plan de Colombo

PLAN DE COLOMBO. — Le Plan de Colombo a célétré, le 1º fuillet, le vingt-septième anniver-saire de sa création.

# ziridə endəndə ilə birilə edə

# Association des nations de l'Asje du Sud-Est

Onzième conférence des ministres des affaires étrangères

Onxième conférence des ministres des affaires étrangères

I A onzième conférence des ministres de L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) s'est tenue à Pattaya (Thallande) du 24 au 16 juin. Passant eu revus les récents développements dans la région, les ministres des affaires étrangères des cinq pays membres (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thallande) out exprimé à cette occasion leur préoccupation à propos du conflit persistant entre le Vietnam et le Kampuchea et de la tension croissante entre la République populaire de Chine et le Vletnam. Ils ont réaffirmé la volonté des pays de l'Association de créer dans la région une zone de paix, de liberté et de neutralité. Inquiets de l'afflux de réfugiés indochinois dans les pays de l'Association, ils out réitéré l'appel des chefs des gouvernements de l'ASEAN (lancé en août 1977) pour que la communauté internationale prenne les mesures appropriées pour intégrer ces réfugiés dans d'autres pays. D'autre part, la conférence a noté avec satisfaction les progrès réalisés dans les domaines de la coopération économique, sociale et culturelle entre les pays de l'ASEAN, ainsl que de la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales.

En particuller, les ministres ont pris uote de l'accord intervenu en vue de l'établissement de stocks de riz coordonnés au niveau régional dans les pays de l'Association. Ils ont décidé de créer un fonde pour la pramotion du développement culturel de la région.

Les ministres out aussi exprimé leur déception et leur préoccupation devant le retard apporté dans l'établissement de la région aux positions adoptées à ce sujet par le « groupe des 77 ». La conférence a pris note des consultations engagées avec différents partenaires (en particuler les Etats-Unis, la Communauté économique européenne et le Japon) dans le cadre des négociations commerciales multilatérales; elle a exprimé le soute l'ASEAN.

Les ministres ont encore annoncé que la seconde phase du dialogue entre l'Association et les ministre

pays développés (Australle, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande) ont aussi retenu l'attention. La conférence a annoncé la nomination à partir du 1º juillet de M. Datuk Ali Bin Abdullah (Malaisie) au poste de secrétaire général du secrétariat de l'Association.

# Association du transport aérien international

Vers la libre fixation des tarifs L'ASSEMBLEE générale extraordinaire de l'Association du transport aérien interna-tional (IATA), réunie à Montréal au début du mois de juillet, a donné son accord de principe à la réforme du fonctionnement de l'Association et, notamment, de la procédure de fixation des

et, notamment, de la procedure de livation des tarifs.

Le texte amendé prévoit que les compagnies aériennes pourront fixer librement leurs tarifs, l'objectif étant de leur permettre de faire face à la concurrence des compagnies charter. Les compagnies pourront continuer à bénéficier des services techniques et financiers de l'IATA, sans cependant être tennes de s'entendre à l'unanimité sur leurs tarifs. Il est également prévu de séparer les activités commerciales de l'Association, pour lesquelles la qualité de membre sera obligatoire, des activités tarifaires, pour lesquelles cette qualité sera facultative. Une recommandation a été approuvée, à condition de u'être appliquée qu'à titre expérimental : il s'agit d'un texte prévoyant que les transporteurs qui maintiendront leur participation aux activités tarifaires auront la possibilité, dans le cadre d'une négociation bilatérale, d'offrir de nouveaux barèmes passagers et fret « lorsque des changements interviendront dans les conditions du marché a.

L'assemblée extraordinaire a également acceptions de la lesser les compagnies libres de fixer leur

L'assemblée extraordinaire a également accep-té de laisser les compagnies libres de fixer leur politique en matière de services à bord et d'autoriser des tiers, y compris des consomma-teurs, à exposer leur position lors des confé-rences tarifaires de l'association. Le comité exécutif de l'IATA devra soumettre ces propositions pour approbation à l'assemblée générale ordinaire de l'association, en novembre prochain.

# Conseil de l'Europe

Droits de l'homme : arrêt de la Cour dans l'affaire Konig P AR un arrêt prononcé à Strasbourg le 28 juin dans l'affaire König qui concernait la République fédérale d'Allemagne, la Cour européenne des droits de l'homme a constaté qu'il y avait en violation de l'article 6 para-

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

# *INTERROGATIONS*

ES choses en sont arrivées à ce point : rien n'apparaît plus étranger au discours des grands systèmes que la folie ; nul n'est plus sourd au dire aubversif du délire que celui qui parle au nom d'una cohérence. L'oppression passe aussi par là.

Qu'on l'affirme parole insensée ou qu'on l'identifie à la maladie, à l'anormalité, l'essentiel est blen qu'on frappe la folie d'exclusion et d'abord qu'on oppose une surdité majeure à sa parole. Qu'on attribue aux seuls psychiatres et aux psychanalystes la fonctiou et le droit d'y entendre quelque chose prive l'ensemble de la population de l'écoute d'une parole précieuse : celle qui pointe les failles et les limites de toutes les grandes cohérences. grandes cohérences

pointe les failles et les limites de toutes les grandes cohérences.

Un exemple : le discours politique. Il en appelle au peuple. Il développe une ou plusieurs lidées. Îl est parfois violence, a'il anticipe ou évite les questions qui pourraient interroger les points faibles de son édifice. Dans sa forme parfaite, pleine, irréfutable, ne réprime-t-il pas la parole des autres, une autre parole?

A moins da se fonder d'une dialectique pleinement ouverte, le discours idéologique donne un reflet du réel qui, dans le même mouvement, en masque une part. Un terme forcèment contradictoire, mais aussi les failles très personnelles de celui qui parle. Plus il affirme, at veut a priori convaincre, plus il se désincarne, et annule la possibilité pour tous de prendre part à cette naissance d'une parole nouvelle et commune. Les schématismes de certaines éloquences fascinent davantage par des effets de miroir que par leur capacité à faire ricocher la parole jusqu'à une création commune où chacum agirait une transformation de sa pensée et de lui-même.

E discours de politiqua est tenté da rester trop souvent discours clos, construction échappant à l'inattendu discours vivant. Il devient aussi pouvoir

et violence.

Il faudrait démocratiser la politique.

Mais les conditions formelles du débat
public n'y suffiront pas. Qui seront les
plus ntîles à libèrer la parole? Le fou et le
poète ue sont-ils pas aptes aussi à dessaisir
celui qui ouvre le débat de la possession
exclusive du discours? Mais aujourd'hui
l'exclusion et les clivages out bien opéré.
Face aux discours à mailles trop serrées
on n'entend plus rien sur la place publique. race aux discours à mailles trop serrées on n'entend plus rien sur la place publique, des discours du fon on du poète.

Ce n'est peut-être pas dans les lieux psychiatriques que j'al le plus appris de la folle. L'institution a ce même pouvoir d'opprimer le discours des autres, et de rendre sourd à ce qu'il porte de défi et d'interrogation irréductible, Ella enferme et soie les plus vife guestionnements. Fai et les elles plus vife guestionnements.

isole les plus vifs questionnements. J'ai eu parfois la chance d'entendre dans un débat parfois la chance d'entendre dans un débat public l'intervention de celui qu'on disait fou. Sa parole n'appelait pas de réponse, elle ouvrait des béances, se plaçait comme une interlocutiou insolite at profonde. Le sourire ou l'ironie pouvaient bien lui faire suite, elle était un appel à la vérité. La rupture était parfois telle qu'on pensait que la séance était « ratée ». Il est certain qu'alors on se trompait. Les propos initiaux avaient été bousculés, retournés en des interrogations atteignant la profoudeur de chacun.

Al 1968. De chaudes journées. L'accès soudain da nouvelles couches sociales jonction du mouvement ouvrier et du combat étudiant. L'absence de perspectives aptes à mobiliser ensemble tout un peuple. L'espérance quand même, puis la déception. Parfois la rancœur. Pourtant tout n'a pas été perdu. Il est resté de cette période un nouvel imaginaire de la révointion. Depuis lors, le discours de la contestation politique achonne c'il n'en tient nas compte. nittes de l'histoire.

achoppe s'il n'en tient pas compte.

Ce printemps-là, le discours était volontiers confus, ou bien marqué d'une aride logique théoriciste ou terroriste. Mais il s'y est heureusement adjoint des passions s y est neureusement adjoint des passions émergentes, les traces écrites légères du rève, des représentations de soi et des autres jaillies de l'imaginaire. Dans les ruptures des grandes cohérences concep-tuelles s'exprimait un défi au vieux monde,

à sou langage usé.

Militant communiste, j'ai occupé ce
temps-là à défendre et à expliquer les
positions de mon parti. Je pense profoudé-

ment qu'elles étalent justes, nécessaires. Je suis sur que leur fermeté a bien plus sanvegardé qu'on l'a dit les espérances et le possible des grands changements révolutionnaires. Mais je sais aussi que ceux qu'il fallait convaincre ont également enrichi le discours des communistes, qu'ils en ont bouleversé le côté fade, trop fermé, stéréotypé, qu'ils out fertilisé une démarche en l'ouvrant à l'image, à la parole de tous. Cette fécondation n'est pas anjourd'hui au bout de porter ses fruits et d'onvrir anx questionnements les plus amples, les plus ouverts.

NTRE tous ceux qui parlaient, c'était celui qui témoignait de la folie qui portait au plus haut niveau cette parole touvelle.

Je me souviens de l'un de ces jours de fièvre généreuse. Un meeting : des hommes engagés se parlaient dans une sorte de jeu où s'affrontaient des thèses toutes rondes, derrière lesquelles se cachait blen le singulier de chacun.

L'ampleur de cette résonance devient certitude.

Les vérités imposées aboutissent à des
effets de leurre et ne sont guère aptes à
mobiliser des engagements vivants. Il faut
dn courage pour leur opposer l'expérience
d'une parole qui cherche. Le fou a parfois
ce courage. Il parle de lui et son discours
se responsabilise de questions universelles.
L'intolérable, c'est peut-être qu'il nous
ramène sans cesse aux raisons premières da
nos engagements et de nos luttes, à la part
initiale de la quête et du doute qu'il faudrait oublier pour accéder au confort sans
faille des convictions définitives et péremptoires.

N 1975, je prenais part à un déhat politique. l'exprimals, je défendais des idées, un programme. Je voulais convainnre, démontrer. Un homme s'est « Et l'angoisse? la mienne, la vôtre? Que faire contre l'angoisse? » Etalt-ce parole de fou ou parole de sage? Une dissonance,

ardent appètit de pouvoir. La folie se repère par son incapacité de camoufier le singulier de la première personne. Hors du déguise-ment des conformismes, sou discours erre dans les angoisses at le délire du sujet, suivant le jeu à première vue incommuni-cable de ses fantasmes propres ou les modes particuliers qu'il a retenus pour les traiter ou les conjurer.

Pourtant, c'est une problématique pro-fondement commune et humaine qui a'y parle. Insensée, inouie, cette parole-là redonne du sens au débat jusqu'à poser l'ultime question politique, celle du rapport de chacun au patrimoine de l'espèce.

Le discours du fou, comme celul du poète, fait achopper la trop oppressive démonstration. Il reposa sans cesse les questions omises. Il régénère. C'est qu'il est peut- être plus proche du mythe, de la naissance, du sexe et de la mort. Il appelle à écouter l'envers du discours, il décentre et réinterroge, là où on voudrait éviter que le langage pénètre. Il est peut-être toujours e mal-entendu », mais il s'entend même à notre insu et trouve toujours une réponse. Il déjoue la logique ou la caricature pour mieux la corrompre. Il détourne aussi l'ordre du temps, parle le passé au futur ou le futur au présent. Il est subversion de tont ordre. Il autorise tous les retournements. Il libère ainsi la pensée des habitudes intellectuelles et fait éclater un vaste champ de représeutations, de ruptures, de perspectives. Il est essentiellement quête de liberté et rénovation du sens. Le discours du fou, comme celul du poète.

vivait l'expérience d'une confusion agitée par l'angoisse, la perte des limites de lui-même et du monde. Sa propre historicité l'abandounait. Des images, des voix, de gigantesques menaces l'envahissaieut, le perdaient. Puis il a retrouvé une parole comme une renaissance. Cet homme-là était menuisier, il redécouvrait l'arbre, une nature vivante, l'outil, sa signification profonda dans le rapport à sa main et à son désir de faire, de crèer, les sources et à son désir de faire, de crèer, les sources du sens du travail humain. Il lul avait fallu payer ce prix. Si la fonction de la folie est bien cette recherche et cette redé-couverte du sens à vivre, la souffrance et le sacrifice qui s'y attachent ne sont-ils pas d'autant plus violents que les obstacles pas d'autant plus violents que les obstacles qu'il faut vaincre pour retrouver les sources sont plus épals? L'étrangeté, l'exclusion, ajoutent à cette souffrance. Une telle remise en cause des ordres, celui qui protège chacun de nous d'un tumulte de soimème, celui aussi qui foude notre société sur une idéologie strictement normative, pa vent être entendue que comps suivers. ne peut être entendue que comme subver-sion inadmissible et conduire au rejet.

An nombre des appareils qui cautionnent et réaliseut ce rejet, quitte à déclencher les plus aveugles violences, la psychiatrie est toujours soumise à de grandes tentations. Par extension quasiment logique, l'histoire contemporaine nous enseigne que tout discours subversif risque d'être assimilé à la folie et soumis aux mêmes procédures d'exclusion. Dès lors, il est insuffisant de limiter la condamnation à la seule utilisa-tion de la psychiatrie à des fins de répression de la contestation politique. Il faut aller au bout et reconnaître à la psychiatrie la fonction plus générala de contention de toute interrogation subversive. Il faudrait aussi admettre que les changements des structures sociales, pour indispensables qu'elles soient, ue suffisent pas à garantir à la révolution sa pleine dimension. Le discours du fou en appelle à des bouleversements an-delà de cet objectif.

Il rompt notamment le discours du strict efficace et de l'utilitaire. Il prend part au combat contre les mécanismes du vieux monde. Si l'on pouvait devenir moins sourd à la voix qui le prononce, les échos suspects du discours politique en seralent assainis. Mais ce serait déjà lui faire place dans la communauté parlante, et renoncer à craindre, opprimer et exclura ceux cui de leur folie interrogent autant is nôtre qu'un ordre social encore si attaché à opprimer les potentiels humains et à châtrer le

# Le défi de la folie

Par TONY LAINÉ \*

Un homme jeune, impatient, a parlé à sou tour : il a dit l'exceptionnel de la situation. Puis il a voulu décrire la liberté qu'il voyait naître : « Le monde est ici, en moi, mobile, transformé. Le monde gonfle en moi, f'éclate. Je le porte. Au secours. à

Peu importe que certains aient ri, que d'autres aient évoqué la fragilité des défenses de celui qui parlait. Tons étaient interrogés avec moi sur les limites du discours, sur cet appel au nouveau. C'était dira plus : tout à la fois le craquement possible d'un monda et le changement de chacun de nous.

Plus tard, nous avons poursulvi le dia-logue. Il a dit longtemps qu'il était doté de tous les pouvoirs, qu'il pouvait tout vivre, tout savoir. Tous les possibles étaient De 1968, on a reterm la signification d'un

moment de l'histoire. On a peut-être insuf-fisamment mesure la portée de cette liberté donnée à la folie. Un seus soudain régénéré et rénové donné à la parole.

D ANS l'écart entre des luttes non confluentes et des passions non confluentes, l'insolite avait trouvé, pour un temps href, son espace. On marchait de front, avec des vérités tout autant convaincues démontrées mais différentes. convainches, démontrées mais différentes.

Dans l'instant du doute à rejoindre ce cortège-ci ou ceini-là, des émergences affleuraient, témoignant de la recherche active d'une vérité pas encore énoncée mais se pariant depuis le désir, à la première personne. Les dogmes étaient largement interrogés.

C'est que la vérité ne se communique pas de celui qui l'affirme à celui qui l'acquiert. Quand on y adhère passivement, on participe paradoxalement d'une mystification. La vérité ne se garantit que d'une accession personnelle qui s'origine dans les tourmentes de l'émotion. Elle pe s'entend qui s'origine quant les courses comments que present et l'est personnelle qui s'origine de l'emparadoxalementes de l'emparadoxalementes commentes de l'emparadoxalementes de l'emparadox qu'après, comme une parole qui répond et tombe juste. Auparavant, elle se projette et se crache. Elle est refusée avant d'être choisie. Elle passe toujours par une création personnelle, une tentative de sa parole propre qui soudain accroche une connivence exacte, une résonance avec une autre parole.

mais une question. Un manque pointé sous l'explication. Il y a en un silence. L'écoute, l'attente prenait de l'épaisseur. Alors on a parié de ce qui reste peut-êire irréductible au politique. L'assistance s'est animée. Dans cette distance de l'angoisse an politique, la parole naissait. La ilberté et la démogratie ne perdaient rien à cet échange. Plus encore que dans les modèles programmatiques qui les revendiquent, elles s'y découvraient vivantes.

Y a-t-il un autre homme que le fou pour

Ya-t-il un autre homme que le fou pour débusquer si vite un « ja » masqué par celui qui a fonction d'être porte-parole? Celui-ci n'entendait pas laisser plus long-temps se dire une parole an sujet irreptable, impersonnel. Il en appelait à la reconnaissance de plus d'humanité, plus de doute, plus de liberté.

doute, plus de liberté.

Jai aussi participé à de nombreux débats sur la folie, sur la nomme, sur l'enfermement. Je reste étonné de l'intérêt suscité par ces questions. La parole sur la folie, sur l'exclusion qui lui est réservée, s'articule toujours avec celle qui interroge les antres allénstions. Celle du destin et de l'angoisse de chacun. Celle aussi des formes diverses de l'oppression sociale. Mais chaque fois que ceux qu'on disait fous on débiles intervenaient, un vrai débat, ouvert, impliquant, se développait. C'était comme un défi, une voix qui refusait la réponse trop tôt plaquee pour fermer l'interrogation : « Je suis fou, pour fermer l'Interrogation : « Je suis jou mais nous sommes de la même chair, de la même langue, témoins du même monde. Si vous n'attendez pas ma parole, c'est qu'elle dit plus que ce que je vois. Parole maudite mais parole comme un fleuve. Parole suns cesse nouvelle, naissance. Je prends ainsi ma part d'un combat pour la liberté, pour l'avènement d'un autre temps. Il faudrait que la politique ne soit pas sourde à ma

parole. Partique ne son pas course en parole. Parole. Parole en le encore des manques se découvraient. La cobérence du discours politique perdait son pouvoir sur l'autre, se prolongeait en un débat impliquant chacus.

E discours de l'idéologie dit « nous » on un « je » équivalent. Il invoque sa responsabilité devant la collectivité et l'histoire. Il masque souvent ainsi un

# Dans ce numéro :

L'IRLANDE, NOUVELLE . ILE AUX PROFITS .. par Bernard Cassen Elections législatives et nouveaux gouvernements.

CRISE ECONOMIQUE. CRISE DE LA DEMO-CRATIE : la répression dans les pays capitalistes avancés, par James F. Petras.

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE

# FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement richa de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine..), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Étrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythms de vos activités on votre lieu de résidence, vous pouves suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints déclaifs dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visiteis (disques ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92).

Cours tous niveaux (même débutant) Service Orientation, Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (iot du 18-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Enseignement privé.)

Documentation gratuite (u° 1828) à LANGUES & AFFAIRES.

Documentation gratuite (u° 1838) à LANGUES & AFFAIRES, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallots, Tél : 270-81-88.

Suite de l'article d'Andrée Jallon sur les profits du désarmement ». — Recherches universitaires, par Charles Zorghibe.

L'impossible reconstruction de l'Etat libanais, par Selim Turquie.

PETROLE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : Les Arabes riches et les Arabes pauvres, par Nicolas

Comment une poignée de firmes multinationales dominent le marché mondial du coton, par Frédéric Clairmonie et John Cavanagh.

PAGES 8 et 9:

Un épisode de la terreur à Santiago-du-Chili : la confession de l' « homme à la cagoule ».

PAGE 10:

Commerce International et droits de l'homme : l'Argentine est ici, par Carmen Castillo et Evelyne

Comment se discrédite un régime : coups bas en série contre la démocratie italienne, par Ferdinando Suite de l'article de Howard Schissel sur la PAGE 12:

L'économie politique des régimes de type soviétique, par Pierre-Noël Giraud. - L'U.R.S.S. au quotidien (M. T. M.).

POLITIQUE ET LITTERATURE : Paysans bulgares face à la mutation du village, par Moncef Idir.

PAGES 14 et 15:

Peut-ou se fier aux prévisions? enquête de Maurice

PAGE 16: Les livres du mois.

PAGE 17:

CINEMA POLITIQUE : Pour Porto-Rico, par Ignacio Ramonei, José Garcia et José M. Umpierre.

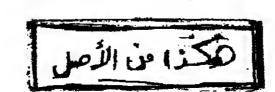
PAGES 18 et 19:

Les femmes dans les luttes sociales, enquête de Genevière et Thérèse Brisac.

PAGES 20 à 23: L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de juillet 1978 a été tiré à 108 000 exemplaires.

Août 1978



14:2 Euchawa

an arrest to

------・1000 またまで おお上書書を書かませませる In 125 a 25 a 25 a . . .. . a aven sate Antonio establica pet, du prix The second secon Waynes or A 5 75 C9 the service of the model of the service of the serv ...: -- .: -- .: -- de \_- :--: =-:d-# @

Maria la antique de la maria de krem auf eine ein geran mit Barram of the sales of the design It see mer Gunt in un grandt pt ---and the second of the second of Ampageria de Are Minte of the parties de grades legera du chan. Paur la grait Programme of the terminal area saight i Mathington Cel lyminis or size to ant ste er i li vagere de la Chambre pe

e green eine nametruchtem dium an Diej lies glas tere les en this ... was superious our o Berent went emplifier 1/4 regrete in ben patra-del er process a commence da borra en witter in the Sangue mane tome; hour faves on: PA bite... Lis berreget d'Aras et ttet angre grafiquement entag Afterior that gaspiless per

washi in in du grie du per Karra - Printerport & Scottif Paraul Contracts des uns et Turn trime autocreriano. triefe in ereited empferm ter import.. ou that fort wait sor architect. Antile street-eine en Day to the contract of the contract bette tie - tiguet attes farges a terstrum in disk stappomint i La company du chah e. 

laires à chair e Etai de 193

pingne; o . crup - prits

tener genennen. Drub e Bies

rérent :. .- l'ar en emetrant develope mint decomemique de toujour: : : ::: dure SAFAX

Entreprises

Er. / virel Themselves Friegra. Anno The General Themselves T

1 4 A 2

Deu

In end